

Le schilling autrichien
sera-t-il dévalué ?

LIBRE PAGE 40

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,80 F

Algérie, 1,30 D; Maroc, 1,50 D; Tunisie, 1,25 D;
Allemagne, 1 DM; Belgique, 11 sc; Espagne,
13 sc; France, 5 F; Grèce, 2,50 sc; Italie,
20 sc; Japon, 35 sc; Pays-Bas, 20 sc; Portugal,
20 sc; Royaume-Uni, 20 sc; Suède, 1,25 sc;
Suisse, 1 fr; U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 10 sc.

Tarif des abonnements page 18

5, RUE DES ITALIENS
75002 PARIS - CEDEX 09

C.C.P. 4507-23 Paris 7
Tél. Paris 56 60 72
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Campagne d'épuration en Chine

La Chine célèbre, ce jeudi 6 octobre, le premier anniversaire de l'arrestation de la « bande des quatre » : Mme Chiang Ching-kuo, veuve du président Mao Tse-tung, décédée quelques semaines auparavant, et ses « complices » Hong-wen, Wang Hong-wen, Chang Chun-chiao et Yao Wen-yuan. Cette arrestation avait constitué un coup de théâtre, les « quatre » étant considérés — au moins à l'étranger — comme les héritiers spirituels du Grand Timonier. Depuis, en la ligne « radicale », dont ils étaient les tenants, a été abandonnée.

Un éditorial, publié par toute la presse chinoise, évoque les « profonds changements » intervenus depuis l'an dernier, rapporte notre correspondant à Pékin. Ce texte rappelle les erreurs commises par le président Mao Tse-tung devant le congrès du parti, selon lesquelles la critique de la « bande des quatre » demeure le pivot de la lutte entre deux classes et entre deux voies. Le nouveau régime, qui a demandé aux cadres de se fier davantage au langage du réalisme qu'aux discours creux, a fait néanmoins appel à l'idéologie pour justifier ce qui apparaît en partie comme une rivalité de personnes.

Tout en présentant la situation actuelle comme « meilleure qu'on ne pouvait s'y attendre », l'éditorial incite les militants à se livrer à une véritable chasse aux sorcières. La « campagne de critique et de dénonciation » de la « bande des quatre » doit entrer, dit-il, dans une nouvelle phase pour l'élimination des « influences empoisonnées de la ligne révisionniste ». Le nécessaire, poursuit-il, doit être fait pour que les enquêtes soient menées plus à fond. Ce travail d'enquête a une influence directe sur la pureté et la consolidation de notre parti.

Un tel langage laisse prévoir une nouvelle vague d'épuration, au moins parmi les cadres locaux. La purge entreprise dans les rangs du P.C. chinois n'a d'ailleurs guère cessé depuis un an. Non seulement de hauts personnages — comme les anciens premiers secrétaires du parti dans les provinces de l'Anhui et du Kansu — sont actuellement soumis à de violentes « campagnes de dénonciation », mais de nombreux mouvements de personnels continuent d'intervenir dans l'appareil du parti et dans l'armée. Plusieurs commandants de districts militaires provinciaux ont changé d'affectation. On pense à Pékin que l'épuration se poursuivra jusqu'au printemps, en liaison avec une campagne de « rectification du style de travail dans le parti ».

C'est en fait tout un style de vie que les Chinois sont invités à modifier. La contestation, voire la rébellion, doivent céder au culte de la production. Une campagne d'émulation socialiste est en cours entre les entreprises industrielles, rapportait mardi l'agence Chine nouvelle, selon laquelle la production industrielle de janvier à août a augmenté de 10 % par rapport à celle de la même période en 1976. Les « dirigeants inefficaces » sont critiqués un peu partout.

Tout en invitant au rendement, les dirigeants chinois annoncent une nouvelle politique culturelle. Quelques jours après la première exposition en public de M. Chou Yang, vice-ministre de la culture jusqu'à la révolution culturelle, « le Quotidien du peuple » a invité les artistes chinois à adopter la directive « Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles s'épanouissent » lancée par Mao en 1956 et qui en Chine, est le fondement de ceux qui revendiquent le droit à la recherche de nouvelles formes de créativité dans la répartition de nombreux artistes et intellectuels dispersés depuis la révolution culturelle d'années dans ce mouvement, mais comment celui-ci pourrait-il se développer sagement dans le climat obsessionnel créé par la campagne contre les « quatre » ?

Le parti communiste espagnol réagit favorablement au projet de pacte de M. Suarez

Le chef du gouvernement espagnol a, le mercredi 5 octobre, proposé à tous les leaders des partis représentés aux Cortès, de les rencontrer à la fin de cette semaine, en vue d'adopter avec eux un « plan d'urgence » destiné à redresser la situation économique et à mener à bien les réformes politiques et sociales indispensables à la consolidation de la démocratie. La presse de Madrid emploie déjà, à ce propos, l'expression de « pacte de salut national ».

L'appel de M. Suarez intervient alors que la situation économique du pays est mauvaise : on prévoit, pour 1977, une inflation supérieure à 30 % ; le taux de chômage est de 5 % de la population active et les faillites se multiplient dans l'industrie.

Les consultations qui ont précédé la proposition du chef du gouvernement permettent de penser que la plupart des partis, et en particulier le P.C.E., y répondront favorablement.

De notre correspondant

Madrid. — Petit coup de théâtre à Madrid. Le chef du gouvernement, M. Adolfo Suarez, vient de demander aux leaders des principaux partis politiques de discuter ce qu'on appelle déjà, dans la capitale, un « compromis historique » à l'espagnole. Les porte-paroles des groupes parlementaires ont été invités à se réunir avec le président du gouvernement, le samedi 8 et le dimanche 9 octobre, pour envisager un « pacte » de caractère et d'objectifs limités « destiné à apporter une solution à nos problèmes les plus graves de l'Espagne actuelle ».

Un accord d'un an

Dans la lettre qu'il vient de leur adresser, M. Adolfo Suarez propose aux principaux chefs de parti de se mettre d'accord avec lui sur un plan d'urgence économique, ainsi que sur une série de réformes destinées à adapter la législation à la « réalité socio-politique du pays ». Il cite à ce propos les modifications nécessaires du code pénal, la politique d'ordre public et celle de l'immigration.

Cette offre a été bien accueillie, sauf par le parti socialiste ouvrier. Le P.S.O.U. participera à la réunion, mais formule des réserves.

Le parti communiste ne cache pas sa satisfaction. M. Ramon Tamames, membre du comité exécutif du P.C.E., a déclaré, le mercredi 5 octobre, que l'initiative de M. Suarez pouvait être le premier pas vers le gouvernement d'union nationale réclamé par son parti. M. Santiago Carrillo a été le seul, parmi les principaux dirigeants de l'opposition, à avoir été reçu ces derniers jours par le président, au cours d'un entretien assez discret pour qu'aucun journal ne l'ait mentionné. Le secrétaire général du parti socialiste ouvrier, M. Felipe Gonzalez, a été consulté par téléphone et le président du parti socialiste populaire, M. Tierno Galvan, confie qu'il y a bien longtemps qu'il n'a pas mis les pieds à la présidence.

Certains journaux ont indiqué, mercredi, que le pacte proposé aux partis serait limité à un an. Or le plan d'urgence économique est prévu pour un minimum de deux ans. Les délais comptent sans doute moins que les objectifs au cours de la discussion que M. Suarez va engager avec ses partenaires. Les communistes et

les socialistes populaires semblent disposés à faire des concessions sur les mesures de compression des salaires envisagées par les responsables de l'économie pour juguler l'inflation. Néanmoins ils indiquent par avance que le dernier mot reviendra aux syndicats, et que l'insécurité imposée aux travailleurs devrait s'accompagner d'une contrepartie sociale : contrôle sur les fonds de la sécurité sociale, gel des prix, désarmement du crédit au bénéfice de la petite et moyenne entreprise pour relancer l'activité et diminuer le chômage.

Mais la conclusion d'un pacte risque de se heurter à l'hostilité des socialistes, qui devront néanmoins s'y reprendre à deux fois avant de refuser tout accord : s'ils sont satisfaits dans l'opposition, — comme ils l'ont été souvent jusqu'à présent au Parlement — ils risquent d'être mal jugés par l'opinion publique. S'ils acceptent la formule proposée, ils donnent un long avertissement à M. Suarez, ce qui va contre leur intérêt, du moins s'ils sont sincères quand ils affirment être prêts à prendre la relève.

CHARLES VANHECKE.

La majorité place les libertés au centre de sa campagne électorale

M. Barre apporte des satisfactions à la C.G.C.

Le comité central du P.C.F., qui a siégé mercredi 5 et jeudi 6 octobre, a fait le point sur la rupture des négociations consacrées à l'adhésion du programme commun. M. Georges Marchais devait évoquer les délibérations de son parti, jeudi à 13 heures, au journal de TF1. M. Mitterrand s'exprimera sur le même sujet, vendredi 7 octobre à 20 heures, au journal d'Antenne 2.

C'est aussi des conséquences de la crise qui secoue l'union de la gauche que devait parler M. Raymond Barre, à 20 h. 30, au cours de l'émission de TF1, « L'événement », ce jeudi 6 octobre. Le premier ministre doit également rendre compte de ses voyages à Washington et à Moscou et souligner l'image positive que la France conserve à l'étranger. Enfin, il reviendra sur la situation économique et sociale en insistant sur la nécessité de prolonger l'effort de rigueur. M. Barre pourra faire état des satisfactions qu'il vient d'apporter aux cadres de la C.G.C. en s'engageant, en particulier, à ne pas supprimer, pour 1978, le plafond des salaires soumis aux cotisations sociales.

Autre signe d'une certaine pérennité de la politique contractuelle : la signature donnée par les syn-

dicats réformistes aux accords de salaires dans plusieurs entreprises nationalisées (R.A.T.P., E.G.F., Charbonnages de France). Mais l'emploi reste un point noir : le nombre des chômeurs secourus a encore fortement augmenté en septembre, les licenciements liés à des restructurations ou à des restructurations d'entreprises restent très nombreux.

Si le premier ministre pense, comme M. Jean-Pierre Solson, secrétaire général du parti républicain, qui s'en explique ci-dessous, que le paysage politique s'est modifié du fait des divergences à gauche, M. Chirac a soutenu, de nouveau, un point de vue différent, jeudi matin, au micro de France-Info. Le président du R.P.R. a réaffirmé son scepticisme face à une éventuelle majorité social-centriste. Une formule qui sera sans doute évoquée à Lyon, où s'ouvre, vendredi 7 octobre, le congrès extraordinaire du C.D.S.

Il semble toutefois que le thème essentiel de la campagne de la majorité portera sur les libertés. M. Giscard d'Estaing s'exprimera sur ce sujet, devant le Conseil constitutionnel, le 8 novembre.

QUESTIONS AU P.S.

par
JEAN-PIERRE SOISSON (*)

Tout paraît, désormais, opposer le parti communiste et le parti socialiste. L'un et l'autre ont pesé la même conception de l'organisation de l'économie, d'une politique de la défense, de l'échelle des rémunérations. Comment pourraient-ils gouverner ensemble ?

Le problème essentiel de l'opposition est ainsi un problème de crédibilité.

Imagine-t-on, à la table du conseil des ministres, s'affrontant Georges Marchais et François Mitterrand avec cette violence, longtemps retenue et soudain révélée ? Pendant cinq ans, ils

ont ensemble chanté la grand-messe du programme commun, mais ils avaient sous les yeux des missiles différents.

Certes, ils veulent le programme commun, mais les mots qu'ils emploient n'ont pas le même sens. Aussi je voudrais poser deux questions aux dirigeants du parti socialiste.

Voilà la première. Pendant des (*) Secrétaire général du parti républicain.

années, ils ont affirmé que l'adhésion avec le parti communiste était la condition même de la transformation de ce dernier. Or ils disent maintenant que, non vraiment, le parti communiste « n'a pas changé ». Certains parlent à nouveau de « démocratie populaire » et même d'un Etat « puissant, centralisateur, contraignant », qui risquerait de devenir « par la force des choses, contre même la volonté de ses dirigeants, policier » (1). L'intransigeance du parti communiste n'est-elle pas la condamnation de l'entente qu'ils ont souhaitée et qu'ils manifestent en juin 1977 la signature du programme commun ?

La deuxième question est tout aussi grave. La rupture est intervenue sur les nationalisations. Or c'est à leur sujet que Georges Marchais, dans la préface écrite en 1972 pour la publication du programme commun, évoquait le « seul minimum », c'est-à-dire le seuil au-delà duquel aucun retour en arrière n'est possible.

« Le programme commun », a récemment déclaré le secrétaire général du parti communiste, « n'est pas encore le communisme » — pas encore. Mais il y conduit. N'est-il pas significatif que les communistes n'aient accepté sur les nationalisations aucune véritable concession ?

La liberté ne se divise pas. Au prix de convulsions sanglantes, la liberté politique est née en Europe et aux Etats-Unis à la fin du dix-huitième siècle, sur le terrain que lui avait préparé la liberté économique.

(Lire la suite page 11.)

(1) Jean Daniel, « Le tournant », in « Nouvel Observateur », 26 septembre 1977.

Les « trahisons » du président Carter

Alors que les milieux politiques américains accueillent avec soulagement l'accord américano-israélien intervenu dans la nuit du 4 au 5 octobre — et qui constitue, de la part de Washington, un recul par rapport à la déclaration américaine d'août dernier, — la conjonction de Belgrade poursuit ses travaux. Les délégués américains et soviétiques prennent la parole ce 6 octobre ; on pense qu'un affrontement entre Moscou et Washington sera évié sur le problème des droits de l'homme. M. Bettencourt est intervenu égale-

ment ce jeudi : le chef de la délégation française a notamment affirmé que « le principe de non-intervention ne doit certes pas servir d'alibi pour se soustraire à l'exécution des engagements souscrits dans l'acte final ».

Aussi bien les récents développements dans l'atmosphère du Proche-Orient que la modération de M. Carter sur les problèmes des droits de l'homme ont amené de nombreux observateurs à parler des « abandons » voire des « trahisons » du président.

par JACQUES AMALRIC

— ou, plutôt, ne sont pas fausses. Elles sont aussi quelque peu sombres. Voici longtemps, après tout, que M. Carter ne faisait pas mystère de sa volonté de modifier la stratégie, sinon la politique, des Etats-Unis au Proche-Orient : de « petites phrases » en « petites phrases », il en est arrivé à affirmer, récemment, qu'il ne peut pas y avoir de règlement durable qui ne tienne compte de la réalité palestinienne.

(Lire la suite page 3.)

AU JOUR LE JOUR

HEURES CREUSES

Il paraît que le tout-électrique est menacé et que la tarification dégressive des heures creuses va disparaître. On comprend, bien sûr, que le gouvernement ait le souci de ne pas encourager la consommation. Mais est-ce la bonne méthode ?

Si l'on considère comment est consommée l'énergie électrique d'un pays, on s'aperçoit qu'il y a des heures de pointe électrique entre lesquelles s'étendent de longues heures creuses où s'accumulent, à bon marché, les projets, les réflexions, les projets, voire les programmes.

Robert Escarpit.

UN RETOUR TRIOMPHAL

Günter Grass et « le Turbot »

Günter Grass l'imprévisible. Günter Grass le scandaleux... Il y aura bientôt vingt ans, la ville de Brême entendait couronner « le Tambour » et, à ce titre, était contestée. Les aventures du nain Oscar choquaient par leur « obscénité », par leur immoralité. Depuis, l'auteur a fait son chemin, le livre aussi, dont les tirages atteignent dans la seule R.F.A. plus d'un million et demi d'exemplaires.

Günter Grass appartient à la génération du traumatisme : né en 1927 (à Dantzig), il était à peine adolescent lors de la guerre, de l'effondrement du Reich. Pour lui, pour eux, ces écrivains qui connaissent le « Groupe 47 », l'après-guerre fut l'occasion d'une des plus radicales reconstructions de l'histoire européenne. Ecrire pour survivre, écrire pour surmonter, écrire pour retrouver une conscience morale, et nationale.

Plus que Heinrich Böll, Grass est devenu aujourd'hui un défen-

seur acharné, et internationalement écouté, de la social-démocratie. Pendant ces dix dernières années, il s'est fait, le champion de la S.P.D. On l'a vu accompagner et soutenir son ami Willy Brandt dans sa campagne électorale de 1972. On le voit encore animer une revue (« L. 76 ») où il donne la parole aux socialistes de l'Ouest et de l'Est.

Lessé moins de la politique que du langage, dont elle s'inspire, Günter Grass revient à l'écriture. Son « Turbot », qui paraît actuellement en R.F.A., est un événement littéraire. Nicole Casanova a rencontré l'écrivain qui présente cette somme et s'entretient avec elle page 24 dans « le Monde des livres » des implications littéraires et politiques de l'ouvrage. Encore qu'il se déclare « fatigué du présent », Grass règle ses comptes avec celui-ci.

FRANÇOISE WAGENER.

SEUIL

Jean Lacouture

LEON BLUM

« Une magistrale biographie. Jean Lacouture a retrouvé le vrai visage de Léon Blum. »

Marcel Péguy / LE POINT

« C'est le grand mérite de Jean Lacouture d'avoir retrouvé l'unité de cet homme contradictoire qui fut, d'une seule voix, dire non à la fois au capitalisme et au collectivisme. Un livre passionnant. »

LE NOUVEL OBSERVATEUR

Un vol. 600 pages, illustrations, 55 F.

idées

LE TRAVAIL ET LA RETRAITE

Le point de vue de...

MICHEL CALONI

A chacun selon ses besoins

Médecin, Michel Caloni est animateur de stages de préparation à la retraite.

La pré-retraite à soixante ans pour les salariés du secteur privé est certainement une excellente chose. Elle permettra notamment de résoudre le problème qui se pose aux couples dont l'épouse, plus jeune que le mari, continue à travailler alors que ce dernier est déjà à la retraite. Nombreuses sont les femmes qui voudraient prendre leur retraite en même temps que leurs époux, mais qui, ayant cessé leur activité professionnelle pour élever leurs enfants, n'ont pas les cent cinquante trimestres nécessaires de cotisation à la Sécurité sociale. Alors elles travaillent jusqu'à soixante-cinq ans pour obtenir la meilleure pension possible, pendant que leurs maris les attendent à la maison. L'accord patrons-syndicats permettra sans doute de remédier à cette situation.

Dépendant, nous pensons qu'une autre solution, plus équitable, existe.

Actuellement, une des conditions pour obtenir la retraite maximum de la Sécurité sociale est d'avoir cotisé pendant cent cinquante trimestres, soit trente-sept ans et demi. Or, nous avons rencontré beaucoup de travailleurs ayant cotisé pendant quarante, quarante-deux et même quarante-cinq ans. Les cotisations versées pour les années de travail dépassant les trente-sept ans et demi sont perdues, ce qui provoque une certaine grogne, alors qu'en même temps il manque des trimestres à leurs conjoints, qui devront travailler jusqu'à soixante-cinq ans pour obtenir le plus grand nombre possible de trimestres de cotisation. Dans la réalité d'un ménage, les cotisations comme les pensions s'additionnent. Alors pourquoi ne serait-ce pas la même chose pour le nombre des trimestres de cotisation ?

Sans bouleverser toute législation actuelle, ne pourrait-on envisager l'addition des trimestres de cotisation du mari et de la femme ? Au cas où cette somme serait égale ou supérieure à trois cents trimestres, la condition de cotisation (trente-sept ans et demi) serait remplie pour chacun des conjoints. De même, si l'un des conjoints disparaissait avant de prendre sa retraite, des trimestres de cotisations du défunt ne pourraient-ils pas être imputés au crédit du conjoint survivant ?

Ne risque-t-on pas, d'autre part, de transformer une « possibilité de prendre sa retraite » en une obligation ? La retraite, qu'on le veuille ou non, constitue un traumatisme psycho-affectif qui peut être atténué si elle n'est pas subie (mise à la retraite) mais prise, donc voulue, à la date de son choix.

C'est pourquoi il ne faudrait plus entendre revendiquer la retraite à soixante ans, mais la retraite « à partir » de soixante ans, ce qui n'est pas du tout la même chose. Pour que la retraite change de visage, il est indispensable qu'elle ne soit plus subie comme la sanction d'un âge dont le retraité n'est pas responsable. Elle ne doit plus se conjuguer au passif : « On m'a mis à la retraite », mais à la forme active, et donc être l'expression d'une volonté : « J'ai pris ma retraite ». Le succès de la formule de la retraite à la carte créée dans certaines entreprises nous a révélé que cette solution atténue de façon considérable le traumatisme de la retraite et ses séquelles.

Et pour certains (rare) ou certaines célibataires, veuves ou veuves pour qui l'atelier ou le bureau est le lieu unique de communication et de relations humaines et sociales, la retraite dans sa forme actuelle entraîne la mort sociale et bien souvent provoque des catastrophes. Pourquoi ne pas donner à ces personnes la possibilité de poursuivre (comme en U.R.S.S.) quelque temps leurs activités et leur permettre une réduction progressive du temps de travail, afin de les aider à passer en douceur de l'activité à la retraite ? Les départs anticipés de certains ou de certaines seraient sans doute en partie compensés par les prolongations d'activité des autres.

J'entends déjà d'ici les cris que vont susciter mes propositions : « Et le million de chômeurs, qu'en faites-vous ? Les vieux, à la retraite, place aux jeunes. » A ceux-ci, je répondrai que les actifs d'aujourd'hui, donc eux-mêmes, sont les vieux de demain ; qu'il convient donc de penser à l'avenir lointain et non au présent immédiat. En même temps, je me demande quand ce mythe du remplacement des retraités par des chômeurs sera détruit : les mises à la retraite anticipées obligatoires, forme déguisée du licenciement collectif, n'ont jamais créé beaucoup d'emplois nouveaux, même dans les entreprises nationales. Elles ne font que créer des « demi-actifs du monde du travail » (le terme est d'un jeune retraité). Ne serait-il pas plus logique de laisser partir ceux (et surtout celles) qui le désirent, et de permettre aux autres de choisir leur date et leur mode de départ ?

La retraite à la carte, ou « à chacun selon ses besoins » : c'est le devoir d'une société qui se veut de progrès de répondre aux aspirations légitimes de ses membres, pour leur permettre un plus grand épanouissement, une vie meilleure, plus heureuse.

Une vie active en peau de chagrin

par MARCEL BLEUSTEIN-BLANCHET (*)

Je voudrais déclarer la guerre au mot retraite. N'est-il pas emprunté au langage militaire ? « Marche en arrière d'une armée après un combat malheureux », précise le Petit Larousse. Cela crée une étrange ambiance autour de centaines de milliers de travailleurs que la société envoie, chaque année, à l'arrière. Quel combat malheureux ont-ils livré ?

Cette contamination du langage est tellement évidente que les militaires de carrière se gardent de parler de retraite quand il s'agit de désigner leur propre retour à la vie civile : les généraux quittant l'active sont d'abord versés dans le cadre de réserve. Quant aux hommes politiques, quand ils perdent leur mandat, on les met en réserve de la République.

Le pouvoir et les privilèges passent aussi par le vocabulaire. Il y a des mots qui font mal et qui coûtent cher.

Trop souvent, la retraite est effectivement vécue comme une défaite, sans doute parce que la coupure est trop brutale avec la vie active. Elle se trouve cotée entre un apprentissage universitaire qui s'allonge et une fin de carrière qui se rapproche. Avec, aux deux bouts, la même contradiction : de jeunes qui mûrissent de plus en plus vite, mais qui n'en finissent pas plus longtemps dans l'anticipation de la retraite. Elle se trouve cotée entre un apprentissage universitaire qui s'allonge et une fin de carrière qui se rapproche. Avec, aux deux bouts, la même contradiction : de jeunes qui mûrissent de plus en plus vite, mais qui n'en finissent pas plus longtemps dans l'anticipation de la retraite.

Un retraité ne manque pas forcément d'occupations : cultiver son jardin, bricoler, aller voir des amis, voyager, faire ce qu'on n'aurait pas le temps de faire aussi longtemps qu'on travaillait. Il y a beaucoup de retraités heureux. D'autres ont dû mal à se contenter de cet ersatz d'activité. C'est qu'il y manque le sentiment

d'être directement utile à la collectivité, ainsi que la valorisation qui s'y attache. Au niveau collectif, je trouve aberrante la stratégie sociale qui consiste à mettre en hibernation des Français et des Françaises, dont le savoir-faire pourrait encore apporter beaucoup à la communauté. On vient de mettre en œuvre les premières mesures de la retraite anticipée. Elles vont retirer de la vie collective quelques centaines de milliers de travailleurs à 70 ans, soixante ans, ou on est de plus en plus en pleine possession de soi. Voilà un de nos paradoxes.

En fait, la vie active de l'homme est devenue une peau de chagrin. Elle se trouve cotée entre un apprentissage universitaire qui s'allonge et une fin de carrière qui se rapproche. Avec, aux deux bouts, la même contradiction : de jeunes qui mûrissent de plus en plus vite, mais qui n'en finissent pas plus longtemps dans l'anticipation de la retraite. Elle se trouve cotée entre un apprentissage universitaire qui s'allonge et une fin de carrière qui se rapproche. Avec, aux deux bouts, la même contradiction : de jeunes qui mûrissent de plus en plus vite, mais qui n'en finissent pas plus longtemps dans l'anticipation de la retraite.

Je ne suis pas en train de dire qu'il faut reculer l'âge légal de la retraite. Ce serait nager à contre-sens de l'évolution économique, technologique et sociale. Je dis seulement qu'il faut restituer aux retraités le sentiment d'appartenir au tissu vivant de la nation, et pour cela inventer à leur bénéfice une retraite active.

toutes nos mentalités à l'égard de la retraite. Elle devrait notamment réfléchir aux moyens de faire disparaître cette notion de classe d'âge qui se faufile dans tous les sondages, toutes les analyses sociologiques et qui nous a fait tant de mal. C'est elle qui est à l'origine du racisme anti-jeunes ; celui qui a conduit à parquer les uns et les autres dans des ghettos : ici le campus, là le bûlage ou l'hospice.

Il s'agit de réunifier cet univers cloisonné en faisant comprendre à tous qu'une société en mutation accélérée comme la nôtre a simultanément un immense besoin des jeunes, parce qu'ils sont plus capables que d'autres d'assumer le changement, et un immense besoin des moins jeunes, parce qu'ils détiennent le trésor des références, sans lesquelles le changement n'est qu'un leurre.

La France, qui a toujours brillé par la qualité de sa main-d'œuvre, possédait les meilleurs artisans du monde : ceux qui ont

taillé les pierres de Notre-Dame et assemblé les meubles de Versailles.

Il s'agit de former ceux qui en manifesteront le désir dans des spécialités artisanales aux antipodes de celles où ils ont fait carrière. L'ancien employé de bureau deviendra potier ou cordonnier, développera son goût pour le métal, la pierre ou le tissage. En contribuant à resusciter un secteur économique en déclin, chacun y trouvera le plaisir de créer de ses doigts, doublé de la joie que procure la perspective de prendre un nouveau départ à l'âge habituel des renoncements.

Cela demanderait quelques aménagements. Il ne faudrait ni concurrencer indûment les artisans en place, ni aboutir à faire prendre deux fois en charge par la communauté le fonctionnement du système de retraite ; succès de ces problèmes n'est insoluble : pas davantage celui qui pose le financement de la population au bout du compte. Investissement serait modeste au regard du profit qu'en tireraient les individus de la communauté.

Pour une Fondation de la retraite active

Pour accélérer le processus, il faudrait lui donner le renouveau qu'il mérite. Je propose dès à présent que soit créée une Fondation de la retraite active, fonctionnant sur le modèle de la Fondation de la vocation. Elle aurait pour première tâche d'organiser un concours et une sélection de « chefs-d'œuvre » réalisés par les retraités. Un prix important, décerné par le président de la République en personne, donnerait ostensiblement la mesure de l'utilité publique d'une telle initiative. Et le secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail, chargé du travail manuel, serait tout désigné pour la patronner, lui donnant ainsi toute sa portée et sa signification.

Dotée par les Calons et le 1 %, la Fondation serait le lieu de rencontre du nouvel artisanat, le foyer où viendraient s'allumer ces vocations différées — différées par la vie.

Elle pourrait avoir comme deuxième tâche de programmer la mise sur vidéo-cassettes du qu'il faut pour la sauver. Ainsi se

constituerait une filmothèque à la disposition de tous ceux qui voudraient reprendre un de ces métiers en voie d'extinction ; et non seulement les retraités, mais les jeunes.

Quoi qu'il en soit, il est urgent d'entreprendre une action d'envergure pour modifier la signification sociale de la retraite. Le gouvernement vient de prendre diverses mesures aboutissant à la création de nouveaux emplois pour les jeunes. Personne ne s'en réjouit plus que moi, qui, depuis si longtemps, militais dans ce sens (1). Il ne faudrait pas que ces mesures, coïncidant avec celles qui concernent la retraite anticipée, donnent à penser que la société française résout ses problèmes sociaux en appliquant le principe des vases communicants.

Silhon, les nouveaux retraités auraient tôt fait de ressentir qu'on les chasse pour faire place aux jeunes ; et ceux-ci, qui recevraient vite l'impression qu'on les encourage à pousser leurs aînés vers la sortie.

(1) Voir le Monde du 24 mars 1970 : « Cent mille emplois pour cent mille étudiants ».

(*) Fondateur de la société Publi-Plan, président de la Fondation de la vocation.

Faire disparaître les classes d'âge

On ne m'a pas attendu pour y réfléchir et aussi pour agir. Avec l'encouragement des pouvoirs publics, parfois à leur initiative, de nombreux organismes se sont dévoués au cours de ces dernières années qui se donnent pour tâche de préparer la retraite en douceur et de proposer aux retraités toute une gamme d'activités. Athlétisme, yoga, natation, randonnée, billard, échecs, belote, bridge, jeux en tout genre, mais aussi rencontres, conférences, concerts, excursions, tourisme, initiation à l'art, sans oublier la création de journaux du troisième âge ni celle des universités d'été. On ne m'a pas attendu pour y réfléchir et aussi pour agir. Avec l'encouragement des pouvoirs publics, parfois à leur initiative, de nombreux organismes se sont dévoués au cours de ces dernières années qui se donnent pour tâche de préparer la retraite en douceur et de proposer aux retraités toute une gamme d'activités.

plupart des cas, le problème dont nous traitons n'est pas abordé ? Ce n'est pas de distraire les retraités ni de les maintenir en forme, qu'il s'agit — encore que ce soit là des objectifs parfaitement honorables —, mais de les réinsérer dans le corps social. Or toutes ces activités, dans la mesure où elles leur sont spécifiquement destinées, ne font qu'entretenir l'existence d'un univers du troisième âge. Certains peuvent s'y sentir à l'aise. D'autres pas.

C'est pourquoi je propose qu'une commission de experts, assistée pour la bonne règle de quelques experts, se mette au travail sans tarder. Elle pourrait avoir comme tâche essentielle de modifier, avec les mots qui en sont le reflet,

CORRESPONDANCE

L'article d'André Fontaine publié dans « le Monde » du 1^{er} septembre 1977 nous a valu un assez abondant courrier dont nous publions ci-dessous des extraits significatifs.

D'un extrême à l'autre

Prenons un cas concret, le mien, qui fut celui de toute ma génération. Je viens de prendre ma retraite (à soixante-cinq ans). Avant toujours été « chef de service », donc « responsable » devant un certain nombre de citoyens, et d'ayant pas « fondé de famille », j'ai travaillé pour deux : toujours dans la hâte et devant une multiplicité de tâches, j'ai travaillé chez moi le soir, le dimanche, pendant mes « vacances ». Pour essayer de rendre service « le mieux possible », et aussi, évidemment, parce que j'ai aimé mon job.

Mais, si j'ai été très apprécié, quantité et qualité j'ai toujours regretté de n'avoir pas le temps d'acquiescer d'autres connaissances. D'entretenir des relations amicales autant que je l'aurais souhaité, et surtout de n'avoir jamais eu la possibilité de m'occuper de gens âgés et seuls, car seuls les « jeunes » peuvent le faire.

Au lieu de travailler deux fois plus, j'aurais dû travailler deux fois moins... et pouvoir mener une vie plus équilibrée, plus enrichissante, plus sportive, plus amicale.

Je n'ai pas été la seule... Je n'ai jamais songé à la retraite comme à la dévotion ; je n'y ai jamais songé. Je constate, ce n'est pas un regret, que je passe d'un extrême à l'autre. C'est aberrant.

Regardez les foules du métro, le soir ou de très bon matin, et dites-vous que, parallèlement à ce spectacle de créatures harassées, il y a des chômeurs.

MARGUERITE BESDERKA (Antony).

Le tassement de la demande

Je ne suis pas économiste, loin de là, mais je pense comme vous qu'on ne peut pas indéfiniment assurer une croissance considérablement mécanisée, où chaque machine implantée au nom du sacrosaint abaissement du prix de revient (et qui y parvient) supprime qu'on le veuille ou non un certain nombre d'emplois, et en même temps assurer le même nombre d'heures de travail qu'une société de type artisanal.

Une réponse a certes été trouvée provisoirement dans la fuite en avant de ces dernières années, largement confortée par le développement de la publicité, la persécution à outrance, les sollicitations de toutes sortes vers de nouveaux besoins.

Mais le tassement de la demande au fur et à mesure de la saturation de l'équipement des foyers a fait qu'un bon nombre d'actifs, les femmes notamment, se sont vus privés d'emploi et n'ont trouvé d'autres moyens pour occuper les vides ainsi créés que de se jeter massivement sur le marché du travail, préférant même les horaires de bureaux ou d'usines à l'inactivité forcée du foyer souvent éloigné hors des centres des villes et des zones d'emplois, remplissant bien des emplois à moindre coût que leurs homologues masculins.

GERARD LE MONTEYER (Viroflay).

« Partage du travail » et niveau de vie

En premier lieu, il importe, me semble-t-il, de ne pas laisser entendre qu'il serait possible de réduire substantiellement la durée moyenne du travail sans enlèvement du même coup une amputation du niveau de vie. Il convient, à cet égard, de méditer l'exemple suédois. Aucun pays occidental, en dehors des Etats-Unis, ne peut se

La durée du travail

permettre seul une politique de « partage du travail » de quelque ambition car sa compétitivité risquerait rapidement d'en souffrir.

D'autre part, il ne faut pas sous-estimer le fait que, de plus en plus, les demandeurs d'emploi sont des hommes et des femmes qui ne voudraient pas accepter la majorité des emplois actuellement occupés par les travailleurs.

Il ne suffit donc pas de réduire la durée de travail des travailleurs actuellement en

place, pour que les demandeurs d'emploi se précipitent vers les places ainsi rendues disponibles.

Il me semble, sous cet angle, que la grande tâche de la prochaine génération consistera à faire le syndrome de la formation professionnelle, c'est-à-dire l'adaptation systématique des emplois aux aspirations inhérentes au cadre culturel dans lequel la jeunesse actuelle a grandi.

MICHEL ALBERT, commissaire adjoint au Plan.

Bibliographie

« IL Y A TOUJOURS DES HOSPICES DE VIEUX » de Bernard Ennuyer et Michèle Troude

Le titre, en lui-même, est déjà une dénonciation. « Il n'y a plus d'hospices », proclament les voix officielles qui promettent parallèlement — depuis combien de temps ! — « l'humanisation » des maisons de retraite et des établissements socio-médicaux de long séjour. Bernard Ennuyer et Michèle Troude, qui ont vécu tous deux, durant plusieurs années, les difficultés de l'animation socio-culturelle des personnes âgées, se chargent de répondre : « Il y a toujours des hospices de vieux » (*).

Ils le font avec calme, dans un livre qui rassemble d'émouvants, de poignants témoignages, et qui interpelle, dans sa sobriété même, notre société. Car elle prend la parole, c'est au nom de la frange grise des laissés-pour-compte déshérités de la consommation : les oubliés du quatrième âge — celui de la dépendance et de la solitude — ceux qui n'ont droit qu'au silence.

Les « petits vieux » de Nanterre ou ceux de la maison de cure médicale Corbin-Celton à Issy-les-Moulineaux, dans la banlieue parisienne, ont fourni aux auteurs l'occasion de décrire, sans outrances ni concessions, les conditions d'existence dans ces établissements.

Quelle voix, d'ailleurs, pourrait se faire entendre, sinon celle de ces bénévoles, de ces jeunes, souvent, qui se dévouent au service des pauvres et des isolés ? « Mais, de par la nature même du bénévolat, ils ont rejoint le camp des opprimés et ne sont pas très pressés de faire disparaître la source de leur valorisation. »

Le jugement est sévère, mais le ton est contenu, paisible et froid comme un rapport médical : « Montrerai-je un jour au grand public ces dortoirs où des personnes âgées n'ont pas respiré l'air du dehors ou vu le soleil depuis plusieurs mois et quelquefois depuis plusieurs années ? »

Un cri monte, malgré tout, de cette descente aux enfers, et c'est peut-être un cri d'espoir : l'hospice, que ce soit sous sa forme ancienne ou sous ses formes nouvelles, hôpital de long séjour, maison médicale de retraite, présente encore un nombre de fils bien souvent supérieur à cent par établissement, peut et doit disparaître.

Car c'est l'hospice qui dégrade un vieillard, et non l'inverse. — J.B.

(*) Editions Stock, collection L'Esprit, 163 pages, 30 francs.

UNE AUTRE SOCIOLOGIE

nouvelle collection "sociologies" dirigée par r. boudon et f. bourricaud

raymond boudon
effets pervers et ordre social

288 pages - 59 F

françois bourricaud
l'individualisme institutionnel
essai sur la sociologie de talcott parsons

352 pages - 69 F

pu

150

DIPLOMATIE

La visite de M. de Guiringaud au Canada

PARIS VEUT AVOIR DES RELATIONS « ÉTROITES » AVEC OTTAWA ET « FRATERNELLES » AVEC LE QUÉBEC

Ottawa (A.F.P.). — M. de Guiringaud, ministre français des affaires étrangères, doit être reçu, ce jeudi 6 octobre, à Ottawa, par M. Trudeau, premier ministre du Canada. Il se rend ensuite au Québec, où il s'entretiendra avec M. Levesque, premier ministre, et M. Morin, ministre des affaires intergouvernementales du gouvernement provincial.

Arrivé mercredi dans la capitale fédérale, M. de Guiringaud a rencontré son collègue canadien, M. Jamieson. Il a déclaré que la France était résolue à maintenir des « relations fraternelles » avec le Québec tout en gardant des « liens étroits » avec le gouvernement canadien. Il a souligné qu'il appartenait aux Québécois de déterminer leur avenir et que la France n'avait pas l'intention de s'ingérer dans les affaires intérieures du pays.

An sujet des négociations entre la Canada et l'Europe pour la reprise des livraisons d'uranium canadien à la Communauté européenne, le ministre a estimé que les deux parties avaient de bonnes chances de parvenir à une solution prochainement.

Interrogé sur la possibilité pour la France de vendre au Canada des Mirage-2000, en vue du renouvellement de quelque cent cinquante avions de combat, il a déclaré que, si le Canada « était intéressé », les experts français étaient prêts à entamer des négociations.

En ce qui concerne les deux seuls points du contentieux franco-canadien — l'indemnisation des anciennes bases canadiennes de l'OTAN en France, et l'utilisation abusive par des producteurs de vins canadiens du label « Champagne », — M. de Guiringaud a indiqué qu'il avait soumis à ses interlocuteurs des propositions susceptibles de résoudre ces affaires.

Le président algérien, M. Houari Boumedienne, a accepté une invitation du général Ramon Fernandez à se rendre au Portugal, annonce l'agence ANOP de Lisbonne. La date du voyage n'a pas été fixée. — (A.F.P.)

M. Raymond Forni, député socialiste de Belfort, a été élu mardi 4 octobre, rapporteur de la commission politique de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (U.E.O.), réunie à Strasbourg.

M. Chaban-Delemas et Tel-Aviv. — M. Jacques Chaban-Delemas a quitté Paris jeudi 6 octobre pour Tel-Aviv. Le maire de Bordeaux est invité en Israël du premier ministre, M. Menahem Begin.

M. Jean Ripert, commissaire général au Plan, pourrait abandonner ses fonctions avant la fin de l'année. Interrogé à ce sujet, il nous a confirmé qu'il était bien candidat au poste de secrétaire général adjoint des Nations unies chargé des problèmes économiques et sociaux.

EUROPE

République fédérale d'Allemagne

La Cour constitutionnelle rejette le pourvoi de terroristes emprisonnés contre les nouvelles mesures d'isolement

De notre correspondant

Bonn. — La Cour constitutionnelle de Karlsruhe a rejeté, mercredi 5 octobre, le pourvoi de plusieurs terroristes emprisonnés contre l'interdiction de tout contact entre eux-mêmes et avec l'extérieur, interdiction qui leur est imposée depuis l'enlèvement de M. Schleyer. Cette mesure s'applique notamment aux avocats qui, depuis plusieurs semaines, ne sont plus autorisés à rendre visite à leurs clients.

Ce jugement crée une situation paradoxale. Après l'attentat de Cologne, le 5 septembre, Bonn invita les ministres de la justice des divers Länder à imposer un isolement total aux terroristes en détention. Depuis longtemps, en effet, les autorités soupçonnaient que, par l'intermédiaire de leurs avocats, certains membres du groupe Baader-Meinhof organisaient des attentats, et envoyaient des directives à leurs complices.

Telle est l'argumentation sur laquelle est fondé le mandat d'arrêt décerné contre M. Croissant. Selon les autorités judiciaires, le bureau de l'avocat à Stuttgart, aurait constitué un véritable quartier général, à partir duquel des actes de terrorisme étaient organisés.

Lorsque les détenus de la prison de Stammheim se sont élevés contre le décret d'isolement signé par le ministre de la justice du Bade-Wurtemberg, celui-ci, comme ses collègues d'autres Länder, a justifié sa décision en invoquant un paragraphe du code criminel, qui autorise des mesures exceptionnelles dans le cas d'un état d'urgence. Depuis lors, cependant, certains tribunaux ont émis quelques doutes sur la validité de cette procédure. Craignant que la Cour constitutionnelle, saisie par trois détenus de Stammheim, se prononce contre

la décision du ministre de la justice, le Parlement se hâta, la semaine dernière, de voter une loi officialisant la suspension des contacts entre les terroristes emprisonnés et leurs avocats « lorsqu'ils visent à troubler la paix publique ». (Le Monde du 1^{er} octobre).

Il est vrai que, jusqu'à présent, la Cour de Karlsruhe a seulement rejeté le recours des détenus, sans se prononcer sur la compatibilité de la nouvelle loi avec la Constitution de la République fédérale. Là encore, certains spécialistes émettent quelques doutes, s'agissant en particulier de la disposition qui prévoit que l'on pourra désormais conduire un inculpé devant le magistrat instructeur hors de la prison, sans se prononcer sur la compatibilité de la nouvelle loi avec la Constitution de la République fédérale.

Il est vrai que, jusqu'à présent, la Cour de Karlsruhe a seulement rejeté le recours des détenus, sans se prononcer sur la compatibilité de la nouvelle loi avec la Constitution de la République fédérale. Là encore, certains spécialistes émettent quelques doutes, s'agissant en particulier de la disposition qui prévoit que l'on pourra désormais conduire un inculpé devant le magistrat instructeur hors de la prison, sans se prononcer sur la compatibilité de la nouvelle loi avec la Constitution de la République fédérale.

Un plan en trois étapes a été décidé : construction des quatre centrales pour lesquelles des adjudications sont faites ; puis, appels d'offres pour quatre autres ; enfin, possibilité de porter à douze le nombre de ces unités, d'une puissance de 1 000 mégawatts chacune. Mais le plan ne portera pas ses fruits avant 1985. D'ici là, l'Italie devra se débrouiller. Comment ? Les députés ne l'ont pas dit.

Démocrates-chrétiens, communistes, républicains et sociaux-démocrates ont voté l'ensemble du document. Socialistes et libéraux se sont abstenus sur le chapitre des centrales nucléaires, n'étant pas d'accord sur les moyens d'assurer ce plan. Ont voté contre : l'extrême droite, l'extrême gauche et le parti radical, dont les militants ont manifesté devant la Chambre aux cris de : « Action aujourd'hui, pour ne pas être radicaux demain. »

ROBERT SOLE.

Un mois après l'enlèvement de M. Schleyer

LE CONTACT SEMBLE ROMPU AVEC LES TERRORISTES

Bonn (A.F.P.). — M. Helmut Schmidt a réuni à nouveau, mercredi soir 5 octobre, l'état-major de crise qu'il avait constitué au lendemain de l'enlèvement de M. Hanns-Martin Schleyer. Cette nouvelle réunion, fait-on observer dans la capitale fédérale, n'était pas provoquée par l'apparition d'un élément nouveau, mais avait simplement pour objet de permettre au chancelier et à ses collaborateurs de faire le point, un mois jour pour jour, après l'attentat de Cologne.

Il semble que, depuis plus d'un mois, le contact soit rompu avec les autorités et les ravisseurs du président du patronat ouest-allemand. Deux messages destinés à ces derniers, et déposés chez M. Denis Payot, l'avocat genevois qui sert d'intermédiaire entre le commando Slegelried-Haue et le gouvernement de Bonn, sont demeurés sans réponse. Le 28 septembre dernier, il est vrai, les terroristes avaient adressé à plusieurs journaux et agences de presse un message dans lequel ils affirmaient ne vouloir reprendre les négociations avec le gouvernement fédéral que lorsque celui-ci montrerait qu'il préparait concrètement la libération des onze terroristes emprisonnés, dont le commando exige l'élargissement en échange de la vie de M. Schleyer (le Monde du 29 septembre).

On n'a, d'autre part, retrouvé aucune trace d'un yacht à bord duquel, selon certains enquêteurs, l'industriel aurait pu être séquestré. Ce bateau est recherché depuis un certain temps déjà aux Pays-Bas, au Danemark et en France. La police de Cherbourg, en particulier, a reçu d'Interpol un mandat à ce sujet.

JEAN WETZ.

Italie

Les députés ont choisi une voie moyenne en matière d'énergie nucléaire

De notre correspondant

Rome. — A une large majorité, les députés italiens ont adopté mercredi 5 octobre les grandes orientations de la politique énergétique du gouvernement Andreotti. Ce vote, doublement intéressant, conclut le débat sur les centrales nucléaires en donnant à la construction de celles-ci un « feu vert » limité, et il illustre un certain climat politique, dans la mesure où des démocrates-chrétiens et communistes ont voté ensemble, les socialistes s'étant abstenus.

La motion parlementaire se résume en trois points : développer des sources d'énergie non pétrolières (hydrauliques, géothermiques et solaires) ; favoriser des économies dans la consommation ; construire un nombre limité de centrales nucléaires.

Socialistes et libéraux s'abstiennent

Ce dernier point a surtout retenu l'attention. Les députés ont choisi une voie moyenne entre les adversaires déclarés de l'atome et

Pologne

Le Comité de défense des ouvriers se transforme en Comité d'autodéfense sociale

De notre correspondant en Europe orientale

Vienne. — Le Comité de défense des ouvriers (KOR) a été officiellement rebaptisé, le 5 octobre, le Comité d'autodéfense sociale. Le jour même, le KOR a tenu sa première séance, sous le nom de son nouveau nom.

Les vingt-trois fondateurs du Comité de défense des ouvriers se réunissent pour objectif de lutter contre la répression et la violation de la loi, et d'agir pour assurer la garantie des droits de l'homme et du citoyen. Ils indiquent que si toutes les personnes emprisonnées en relation avec les événements de juin ont été relâchées, en revanche les poursuites judiciaires n'ont pas été punies, comme le demandait le KOR. Ils estiment donc nécessaire de poursuivre leur action dans le même foyer que l'indépendant Stanislas Pyjas et il était apparemment le dernier à l'avoir vu dans la soirée du 6 mai quitter son domicile, suivi par un homme : le lendemain Pyjas était retrouvé mort dans le couloir de son immeuble. Le dossier Pyjas a été définitivement classé ces jours-ci, l'enquête menée par le procureur de Cracovie ayant conclu officiellement, dans un communiqué publié le 16 septembre, à une mort par accident.

MANUEL LUCBERT.

La modification de la nature et du but du KOR a été annoncée depuis l'amnistie décidée le 22 juillet par le gouvernement à l'occasion de la fête nationale. Cette mesure avait permis aux autorités de remettre en liberté les derniers ouvriers encore emprisonnés à la suite des grèves de juin, ainsi que les principaux animateurs du KOR, dont MM. Kuron et Michnik, incarcérés à la mi-mai lors des manifestations étudiantes de Cracovie. Depuis lors, l'action du KOR était privée de sa principale motivation. Des divergences de vues semblent même avoir surgi en son sein, certains de ses membres estimant désormais inutile de poursuivre ouvertement une contestation. En fin de compte, la plupart des anciens animateurs se seraient ralliés à l'avis de ceux qui se montraient favorables au maintien d'une activité, mais sur des bases nouvelles.

Quelle sera la réaction du pouvoir devant la relance d'une opposition qui a démontré depuis un an sa capacité et son efficacité ? L'amnistie du mois de juillet ne

Des arrestations de travail se seraient produites jeudi 27 et vendredi 28 octobre dans les charbonnages de la Haute-Silésie, notamment à Swietochlowice et Sosnowice, pour protester contre les difficultés de ravitaillement, notamment en viande, a annoncé, à Varsovie, un porte-parole du mouvement polonais de défense des droits de l'homme et du citoyen. Les autorités n'ont pris aucune sanction contre les grévistes. — (A.F.P.)

Le cardinal Stefan Wyszyński a quitté au début du mois d'octobre la clinique de l'Institut chirurgical de l'académie de médecine de Varsovie, où il avait été admis le 1^{er} septembre dernier et opéré le 16 septembre. — (A.F.P.)

République d'Irlande

VINGT-QUATRE HEURES APRÈS L'ASSOUPPLISSEMENT DES LOIS ANTITERRORISTES

M. Costello, chef du parti socialiste républicain a été assassiné

De notre correspondant

Dublin. — Vingt-quatre heures après l'annonce par le gouvernement de M. Lynch de l'assouplissement prochain des lois antiterroristes en vigueur dans la République d'Irlande, le leader du petit parti de tendance trotskiste I.R.S.P. (socialiste républicain), M. Seamus Costello, a été assassiné à Dublin. L'attentat, qui a tiré sur M. Costello alors qu'il lisait un journal dans sa voiture, a pu s'effectuer.

A l'issue d'une réunion du cabinet irlandais, le gouvernement de M. Jack Lynch a annoncé mardi 4 octobre son intention de ne pas renouveler le paragraphe 2 de la loi d'exception qui autorise la garde à vue d'un suspect pendant sept jours. L'état d'urgence, proclamé par le gouvernement de coalition de M. Cosgrave en septembre 1976 pour lutter contre le terrorisme, reste cependant en vigueur. Désormais, la police ne pourra pas détenir un suspect plus de quarante-huit heures sans inculpation. Mais un suspect pourra être arrêté de nouveau dès sa mise en liberté pour une autre infraction à la sûreté de l'État.

Le ministre de la Justice, M. Collins, sans doute sensible aux nombreuses accusations portées contre la police, notamment par Amnesty International (le Monde du 30 septembre), a déclaré que la détention pendant sept jours était « une infraction aux droits civils » et n'a pas contribué à l'amélioration de la sécurité de l'État. La proclamation de l'état d'urgence et, particulièrement, la loi d'exception, qui avait été votée peu après l'assassinat, en juillet 1976, de l'ambassadeur britannique à Dublin, M. Edward Byrne, avaient été alors condamnées par le parti

Fianna Fail, qui était dans l'opposition, et il était presque inévitable que cette loi soit modifiée. Cependant, on s'attendait que la Fianna Fail mette totalement fin à l'état d'urgence, qui a provoqué beaucoup de controverses dans le pays, notamment dans les organisations de défense des droits civils et une partie au moins des syndicats. Cet état d'urgence avait aussi été indirectement à l'origine de la démission du président de la République, M. O'Daigh, le 23 octobre 1976, à la suite de remarques faites par le ministre de la Défense, M. Donaghy.

Le gouvernement actuel a, semble-t-il, l'intention de souscrire de nouveau à la convention européenne des droits de l'homme, dont le pays avait été exclu après l'instauration de l'état d'urgence.

JOE MULHOLLAND.

[Seamus Costello, trente-huit ans, père de quatre enfants, avait été exclu en 1975 du Sinn Féin officiel, de tendance marxiste orthodoxe, pour divergences idéologiques. Il avait alors formé avec Mme Bernadette McAliskey, née Devlin, — qui a depuis quitté la formation — et un petit groupe de dissidents le parti républicain socialiste irlandais (I.R.S.P.), dont les thèses se rapprochent des thèses nationalistes de l'État provisoire de l'I.R.A. Malgré ses vagues déclarations, M. Costello était soupçonné d'avoir participé en 1975 à plusieurs attentats contre des militaires de l'I.R.A. officielle en Irlande du Nord. Plusieurs de ses membres ont été arrêtés dans la République pour cambriolages de banques. En mai 1975, Seamus Costello avait lui-même échappé de peu à un attentat à Dublin.]

Costello, qui était membre du conseil municipal de Bury, près de Dublin, s'était présenté sans succès aux élections législatives du mois de juin.]

Chypre

LES « CASQUES BLEUS » risquent de ne plus pouvoir remplir leur mission à Chypre, faute de fonds, a déclaré, mercredi 5 octobre, M. Waldheim. Le secrétaire général de l'ONU a lancé un appel pour obtenir 12 millions de dollars (environ 60 millions de francs) pour financer la force internationale à Chypre jusqu'au 15 décembre. Par souci d'économie, les deux cent vingt « casques bleus » finlandais à Chypre dont le tour de service se termine fin octobre, ne seront pas remplacés. Les douze officiers finlandais de l'état-major de l'ONU seront cependant maintenus. — (A.F.P.)

demain
L'AFRIQUE

Paraît chaque mois

le N° 2

est déjà en vente chez tous les marchands de journaux.

Ne le manquez pas

La Boutique du Brésil
43, av. Friedland
Paris 8^e
Tél. : 359.22.10

Jusqu'au 29 octobre

SOLDES

Sur toute sa collection de canapés et fauteuils en cuir (16 modèles)

Camel MP 129

Bantoe MP 271

Pacati Conseil

alfa romeo

CONCESSIONNAIRE - LOCATION LONGUE DURÉE

GAP

122 R. VAILLANT-COUTURIER
93130 NOISY-le-SEC
PANTIN 845-97-67

ALFETTA berlina 2000

EX 1150

PROCHE-ORIENT

APRÈS L'ACCORD AMÉRICANO-ISRAËLIEN

du Sud-Liban

LES PALESTINIENS ACCUSENT LES ISRAËLIENS D'AVOIR VIOLÉ LE CESSÉ-LE-FEU

(De notre correspondant.)

Beirut. — Un incident, le premier depuis la proclamation du cesse-le-feu par Israël, le 25 septembre dernier, s'est produit mercredi 5 octobre dans le secteur occidental de la frontière sud-ouest du Liban méridional. Un village frontalier, tenu par les palestiniens, a été assailli de tirs d'artillerie de moyen calibre et de mitrailleuses lourdes. Les résistants palestiniens ont accusé Israël de violation du cesse-le-feu et ont demandé le témoignage des observateurs des Nations unies (1).

Cet incident s'est produit au moment où le déploiement de l'armée libanaise dans le Sud, que l'on annonçait depuis le mois de juillet, paraît imminent. Une réunion groupant autour du chef du gouvernement libanais, M. Hoss, le commandant de la force arabe de dissuasion, le colonel Khattib, et les dirigeants palestiniens, MM. Abou Ayad et Abou Jihad, s'est tenue mercredi à ce sujet et s'est achevée sur des déclarations concernant l'envoi prochain des troupes libanaises. Une commission conjointe libano-palestinoise devait tenir une réunion ce jeudi à cet effet. — L. G.

(1) De son côté, un porte-parole militaire israélien a annoncé mercredi que quelques obus étaient tombés en territoire israélien.

Un affrontement a été évité entre l'administration Carter et le « lobby » juif

De notre correspondant

Israéliens et des anti-Soviétiques. Comme l'écrit Rowland Evans et Robert Novak dans le *Washington Post*, « le président a fait cadeau à Israël d'un allié d'une grande importance potentielle : les « durs » antisoviétiques, qui avaient adopté une attitude plus équilibrée sur le Proche-Orient ». Pour ceux-là, la faute impardonnable est d'avoir réintroduit les Soviétiques dans le jeu, ce qui ne s'imposait pas à ce stade et va à l'encontre des efforts déployés avec succès par M. Kissinger. Pour le *Wall Street Journal*, qui parle d'« insouciance », « au moins quatre années de politiques ont été sacrifiées ». Une a-t-elle critiqué couramment entendue est que le texte du 1^{er} octobre donne l'impression d'un accord des deux superpuissances pour un règlement, alors que, de l'avis général, on est encore loin du compte. Les termes du « document de travail » sur lequel Américains et Israéliens se sont mis d'accord ne sont pas connus, mais il semble

qu'ils ont permis de poursuivre la progression millimétrique vers Genève. Il s'agit notamment de savoir comment la délégation arabe unique, qui se présentera au début de la conférence, se divisera par la suite pour la discussion des problèmes spécifiques. Israël préfère une division purement géographique et par État — Égypte, Syrie, Jordanie, Liban — afin d'être sûr que les Palestiniens ne lui seront pas imposés comme interlocuteurs. Les États-Unis envisagent éventuellement une division par sujet, ce qui permettrait à plusieurs groupes de participants de s'exprimer sur tel ou tel problème. Israël aurait également « bondi » sur ce point, tout en maintenant son refus absolu de négocier avec l'O.L.P. ou d'abandonner la question d'un État palestinien. Il réside de toute façon à « pendre » ce projet aux Arabes qui ne l'ont pas accepté, alors que ceux-ci ne peuvent que redevenir méfiants devant ce qu'ils soupçonnent être un réajustement des États-Unis sur Israël.

MICHEL TATU.

La presse israélienne réagit avec scepticisme

Le conseil des ministres israélien se réunira, mardi 11 octobre, en session extraordinaire pour discuter des conditions de la participation d'Israël à la conférence de Genève, annonce un communiqué publié mercredi soir 5 octobre à Jérusalem. Selon Yediot Aharonot, l'ajournement de cette réunion — prévue initialement pour dimanche — est motivé par le désir des Israéliens d'obtenir certains éclaircissements concernant le « document de travail » israélo-américain.

Yediot Aharonot affirme à ce sujet que le premier ministre israélien, M. Menahem Begin, n'est pas satisfait de la formulation de ce texte, notamment en ce qui concerne le paragraphe 3 qui prévoit la participation des Palestiniens à des négociations sur la Cisjordanie et Gaza. La forme que prendrait cette participation — délégation séparée ou incluse dans l'une des délégations arabes — n'est pas claire. Il faut donc s'attendre, écrit le journal, que le premier ministre demandera des précisions à ce sujet. Une nouvelle rencontre entre M. Dayan et M. Vance ne saurait, de ce fait, être exclue.

« Un pas en arrière des États-Unis »

La presse israélienne réagit dans son ensemble avec scepticisme à la déclaration israélo-américaine. *Davar*, l'organe des travailleurs, souligne que « les divergences de vues subsistent entre Jérusalem et Washington », et la déclaration israélo-américaine n'annule en rien le communisme conjugué américano-soviétique ». *Al Hamichmar* (Mamam) note de son côté que « cette déclaration commune n'a pas changé sensiblement la situation à l'indépendant ». *Haaretz* estime faibles les chances d'une réunion prochaine de la conférence de Genève, étant données

les divergences profondes sur le problème palestinien. Les deux journaux des ultra-religieux, *Hamodia* et *Shearim*, estiment que « la crainte de nous voir imposer la participation de l'O.L.P. aux négociations demeure ».

● A BEYROUTE, M. Mohamed Labadi, porte-parole officiel de l'O.L.P., a déclaré que le président Carter « contredit sa propre position telle qu'elle était exprimée dans la récente déclaration socio-américaine ». L'annonce d'un accord israélo-américain, a-t-il ajouté, constitue « un pas en arrière des États-Unis devant la pression sioniste internationale sur l'administration américaine et devant les pressions exercées sur M. Carter en personne par le lobby sioniste des États-Unis. Nous ne nous attendions pas à ce que le président Carter se contredise aussi rapidement ». De son côté, le chef du F.P.L.P., M. Georges Habbache, a accusé le président Carter de « comploter pour faire disparaître les droits du peuple palestinien ».

● AUX NATIONS UNIES, M. Abdel Halim Khaddam, ministre des affaires étrangères de Syrie, qui s'est entretenu mercredi matin avec M. Vance, n'a fait aucun commentaire public, mais notre correspondant croit savoir qu'il a rejeté la déclaration israélo-américaine. — (A.F.P., A.P.)

164 Boulevard du Montparnasse Paris

Habiter près des Jardins de l'Observatoire est encore possible pour quelques passionnés de la Rive gauche.

Dans un luxueux petit immeuble, quatre beaux 2 pièces et deux 4/5 pièces dans les étages élevés, sont disponibles.

Visite sur place : lundi, mercredi et vendredi de 14 h 30 à 18 h 30.

25 25 27 20

PROMEX

65 RUE RENNEQUIN PARIS 7

LA NOUVELLE RAY-BAN



AVEC VERRES
PROTECTOR
SANS ENTOURAGE

J.P. Coffignon
OPTICIEN

81, RD. MALESHERBES 75008 PARIS

SI VOUS MESUREZ
1,80 M OU PLUS

SI VOUS ÊTES
MINCE OU FORT

JOHN RAPAL

GRANDES TAILLES
PRÊT-À-PORTER

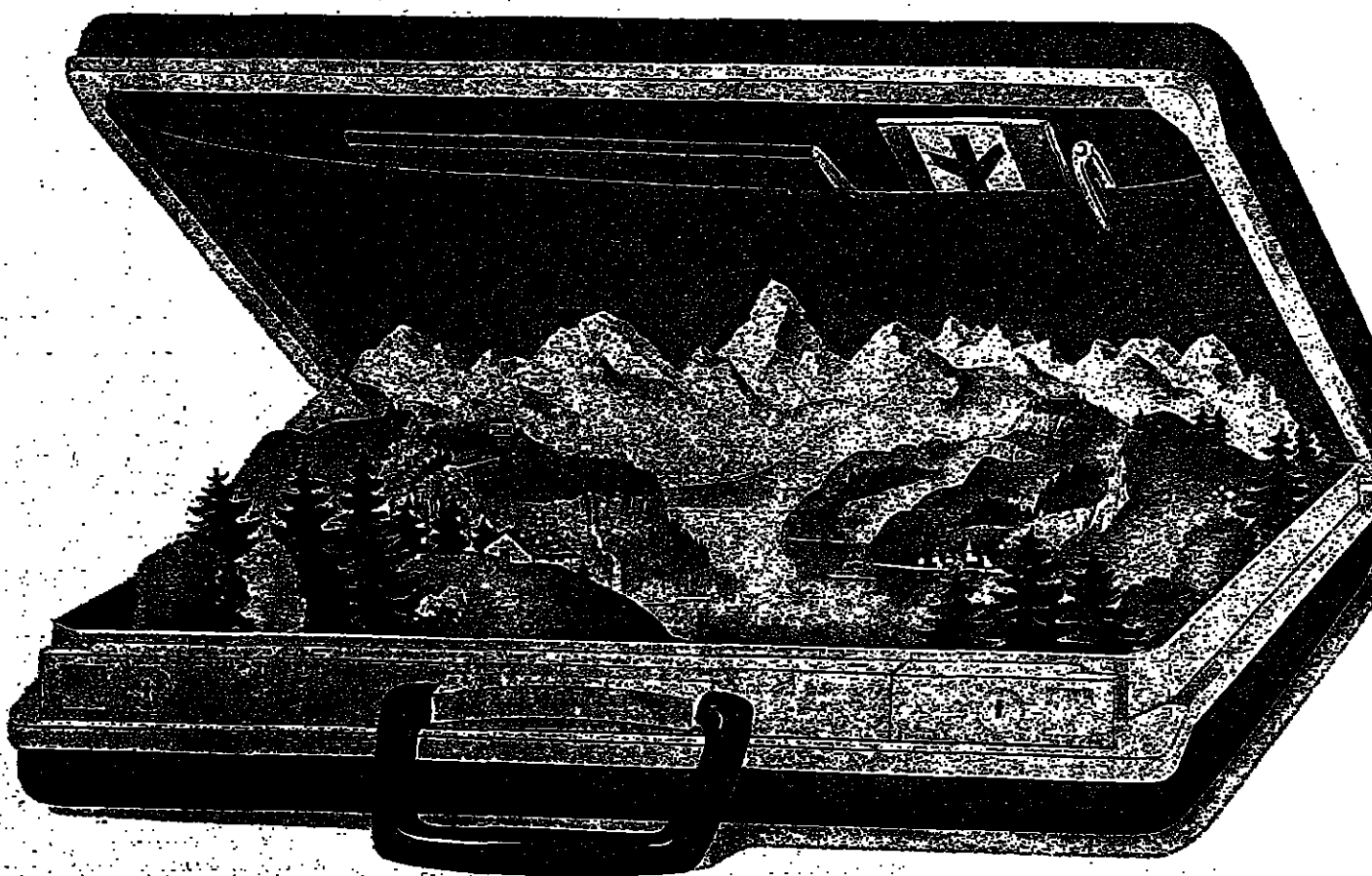
COSTUMES - VESTES
MONTRES - TRENCHES - PANTALONS
JEANS - CHEMISES ET PULLS
(4 LINGES DE CHANGEMENT)

VETEMENTS DE PEAU EXCLUSIVE
MAC DOUGLAS

CREATION
D'UN NOUVEAU RAYON
SPORTS D'HIVER
GRANDES TAILLES

COMPARAISON
AMÉRICAIN, PROTECTOR, V.L.
LAVAGE INDÉPENDANT

81, RD. DE LA RÉPUBLIQUE - 75008 PARIS
SÉLECTIONNÉ PAR LES JOURNALISTES - PRIX DÉTERMINÉ



Le bruit court que la Suisse est chère. En fait, elle n'a pas de prix.

Presque toutes les personnes qui partent d'un séjour ou d'un voyage d'affaires ou de vacances en Suisse ne leur arien coûté. L'air pur, l'eau et les paysages enchanteurs n'ont pas de prix.

Et ce qui s'achète en Suisse s'obtient sans tellement d'argent. Se figurez que la Suisse est chère part sans doute du principe que ce qui est excellent devrait l'être.

ment être coûteux. L'expression « en avoir pour son argent » s'applique parfaitement à la Suisse.

Ainsi la propriété qu'il vous semble naturel de trouver dans un hôtel va, ici, rester de soi. Et le serveur aimable n'est pas une exception.

Mais, pouvez-vous offrir une montre princière pour une somme princière. Mais

une montre simple sera néanmoins précieuse et parfaite. Ici l'élégance et la classe demeurent élégantes et de classe même après l'achat.

Au restaurant — même s'il est modeste et peu connu — vous êtes en droit d'attendre un bon repas pour votre bon argent. Et le mauvais argent n'existe pas.

Vous pouvez déjà avoir une idée de tout

cela en apercevant au loin, lors d'une escale en Suisse, les rives paisibles et accueillantes de ses lacs. Lorsque vous poursuivrez votre voyage avec Swissair, la compagnie aérienne de ce pays, dont le franc élevé aurait pu vous dissuader, vous verrez bien que l'est en réalité avantageux.



Océanie

Papouasie - Nouvelle-Guinée

Les relations se détériorent entre les forces de l'ordre et le gouvernement

De notre correspondant

Sydney. — Les chefs de l'armée et de la police ont pris la parole mercredi 5 octobre à la radio de Port-Moresby pour prêter « serment de fidélité » au gouvernement, mettant fin ainsi à des rumeurs de coup d'État. La situation était telle que le premier ministre, M. Michael Somare, était sur le point d'annuler son voyage aux Nations unies et que des gardes avaient été placés auprès des hauts fonctionnaires présumés se trouver sur une liste d'hommes à exécuter.

Le général Duro avait été réprimandé par le gouvernement pour avoir conféré avec un chef rebelle d'Irian Jaya (partie de la Nouvelle-Guinée sous contrôle indonésien, et où sévit une insurrection séparatiste), initiative prise à titre personnel mais qui était de nature à altérer les relations avec l'Indonésie.

D'une façon générale, le gouvernement est en mauvais termes avec les responsables de l'armée et de la police. Le général Duro a déclaré au premier ministre que lui et ses hommes « étaient des soldats et non des politiciens ». Les déclarations que les militaires ont faites mercredi à la radio n'ont pas dissipé toutes les inquiétudes, et la situation reste tendue, ce qui préoccupe Canberra, car des Australiens servent toujours dans l'armée et la gendarmerie de Papouasie-Nouvelle-Guinée.

MICHAEL SOUTHERN.

Afrique

Maroc

M. Ahmed Osman est chargé de former un nouveau gouvernement

De notre correspondant

Rabat. — Usant, le 5 octobre, du droit que lui confère la Constitution, le roi Hassan II a démis le gouvernement de ses fonctions. Il a chargé le premier ministre, M. Ahmed Osman, d'entreprendre des consultations afin de lui présenter un nouveau cabinet.

L'événement était attendu. Il constitue la suite logique des élections qui, en juin, ont doté le Maroc d'un Parlement dont la session ordinaire doit commencer « le deuxième vendredi d'octobre » (cette année, le 14 de ce mois). Apparemment, le roi a voulu qu'un renouveau de la vie parlementaire, après un hiatus d'environ six ans, s'accompagne d'une rénovation de l'équipe ministérielle tenant compte des résultats des élections. Le souverain a eu, dans les derniers jours de septembre, des entretiens séparés avec M. Mahjoubi Aherdane, secrétaire général du Mouvement populaire, puis avec M. Mohamed Boucetta, secrétaire général du parti de l'istiglal, l'un et l'autre mi-

nistres d'Etat entrés au gouvernement au mois de mars pour valider « du bon déroulement des élections ». Il s'agit des deux formations ayant eu le plus d'échecs, qui ne s'est pas donné encore de structures organiques à l'échelle nationale (1).

Les intentions de M. Abderrahim Bouabid, premier secrétaire de l'Union socialiste des forces populaires (U.S.F.P.), avaient été soulignées avant que le roi ne s'entretienne avec M. Aherdane et Boucetta. Comme ces derniers, M. Bouabid était ministre d'Etat. Il a démissionné le 5 juin après avoir formulé d'expresses réserves sur la régularité du scrutin, qui n'avait donné que seize élus à son parti. Il n'aurait pas qu'un retour de M. Bouabid au gouvernement soit envisageable, sauf probablement en cas d'aggravation de la tension au Sahara Occidental, et pour une collaboration limitée.

Dans l'état actuel des choses le futur gouvernement devrait réunir en majorité des personnalités sans étiquette d'autres de la tendance des indépendants (il n'y a pas incompatibilité entre le mandat de député et une fonction gouvernementale). Le nombre de portefeuilles sensiblement égal, des membres — députés ou non — du parti de l'istiglal et du Mouvement populaire, dont le principe de la participation est tenu pour acquis.

LOUIS GRAVIER.

Namibie

La conférence constitutionnelle de Windhoek est dissoute

De notre correspondant

Johannesburg. — L'administrateur général pour le Sud-Ouest Africain (Namibie) nommé par Pretoria, le juge Marthinus Steyn, a annoncé mercredi 5 octobre que l'Afrique du Sud allait cesser de financer la conférence constitutionnelle de Windhoek (1) et que celle-ci tiendrait donc sa dernière réunion mercredi prochain 12 octobre. Pretoria justifie sa décision en invoquant l'organisation des futures élections pour la formation d'une Assemblée constituante : « Aucun parti politique, quel qu'il soit, ou groupe politique ne doit espérer recevoir des aides de la conférence constitutionnelle, car ce sont des fonds personnels ou des facilités. En tant qu'organisation politique, la conférence est libre de décider elle-même si elle doit prolonger son œuvre et constituer son travail ».

Déjà M. Dirk Mudge, président de la conférence constitutionnelle, ancien vice-président du parti national (S.W.A.), a commenté sa campagne électorale. Il a annoncé mercredi, devant environ deux mille personnes, la formation de son nouveau parti, le *Republican Party of South West Africa* (R.P.S.W.A.). Celui-ci sera réservé aux Blancs, mais, a expliqué M. Mudge, « les Noirs et les métis sont les amis des Blancs ». Son parti va donc s'employer, dans les semaines à venir, à nouer des alliances avec les Noirs et les métis de la conférence de Windhoek. Si le R.P.S.W.A. a décidé de partir en campagne contre l'apartheid mesquin (*petty apartheid*), il désire que chaque groupe de population

puisse régler lui-même ses problèmes domestiques, un gouvernement central se chargeant des affaires communes.

M. A.H. de Plessis, président du parti national de Namibie, part, lui aussi, en campagne contre le *petty apartheid* et, fait important pour un nationaliste blanc, demande l'abolition des lois interdisant les rapports sexuels et les mariages entre personnes de couleur différente.

Pour la première fois depuis plusieurs années, le mouvement nationaliste Swapo a reçu de son côté l'autorisation — soumise il est vrai à plusieurs conditions — d'organiser, dimanche 9 octobre, un meeting en Orangeburg, région septentrionale de la Namibie, où règne l'état d'urgence.

Malgré cette mobilisation sur tous les fronts, rien n'indique que l'on soit proche d'une solution politique. Selon les informations publiées par la presse sud-africaine, Pretoria ne serait disposée à accepter qu'un retrait très partiel de ses troupes après deux mois de cessez-le-feu effectif contrôlé par des observateurs de l'ONU, alors que la Swapo demande un retrait total des troupes avant les élections.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

(1) La conférence constitutionnelle de Windhoek a été mise sur pied en 1975 par Pretoria. Elle avait pour mission de définir un statut politique pour la Namibie. Son caractère « tribal » a été dénoncé par la Swapo. (N.D.L.R.)

A TRAVERS LE MONDE

Algérie

LES PENDULES seront retardées d'une heure en Algérie le vendredi 7 octobre à 0 heure, afin de passer à l'heure d'hiver. L'heure d'Algérie, comme l'heure française, correspondra alors à G.M.T. plus un.

Etats-Unis

LES PEINES DE M. JOHN MITCHELL, BOB HALDEMAN ET JOHN ERRLICHMAN, ancien ministre de la justice, secrétaire général de la Maison Blanche et conseiller pour les questions intérieures sous la présidence de

M. Nixon, ont été réduites de moitié, le 5 octobre, par le juge Sirica. La détention des collaborateurs du président déchu, condamnés de deux ans et demi à huit ans d'emprisonnement, est ramenée à un an au moins, à quatre ans au plus. M. Ehrlichman pourra ainsi demander sa libération dès la fin du mois d'octobre. M. Mitchell et Haldeaman devront attendre juin 1978. (A.F.P.)

Hongrie

D. EDWARD GIEREK, premier secrétaire du parti ouvrier unifié polonais, est arrivé mercredi 5 octobre en « visite

d'amitié » à Budapest, accompagné par M. Piotr Jaroszewicz, chef du gouvernement. (A.F.P.)

Malaisie

LE TRIBUNAL FEDERAL a rejeté l'appel d'un garçon de quatorze ans condamné à mort pour port illégal d'armes et munitions (le Monde du 13 septembre). Près de cinquante personnes ont déjà été condamnées à mort pour la même raison en Malaisie depuis 1976, mais aucune n'a encore été exécutée. (Reuters.)

Maroc

LE BUREAU FEDERAL POUR L'EUROPE OCCIDENTALE de l'Union nationale des étudiants marocains annonce dans un communiqué qu'une délégation présidée par un membre du secrétariat de l'Union internationale des étudiants (U.I.E.) s'est rendue le 3 octobre au Maroc afin de réclamer la levée « de la mesure arbitraire et illégale d'interdiction de l'Union nationale des étudiants du Maroc, prise le 24 janvier 1973 ».

Pérou

LE GENERAL OSCAR MOLINA PALLOCHIA, chef d'état-major de l'armée péruvienne, deviendra premier ministre en janvier prochain. Il succédera au général Guillermo Arbulu Galliani, qui prend sa retraite le 31 janvier 1978. (A.F.P.)

République démocratique allemande

LE PRESIDENT TCHECOSLOVAQUE M. Gustav Husak, est reparti mercredi 5 octobre pour Prague à l'issue d'une visite de deux jours en Allemagne de l'Est au cours de laquelle il a signé un nouveau traité d'amitié entre les deux pays. (Reuters.)

République Sud-Africaine

LES TRENTA-CINQ LYCEES ET COLLEGES que compte le petit Bantoustan-Venda ont été fermés pour une durée indéterminée mercredi 5 octobre. Cette décision fait suite aux manifestations qui avaient éclaté la veille en signe de protestation contre l'enseignement dispensé aux Noirs. Plusieurs bâtiments administratifs, des maisons de membres du « gouvernement » et de nombreux véhicules ont été lapidés, détruits ou incendiés pendant ces deux jours de troubles. (Corresp.)

Sénégal

M. ABDOULAYE WADE, secrétaire général du parti démocratique sénégalais (P.D.S.), a annoncé, mercredi 5 octobre, à Paris, qu'il serait candidat à l'élection présidentielle prévue pour le 26 février 1978. Le P.D.S., autorisé en 1976 dans le cadre de la réforme constitutionnelle instituant le multipartisme, est officiellement situé à droite du parti gouvernemental. Toutefois M. Wade a contesté l'« étiquette de libéralisme économique » qui lui a été « collée » par le pouvoir.

LES CONFLITS DANS LA « CORNE » ORIENTALE

Le Kenya craint une offensive somalienne dans ses provinces du Nord-Est

Deux chasseurs bombardiers éthiopiens, de type F-5 et Canberra, ont lâché, le 4 octobre, des roquettes sur la ville de Jijiga, tombée voici un mois aux mains des forces somaliennes. Ce bombardement, selon le correspondant de l'A.F.P. à Mogadiscio, a notamment touché l'hôpital de la ville. Il a fait sept morts et onze blessés. Un groupe de journalistes étrangers se trouvait à Jijiga lors du raid éthiopien. Au Caire, plusieurs journaux égyptiens affirment que l'U.R.S.S. a récemment intensifié ses livraisons d'armes à l'Ethiopie, dont l'armée s'efforce de garder le contrôle de la ville de Harrar.

menacée par l'avance des forces somaliennes. Selon la presse caennaise, ces armes seraient débarquées dans le port libyen de Benghazi avant d'être acheminées par avion vers l'Ethiopie.

D'autre part, devant l'Assemblée générale des Nations unies, le ministre kenyan des affaires étrangères a exprimé, le 4 octobre, l'inquiétude de son pays devant la situation dans la corne de l'Afrique. Inquiétude dont notre correspondant à Nairobi analyse ci-dessous les raisons.

De notre correspondant en Afrique orientale

L'étoile somalienne, et Nairobi accuse Mogadiscio d'y avoir encouragé les activités de « bandits » constituées en une « armée de libération nationale » active avant la signature en 1967 du mémorandum d'Arusha entre les deux capitales.

« Service d'autoroute »

La « guerre de libération » de l'Ogaden a eu pour effet de raviver les inquiétudes de Nairobi. Début septembre, à la suite de la huitième session de la commission frontalière du Kenya et de l'Ethiopie à Addis-Abeba, le délégué kenyan a annoncé que son pays offrirait à l'Ethiopie son appui moral dans la guerre contre « la violation par la Somalie de la souveraineté de l'Ethiopie ». Njenga, attaché au cabinet du président Kenyatta, a ajouté : « Le Kenya ne peut pas servir d'autoroute à un Etat-membre de l'O.U.A. pour attaquer un autre pays. En cas d'infiltrations sur notre sol, une opération conjointe serait menée avec les Ethiopiens pour assurer que les violations de notre souveraineté nationale soient annihilées ».

Les Somaliens se sont efforcés depuis de tempérer l'hostilité manifestée par Nairobi. Après la déclaration de M. Njenga et avant la visite de M. Kassim à Nairobi, le président Syad Barre a dit, le 14 septembre : « Nous ne voyons pas comment le président Kenyatta et le peuple kenyan pourraient approuver les propos prêtés à certains officiels kenyans ». Le président Eliasson devait également classer son homologue kenyan parmi « les chefs d'Etat africains les plus expérimentés », et affirmer que la Somalie « n'a aucune mauvaise intention à l'égard du Kenya ».

Les Somaliens semblent d'autant plus gênés par l'hostilité des Kenyans qu'ils ne sous-estiment pas l'audience du Kenya au sein de l'O.U.A. et auprès des capitales occidentales, notamment Londres et Washington. Interrogé sur l'attitude américaine dans l'éventualité d'une menace sur le territoire kenyan, M. Andrew Young, représentant américain aux Nations unies, a dit à la Weekly Review de Nairobi en septembre : « Je pense que les Etats-Unis seraient enclins à s'assurer que le Kenya est capable de se défendre lui-même. Mais, même

dans ce cas-là, l'accent se porterait d'avantage sur des solutions politiques que militaires ».

Les Kenyans ont tendance à tenir le raisonnement suivant : « Si la Somalie réussit son coup face à l'Ethiopie, nous serons les suivants ». Ils souhaitent que Mogadiscio se prononce formellement en faveur de l'intangibilité de la frontière entre les deux pays et renonce à considérer la province du Nord-Est comme l'une des branches de la grande famille somalienne. En attendant, cette inquiétude ne peut que précipiter l'équipement, amorcé tardivement, de l'armée kenyane.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Empire Centrafricain

Bâtonné par l'empereur

M. Louis Mezardieu, député du Calvados (P.S.), nous communique le texte d'une lettre qu'il a reçue d'un ancien étudiant centrafricain à propos du sort de trois jeunes détenus politiques de ce pays et nous dit avoir attiré l'attention du ministre des affaires étrangères sur les cas signalés. Il s'agit notamment de M. Alphonse Eleng, ancien responsable de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (F.E.A.N.F.) pour Caen, à propos duquel le correspondant de M. Mezardieu écrit :

Alphonse Eleng fut étudiant à Caen de 1967 à 1972. Rentré en Centrafrique en 1972, il avait fermement refusé de s'intégrer au régime réactionnaire en place et s'était contenté d'exercer honnêtement ses fonctions d'enseignant. C'est pour cette raison que le pouvoir cherchait par tous les moyens une occasion pour le frapper. Le lundi 22 août 1977, il a été arrêté sous prétexte qu'il aurait hébergé chez lui deux étudiants poursuivis pour le respect de la nouvelle dénomination du pays. Sauvagement bâtonné le jour même par l'empereur Bokassa en personne, qui lui a cassé un bras, il a été condamné à dix ans de prison par le tribunal militaire de Bangui en même temps que les deux étudiants. Incarcéré à la prison centrale de la capitale centrafricaine, il se trouve actuellement dans un état extrêmement critique du fait des sévices qu'il subit chaque jour. Sa vie est en danger.

12 MOIS DE CREDIT GRATUIT.

Du 29 septembre au 10 octobre le Département Occasion des Usines Citroën propose sur des voitures d'occasion, sélectionnées, révisées, des conditions de financement exceptionnelles.

Vous pouvez bénéficier d'un crédit gratuit sur les 12 premières mensualités*, pour un montant égal à 50 % du prix de vente du véhicule.

Cet avantage est obtenu sur toutes les voitures d'occasion achetées pendant cette période, quels qu'en soient la marque et le prix.

* Sous réserve d'acceptation du dossier de crédit.

Offre valable du 29 septembre au 10 octobre 77



Département Occasion des Usines Citroën
10, place Etienne-Pernet, 75015 Paris
(M^o Félix Faure). Tél. 532.70.00.
50, bd Jourdan, 75014 Paris - Tél. 589.49.89.
59 bis, avenue Jean-Jaurès, 75019 Paris
Tél. 208.86.60.
(ouvert le samedi).

CITROËN

AMÉRIQUES

Porto-Rico en quête d'identité

III. — Le statut introuvable

De notre envoyé spécial ALAIN-MARIE CARRON

Durant cinq siècles, officiellement ou officieusement, l'île de Porto-Rico a été soumise au régime colonial. Ces dominations successives ont eu de lourdes conséquences pour son économie, toujours à la recherche d'un véritable décollage malgré un court « âge d'or » dans les années 50 (« le Miracle » des 5 et 6 octobre). Mais c'est sans doute dans la recherche de son statut — et, au-delà, de sa véritable identité — que l'île subit le plus directement le poids de son passé.

San-Juan. — Lorsque l'on passe le long des bidonvilles de San-Juan, enchevêtrement de baraquas en planches que des pilotes retournent à un sol aléatoire et menacé par l'eau, on voit les toits couverts de drapaux délavés. Ce sont les emblèmes des deux principaux partis, le parti populaire démocratique (P.P.D.) et le parti nouveau progressiste (P.N.P.). Ils fleurissent à l'approche de chaque élection. Au lendemain du scrutin, les perdants restent discrètement les leurs, les gagnants les laissent exposés jusqu'à usure complète.

L'Etat libre associé

Le premier système politique de Porto-Rico est, sans doute, celui que les Américains appellent le *spoils system* : népotisme et copinage. Ainsi que nous le disait un conseiller américain, veut contribuer à rationaliser le fonctionnement d'un ministère : « Il est difficile d'améliorer une administration où tous les postes sont politiques ». C'est d'autant plus vrai aux niveaux inférieurs, là où le pouvoir peut se concilier le plus grand nombre de votes. A chaque changement de régime, des dizaines de milliers de postes changent de titulaire. Dans les préoccupations de l'homme de la rue, ce n'est pas tant l'indépendance ou le rattachement aux Etats-Unis qui ont la priorité, mais la position de chacun par rapport au parti régnant, ce qui signifie purgatoire ou amélioration de son sort.

Depuis près de quarante ans, la vie politique portoricaine semble se dérouler comme un jeu bien géré d'automates, dont les gestes obéissent à un nombre restreint de combinaisons. Quand Luis Muñoz Marín fonde le parti populaire démocratique, en 1940, les habitants de l'île ont acquis la citoyenneté américaine, mais leur pays reste politiquement sans visage, sous la tutelle du ministère de la guerre. Les options qui s'affrontent alors sont le rattachement aux Etats-Unis ou l'indé-

pendance, fiévreusement défendus par Pedro Albizu Campos, poète et journaliste. Il se croit indépendantiste et anodin au socialisme. Il annonce que « l'indépendance est au coin de la rue » mais qu'en tout état de cause le statut de l'île ne sera pas le thème principal de la campagne électorale de 1944. Son parti gagne les élections, et, en 1944, il devient le premier gouverneur élu de Porto-Rico. Entre-temps, il a beaucoup changé. L'indépendance lui paraît désormais impossible ; il croit que l'intégration à l'économie américaine serait profitable à tous, sans menacer réellement l'autonomie culturelle et politique de l'île. Il se fait réélire jusqu'en 1968 : il a découvert une troisième voie : l'Etat libre associé, le « Commonwealth ». Le dessin de la valse-hésitation de la politique portoricaine est achevé.

Progressivement, le P.P.D. devient une « machine » politique comme l'ont été celles du gouverneur Elmer Long, en Louisiane, ou du maire Daley, à Chicago. Le parti nouveau progressiste prend le pouvoir en 1968 : il a adopté une ligne populiste, promis une bonne gestion et affirmé à son tour, lui qui favorisait le rattachement aux Etats-Unis, que le statut de l'île ne sera pas l'enjeu des élections. Une fois élu, son chef, Luis A. Ferré, pousse au rattachement avec les Etats-Unis. Le P.N.P., battu en 1972, les arguments qu'il avait assurés victoire quatre ans auparavant se retourneront contre lui : on lui reproche la corruption et les difficultés économiques. Le nouveau chef du P.P.D., Rafael Hernández Colón, promet une administration efficace et ne parle plus du statut de l'île. Quatre ans après, aux élections de novembre 1976, l'histoire se répète. Le parti au pouvoir est battu en raison de divers scandales et de la crise économique.

Les indépendantistes

Le nouveau gouverneur et chef du P.N.P., M. Carlos Romero Barceló, a appliqué, pour atteindre le pouvoir, les recettes préconisées par le programme populiste, dénonciation de la corruption et surtout l'assurance que ces élections ne devaient pas faire autour du statut de l'île. Il n'a eu qu'un pied dans la Fortaleza, la résidence des gouverneurs de Porto-Rico, lorsque M. Gerald Ford proposa, conformément au programme du P.N.P., que l'île devienne le cinquante et unième Etat des Etats-Unis. Incidemment, deux des ministres de M. Romero ont déjà démissionné, à la suite de scandales.

A côté des deux grands partis, on trouve l'opposition indépendantiste, qui va de la gauche à

l'extrême gauche. Le Parti indépendantiste portoricain (P.I.P.) est le plus important. Il a obtenu 6,5 % des voix en 1976. Son président, M. Rubén Berrios, trente-huit ans, a les traits fins d'un fils de famille éduqué à Yale et à Oxford. Il promène dans l'île son sourire inextinguible et ses yeux bleus, avec une démagogie bon enfant de politicien populiste. La première chose qu'il prend soin de nous dire, comme tous les représentants des partis d'opposition, c'est que rien, dans le résultat des élections de novembre, « ne donne une idée véritable de l'indépendance ». « Les bourgeois indépendantistes, dit-il, faisant allusion à Muñoz Marín et peut-être à lui-même, se sont aperçus que, laissés à eux-mêmes, ils ne feraient jamais l'indépendance, parce qu'ils étaient contre leurs intérêts. Certains ont fait le saut. Seuls les ouvriers et les petites classes moyennes peuvent la faire. »

Le P.I.P. se veut socialiste, d'un socialisme assez proche de celui de M. Mario Soares au Portugal. Depuis deux ou trois ans, le parti a tendance à insister davantage sur le nationalisme et l'indépendance que sur le socialisme. C'est une des raisons pour lesquelles une scission s'est produite en 1971, trois députés du P.I.P. formant le parti socialiste de Porto-Rico (P.S.P.). Le P.S.P. est le véritable parti communiste de l'île, le parti communiste portoricain étant aussi crépusculaire que groupusculaire, si l'on considère l'âge de ses responsables. Le P.S.P. jouit du soutien de Cuba et de la « communauté socialiste » ; il a eu 11 000 voix en 1976. Il s'appuie sur une intersyndicale, le M.O.U. (Mouvement ouvrier uni), qui regroupe 20 % des travailleurs syndicalisés.

Prêt à la lutte armée

Les autres partis de gauche, comme le Mouvement socialiste populaire, ne sont guère que des groupuscules. Mais si le P.S.P. compte que la population portoricaine progressivement à la maturité politique, préalable à tout changement profond, l'extrême gauche pense, quant à elle, que jamais le pouvoir en place, avec l'aide de la C.I.A. et du P.B.I., ne laissera une telle évolution se produire. D'où, dans ses rangs, la volonté de durcir les grèves, de recourir à la violence si nécessaire, et, d'une manière générale, de se tenir prêt à la lutte armée.

Le vendeur de beignets du marché de Río-Piedras, le chauffeur de taxi collectif qui entend toutes les conversations, le colleur dans son salon fané, nous ont paru pour le moment bien loin du front chaud de la révolte. Une fois que l'on a acquis l'assurance que l'étranger n'est mêlé en rien aux intérêts locaux, on laisse filtrer les demi-confidences qu'autorise une méfiance à demi chassée. Chez les uns revient le leitmotiv : « Nous sommes un petit pays sans ressources ». Chez d'autres : « Les Américains, évidemment » (sous-entendu : « Ce n'est pas la crème »). Mais on conçoit aussitôt : « C'est quand même le plus grand pays du monde ». « L'indépendance », comme nous l'a dit gravement un garagiste, avant même que nous ayons pu lui poser la question, je suis en faveur de l'indépendance, et toute ma famille aussi. Mais pas tout de suite. Pour la sécurité, nous ne pouvons nous en tirer tout seuls. Il faut attendre. » C'est l'impression qui prévaut : l'idée d'indépendance plus, mais à condition que celle-ci vienne sans douleur, et, surtout, qu'on ne perde pas l'aide sociale.

Une campagne internationale

Dans ce tableau, les Etats-Unis sont omniprésents, et sans doute bien embarrassés de se trouver là. Ils contrôlent à Porto-Rico la défense, le service militaire, les douanes, le commerce extérieur, les relations extérieures, la monnaie, la marine marchande, la navigation intérieure et extérieure, les communications, la citoyenneté et la nationalité, l'immigration et l'émigration, la législation sur les banqueroutes et les faillites, les eaux territoriales et les gares côtières. D'autres domaines où le gouvernement portoricain jouit d'une autorité nominale restent, en définitive, sous la coupe des législations fédérales : forêts, monopoles, ports et aéroports, minerais, commerce intérieur, salaire minimum et législation du travail. Si ce n'est pas du totalitarisme, cela y ressemble fortement.

C'est du moins ce que pensent un nombre croissant de pays qui entreprennent une campagne internationale en faveur de l'indépendance de l'île, notamment aux Nations unies. Washington concéda en 1960 le statut de

Commonwealth en grande partie pour n'être plus obligée de présenter chaque année aux Nations unies un rapport sur son administration de Porto-Rico, alors considérée comme territoire sous tutelle. En 1964, dans une réunion au Caire, le Mouvement des non-alignés relança la question de Porto-Rico. Cuba demanda un peu plus tard son inscription au programme du comité spécial de décolonisation des Nations unies. C'est pour étouffer le débat à l'ONU que les Etats-Unis ont organisé en 1967 dans l'île un référendum sur l'indépendance, la libre-association ou le rattachement à l'Union. Cette consultation a donné 60,4 % des votants en faveur du Commonwealth, 38,98 % pour un « Etat américain », 0,6 % pour l'indépendance. Toutes les organisations indépendantistes avaient appelé à l'abstention, qui atteignit 33,1 % des électeurs inscrits.

Les partisans de l'indépendance démentent toute validité à ce scrutin et tirent leurs efforts sur l'application de la résolution 1514, adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies en décembre 1960. Cette résolution définit les conditions dans lesquelles tout pays encore colonisé ou non autonome devrait retrouver le plus rapidement possible sa souveraineté. Un comité spécial est alors chargé d'examiner la situation des pays concernés par cette résolution, et, depuis, en 1973, qu'on lui présente un rapport sur Porto-Rico. Dans le plus pur style onusien, le groupe de travail désigné a retourné la question au Comité spécial, qui depuis... « étudie en permanence » le cas de Porto-Rico. Ce qui se passe aux Nations unies n'est pas moins une gêne constante pour les Etats-Unis, d'autant que des pays comme Cuba s'emploient à attiser ce brandon de discorde.

Comme un comité de plus ou de moins ne peut pas faire de mal, la Maison Blanche créa, il y a deux ans, un comité consultatif présidentiel, appelé plus couramment le comité ad hoc, chargé apparemment dans la pure tradition bureaucratique, d'apporter à une situation inextricable les lumières d'un immobilisme libéral. Il n'a pas surpris en proposant un « pacte d'union permanente » entre les deux pays, en remplacement du statut d'Etat libre associé. Dans ce projet, Porto-Rico « accepte » que les Etats-Unis continuent d'exercer sur son territoire un nombre considérable de compétences. Cependant elle récupère plusieurs attributs de la souveraineté pour autant qu'elle n'en use pas dans un sens contraire aux lois fédérales en vigueur avant le pacte. Avant de perdre le pouvoir en 1976, le parti populaire démocratique

s'était fait l'avocat de cette solution. C'est dans ces conditions que M. Ford a surpris tout le monde le 31 décembre dernier en proposant que Porto-Rico devienne le cinquante et unième Etat de la fédération. Il l'a fait dans des termes dont le paternalisme a paru choquant à beaucoup de Portoricains, mais qui, dans la bouche d'un homme aussi simple, étaient sans doute sincères. « Je pense depuis longtemps qu'ils ont fait d'énormes progrès, a-t-il dit ce jour-là, des progrès très suffisants sur le plan économique, social et politique. Et ils devraient maintenant avoir tous les droits et bénéfices qu'ont les autres Américains ». Le nouveau gouverneur, M. Romero Barceló, a été surpris de ce renfort inattendu, mais s'empêcha, timidement jusqu'à présent, de faire avancer ce projet, qui a toujours été celui de son parti, le P.N.P.

Trouver une issue

Gâtés par la malignité qui caractérise si souvent les relations internationales, les observateurs ont généralement refusé de prendre l'initiative de Washington pour l'expression d'un élan de sympathie envers des élèves avertis. Trois facteurs, aux yeux des sceptiques, peuvent être à l'origine de l'intervention de la Maison Blanche : 1) La campagne internationale est réellement contraignante pour les Etats-Unis, qui ne peuvent se permettre de passer pour une puissance « colonialiste » ; il fallait donc « faire quelque chose » ; 2) L'économie de l'île est dans une impasse telle qu'on ne peut redresser la situation sans lui appliquer des mesures d'urgence. Dans ce cas, faire de Porto-Rico un Etat perméable de rationaliser le problème ; 3) On ne peut laisser échapper des ressources en pétrole et en cuivre, dont l'exploitation provoquera à coup sûr un regain de sentiments indépendantistes.

Ce que l'on peut simplement constater, c'est que Washington a délibérément rompu l'immobilisme de la politique portoricaine, qui écaille, depuis si longtemps, entre trois statuts sans vraiment se rallier à aucun. Si le président Carter n'entend pas la proposition de son prédécesseur, les Portoricains devront se prononcer un jour sur celle-ci. Qu'ils la refusent ne voudrait pas dire que Washington resterait sans atout. Elle trouverait, selon de très bonnes sources, dans le parti indépendantiste de M. Berrios, un adversaire « raisonnable », prêt à négocier une indépendance sage. Chacun des deux partenaires gardant, bien sûr, toutes ses arrières-pensées.

FIN

Le jour où toutes les banques auraient le même visage...

...vous feriez bien de ressembler aussi à votre voisin.

Ce jour-là, s'il arrivait... c'en serait fait de l'individualisme tel que nous le pratiquons et aux vertus duquel nous croyons.

Le jour où il n'y aurait plus de banques en concurrence, il n'y aurait plus de choix possible. Il vous faudrait renoncer à être un cas particulier et accepter de devenir un matricule. Ne plus compter que votre esprit d'entreprise soit compris et encouragé.

Ne plus espérer bénéficier de crédits personnels. Ne plus compter sur les décisions rapides et les attentions auxquelles vous êtes habitués.

Tout ce que l'existence de banques privées comme la nôtre vous garantit aujourd'hui.

CCF. Banque privée, notre rôle auprès de vous est irremplaçable, vous le savez.



CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE

CCF 103, avenue des Champs-Élysées 75008 Paris Tél: 720 93 00

Le Monde

politique

L'INFORMATIQUE ET LES LIBERTÉS A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le projet de loi est voté par 289 voix contre 176 (communistes et socialistes)

Tout avait pourtant bien commencé. M. Forni (P.S.) avait reconnu, mardi après-midi 4 octobre, que le projet en discussion — « l'un des plus importants de la législature » — représentait une amélioration. « Nous le voterons vraisemblablement », avait-il indiqué, tout en soulignant que l'Assemblée adopte les amendements proposés par son groupe.

Certes, les élus communistes s'étaient par la bouche de M. Villa, montés beaucoup plus critiques, récusant, en une matière aussi délicate, la compétence du pouvoir — ayant mis en place depuis vingt ans un système de lois répressives menaçant en permanence la démocratie.

Il n'en reste pas moins que c'était esquisser

une majorité sinon d'idées du moins d'intentions qui ne devait toutefois pas résister à l'examen des articles au cours duquel devaient être repoussés la plupart des amendements importants de l'opposition, qu'il s'agisse de l'extension du texte aux fichiers manuels, de l'information du public et surtout de la démocratisation du mode de désignation des membres de la commission nationale de l'informatique.

Le gouvernement s'étant, sur ce dernier point, opposé à la proposition socialiste, M. Forni annonçait alors que son groupe voterait contre l'ensemble du texte. La déception du député de Belfort était d'autant plus forte qu'il devait constater que de nombreux amendements, pourtant adoptés en commission, souvent il est vrai

à son initiative, étaient écartés en séance publique.

La commission propose, le Parlement dispose, observa M. Manger (R.P.R.). M. Forni devait s'en apercevoir à nouveau mercredi, le phénomène devenant presque systématique. Aussi dut-il se résigner à mener — des actions de grévo — et, surtout, à subir le découpage en rondelles de ses amendements, art dans lequel excellait M. Foyer (R.P.R.), président de la commission des lois.

On assista également à quelques vives passes d'armes avec M. Gerbet (P.R.), rapporteur suppléant l'espace d'un instant, qui fut notamment accusé d'être le « sous-marin » de M. Peyrefitte, le « Poulidier du gouvernement ».

La discussion une fois achevée, les porte-parole

de l'opposition se firent procureurs, le communiste sur un ton accusateur, le socialiste sur un ton plutôt désabusé. M. Foyer, qui ne résiste pas au plaisir d'« aller au charbon », chanta les louanges d'un texte qui, affirmait-il, apporte des « innovations immenses ». Il est dommage que, emporté par son élan, il ait semblé regretter la « brèche énorme » introduite, à son avis, dans le texte, à l'initiative de l'opposition, lorsqu'il s'agit de faire une dérogation au profit des organes de presse. Cet aveu fut aussitôt relevé par l'opposition.

Le débat du siècle s'achevait ainsi plutôt tristement. M. Peyrefitte, lui, choisit de se taire. Etait-ce, là aussi, un aveu ?

PATRICK FRANCES.

Les députés poursuivent la discussion du projet de loi relatif à l'informatique et aux libertés en examinant les articles qui déterminent les formalités préalables à la mise en œuvre des traitements automatisés.

Contre l'avis du gouvernement et de la commission, l'Assemblée nationale adopte un amendement socialiste qui précise qu'est dénommée traitement d'informations nominatives toute opération relative à la constitution, à la conservation ou à l'utilisation d'un fichier nominatif et notamment toute collecte, élaboration, concertation, modification, communication ou destruction d'informations nominatives.

Un amendement communiste demande que, lorsque des traitements automatisés peuvent porter atteinte à la vie privée ou aux libertés, leur création soit autorisée par la loi. M. PEYREFITTE, garde des sceaux, s'y oppose. Au scrutin public, l'Assemblée le repousse par 284 voix contre 182. Pour les traitements publics ou privés qui ne risquent pas de porter atteinte aux libertés, il est prévu un système de déclaration « simplifiée ». Un amendement de la commission prévoit l'établissement de normes types et précise les modalités d'établissement de ces déclarations. Il est adopté.

A l'article qui subordonne à une autorisation par décret en Conseil d'Etat l'utilisation d'un répertoire national d'identification, l'Assemblée repousse un amendement socialiste qui exigeait un avis favorable de la commission nationale. Le groupe communiste propose ensuite de soumettre dans certains cas les fichiers manuels aux mêmes règles que les fichiers informatisés. Le ministre s'y oppose. La commission propose alors une rédaction modifiée. Le mi-

nistre s'y rallie. Il est ainsi précisé que lorsqu'un fichier public non informatisé présente soit par lui-même, soit par la combinaison de son emploi avec celui d'un fichier informatisé, des dangers quant à la protection des libertés, le gouvernement, sur proposition de la commission nationale, peut le soumettre en tout ou partie aux règles prévues par la loi pour les fichiers informatisés.

A l'initiative de M. GERBET (P.R.), la commission propose d'assimiler les fichiers de sécurité publique à ceux de la défense et de la sécurité de l'Etat. Les demandes d'avis les concernant pourront, en conséquence, ne pas comporter certaines mentions. Combattu par l'opposition, accepté par le gouvernement, l'amendement est adopté par l'Assemblée. Une telle restriction pourra également s'appliquer aux traitements publics.

A l'article qui investit la commission nationale d'un certain nombre de pouvoirs pour l'exercice de sa mission de contrôle, l'Assemblée adopte trois amendements :

— Le premier, suggéré par M. Forni (P.S.), prévoit qu'elle pourra pour les investigations, se faire assister d'experts.

— Le second, présenté par M. VILLA (P.C.), précise quelle s'informera des techniques nouvelles dans le domaine de l'informatique.

— Le troisième, proposé par M. Forni, oblige tous les déten-

teurs de fichiers publics ou privés à faciliter la tâche de la commission.

Afin de faciliter le droit d'accès et le contrôle démocratique de la loi, M. Forni demande que la commission émette ou utilise par la commission des lois publics et que la liste des fichiers soit consignée dans un registre public. Il n'est pas suivi par l'Assemblée.

A l'article prévoyant la mise à la disposition du public par la commission nationale de la liste des traitements publics ou privés soumis à contrôle, la commission des lois, inspirée par M. Forni, demande que toute personne puisse être informée des caractéristiques d'un traitement figurant sur cette liste.

Le gouvernement s'y oppose et demande un scrutin public. L'amendement de la commission est repoussé par 291 voix contre 178. Il en va de même d'un amendement qui prévoyait la mise à la disposition du public des textes des décisions de la commission nationale avec ses avis, recommandations et instructions.

L'Assemblée adopte en revanche un amendement de la commission inspiré par M. Forni, qui précise que le rapport annuel de la commission nationale décrira notamment ses procédures et méthodes de travail et informera le public sur son organisation et ses services. A l'initiative de M. VILLA, il est prévu que ce rapport, qui sera publié, fera l'objet d'une discussion au Parlement.

Protection de la vie privée

ministre propose de donner aux comités d'entreprise un droit de regard sur les fichiers automatisés mis en place dans les entreprises. L'Assemblée le repousse.

L'article soumettant à déclaration le stockage d'informations nominatives destinées à être envoyées à l'étranger, l'Assemblée repousse des amendements de l'opposition qui imposaient dans tous les cas une autorisation préalable.

A l'article qui soumet à autorisation préalable la transmission entre la France et l'étranger de

données nominatives informatisées, l'Assemblée adopte un amendement du rapporteur demandant à la commission nationale un pouvoir d'avis et de proposition sur la délivrance de ces autorisations et la mise en œuvre, par décret en Conseil d'Etat, d'une réglementation générale.

Les députés examinent ensuite les articles relatifs à la collecte, l'enregistrement et la conservation des informations nominatives. La commission propose d'interdire la collecte de données opérée par tous moyens illicites, frauduleux ou déloyal. L'Assemblée accepte.

M. KALINSKY (P.C.) aurait souhaité voir citer les écoutes téléphoniques. Malgré l'opposition du gouvernement, l'Assemblée adopte ensuite un amendement de M. CLAUDUS-REY (R.F.), qui précise que les personnes concernées peuvent s'opposer au traitement de certaines informations qui pourraient nuire à leur vie privée.

L'article relatif au traitement automatisé des informations nominatives concernant des infractions et condamnations confère aux collectivités publiques le monopole de l'enregistrement des données. Pour M. Forni, la conservation de ces informations doit être spécialement réglementée. Sa rédaction n'est toutefois pas retenue par l'Assemblée, qui adopte un amendement du gouvernement conférant le monopole aux juridictions et autorités judiciaires, sauf dispositions législatives contraires.

A l'article qui interdit de mettre en mémoire des données nominatives d'ordre racial, politique, philosophique, religieux ou syndical, la commission avait adopté des amendements de l'opposition supprimant la dérogation à cette interdiction en cas d'accord express de l'intéressé, « ce dernier pouvant être obligé de donner cet accord contre sa volonté ». Le ministre s'y oppose. Au scrutin public, ils sont repoussés par 281 voix contre 181.

Est adopté en revanche un amendement communiste tendant à soustraire les fichiers automatisés des groupements à caractère religieux, philosophique, po-

litique ou syndical du contrôle de la commission. Au scrutin public, l'Assemblée repousse par 287 voix contre 179 un amendement communiste qui supprime l'interdiction « pour des motifs d'intérêt public ». M. Forni propose d'écarter pour les organismes de la presse écrite ou audiovisuelle l'application des articles concernant la réglementation des transmissions avec l'étranger, les infractions et condamnations, les informations relatives aux opinions ou appartenances, dans le cas où ces dispositions limiteraient la liberté d'expression.

« En ce sens, cet amendement, observe M. Foyer, nous apporte une brèche énorme dans le dispositif ». L'amendement est adopté par l'Assemblée.

L'Assemblée examine ensuite les articles relatifs au droit d'accès des personnes aux informations automatisées. M. Forni plaide en faveur de la notification systématique des informations contenues dans les fichiers privés sans que la personne a fourni elle-même ces informations. Les ministres s'y déclarent hostiles. L'amendement est repoussé. A l'article qui prévoit les modalités d'exercice du droit d'accès, l'Assemblée adopte un amendement socialiste qui permet d'écarter les demandes abusives. Un article reconnaît au titulaire du droit d'accès un droit de rectification de données erronées.

L'Assemblée complète le dispositif en adoptant des amendements, au terme desquels :

— Un fichier doit être complet et cohérent ;

— Les rectifications des informations antérieurement transmises à des tiers devront leur être notifiées ;

— Les personnes effectuant des traitements d'information nominative sont responsables de ceux-ci et doivent en assurer le secret.

Les députés examinent les articles intéressant la sécurité de l'Etat, la défense, la sécurité publique d'une part, les informations à caractère médical d'autre part.

A l'article qui renvoie à des décrets en Conseil d'Etat la fixation des modalités d'application de la loi et prescrit des délais d'exécution, M. Forni propose d'exiger trois ans à compter de la promulgation un amendement du rapporteur, inspiré par M. Forni, dispose que ces délais devront être pris dans les six mois suivant la promulgation. M. PEYREFITTE estime ce délai « un peu court ». « Nous, observe M. Forni, nous avons légière l'espace d'une semaine. » L'amendement de la commission est adopté. Le ministre précise que le projet s'appliquera aux T.O.M. ainsi qu'à Mayotte.

Dans les explications de vote, M. KALINSKY (P.C.) relève que les amendements de son groupe « ont été systématiquement écartés ». Il dénonce « la mauvaise gouvernance », puis conclut : « Loin de garantir les libertés, ce texte va légaliser l'utilisation de fichiers qui violeront la vie privée des citoyens ».

« Quelle médiocre loi pour un beau sujet ! », observe M. Forni (P.S.), qui ajoute : « Vous voulez faire de ce texte une affiche électorale. Vous voulez avoir les mains libres. Vous les avez. Mais sans nous, car nous voterons contre ce texte ».

Ces affirmations sont jugées « excessives » par M. FOYER, qui rappelle l'action de la majorité et du gouvernement, ce dernier ayant pris l'initiative d'un projet « qui apporte des innovations immenses et considérables en brisant notamment l'habitude séculaire du secret et en instituant un droit d'accès aux fichiers ». « La véritable brèche, relève-t-il, la véritable exception, c'est vous qui l'avez introduite, c'est elle qui concerne les entreprises de presse ».

M. DELANEAU (P.R.) annonce que son groupe votera ce texte, « qui protège encore un peu plus l'individu ». M. BRIANE (R.F.) indique que son groupe fera de même.

Au scrutin public, l'ensemble du projet de loi est adopté par 289 voix contre 176 sur 465 votants.

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

M. Stoléru justifie les mesures prises pour restreindre l'immigration

Lors de la séance de questions au gouvernement, mercredi 5 octobre, à l'Assemblée nationale, M. Emmanuel Hamel (P. R. Rhône) a interrogé M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail, sur les mesures que le gouvernement a prises pour limiter le nombre des travailleurs immigrés en France. (lire notre dossier page 38), mesures qui, a déclaré le député, « sont présentées de façon mensongère, comme inspirées par une volonté raciale ».

M. Stoléru a d'abord rappelé « l'effort financier accompli en faveur du logement, de la formation, de la culture, de ces travailleurs ».

« La dotation du Fonds d'action social qui leur est consacrée est passée, entre 1967 et 1977, de 100 à 400 millions et elle atteindra 400 millions en 1978 », a déclaré le secrétaire d'Etat. L'application de la loi du 02. relatif au logement des travailleurs immigrés a dégagé 320 millions en 1975 et 700 millions en 1977, auxquels s'ajoutent 170 millions inscrits au budget de l'équipement. Plusieurs milliers de logements habités par

ces travailleurs ont été améliorés. 1 000 en 1975, 2 500 en 1976, 5 000 en 1977, et l'effort sera poursuivi en 1978. En ce qui concerne la formation, 140 millions seront consacrés en 1977 à la scolarisation des enfants de travailleurs immigrés, l'enseignement devant leur être dispensé en français, mais aussi dans leur langue d'origine, le crédit sera porté à 200 millions en 1978. Peut-on vraiment parler, comme n'a pas hésité à le faire un membre du bureau du parti communiste français, d'une « campagne anti-immigrés » ?

Les mesures appliquées depuis le 1^{er} octobre, a poursuivi M. Stoléru, sont rendues nécessaires par le fait que la France connaît une « expansion plus modeste », qui « ne permet pas d'accueillir aussi facilement les immigrés ».

« Nous ferons donc l'accès au marché du travail aux travailleurs étrangers qui se proposent de venir en France ainsi qu'à ceux qui s'y trouvent en situation irrégulière, a déclaré le secrétaire d'Etat.

L'obligation de réserve des fonctionnaires

M. Emile Jourdan (P.C. Gard), est fort connu : il a donc été légalement traduit devant un conseil de discipline, présidé par un magistrat. Demandez ce conseil, il a eu tout loisir de se défendre, et il l'a fait en s'expliquant personnellement, en se faisant assister d'un avocat et en faisant défilier un grand nombre de témoins à son profit. Pourtant, en toute indépendance, le conseil de discipline a décidé de le frapper d'une sanction : il ne s'agit pas d'une sanction, a déclaré le ministre de l'Intérieur dans une décision de caractère partiel, et, si l'avocat a intervenu, je ne pourrais que donner un avis conforme.

« Au cours de la campagne pour les municipales, a poursuivi M. Jourdan, le fonctionnaire en question a pris une position politique dans un petit village où il

est fort connu : il a donc été légalement traduit devant un conseil de discipline, présidé par un magistrat. Demandez ce conseil, il a eu tout loisir de se défendre, et il l'a fait en s'expliquant personnellement, en se faisant assister d'un avocat et en faisant défilier un grand nombre de témoins à son profit. Pourtant, en toute indépendance, le conseil de discipline a décidé de le frapper d'une sanction : il ne s'agit pas d'une sanction, a déclaré le ministre de l'Intérieur dans une décision de caractère partiel, et, si l'avocat a intervenu, je ne pourrais que donner un avis conforme.

(1) Il s'agit de M. Philippe de Belchac (Le Monde du 4 octobre).

VERCORS

Les chevaux du temps

Roman

TCHOU

Serge-Christophe KOÏM

la transition socialiste

la politique économique de gauche

cerf

Passionnant ! J.F. Revel - L'Express

Un livre riche de suggestions J.P. Chevènement - Le Monde

L'étude la plus approfondie qui me soit parvenue J. Fourastié - Le Figaro

Une exception remarquable. Conclusion édifiante. A. Sauvy - L'Espresso

Pertinent. Intéressant. M. Borman - France Nouvelle

Un livre important. Réflexions utiles pour que la gauche prenne conscience des problèmes qu'elle devra affronter. P. Mendès-France - Le Matin

Il faut avoir lu le livre de S. Ch. Koïm. J. Maréchal - Le Nouvel Observateur

S. Ch. Koïm ouvre le champ du progrès social réel et durable. J. Barrot - La dépêche du Midi

Un livre provocant que l'ensemble de la gauche devrait lire et relire. Vaut d'être médité. Sylvain Goux - Le Quotidien de Paris

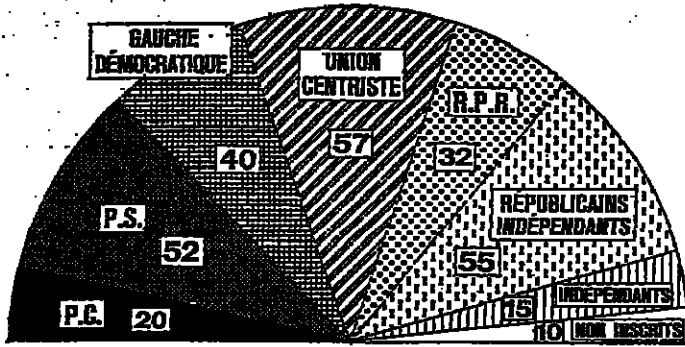
CERF

POLITIQUE

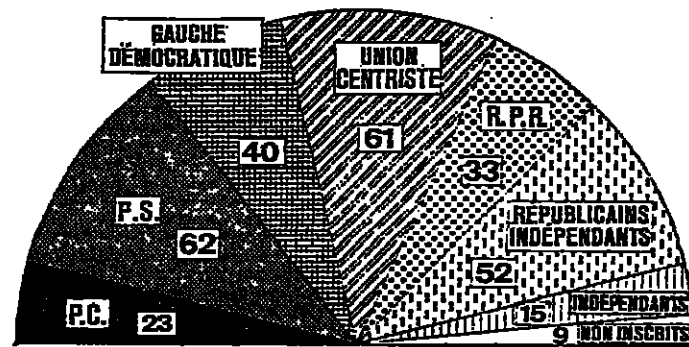
L'effectif des groupes sénatoriaux après la consultation du 25 septembre

Les groupes politiques du Sénat se sont reconstitués mardi 4 octobre. Comme on le verra ci-contre, le renouvellement du 25 septembre n'a pas apporté de grands changements dans l'équilibre entre les différentes formations. La variation la plus importante concerne les socialistes, dont l'effectif passe de 52 à 62 sénateurs.

Avant ce renouvellement qui intéressait 115 sièges, l'effectif global du Sénat (actuellement de 293) était de 283 élus, mais on ne comptait que 281 sièges pourvus, celui des Comores ayant été supprimé et l'un des trois sièges de la Somme étant vacant. Il faut noter, ce qui ne ressort pas de notre « fromage », que 16 radicaux de gauche forment, pour la première fois, un sous-groupe qui reste toutefois rattaché administrativement au groupe de la Gauche démocratique dont l'effectif demeure ainsi inchangé (40 membres). Ces sénateurs, qui ont répondu à l'invitation du comité directeur du M.R.G., ont publié une déclaration dans laquelle ils déclarent notamment leur fidélité « aux options fondamentales comme aux alliances logiques de leur mouvement ».



LES GROUPES DU SÉNAT AVANT LE RENOUVELLEMENT



ET APRÈS LE RENOUVELLEMENT

Groupe communiste (23 dont 1 apparenté)

Président : Mme Marie-Thérèse Goutmann (Seine-Saint-Denis).
MM. Serge Boucheny (Paris), Fernand Chastelain (Val-d'Oise), Léon David (Bouches-du-Rhône), Jacques Eberhard (Seine-Maritime), Gérard Ehlers (Nord), Pierre Gamba (Essonne), Jean Gardès (Seine-Saint-Denis), Bernard Hugo (Yvelines), Paul Jarrot (Isère), Charles Ledermann (Val-de-Marne), Fernand Lefort (Seine-Saint-Denis), Léon Lefort (Lot-et-Garonne), Anicet La Pore (Hauts-de-Seine), Mme Hélène Lue (Val-de-Marne), MM. James Marson (Seine-Saint-Denis), Jean Oghe (Essonne), Mlle Rolande Pelican (Paris), MM. Marcel Rosette (Val-de-Marne), Guy Schmaus (Hauts-de-Seine), Camille Vallin (Rhône), Hector Viron (Nord), Marcel Gar-gar, app. (Guadeloupe).

Groupe socialiste (62 dont 2 apparentés et 1 rattaché)

Président : M. Marcel Cham-paix (Corrèze).
MM. Charles Ailha (Hérault), Antoine Andrieux (Bouches-du-

Rhône), André Barroux (Puy-de-Dôme), Gilbert Bellin (Puy-de-Dôme), Noël Berrier (Nièvre), Marcel Bédigues (Dordogne), Jacques Carat (Val-de-Marne), René Chazelle (Hauts-de-Seine), Bernard Chochoy (Pas-de-Calais), Félix Ciccolini (Bouches-du-Rhône), Raymond Com-rrière (Aude), Georges Dagonia (Guadeloupe), Michel Darras (Pas-de-Calais), Georges Dayan (Paris), Marcel Debarge (Seine-Saint-Denis), René Debesson (Nord), Henri Duffaut (Vendée), Emile Durieux (Pas-de-Calais), Léon Eckhout (Hauts-de-Seine), Claude Fuzier (Seine-Saint-Denis), Pierre Gaudin (Var), Jean Geoffroy (Vaucluse), Roland Gri-maldi (Nord), Maxime Javelly (Alpes-de-Haute-Provence), Robert Lacoste (Dordogne), Tony Larus (Seine-Maritime), Robert Lencouret (Hauts-de-Seine), Louis Longueque (Hauts-de-Seine), Philippe Machefre (Yvelines), Marcel Mathy (Seine-et-Marne), André Méric (Hauts-de-Seine), Gérard Minville (Landes), Paul Mistral (Isère), Michel Morelles (Creuse), Jean Nayrou (Ariège), Pierre Noé (Essonne), Bernard Pannier (Paris), Jean Pédier (Hérault), Louis Perron (Val-d'Oise), Jean-Jacques Perron (Var), Pierre Petit (Nièvre), Maurice Pic (Drôme), Edgard Pissani (Hauts-de-Seine), Robert Poulton (Hauts-de-Seine), Roger Quilliot (Puy-de-Dôme).

Mlle Irma Rapuzzi (Bouches-du-Rhône), MM. Robert Rinchet (Savoie), Robert Schwint (Doubs), Abel Sempé (Gers), Franck Ser-ruciat (Rhône), Edouard Soldani (Var), Marcel Souquet (Aude), Georges Spéna (Tarn), Edgar Tallhades (Gard), Henri Tournan (Gers), Jean Varlet (Nord), Maurice Vézillon (Drôme), Emile Vi-gier (Eure-et-Loire), Léon-Jean Grégory, ratt. (Pyrénées-Orien-tales), Léopold Heder, app. (Guyane), Albert Pen, app. (Saint-Pierre-et-Miquelon).

Groupe de la Gauche démocratique (40 dont 16 radicaux de gauche formant un sous-groupe rattaché administrativement)

Président : M. Lucien Grand (Charente-Maritime).
MM. Charles Beaupetit (Lor-et-Cher), Georges Berthet (Hauts-Marne), Edouard Bonnetous (Yve-lines), Jacques Bordenave (Lot-et-Garonne), Henri Caillaud

(Lot-et-Garonne), Joseph Calme-las (Hérault), Jean-Pierre Cantagrit (France de l'étranger), Charles de Cuijil (France de l'étranger), Rénée Dally (Seine-et-Marne), Maurice Fontaine (Gard), Gustave Héon (Eure), Pierre Jesman (Jura), Max Lejeune (Somme), Bernard Légrand (Loire-Atlantique), Charles Edmond Lenglet (Somme), rattaché administrativement Pierre Mar-tin (Côte-du-Nord), André Morice (Loire-Atlantique), Guy Pascaud (Charente), Jacques Pelletier (Aisne), Joseph Rabreau (Alpes-Maritimes), Victor Robini (Alpes-Maritimes), Eugène Romains (Creuse), René Touzet (Indre).

16 radicaux de gauche, rattachés : MM. René Billères (Hauts-Pyrénées), Auguste Bu-llemas (Ain), Louis Brives (Tarn), Georges Constant (Lot), Emile Didier (Hautes-Alpes), Jean Pi-lippe (Corse), François Giacobi (Corse), Marcel Ramacher (Tarn-et-Garonne), Josy Moine (Charente-Maritime), Gaston Pams (Pyrénées-Orientales), Hubert Peyrout (Hautes-Pyrénées), France Léchennat (Savoie-et-Loire), Jean Mercier (Rhône), Pierre Tassin (Tarn-et-Garonne), Jacques Yvernol (Charente-Maritime), Jean Béanger (Yvelines).

Groupe de l'Union centriste (61 dont 1 apparenté et 6 rattachés administratifs)

Président : M. Adolphe Chau-vin (Val-d'Oise).
MM. Octave Bajoux (Nord), René Bayet (Mayenne), Jean-Pierre Bize (Savoie), Maurice Bin (Ardennes), André Bohl (Moselle), Charles Bosson (Haute-Savoie), Jean-Marie Boudoux (Vienne), Raymond Bonviver (Hauts-de-Seine), Jean Cauchon (Eure-et-Loire), Pierre Ceccaud-Pavard (Essonne), Auguste Chu-pin (Maine-et-Loire), Jean Clusel (Ailier), André Collin (Finistère), François Dubanchet (Loire), Charles Ferrant (Seine-Maritime), André Fosset (Hauts-de-Seine), Jean Francoeur (Bouches-du-Rhône), Henri Fréville (Ile-et-Vilaine), Henri Gostachy (Jura), Marcel Henry (Mayotte), René Jager (Moselle), Louis Jung (Bas-Rhin), Michel Labastrie (Pyrénées-Atlantiques), Jean Lecannet (Seine-Maritime), Edouard Le Jeune (Finistère), Bernard Lemaire (Côtes-du-Nord), Georges Lombard (Finistère), Kéber Malecot (Loiret), Daniel Milland (Polynésie), René Monory (Vienne), Claude Mont

(Loire), Louis Orvoen (Finistère), Dominique Pado (Paris), Francis Palmero (Alpes-Maritimes), Paul Pilet (Loire), Alain Pöher (Val-de-Marne), Roger Poudonson (Pas-de-Calais), Maurice Prevot-teau (Marne), André Rabreau (Allier), Jean-Marie Rausch (Moselle), Marcel Radloff (Bas-Rhin), Pierre Saly (Val-d'Oise), Jean Sauvage (Maine-et-Loire), Pierre Schiélé (Haut-Rhin), Paul Serraz (Seine-et-Marne), René Tassin (Ardennes), Lionel de Tin-tin (Ardennes), Lionel de Tin-tin (Ardennes), Raoul Vadepey (Mayenne), Pierre Vallon (Rhône), Louis Virapouille (La Réunion), Charles Zwicker (Haut-Rhin), Jacques Mession (Somme), apparenté, Roger Boileau (Meur-et-Moselle), Jean Colin (Essonne), Daniel Hoeffel (Bas-Rhin), Louis le Montagner (Mor-tuane), Bernard Pellard (Hauts-Savoie), Georges Treille (Deux-Sèvres), rattachés administratifs.

Groupe du R.P.R. (33 dont 2 apparentés et 1 rattaché)

Président : M. Pierre Carous (Nord).
MM. Jean Amelin (Marne), Hubert d'Andigné (Orne), Ham-dou Barlat-Goussé (Territoire français des Afars et des Issas), Amédée Bouquerel (Oise), Jacques Brancour (Aisne), Michel Cadeagut (Paris), Jacques Chau-mont (Savoie), Michel Cherty (Loire-Atlantique), Jean Chieroux (Paris), Yves Estève (Ile-et-Vilaine), Marcel Fortier (Indre-et-Loire), Lucien Gauthier (Maine-et-Loire), Michel Girard (Val-de-Marne), Marc Jacquet (Seine-et-Marne), Paul Kaus (Bas-Rhin), Christian de La Ma-line (Paris), Michel Maurice-Solom (Hauts-de-Seine), Henri Olivier (Orne), Paul d'Ornano (Français

Maritime), Roger Moreau (Indre-et-Loire), Jean Natali (Oise), Josefo Makape Papilio (Wallis et Futuna), Charles Pasqua (Hauts-de-Seine), Christian Poncelet (Vosges), Georges Repliquet (La Réunion), Roger Romani (Paris), Maurice Schumann (Nord), Ber-nard Talon (Territoire de Bel-fort), Edmond Valcin (Martinique), Jean-Louis Vigier (Paris), Jacques Coudert, app. (Corrèze), Paul Malassagne, app. (Cantal) et Robert Schmitt, ratt. (Moselle).

Groupe de l'Union des républicains et des indépendants (52 dont 1 apparenté et 2 rattachés)

Président : M. Philippe de Bourgoing (Calvados).
MM. Michel d'Allières (Sarthe), Jean de Egnoux (Côtes-du-Nord), Jean-Benoît-Moussaux (Indre), André Bettencourt (Seine-Maritime), Roland Boscar-Monsservin (Aveyron), Louis Boyer (Loiret), Jacques Boyer, Andriev (Gironde), Lionel Cher-rier (Nouvelle-Calédonie), Pierre Croze (Français de l'étranger), Michel Crutis (Vendée), Jacques Desours-Dessacres (Calvados), Jean Desmaretz (Nord), Louis de La Forest (Ile-et-Vilaine), Jean-Pierre Fourcade (Hauts-de-Seine), Jean-Marie Giraud (Calva-dos), Paul Guillard (Loire-Atlan-tique), Paul Guillaumot (Yonne), Jacques Henriet (Doubs), Pierre Jourdan (Ardèche), Léon Jossan-Marigné (Manche), Pierre Labon-de (Aube), Jacques Larché (Seine-et-Marne), Modeste Legouez (Eure), Marcel Lucotte (Savoie-et-Loire), Raymond Marcellin (Morbihan), Hubert Martin (Meurthe-et-Moselle), Serge Ma-thieu (Rhône), Jacques Menard (Deux-Sèvres), Michel Mirondot (Hauts-de-Seine), Henri Olivier (Orne), Paul d'Ornano (Français

de l'étranger), Guy Petit (Pyré-nées-Atlantiques), André Picard (Côte-d'Or), Jean-François Pin-tat (Gironde), Richard Pouille (Meurthe-et-Moselle), Jean Pro-riol (Hauts-de-Seine), Jules Roujon (Lozère), Roland Ruet (Ain), François Schieller (Meuse), Albert Simey (Aveyron), Michel Sordel (Côte-d'Or), Pierre-Christian Taittinger (Paris), Henri Ter-ré (Aube), Jacques Thyraud (Lor-et-Cher), René Travers (Manche), Albert Volquin (Vosges), Frédé-ric Wirth (Français de l'étran-ger), Michel Yver (Manche), Eu-gène Bonnet (Hauts-de-Seine), app. Louis Martin (Loire), Pierre Louvot (Hauts-Savoie), ratt.

Groupe des républicains indé-pendants d'action sociale (ex-groupe « paysans ») (15)

Le président, M. Max Mon-tchou (Gironde), est décédé le 5 octobre. (Lire page 31.)
MM. Pierre Bouneau (Landes), Raymond Bourguin (Paris), Raymond Brun (Gironde), Jean Chamant (Yonne), Gilbert Devies (Aisne), Hector Dubois (Oise), Charles Durand (Cher), Jacques Genton (Cher), Baudouin de Hanteloque (Pas-de-Calais), Rémi Herment (Moselle), Marcel Lemaire (Marne), Jean Mizard (Cantal), Paul Ri-beyre (Ardèche), Pierre Sallenave (Pyrénées-Atlantiques).

Non-inscrits (9)
MM. Francisque Collomb (Rhône), Yves Durand (Vendée), Alfred Gérin (Rhône), Mlle Bri-gitte Gros (Yvelines), MM. Jac-ques Habert (Français établis hors de France), Roger Lise (Martinique), Roland du Luat (Savoie), Pierre Mareilhac (Charente) et Pierre Perrin (Isère).

CAPELOU
ELEMENTS

De nombreuses combinaisons sont possibles avec nos ensembles CAPELOU. Rangement, armoire-tiro, bibliothèque droite ou découpée, secrétaires, vitrines alcoves. La plupart de vos problèmes de place peuvent être facilement résolus. Nos éléments sont traités en VERNIS BOIS (lattes) style ou contemporain, chêne, noyer, merisier ou laque.

CAPELOU
37, AV. DE LA REPUBLIQUE - PARIS 11^e
METROPOLITAIN - PARKING ASSURÉ
TEL. 357.46.35

PARIS 7^e
PETITS ET GRANDS APPARTEMENTS EN REZ-DE-JARDIN

Appartements exceptionnels : studios, 2, 3 et 4 pièces sur jardin intérieur, certains avec jardins privatifs de 21 m² à 36 m². Livraison : 2^e semestre 1978.

Appartements modèles décorés par Jansen et Delon, tous les jours (sauf dimanche et lundi) de 14 h à 19 h, ou sur rendez-vous.
Tél. 705.69.11.

sofap

Les Ambassades St Dominique
96/98 rue Saint-Dominique, Paris 7^e

Je désire recevoir, sans engagement, une documentation gratuite sur LES AMBASSADES SAINT DOMINIQUE.

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Tél. _____

Adresser à : SOFAP 15, rue Miquette 75008 Paris.

DEPUIS 1959
TOUS CEUX QUI PENSENT ACHETER
ALAIRES VENTE

OZOL
PORTE / CLOU

44, Av. Edouard Vaillant
92100 BOULOGNE 609.91.33

LA BOULIQUE
DANOISE

SAVENDS
DIMANCHE 9
LUNDI 10 OCTOBRE
de 9 h à 19 h

En son magasin
VIKING Shop
zone industrielle de
LOUVRES 95380

Soldes
de
meubles - luminaires
vaisselle - cadeaux

01 4716701

Le moment venu, saisissez la bonne affaire.

Vous n'êtes pas de ceux qui laissent passer les bonnes occasions. A cet effet, vous avez devant vous une réserve d'argent disponible que vous voulez rentabiliser. Avez-vous pensé aux Bons de la Caisse d'Epargne Ecuréul ?

Vous les achetez à votre convenance, sans justification d'identité. Vous êtes ainsi seul à savoir le montant et le revenu de votre placement.

Votre argent reste constamment disponible. En cas de besoin, vous pouvez vous les faire rembourser dès la fin du troisième mois de souscription, sans frais ni formalités. Ils sont aux porteurs. En attendant, ils vous rapportent en toute sécurité un intérêt substantiel.

• Coupures de 100 à 10.000 francs. • Intérêts progressifs de 3 mois à 5 ans. • Taux : 9,75% (taux actuel brut sur 5 ans).

Mettez votre argent du bon côté.

BONS ANONYMES DE L'ECUREUL

POLITIQUE

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 5 octobre 1977 au palais de l'Élysée sous la présidence de M. Giscard d'Estaing. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié :

● M. BARRE EN U.R.S.S.

Le premier ministre a rendu compte de son séjour en U.R.S.S., où il a présidé la délégation française à la commission mixte permanente franco-soviétique. M. Barre a été reçu à cette occasion par M. Brejnev et par M. Kosyguine.

Il ressort de ces entretiens, comme des travaux de la commission mixte permanente, que la coopération économique scientifique et technique franco-soviétique se développe de façon satisfaisante. Les deux gouvernements la considèrent comme un élément permanent de leur politique. Il a été convenu de procéder d'ores et déjà à l'étude des perspectives de cette coopération pour la décennie 1980-1990. Pour la période quinquennale en cours (1975-1979), l'objectif de triplement des échanges liés en juin dernier lors de la visite en France du président Brejnev sera sans aucun doute atteint, sinon dépassé. En ce qui concerne plus particulièrement les commandes d'équipements à la France, les autorisations soviétiques et françaises sont arrivées à un accord satisfaisant portant sur le montant de ces commandes d'ici à décembre 1977 et sur les conditions de leur financement. Les résultats déjà enregistrés en 1976 pourront ainsi être retrouvés et améliorés en 1977 et 1978.

La coopération dans les domaines nucléaire et spatial a été jugée particulièrement satisfaisante et sera encore élargie.

M. Barre a souligné l'intérêt et l'utilité des échanges de vues auxquels il a procédé avec le président Brejnev sur la situation internationale. Ces échanges de vues ont confirmé la volonté de la France et de l'Union soviétique d'étendre et d'approfondir la politique de la détente. Ils ont également permis de constater que, sur cette base commune et malgré les différences

de leurs régimes, les deux pays étaient en mesure de parvenir, sur des sujets importants, à des accords satisfaisants.

● PROBLÈMES MONÉTAIRES.

Le ministre délégué à l'économie et aux finances a rendu compte des travaux de l'Assemblée annuelle du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale dont il a tiré les conclusions suivantes :

L'effort d'adaptation de ces deux grandes institutions aux problèmes économiques internationaux se poursuit dans des conditions satisfaisantes. La nécessité d'accroître l'aide au développement a été largement reconnue. Des préoccupations sérieuses ont été exprimées à propos de la lenteur du processus d'ajustement des balances des paiements, qui risque d'avoir des conséquences sur les plans commercial, monétaire et financier. A cet égard, la France a rappelé son attachement à la stabilité des échanges.

L'évolution de la conjoncture économique mondiale a fait l'objet d'échanges de vues qui ont conduit à la conclusion qu'il est nécessaire de soutenir la demande. En particulier, il est apparu que les pays déficitaires doivent continuer d'accroître la priorité à la lutte contre l'inflation et n'ont pas la latitude de relancer fortement leur demande intérieure, mais qu'en revanche les pays excédentaires doivent stimuler davantage leurs économies.

● AGRICULTURE COMMUNAUTAIRE.

Le ministre de l'agriculture a rendu compte des travaux du conseil des ministres (agriculture) de la C.E.E. du 27 septembre 1977.

Pour contribuer à améliorer la situation de la viticulture, le conseil a décidé d'accorder une aide communautaire à l'enrichissement des mûres de 5 F par degré d'hectolitre. Cette aide est réservée aux viticulteurs dont les rendements ne dépassent pas 50 hectolitres par hectare, ce qui est conforme à la volonté du gouvernement français de poursuivre une politique de qualité.

Les ministres de l'agriculture des Neuf ont également autorisé la Commission à négocier la contribution des Nations unies sur le sucre en vue de faire participer la Communauté à un accord international sur le sucre avec un statut particulier.

A la demande de la France, le mandat de négociation stipule que l'adhésion de la C.E.E. à un éventuel accord ne devra pas porter atteinte à l'organisation commune du marché du sucre et devra, en particulier, préserver la liberté d'exportation de la Communauté.

● PIRATERIE AÉRIENNE.

Le gouvernement a évoqué les cas récents de piraterie aérienne et a exprimé à nouveau sa condamnation totale de tels procédés, indignes des nations civilisées.

En ce qui concerne le détournement qui a eu lieu à bord de la Caravelle d'Alger, le 30 septembre dernier, M. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur, a rappelé qu'en application des conventions permanentes conclues par le gouvernement, les services de police ont pour mission de mener fin à de tels agissements, tout en faisant tout le possible pour assurer la protection des personnes menacées. Il a souligné le fait que les actions ne sont décidées qu'en dernière extrémité.

Le gouvernement a rendu hommage au courage de l'équipage d'Alger ainsi qu'à la maîtrise dont ont fait preuve les autorités et forces de police et de gendarmerie engagées dans l'opération.

M. Christian Bonnet a enfin souligné l'ampleur de la surveillance exercée, à titre préventif, par les services de police : plus de onze millions de passeports contrôlés en 1976, plus de quinze mille objets dangereux retirés dont deux mille armes à feu, sans compter des gènes, ni de retard excessifs pour les passagers.

Le président de la République a renouvelé au gouvernement ses constantes assurances de soutien et de fermeté qui doivent être appliquées à l'occasion de détournements d'avions.

LA PRÉPARATION

La majorité fait du thème des libertés un des axes de sa campagne

M. Giscard d'Estaing se rendra au Conseil constitutionnel le 8 novembre

Le parti républicain édite à plusieurs milliers d'exemplaires la Déclaration des droits de l'homme de 1789 ; M. Chirac, dans le Monde (3 et 4-5 septembre), puis devant les maires de France (10 septembre), exalte les vertus républicaines ; deux éditoriaux représentants de la majorité, MM. Foyer (R.P.R.), président de la commission des lois, et Edgar Faure (app. R.P.R.), président de l'Assemblée nationale, affirment que les députés adopteront avant de se séparer, début décembre, une déclaration constitutionnelle des libertés, élaborée à partir

de leurs propositions ; enfin, le président de la République se rendra, le 8 novembre, à 18 heures, devant le Conseil constitutionnel, pour prononcer un discours sur les libertés à l'occasion du troisième anniversaire de la réunion constitutionnelle qui a établi la possibilité, pour soixante députés ou sénateurs, de saisir le Conseil. Tout indique que la majorité se prépare à exploiter le thème des libertés face à une opposition accusée par elle de vouloir bureaucratiser et caporaliser la société française.

La commission spéciale chargée d'examiner les propositions de loi de la majorité, du P.C. et du P.S. sur les libertés a abordé, mercredi 5 octobre, l'examen du texte de synthèse élaboré par MM. Jean Foyer, rapporteur, et Edgar Faure, président, avec la collaboration de M. Charles Bigon (R.P.R.). Ce travail doit aboutir — d'ici au 15 novembre, selon M. Foyer — à une proposition de loi constitutionnelle tendant à compléter le préambule de la Constitution par une « déclaration des libertés » (le Monde date 25-26 septembre).

MM. Jacques Rallie (P.C.) et Pierre Joxe (P.S.) ont de nouveau contesté la démarche de MM. Foyer et Edgar Faure, M. Rallie remarquant notamment que le rapporteur n'avait pas présenté de rapport sur les trois propositions qui font l'objet de la commission.

Pour l'opposition, la procédure inhabituelle adoptée par la majorité vise à substituer hâtivement une déclaration de principe, sans effet pratique, à une refonte du droit positif qui garantirait le respect effectif des libertés invoquées par tous. Le P.C. et le P.S. achèveront de préparer de nombreux amendements tendant

à préciser l'application des droits énumérés par le texte de MM. Foyer et Edgar Faure, notamment dans le domaine de la législation du travail. M. Foyer a répondu, mercredi, aux objections des députés socialistes et communistes, que son texte, évidemment susceptible d'amendements, avait pour but de poser des principes et d'améliorer le droit positif en lui fixant les objectifs à atteindre.

En dépit des objections de l'opposition, la commission a adopté l'article premier du texte de la majorité, qui déclare : « Tout homme a droit à la paix intérieure et dans la mesure nécessaire pour assurer le respect de la loi. Toute violence à des fins privées ou partiales est réprimée par la loi ».

Et l'article, qui stipule : « Tout homme a droit à la paix civile. L'autorité publique n'a recours à la force qu'en dernière instance et dans la mesure nécessaire pour assurer le respect de la loi. Toute violence à des fins privées ou partiales est réprimée par la loi ».

L'opposition n'a pas pris part au vote sur ce dernier article, dont elle avait demandé qu'il fût réservé.

Le génocide et tout autre

SCIENCES-PO

STAGES DE PRÉPARATION - ENTRÉE en A.P. ou en 2^e ANNÉE
Deux formules : « Longue » : de février à juin + 3 sem. en août.
« Intensive » : en août.
IPESUP : Institut Privé de Préparation aux Études Supérieures
15-18, rue du Cloître-Notre-Dame, 75004 PARIS - Tél. : 53-63-30.

NE MANQUEZ SURTOUT PAS LES

PRIX EXCEPTIONNELS

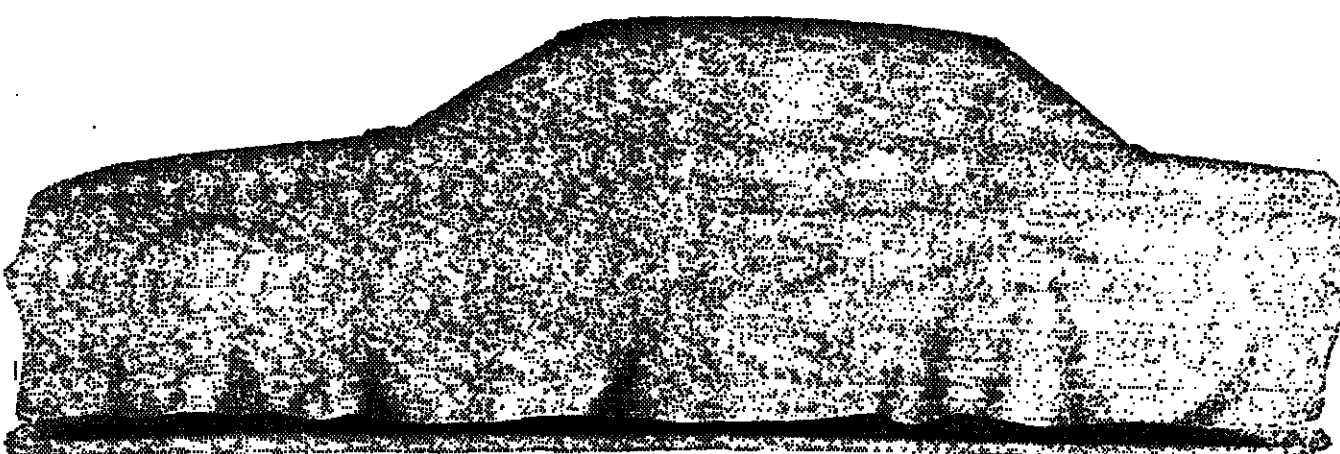
SUR 7 NIVEAUX

AUX TROIS QUARTIERS

BOULEVARD DE LA MADELEINE - PARIS RETROUVEZ LE PLAISIR D'ACHETER

Salon de l'auto Opel Palais des Congrès Porte Maillot du 7 au 12 Octobre

NOUVEAU MOTEUR,
NOUVELLE CARROSSERIE,
NOUVEL INTERIEUR,
NOUVELLE SUSPENSION,
NOUVELLE CONDUITE,



Métro: Porte Maillot-Autobus: 82-PC
Tous les jours de 9 h à 19 h du 7 octobre 13 h au 12 octobre 13 h

Venez découvrir et essayer un modèle entièrement nouveau.

Opel 1500

POLITIQUE

DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

A Paris, les socialistes réaffirment leur volonté de rééquilibrer le rapport des forces au sein de la gauche

MM. Georges Sarre, président du groupe socialiste du Conseil de Paris, et Georges Mingot, premier secrétaire de la fédération de la capitale, après avoir critiqué la gestion de M. Jacques Chirac à la tête de la municipalité (« le Monde » du 6 octobre), ont rappelé que, à leurs yeux, la solution des problèmes parisiens passe d'abord par une victoire de l'union de la gauche lors des élections législatives de mars 1978.

A cet égard, les chefs de file des socialistes de la capitale ont estimé qu'entre les fédérations parisiennes des partis signataires du programme commun, « les choses ne vont ni mieux ni plus mal » que dans le reste du pays. Mais ils se sont montrés soucieux de « défendre les intérêts du P.S. ». Envers le parti communiste, l'attitude de la fédération socialiste se veut conforme à celle qui a été définie par les instances nationales. Il convient de « ne rien aggraver » et de « ne pas tendre la joue ».

A l'égard du Mouvement des radicaux de gauche, elle subordonne toute entente électorale pour Paris à la signature d'un accord national. En fait, les socialistes parisiens souhaitent avant tout, dans la foulée des élections municipales, rééquilibrer à leur profit le rapport des forces au sein de la gauche. Toutefois, cette ambition heurte de front la volonté de la fédération communiste que dirige M. Fiszbin : celle-ci entend conserver sa position dominante. De plus, le P.S. doit faire face aux réticences du M.R.G. : les amis de M. Robert Fabre refusent d'être considérés comme une simple « force d'appoint » pour les candidats socialistes ; ils dénoncent le « climat malsain » qui prévaut dans l'opposition à Paris.

malgré l'accord qui est intervenu avant les élections sénatoriales. En effet, il semble que ce compromis soit l'objet d'interprétations différentes. Le M.R.G. estime avoir obtenu la promesse de voir ses représentants devant les candidats de l'U.G.S.D. dans trois circonscriptions de la capitale, deux autres circonscriptions devant être choisies par les instances nationales des deux partis.

Ainsi, alors que les radicaux de gauche souhaitent que les candidats U.G.S.D. soient désignés au plus tôt, la fédération socialiste, en faisant connaître ses propres candidats, « en quelque sorte, pris les devants. Ce qui fait dire à M. Pierre Matté, conseiller municipal et président de la fédération de Paris du M.R.G. : « Les relations avec nos amis socialistes sont quelquefois difficiles. Dans le passé, les difficultés n'ont pu se résoudre que par des épreuves de force, et il faut s'attendre à ce qu'il en soit de même pour les élections législatives. » Il se dit prêt à envisager des élections primaires si l'accord signé entre les deux fédérations est remis en question. Une telle éventualité profiterait aux candidats du P.C. Pourtant, certains, parmi les plus transigeants de la fédération socialiste, ne seraient pas fâchés d'entendre les radicaux de gauche dire : « Nous sommes prêts à accepter la désignation de nos candidats par les instances nationales de l'U.G.S.D. ».

De son côté, la fédération communiste de la capitale ne veut céder en rien aux ambitions du P.S. L'affirmation de la diversité de la gauche et de la spécificité des communistes lui paraît être son meilleur atout. JEAN-MARIE COLOMBANI.

« Dans la capitale, comme partout, l'heure est à l'unité des socialistes », a affirmé M. Georges Sarre, qui a ajouté : « C'est par le rassemblement des militants que l'on pourra reprendre le bon chemin. » Ce chemin doit conduire, dans l'esprit de l'ancien candidat à la mairie de Paris, à un meilleur équilibre entre les forces de gauche. La fédération parisienne du P.S. espère obtenir pour la première fois, en mars 1978, plusieurs représentants à l'Assemblée nationale.

Dores et déjà, la plupart des sections d'arrondissement et des sections d'entreprise ont désigné leurs candidats, parmi lesquels figurent MM. Georges Sarre (11^e arrondissement, 9^e circonscription), Claude Estier (18^e arrondissement, 25^e circonscription), Lionel Jospin (16^e arrondissement, 22^e circonscription), ainsi que M. Jack Lang dans la seconde circonscription (2^e et 3^e arrondissement). Avant de devenir officielles, ces désignations doivent être approuvées par une convention nationale, dont la réunion est prévue au début du mois de novembre.

A la lumière des votes qui sont intervenus au sein des sections, il apparaît que les rivalités entre majorité et minorité du P.S. d'une part, entre P.S. et M.R.G. d'autre part, ont trouvé un terrain de choix pour s'exprimer. Les représentants du courant minoritaire (qui sont majoritaires au sein de la fédération de Paris) ont notamment fait grief à la ma-

M. Fabre : il n'y a pas de changement du paysage politique français

Le comité directeur du Mouvement des radicaux de gauche, qui a siégé mercredi 5 octobre, a approuvé, par 111 voix contre 13 abstentions, l'action de son président, M. Robert Fabre, et de la délégation du Mouvement lors des travaux d'actualisation du programme commun. Il s'en est déclaré « entièrement solidaire ».

Le comité directeur confirme dans cette motion « le choix qu'ont fait les radicaux de gauche en 1971 : face à la crise économique et sociale, la gauche demeure, plus que jamais, la seule espérance de construction d'une société juste et libre. Il ne peut y avoir pour les Français d'autre alternative au pouvoir actuel que la gauche. (...) Le comité directeur rappelle sa fidélité aux grands principes du programme commun de 1972. (...) »

Enfin, dans le cadre de ses alliances, qu'il entend renforcer, le Mouvement des radicaux de gauche poursuivra son action dans le pays pour faire pleinement connaître les importantes propositions qu'il a développées à l'occasion des travaux d'actualisation du programme commun, pour affirmer sa spécificité et développer ses options programmatiques lors du prochain congrès de La Rochelle.

Commentant les travaux du comité directeur, M. Fabre a indiqué que les treize abstentions avaient des motivations politiques différentes, mais que, en tout état de cause, personne n'a proposé une autre stratégie que celle de l'union de la gauche à 450 F. Il a insisté sur les vains espoirs des représentants de la

majorité qui, « comme des sirènes, coulent leurs regards languoureux vers nous ».

« Il n'y a pas de changement du paysage politique français, a-t-il affirmé, mais peut-être du climat. Quant aux radicaux de gauche, leur place est, par essence, à gauche. »

En fait, les abstentions traduisaient deux séries de préoccupations : d'une part, le désir de proposer une ouverture pour une reprise des négociations sur le programme commun, d'autre part, la crainte de voir le mouvement des radicaux de gauche se montrer trop strict à l'égard du parti socialiste.

M. François Loncle, membre du secrétariat national du M.R.G. a expliqué que la suspension des négociations sur l'actualisation du programme commun est la conséquence de « la nouvelle attitude du parti communiste français ».

M. Loncle a rappelé que, pour le mouvement des radicaux de gauche, les négociations ne pourraient reprendre que sur la base des dernières propositions socialistes transmises aux communistes la semaine dernière. M. Nicolas Alonsi, député de la Corse, a estimé que « toute concession nouvelle de la part des radicaux de gauche se retournerait contre la gauche elle-même ». « Les radicaux de gauche refusent de se laisser enlever dans une stratégie de défiance de la gauche », a-t-il conclu.

M. CHIRAC : un gouvernement socialo-centriste serait une caricature de la IV^e République.

M. Jacques Chirac a déclaré, jeudi 6 octobre, à France-Inter : « Un gouvernement socialo-centriste serait une hypothèse tout à fait absurde qui conduirait la France dans la pire des situations. Il n'y a pas en France, actuellement, de possibilité de création de troisième force et si, par hypothèse, cette possibilité existait, comment imaginer qu'un gouvernement qui comprendrait des socialistes et des centristes de toute nature et qui exécuterait les gaulistes et les communistes pourrait gouverner ? Comment imaginer sérieusement que MM. Mauroy et Mitterrand pourraient gouverner avec MM. Lecanuet et Pompidou ? C'est tout à fait impossible. Ce serait une caricature de la IV^e République. »

« Les dirigeants des quatre formations de la majorité (R.F.P., P.R., C.D.S. et C.N.I.P.) ont pour suivi, mercredi matin 5 octobre, au siège du parti républicain, leurs négociations pré-électorales en examinant les cas des circonscriptions où l'organisation des primaires pose différents problèmes. Ils se retrouveront le mercredi 12 octobre à 9 h. 30 au siège du Centre des démocrates sociaux. M. Alain Griotery, député national du P.R., chargé des élections a également annoncé que sa formation présentera ses candidats à la presse le samedi 21 octobre. Il a précisé que le nombre de ceux-ci se situerait entre deux cent cinquante et trois cents. »

Reste, notamment, à régler le cas de nombreuses circonscriptions de Paris.

Questions au P.S.

(Suite de la première page.)

Il existe des pays qui connaissent la liberté démocratique sans la liberté politique. Mais il n'en existe pas qui connaissent la liberté politique sans la liberté économique.

De fait, le programme commun est un programme d'antagonisme. Et c'est comme tel qu'il doit être rejeté.

Pour notre part, nous souhaitons que soit élargie la base politique sur laquelle la France doit être gouvernée. Nous désirons que soit à nouveau partagé par une large majorité ce consensus minimal qui est nécessaire à la vie même de la démocratie.

Bien évidemment, nous ne saurions nous livrer à une quelconque tentative de récupération. Ce serait à la fois maladroit et inopportuniste.

Mais le débat démocratique doit pouvoir s'exercer librement, sans crispation, sans invective. La majorité ne saurait s'enfermer dans une forteresse. Je l'ai indiqué à Exéjus, lors de la création du parti républicain. Je le souligne avec plus de force encore aujourd'hui, observant, comme Raymond Barre, une modification du paysage politique.

Car deux courants ont porté, au cours des dernières années, les aspirations des Français.

Le premier est celui qui a conduit les partis de l'opposition à élaborer, en juin 1972, un programme commun de gouvernement. Il vient de se diviser, traquant un échec : celui de François Mitterrand.

Mais un autre courant est né en mai 1974, avec l'élection à la présidence de la République de M. Valéry Giscard d'Estaing. Il tend à rassembler tous ceux qui souhaitent pour leur pays le changement sans le risque.

Il est plus actuel que jamais.

JEAN-PIERRE SOISSON

NORD : deux députés sortants socialistes sont éliminés par leurs sections.

(De notre correspondant.)

LILLE. — Les sections socialistes concernées ont désigné comme candidat dans la 7^e circonscription (Roubaix-Est) M. Pierre Prouvost, maître de Roubaix depuis mars dernier, qui a devancé le député sortant, M. André Desmoules, dont il était le suppléant depuis 1973. De même, dans la 8^e circonscription (Roubaix Nord et Ostru), M. Alain Faugaret, maître de Wattrelos, l'emportant sur le député sortant, M. Léonce Clémenceaux, qui était candidat à la candidature.

D'autre part, M. Alain Bocuquet, premier secrétaire de la fédération du Nord du parti communiste et membre du comité central sera candidat dans la 19^e circonscription (Saint-Amand), dont le député sortant est M. Georges Donnez (réf.).

Enfin, dans la 9^e circonscription (Villeneuve), les sections socialistes ont désigné comme candidat M. Guy Chaillet, maître de Villeneuve, vice-président de la communauté urbaine de Lille. (16^e le 8 mars 1974 à Villeneuve (Nord), M. André Desmoules, professeur de lycée, conseiller général, avait été élu député au second tour des élections de mars 1973 avec 37 207 voix contre 33 800 à M. Joseph Frye, député sortant, non-inscrit.)

Enfin, dans la 10^e circonscription (Villeneuve), M. Léonce Clémenceaux, conseiller général du Nord, a été élu député au second tour des élections de mars 1973 avec 33 001 voix contre 20 647 M. Pierre Herman, député sortant U.D.R., et 43 751 à M. Jacques Bouché, réf.-Centre démocrate.)

M. Chaillet, déjà candidat aux élections législatives de mars 1973, avait remporté au second tour 34 235 voix contre 34 235 à l'actuel titulaire de la circonscription, M. Henri Ruy (D.R.) et 7 380 à M. Raymond Labrousse (Raf.-Centre dém.).

PAS-DE-CALAIS : M. Cartier (P.C.) ne se représente pas.

(De notre correspondant.)

ARRAS. — M. Edouard Cartier (P.C.), député sortant de la circonscription (Béthune), ne sollicitera pas la renouvellement de son mandat. Le candidat du P.C. sera M. Daniel Roussel, adjoint au maire de Béthune.

Du 12 au 15 septembre 1977, M. Cartier, député de la circonscription de la 1^{re} circonscription (Béthune), a été élu député au second tour des élections de mars 1973 avec 28 628 voix contre 28 628 à M. René de Brancotte (P.R.), conseiller général, sera candidat.

Du 12 au 15 septembre 1977, M. Cartier, député de la circonscription de la 1^{re} circonscription (Béthune), a été élu député au second tour des élections de mars 1973 avec 28 628 voix contre 28 628 à M. René de Brancotte (P.R.), conseiller général, sera candidat.

L'« UNION DES FRANÇAIS DE BON SENS » PRONE LA « COLLABORATION DE CLASSES »

L'Union des Français de bon sens (U.F.B.S.), créée par M. Gérard Fournon en vue des élections législatives de mars 1978, s'installe dans de splendides locaux, 4, rue La Boétie, à Paris (9^e). Son programme, qui a vu à cette occasion une conférence de presse mercredi 5 octobre, a affirmé que le financement de la campagne électorale de l'U.F.B.S. serait essentiellement assuré par les dons et cotisations des sympathisants et militants. Les adhérents de cette nouvelle organisation seraient pour l'instant au nombre de mille cinq cents.

« Ni de droite ni de gauche, l'U.F.B.S. n'est pas un nouveau parti politique, mais plutôt un mouvement anti-parti, qui se veut rassembleur », a déclaré le petit industriel de Saint-Christophe-lez-Alais, qui a l'intention de se présenter dans la quatrième circonscription du Gard.

L'U.F.B.S. se dit « apolitique ». Elle entend combattre le programme commun et prône une « réconciliation nationale » et un « bon sens » en raison du sabotage systématique de l'entreprise par les syndicats politiques. D'autre part, M. Fournon, qui avait reçu, durant le conflit qui l'a opposé à la C.G.P., le soutien personnel de M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a notamment pris comme adjoint M. José Dupuy de Méry, ex-secrétaire de la C.G.P., et, pour le département de la « subversion dans l'armée » et des « soviets dans les casernes », et président du Comité de soutien à l'armée. Son autre adjoint est M. Bernard Poindevaux, qui vient de créer le « syndicat des citoyens ».

M. Fournon a annoncé qu'il donnerait une nouvelle conférence de presse le 20 octobre. — M. C.

MAYENNE. — M. Bertrand Denis (P.R.) ne sollicitera pas le renouvellement de son mandat dans la troisième circonscription (Mayenne). M. René de Brancotte (P.R.), conseiller général, sera candidat.

Du 12 au 15 septembre 1977, M. Cartier, député de la circonscription de la 1^{re} circonscription (Béthune), a été élu député au second tour des élections de mars 1973 avec 28 628 voix contre 28 628 à M. René de Brancotte (P.R.), conseiller général, sera candidat.

Attiré par une annonce, nous nous sommes rendus dans l'un des Cabinets d'Optical-Forfait (à Paris), 48, rue de Valenciennes, Paris (9^e). M. HERZHAFT, directeur général, nous a fait visiter son magasin et nous a expliqué les activités de cette nouvelle forme de distribution de lunettes médicales qui permet de fabriquer, en moins de 15 minutes, des lunettes personnalisées à prix fixe et sans surprise. C'est le forfait optique.

Voici un exemple : le forfait « Grands Couturiers » à 350 F.

Nous avons vu dans les magasins Optical-Forfait une collection de 100 montures de dernière création de Dior, Lanvin, Fath, Givenchy, Cardin, Balmain, Cacharel, etc.

Chaque monture de cette collection coûte, verres compris : 350 F. Oui, quelle que soit la monture choisie par vous dans cette collection et quelle que soit la puissance de vos verres correcteurs, vous payez un seul prix forfaitaire et sans surprise : 350 F tout compris : monture « Grands Couturiers » et verres à votre vue.

Oui, le prix de vos verres est compris dans le forfait et cela quelle que soit la puissance de vos verres correcteurs, vous payez un seul prix forfaitaire et sans surprise : 350 F tout compris : monture « Grands Couturiers » et verres à votre vue.

Trois autres forfaits : encore moins chers : à 250 F, 175 F et 150 F.

En plus de forfait « Grands Couturiers » à 350 F dont nous venons de parler, il y a trois autres forfaits encore moins chers : — Forfait « OP-FOR » à 250 F. — Forfait « social » à 175 F. — Forfait « enfant » à 150 F. Il s'agit toujours de prix forfaitaires, monture et verres compris sans limitation de puissance. Ces 3 collections représentent plus de 500 montures très modernes.

Comment Optical-Forfait peut-il faire des prix aussi bas ?

Ce tour de force sur les prix est possible grâce à la puissance du groupe Optical-Forfait. Nous avons appris qu'Optical-Forfait est la filiale de la Société Industrielle d'Optique SIO, premier laboratoire de montage optique français. C'est donc une affaire sérieuse. Optical-Forfait est actuellement le seul grand spécialiste à Paris à faire uniquement des lunettes optiques de très belle qualité à un prix forfaitaire et vraiment pas cher. On est hélas surpris par son prix. Plus de centaine de surprises. Nous ne pouvons pas dire quel pourcentage important de rentabilité obtient ce laboratoire de montage optique mais nous vous assurons que le déplacement vaut vraiment la peine.

Autres avantages :

Votre monture et vos verres sont garantis gratuitement un an contre la casse.

Tous les verres sont accompagnés d'un certificat de qualité conforme aux normes de l'Institut d'Optique.

Sans supplément de prix vous pouvez avoir des verres incassables Orma 1000.

Quelle qualité de lunettes trouve-t-on chez Optical-Forfait ?

A vrai dire nous avons été très surpris par l'excellente qualité des lunettes exécutées par Optical-Forfait. Ce sont des lunettes très modernes et très bien faites.

« Nous avons vu un choix important de montures « Grands Couturiers », Dior, Lanvin, Fath, Cardin, Balmain, Cacharel, etc., et également des centaines de montures de grandes marques (+ de 700 montures en double or, métal ou façon écaille).

Attention : il ne s'agit pas, comme certains veulent le faire croire, de fins de séries ou de soldes, mais des dernières créations des meilleures marques de lunettes européennes.

Verres spéciaux :

En option Optical-Forfait fournit également tous les Verres, Photochrom, doubles foyers Modior, Thel, antireflet, etc.

Choisir librement :

Chez Optical-Forfait, il n'y a aucune contrainte. Vous pouvez essayer librement toutes les montures que vous désirez, le temps que vous voulez. Si vous souhaitez un conseil de l'opticien, il est là pour vous aider. Vous n'êtes pas obligés d'acheter.



Relevez bien ces trois adresses ou découpez cet article :

En exclusivité à Paris :

OPTICAL-FORFAIT

• En étage, 48, rue de Valenciennes, Paris (9^e).

• 92, avenue des Ternes, Paris (17^e).

• En étage, 24, rue du 4-Septembre, Paris (2^e).

Ouvrez de 10 h. à 19 h. Fermé le lundi.

CENTRE DE RENSEIGNEMENTS TELEPHONIQUE :

Trois lignes à votre disposition, de 10 h. à 19 h. : 255-55-75, 754-47-55 et 742-53-55.

Un bon conseil : si vous avez besoin de lunettes, avant de les acheter, rendez visite à l'un des Cabinets d'Optical-Forfait.

Quand vous saurez où se trouve Optical-Forfait (lunettes optiques à prix forfaitaire) vous ferez de réelles économies

AÉRONAUTIQUE

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

La commission des finances se plaint de n'avoir obtenu aucune précision du gouvernement sur le projet de participation de l'État chez Dassault

Rapporteur du projet de budget de l'aviation civile pour 1978, M. Pierre Baudis, député apparenté P.R. de la Haute-Garonne, s'est plaint, mercredi 5 octobre, devant la commission des finances de l'Assemblée nationale, de n'avoir pu obtenir aucune précision du gouvernement sur les projets d'acquisition par l'État d'une minorité de blocage dans le groupe privé Dassault-Breguet et de création d'une société gérant les participations publiques chez Dassault et la Société nationale Industrielle aérospatiale (SNIAS).

C'est le samedi 11 juin, au Salon international de l'aéronautique et de l'espace au Bourget, que le premier ministre, M. Raymond Barre, avait confirmé que l'État prendrait une minorité de blocage dans le capital de Dassault-Breguet — soit, au minimum, 33,4 % d'un capital déclaré de 501,4 millions de francs — et qu'il serait créé un holding groupant les parts de l'État chez Dassault et dans la division « avions » de la SNIAS. La présidence de cette société publique de participation doit être confiée à M. Jean Blanchard, président de Gaz de France et ancien délégué ministériel pour l'armement.

Depuis cette décision de principe, M. Blanchard consulte toujours ses éventuels partenaires et le projet gouvernemental a pris du retard du fait de certaines difficultés techniques et juridiques et de résistances politiques.

Une situation contrastée

Les discussions, à gauche, sur les nationalisations prévues par le programme commun de gouvernement n'ont pas, en effet, le gouvernement à accélérer son projet concernant le groupe privé Dassault-Breguet. L'organisation actuelle de la SNIAS est, d'autre part, un obstacle technique à la création d'un holding, qui aurait été facilitée si la société nationale était structurée en filiales autonomes. Enfin, les experts du ministère des finances éprouvent des difficultés à mettre au point la formule juridique grâce à laquelle l'État détiendrait, sans débours, trop d'argent frais, la minorité de blocage chez Dassault.

DÉFENSE

LE GÉNÉRAL PAUL RAYNAUD EST NOMMÉ INSPECTEUR DE LA GENDARMERIE NATIONALE.

Sur la proposition de M. Yvon Bourges, ministre de la défense, le conseil des ministres du mercredi 5 octobre a approuvé les promotions et nominations suivantes :

● GENDARMERIE. — Est nommé inspecteur de la gendarmerie nationale, le général de division Paul Raynaud.

Sont nommés : général de division, le général de brigade Robert Melange ; général de brigade, les colonels Robert de Suffice de la Croix et Pierre Rivet.

● TERRE. — Sont nommés : major régional de la 5^e région militaire, le général de corps d'armée Jean Fuhr ; inspecteur de l'armée blindée et cavalerie, le général de division Bertrand de Montaudouin ; adjoint au général directeur de l'enseignement militaire supérieur de l'armée de terre et commandant l'Ecole supérieure de guerre, le général de brigade Gilbert Fievet. Est promu général de brigade, le colonel Marcel Pénier.

● AIR. — Est nommé commandant des transmissions de l'armée de l'air, le général de brigade aérienne Emile Roussel.

Édité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants : Jacques Favat, directeur de la publication, Jacques Sauvage.

Imprimerie de « Monde »
5, r. des Italiens
PARIS-IX
1976

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications : n° 5437.

RELIGION

LES TRAVAUX DU SYNODE ROMAIN

L'Eglise porte sa part de responsabilité dans l'éloignement des jeunes et des adultes

Rome. — Une fois tous les trois ans, des évêques du monde entier trouvent au synode une tribune d'une exceptionnelle portée. Habituellement réservé au pape, qui en est le souverain, le Vatican réserve tout à coup, pendant un mois, d'échos de toute la catholicité. Bien que renvoyée par Paul VI, la Curie s'habitue plus ou moins difficilement à ce changement. Les membres élus du synode ont conscience de la chance qui leur est offerte, ils ne s'expriment pas seulement en leur nom, mais en celui de leurs communautés respectives et à l'intention de l'Eglise universelle, qui n'est pas étrangère à leur compétence, comme l'a explicitement reconnu le concile.

L'opinion publique, qui reproche parfois, à juste titre, à l'Eglise catholique d'être plus sévère pour le monde extérieur que pour elle-même, retiendra que plusieurs évêques ont convié leurs collègues à mettre leurs actes en harmonie avec leur ensei-

De notre envoyé spécial

gnement. Mgr Francesco Papamanoia, par exemple, évêque de Syra (Grèce), a évoqué l'attitude trop autoritaire de certains pasteurs qui ne donnent pas assez de liberté aux laïcs, ou bien le « scandale » des Eglises riches face aux Eglises pauvres. Le cardinal Leo Joseph Suenens, archevêque de Malines-Bruxelles, a cité le mot de Napoléon : « Il n'y a pas de mauvaise société, il n'y a que de mauvais officiers. » « Si les jeunes, a-t-il dit, refusent si souvent l'Eglise n'est-ce pas, pour une part, notre faute ? »

Le cardinal Giovanni Benelli, enfin, ancien collaborateur direct de Paul VI, aujourd'hui archevêque de Florence et peut-être demain président de la conférence épiscopale d'Italie, a regretté que « les initiatives pastorales des évêques manquent de mordant, de continuité, d'efficacité ».

Partisan de méthodes exigeantes, voire autoritaires, il préconise que, pour remédier aux graves lacunes actuelles, l'Eglise fasse un devoir grave à tous les chrétiens adultes de suivre une instruction catéchétique. Dans son esprit, cette obligation devrait être aussi impérative que celle de la communion pascale.

« L'Eglise, selon lui, sera capable d'évangéliser dans la mesure où elle saura catéchiser les adultes et les jeunes déjà devenus majeurs. » Pour Mgr Raymond Lucker, évêque de New-Ulm (Etats-Unis), comme pour beaucoup d'autres, la catéchèse des adultes est plus importante encore que celle qui s'adresse aux enfants. Ces derniers, remarque d'autre part, Mgr Tomas Gonzalez Monies, évêque de Punta Arenas (Chili), ont souvent une culture supérieure à celle de leurs parents et se montrent donc plus critiques.

La catéchèse fait-elle preuve de narcissisme confessionnel ? Le cardinal Johannes Willebrands, président du secrétariat romain pour l'unité des chrétiens et archevêque d'Utrecht (Pays-Bas), n'est pas loin de le penser. Il recommande qu'on développe le caractère ecuménique de l'enseignement religieux et qu'on ne fasse pas semblant d'ignorer le nombre considérable des « foyers mixtes ». L'accent mis sur la Bible et sur la liturgie devrait faciliter cet élargissement.

Pour Mgr Johannes Bluyssen, évêque de s'Hertogenbosch (Pays-Bas), si l'Eglise souffre d'un manque de « crédibilité » auprès des jeunes, c'est parce qu'elle se montre trop indifférente aux difficultés propres à leur âge et que la pédagogie ignore pratiquement les apports des sciences humaines.

Marxistes et chrétiens au Vietnam

L'intervention de Mgr Nguyen Van Binh, archevêque de Hochiminh-Ville (ex-Saigon, Vietnam), était attendue avec curiosité. Jusqu'au dernier moment, en effet, il n'était pas acquis qu'il pourrait participer au synode. La sérénité et le réalisme de ses propos ont frappé l'auditoire : « Le contexte dans lequel vivent nos catholiques, a-t-il dit en substance, c'est le système politique communiste intégral selon les postulats du marxisme-léninisme. Le régime voit l'origine et la réalité du christianisme à travers les canons connus du marxisme, c'est-à-dire comme une organisation religieuse aliée à l'impérialisme. C'est pourquoi nous n'avons d'autre issue que de montrer les actes concrets d'une Eglise vivante. Quant à la praxis, nous, évêques de la région d'Hue et de Saigon, nous avons, en juin 1976, exhorté sans ambiguïté les fidèles à s'engager dans l'édification de la nouvelle société. Surgit alors le problème de la coexistence et des limites de la collaboration avec les communistes. Le problème dépasse les forces humaines parce que les catholiques ne sont pas préparés. »

« Nous veillons à rester pleinement chrétiens. Les artisans de la catéchèse seront, dans un proche avenir, formés au marxisme des leur enfance ; nous n'avons rien à retrancher du catéchisme ni à cacher les différences entre le marxisme et le christianisme, mais nous devons répondre aux questions de la jeunesse qui est modelée par une pédagogie matérialiste. »

« Le but de la catéchèse n'est pas seulement de tendre à l'apologétique, mais à une formation positive. Quant à notre langage, il doit s'adapter à une situation neuve, jusqu'à utiliser éventuellement le vocabulaire marxiste, à la manière dont l'Eglise l'a fait jadis avec saint Thomas, qui utilisait le vocabulaire d'Aristote. »

HENRI FESQUET.

● Un incident au Vatican. — Des Ukrainiens de France et du Canada ont provoqué un incident, mercredi 5 octobre, au cours de l'audience générale hebdomadaire du pape. Alors que Paul VI prononçait une allocution, deux cents Ukrainiens de Toronto, et une centaine de France, ont brandi deux banderoles ainsi libellées : « Les Ukrainiens demandent au Saint-Père de reconnaître leur patriarcat. » Le pape ne s'est pas interrompu et a ignoré la manifestation.

● Le soixante-neuvième pèlerinage du Rosaire à Lourdes s'est ouvert le 4 octobre, sous la présidence de Mgr Pierre Chagué, évêque de Gap. Dernier grand rassemblement d'une saison qui n'a pas marqué le moindre fléchissement par rapport à l'an dernier — on dénombre finalement trois millions six cent mille visiteurs français et étrangers — ce pèlerinage est suivi par plus de trente mille fidèles, dont quinze cents malades. — (Corresp.)

Hausmann/Nation/Parly2/Vélizy2/Italie-Galaxie/Créteil

Printemps

**DOMINIC LANSELE.
SAUZAIE B.
LOUIS FERAUD.
CLAUDE ALEXANDRE.
MAGGY ROUFFE
NINA RICCI.
MISS CHOMBERT.**

VOTRE FOURRURE EST AU PRINTEMPS.

UNESCO

L'«AFFAIRE DUMITRESCU»

Le conseil exécutif regrette une «atteinte aux principes fondamentaux de la coopération»

Le conseil exécutif de l'UNESCO, réuni à Paris, a examiné, jeudi 6 octobre, le cas de M. Sorin Dumitrescu. Ce fonctionnaire de l'UNESCO, de nationalité roumaine, est retenu depuis juin 1976 dans son pays et empêché de rejoindre son poste à Paris. Le président du conseil exécutif, M. Leonard Martin (Royaume-Uni), après avoir retracé les étapes de cette affaire, a déclaré notamment, au nom du conseil : « Bien que les aspects juridiques de la question puissent nécessiter d'autres éclaircissements, il apparaît qu'il pourrait y avoir, dans la manière dont cette affaire s'est déroulée jusqu'ici, une atteinte à plusieurs des principes fondamentaux sur lesquels se fonde la coopération internationale. (...) À la connaissance du conseil, c'est la première fois qu'un fonctionnaire de l'une des organisations du système des Nations unies est empêché par l'État membre, dont il est ressortissant, d'accomplir une mission officielle et de rejoindre son poste au siège. (...) La démission ou le renouvellement de l'engagement (de ces fonctionnaires) est un acte qu'ils peuvent accomplir librement de leur seule initiative. (...) Un État membre qui fait obstacle à cette liberté méconnaît, semble-t-il, les obligations qu'il a souscrites en adhérant à l'acte constitutif de l'UNESCO. »

Le conseil exécutif, tout en « respectant l'indépendance souveraine » de la Roumanie et en « espérant sincèrement que le dialogue se poursuivra » avec les autorités de ce pays, a conclu : « Le conseil exécutif est très préoccupé par ce qui apparaît comme une rupture par un État membre d'engagements internationaux qu'il a librement acceptés. Il appuie sans réserve la position du directeur général et fait siennes les mesures qu'il a prises. »

M. Sorin Dumitrescu, citoyen roumain de quarante-neuf ans, est fonctionnaire de l'UNESCO depuis le 19 novembre 1969. Il y occupe les fonctions de directeur de la division des sciences de l'eau, et c'est à ce titre que, le 4 juin 1976, il a quitté Paris pour représenter le directeur général de l'UNESCO à la réunion du Conseil d'assistance économique mutuelle chargée des problèmes de l'eau, qui a eu lieu du 8 au 13 juin à Constantza, en Roumanie. Sa femme et sa fille l'accompagnaient, car il comptait prendre des vacances familiales dans son pays au terme de la réunion.

Après avoir participé normalement aux travaux de Constantza, M. Sorin Dumitrescu part pour une autre mission, en Bulgarie. Mais, le 15 juin, il est retenu à la frontière roumano-bulgare et contraint de revenir à Bucarest. Les autorités roumaines lui retirent son passeport, ainsi qu'aux membres de sa famille, et l'obligent à écrire une lettre de démission à l'UNESCO. Cette lettre, transmise par les canaux officiels, est refusée par le directeur général de l'UNESCO, étant données les conditions dans lesquelles elle lui est parvenue.

Le 6 août, M. Amadou Mahtar M'bow, directeur général de l'UNESCO, écrit au président de la République de Roumanie, M. Nicolae Ceausescu, pour que les autorités roumaines reviennent sur leur décision. Comme la lettre ne reçoit pas de réponse, M. M'bow expose la situation lors

d'une réunion privée du conseil exécutif, le 9 octobre, à Paris, en présence de deux représentants du gouvernement roumain. Le conseil approuve la décision de M. M'bow de refuser la démission de M. Dumitrescu.

La convention de 1947

Le 20 octobre 1976, le directeur du bureau du personnel de l'UNESCO est envoyé à Bucarest pour négocier avec les autorités roumaines. Celles-ci maintiennent leur refus de laisser le fonctionnaire quitter la Roumanie, puisqu'elles ne le considèrent plus comme membre du secrétariat de l'UNESCO — alors même qu'elles n'ont jamais demandé la levée de l'immunité attachée aux fonctionnaires internationaux (1).

Le 11 novembre, M. M'bow reçoit une lettre de M. Dumitrescu l'informant que, par une citation en justice datée du 22 octobre, le ministère des finances de l'État roumain avait engagé des poursuites à son encontre, en vertu d'un décret concernant « certains droits et obligations des citoyens roumains percevant des émoluments en devises » (2).

Une semaine avant que M. M'bow parte pour la Roumanie en visite officielle du 2 au 4 février 1977, celui-ci apprend que M. Dumitrescu a été condamné à verser les arriérés dus en vertu du décret précité. Le fonctionnaire a obtenu une avance de traitement pour s'acquitter de la

somme réclamée, et l'affaire semble réglée.

À Bucarest, les autorités roumaines expliquent à M. M'bow que M. Dumitrescu, au moment où il était secrétaire de l'UNESCO par son gouvernement et que celui-ci, étant libre de retirer son accord, était donné que M. Dumitrescu « a enfreint les lois de son pays ». Le 31 mars, M. Dumitrescu est rappelé pour une période militaire de cinq mois, contrairement aux termes de la convention de 1947, qui précise notamment que « les fonctionnaires des institutions spécialisées sont exemptés de toute obligation relative au service national ». La Roumanie a signé cette convention le 15 septembre 1970.

Malgré de multiples démarches, M. Dumitrescu accomplit sa période militaire jusqu'au 31 août. Il est, depuis, assigné à résidence et maintenant empêché de téléphoner. L'ultime démarche entreprise le 28 au 30 septembre à Bucarest par une mission du conseil exécutif (le Monde du 5 octobre) a échoué.

ROGER CANS.

(1) Le texte de la convention « sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées », adoptée par l'ONU en 1947, précise que « les fonctionnaires des institutions spécialisées jouissent de l'immunité de juridiction pour les actes accomplis en leur qualité officielle ».

(2) Les fonctionnaires internationaux des pays de l'Est sont généralement tenus par leurs gouvernements de verser à l'État une partie de leur salaire.

Nouveau. Les U.S.A. près de 50% moins cher!

Cet hiver, les hommes d'affaires comme les touristes se rendant aux U.S.A. peuvent faire d'importantes économies avec le nouveau forfait « Bonnes Affaires Américaines » TWA, qui comprend 7 nuits d'hôtel et l'aller-retour en classe économique sur des vols réguliers.



Départs quotidiens assurés

Il ne s'agit pas de charters, mais des liaisons quotidiennes régulières assurées par les 747 TWA! Vous pouvez non seulement partir n'importe quel jour de la semaine, mais surtout avoir votre fauteuil réservé!

choix de distractions*. Si vous préférez travailler, vous pouvez vous installer dans la cabine Hommes d'affaires TWA où vous serez au calme.

Payez presque moitié prix pour votre prochaine visite aux U.S.A.

Le forfait « Bonnes Affaires Américaines » TWA comprend l'aller-retour par avion en classe économique et 7 nuits d'hôtel pour un prix très inférieur à un simple aller-retour au tarif normal! Il s'agit d'un forfait spécial valable à partir du 1^{er} novembre, et à réserver au moins 15 jours avant le départ. Si vous prévoyez un voyage d'affaires ou d'agrément aux U.S.A. cet hiver, demandez à votre Agent de Voyages de vous renseigner sur le nouveau forfait « Bonnes Affaires Américaines » TWA.

* Le tarif « Bonnes Affaires Américaines » est un forfait basé sur un départ groupé. ** Un accord international nous oblige à percevoir un léger supplément, en classe économique, pour les distractions en vol et les boissons alcoolisées.

Un choix d'hôtels

Le prix du forfait « Bonnes Affaires Américaines » prévoit le logement en chambre double dans de confortables hôtels du centre-ville. Une chambre individuelle dans un hôtel de première catégorie, voire de luxe, peut être obtenue moyennant un supplément.

Des tarifs exceptionnels! comprenant l'hôtel et l'aller-retour en avion (vols réguliers)

NEW YORK	2370 F seulement
BOSTON	2340 F seulement
WASHINGTON	2595 F seulement
CHICAGO	3040 F seulement
LOS ANGELES	3360 F seulement

Le forfait « Bonnes Affaires Américaines » TWA vous permet de bénéficier de tarifs tout aussi avantageux pratiquement pour n'importe quelle ville des États-Unis.



Tous les avantages des services réguliers

Avec le forfait « Bonnes Affaires Américaines » TWA, vous bénéficierez du même service que les passagers voyageant en classe économique à plein tarif : un siège spacieux et confortable, un choix de repas, un



La cabine Hommes d'affaires est disponible en classe économique en fonction du nombre de passagers à bord.

N°1 sur l'Atlantique

TWA

TWA : la compagnie américaine qui transporte le plus grand nombre de passagers sur les vols transatlantiques réguliers.

POINT DE VUE

La garantie d'indépendance du fonctionnaire international

par ALAIN PLANTEY (*)

QUELLES que soient les distances, géographiques, ethniques, culturelles, qui séparent les peuples, ou leurs dissensions politiques, idéologiques et économiques, leur solidarité et, partant, leur coopération ne cessent en fait de s'étendre en Europe et dans le monde entier.

Conforme à la nature humaine, ce mouvement profond, nécessaire et durable, entraîne la multiplication d'institutions qui constituent son support : on dénombre, aujourd'hui, outre des milliers d'associations et d'organisations privées, plus de deux cents administrations internationales officielles opérant dans tous les pays, gérant des crédits par milliards, employant près d'une centaine de milliers d'agents et assurant des services publics devenus indispensables dans de nombreux domaines : diplomatie, culture et éducation, économie et statistiques, monnaies et finances, aviation civile, météorologie, agriculture, commerce, santé, postes, télécommunications, propriété industrielle, techniques diverses...

En adhérant librement et souverainement à chacune de ces institutions, les États intéressés ne se bornent pas à souscrire à leurs missions, aux engagements et aux disciplines qui en résultent. Ces États contractent entre eux-mêmes des obligations précises dont la plus importante est le respect des principes sur lesquels est fondé cet immense dispositif multilatéral, au premier rang desquels figure, par définition, l'indépendance des organisations internationales à l'égard de toute intervention partisane ou de toute pression gouvernementale. Mais cette garantie ne serait qu'un mot vide de portée si elle ne s'assortissait de la neutralité et de l'impartialité des autorités et fonctionnaires chargés de mettre en œuvre cette administration, quelles que soient leur nationalité, leur race, leur religion. Il s'agit là de la règle d'or de tous les services publics internationaux.

Telles sont la raison et la justification des immunités que coutumes et traités amènent à reconnaître au bénéfice des personnes investies d'une responsabilité internationale, notamment pour leur éviter des pour-

suites politiques, policières ou autres dont le but serait de les soumettre au contrôle d'un gouvernement. Dérogeant au principe de la souveraineté nationale, cette protection exceptionnelle n'autorise certes pas son bénéficiaire à soustraire son comportement personnel à la loi de son pays d'origine ou de celui où il se trouve, à se rendre coupable d'actes fautes, déloyaux ou délictueux, à participer à des activités d'ingérence ou de subversion politiques.

La garantie se limite strictement à l'objet et à l'exercice des fonctions officielles, mais elle les couvre entièrement quels qu'en soient le lieu ou l'époque, à l'égard même du pays dont le fonctionnaire est ressortissant et où il peut être amené à séjourner durablement et occasionnellement. Que resterait-il des services publics internationaux si, malgré une investiture régulière, tout agent pouvait être empêché d'exercer ses fonctions, retenu de force dans un pays, voire le sien, soumis à des procédures arbitraires, privé de sa liberté pour la seule raison qu'il ne détiendrait pas la volonté des autorités locales ?

Lorsqu'elles recrutent leur personnel, les organisations internationales ne peuvent, cela va de soi, se dispenser du concours, éventuellement de la consultation ou de l'agrément des gouvernements intéressés. En revanche, une fois les nominations régulièrement prononcées et tant que les engagements sont en vigueur, la situation et l'emploi des fonctionnaires internationaux échappent à toute autorité extérieure, ainsi que les tribunaux l'ont rappelé à plusieurs occasions. Leurs attributions et avantages professionnels dépendent de leur statut et des décisions prises au sein de l'organisation, à l'administration de laquelle les États membres sont d'ailleurs associés, grâce à divers conseils et comités. Tant qu'elle n'a pas été levée par le chef de l'organisation, éventuellement sur demande d'un État, leur immunité professionnelle les protège, même à l'égard de leurs autorités nationales et dans leur pays d'origine. Aucune démission ni aucune interruption d'engagement ne saurait leur être imposée par la

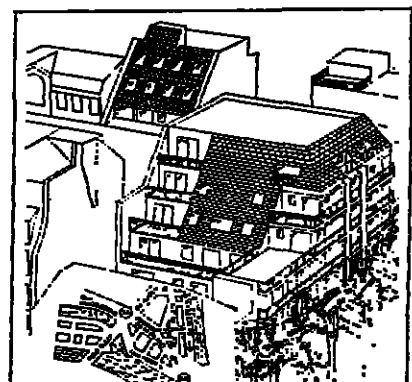
contrainte. Ces règles ne procèdent pas du désir de protéger abusivement une prétendue caste de privilégiés. Elles sont indispensables à l'exercice impartial et continu de toute mission au service de plusieurs pays dont les intérêts sont souvent loin de coïncider.

On comprend, certes, que des gouvernements ou de puissants groupes privés aient été ou soient tentés de faire pression sur les fonctionnaires internationaux dont l'activité est de nature à affecter leurs intérêts. L'histoire récente fournit plusieurs exemples de telles manœuvres, depuis les poursuites exercées par les États-Unis d'Amérique, il y a vingt-cinq ans, contre ceux de leurs nationaux qui avaient de leur qualité de fonctionnaires internationaux pour refuser de répondre aux enquêtes portant sur leurs opinions politiques, jusqu'à l'interruption unilatérale du détachement, de l'emploi ou de l'expatriation de certains ressortissants tchécoslovaques soupçonnés de sentiments favorables au printemps de Prague. Ces manœuvres ont toutes été condamnées par les juridictions comme par l'opinion publique et ont toujours porté le plus grand tort aux intérêts et à l'influence de leurs auteurs, tant elles sont contraires à l'esprit, aux usages et aux nécessités de la vie internationale.

Faute d'une discipline supérieure, la communauté des nations reste régie par la pratique de la réciprocité : tout l'État doit être prêt à accepter, c'est-à-dire à soutenir, et surtout à craindre, qu'un autre limite son comportement, le moment venu. S'il attend des organisations internationales des services effectifs et impartiaux, il sera amené à comprendre qu'il est de son intérêt durable et concret que leur personnel soit composé d'hommes honnêtes et indépendants, soustraits aux préjugés et aux influences contraires ou étrangères à leur mission. Quelles que soient son idéologie, ses préoccupations internes ou diplomatiques, il évitera de faire peser sur eux sa contrainte ou sa menace et d'accroître ainsi la vulnérabilité de leur situation et la difficulté de leur tâche.

(*) Conseiller d'État.

Pierre, ardoise et terrasses.
A deux pas du Marais.
7.920 f le m².



Entre le Seine et le Marais, au cœur du Paris historique, le Mornay-Clillon : une architecture conçue en fonction de l'environnement. Mais derrière les charmes du passé, on trouve au Mornay-Clillon tous les raffinements que le XX^e siècle peut apporter à une habitation de qualité. Les matériaux employés, l'isolation phonique, les terrasses et les balcons, la diversité des



plans et des types d'appartements, la hauteur des plafonds font du Mornay-Clillon une résidence de classe dans un quartier de Paris où l'on rencontre l'histoire en sortant de chez soi. Les appartements de la rue Clillon sont livrables immédiatement. Venez visiter l'appartement témoin.

MORNAY CRILLON

Bureau de vente : 15, bd Bourdon - 75004 PARIS
ouvert le lundi de 14 h 30 à 19 h et les jeudi, vendredi, samedi et dimanche de 10 h 30 à 13 h et de 14 h 30 à 19 h. Tél. 277.45.55.

saci
25 ans d'existence

CORI
30 ans d'existence

Envoyez ce bon à la CORI
Ne pouvant me rendre sur place, envoyez-moi une documentation sur "MORNAY CRILLON".

NOM _____ Prénom _____
Adresse _____ Profession _____

SPORTS

MANCHESTER ÉLIMINE SAINT-ÉTIENNE 2 A 0

Le temps de la mélancolie

Plymouth. — Paradoxalement, c'est au moment où trois des quatre équipes françaises engagées dans les coupes européennes ont réussi à passer le premier tour, devant des adversaires de bonne valeur, que seuls les Stéphanois qui montraient la voie depuis trois ans ont échoué. Un moment disqualifié par la commission de discipline de l'Union européenne de football (U.E.F.A.), puis repêchés par le jury d'appel, les joueurs de Manchester United ont mérité de façon indiscutable leur qualification pour le deuxième tour de la Coupe des vainqueurs de coupes, en battant les Stéphanois (2-0), mercredi 5 octobre, à Plymouth.

Contrairement à leurs habitudes, MM. Roger Rocher, le président de l'Association sportive de Saint-Étienne, Robert Herbin, l'entraîneur, et Pierre Garonnière, le manager, ne se sont pas attardés dans le vestiaire des joueurs après le match. Quelques minutes seulement après le coup final, ils sont montés au premier étage

De notre envoyé spécial qu'en troisième division. Dernière mesure de dissuasion, près de deux cents policiers ceinturaient la pelouse, les regards tournés vers les spectateurs. De fait, au cours de leurs rencontres de Coupe d'Europe disputées à l'étranger, jamais les Stéphanois n'avaient eu un public aussi bien disposé à leur égard.

Plus prolix qu'à l'ordinaire, Robert Herbin n'aurait pas cette fois le vrai problème : « Le ressort est cassé, dit-il. L'équipe souffre d'un mal que je ne m'explique pas. Nous avons été maladroits dans la relance, d'où ces hésitations et une certaine retenu au moment de l'engagement ou de prendre des risques. C'est la première fois que nous avons totalement subi le match. Même à Liverpool, la saison dernière, nous avions su réagir après le premier but de Keegan. »

Au-delà des péripéties d'une défaite, il reste en effet l'impression d'avoir assisté, au stade de Plymouth, à la fin d'une époque. Comme l'Ajaccio d'Amsterdam, le Bayern de Munich, le Dynamo de Kiev ou le P.S.V. Eindhoven, l'A.S. Saint-Étienne n'aura pu résister plus de trois ans aux

France pour nous venger l'an prochain. », ironisait Pierre Garonnière. Cet avis n'était pas partagé par Roger Rocher : « Je crois, disais-je, qu'il faudra maintenant attendre la prochaine coupe. Ces joueurs-là ont déjà trop donné. L'équipe a besoin de sang nouveau. Nous en préparons avec nos jeunes. Saint-Étienne reviendra au premier plan, ce n'est qu'une question de temps. Je souhaite simplement que d'autres clubs français de réussir aussi bien que nous dans la Coupe d'Europe en attendant. »

GERARD ALBOUY.

VOILE

La course autour du monde

DEUX VOILIERS FRANÇAIS BIEN PLACÉS APRÈS LA VICTOIRE DE « FLYER » AU CAP

Jeu de l'après-midi, 5 octobre, vingt-quatre heures après l'arrivée de Flyer (Pays-Bas) et de King's Legend (Grande-Bretagne), au cours d'une course autour du monde n'avait atteint le Cap, terme de la première étape, nos deux derniers concurrents de la course, soit plus de 11 000 kilomètres. Flyer et King's Legend ont, de plus, la même formule de jauge et ne sont pas du nombre des plus grands bateaux de la course : leur classement ne sera donc pas modifié au fil des autres arrivées.

Le vainqueur de cette première étape, Flyer, est un ketch (bateau pourvu de deux mâts dont le premier est le plus long) en aluminium de 19,35 mètres de long et de 5 mètres de large. Il pèse 24,5 tonnes. Au moment où les deux voiliers de tête passaient la ligne, les français Gauloises-II et Neptune, arrivant de l'ouest, se trouvaient à 800 milles du Cap, ce qui pour les placer en bonne position pour la troisième place en temps compensé (le handicap avantage Gauloises-II par rapport à Neptune), ils espèrent arriver samedi ou dimanche. Toutefois, les positions des autres concurrents ne sont pas toutes connues.

La victoire de Flyer et de King's Legend est une victoire tactique : les deux voiliers ont opté pour la route la plus courte mais aussi la plus risquée, car elle traverse normalement de grandes zones de calme. Ils sont passés à temps : les bateaux ayant fait le même choix qu'eux ont été pratiquement arrêtés par la remontée vers le nord de l'anticyclone de l'hémisphère sud, ce qui accroît les chances des concurrents ayant fait route à l'ouest de figurer en bonne place au classement.

(PUBLIQUITE)

pièdes larges et GRANDS jusqu'à 50

Il existe un magasin à Paris où tous les hommes qui ont des difficultés à se chausser à cause de leur pointure (ou largeur) trouvent chaussure à leur pied. C'est le Palais de la Chaussure, 39, avenue de la République, Paris (11^e), qui présente un choix unique, du 38 au 50, par demi-pointure de la 6^e à la 11^e largeur. N'hésitez pas à demander le catalogue. Tél. : 357-45-02.

JUSTICE

A Strasbourg

Un séminaire réuni par Amnesty International demande la mise « hors la loi » de la torture

Réunis pendant trois jours à Strasbourg, sous l'égide d'Amnesty International, en un séminaire subventionné par le comité des ministres du Conseil de l'Europe, quatre-vingt-dix représentants du gouvernement des États-Unis et de neuf États européens, ainsi que ceux de nombreuses organisations non gouvernementales, ont demandé, mercredi 5 octobre, la mise « hors la loi », à l'échelle mondiale, de la torture.

« Il faut que ce crime odieux soit déclaré crime contre l'humanité, et mis sur le même plan de condamnation universelle que la génocide, l'esclavage, l'apartheid et la discrimination raciale »,

demande la résolution finale, qui affirme, d'autre part : « Le principe de non-intervention dans les affaires intérieures des États ne saurait en aucune circonstance être invoqué comme prétexte pour la non-application de la déclaration contre la torture adoptée en 1975 par l'Assemblée générale des Nations unies. »

Le séminaire a appelé les gouvernements et les organisations internationales à coopérer plus étroitement afin d'inciter tous les États à ratifier le pacte international des Nations unies sur les droits civils et politiques. Il a également demandé que la torture soit interdite dans toutes les Constitutions nationales, quelle

soit qualifiée de crime grave dans les codes pénaux, civils et militaires. On peut noter, à ce propos, que la notion de torture ne figure pas dans le droit français. D'autres thèmes figuraient au programme du séminaire, notamment l'emploi de la médecine à des fins politiques, catégoriquement condamné à la lumière des conclusions du récent congrès mondial de psychiatrie d'Honolulu, et la définition d'un code de déontologie policière dont la mise en œuvre a été demandée. Ce dernier sujet devait faire l'objet d'une discussion devant l'Assemblée du Conseil de l'Europe, vendredi 7 octobre, mais il vient d'être retiré de l'ordre du jour.

A Paris

LES DEUX JEUNES INCENDIAIRES DU C.E.S. EDOUARD-PAILLERON ONT COMPARU A HUIJ CLOS DEVANT LE TRIBUNAL POUR ENFANTS

Le procès des fonctionnaires, architectes, entrepreneurs et cadres du Gaz de France considérés comme responsables de la propagation rapide de l'incendie qui a tué le 6 février 1973, le C.E.S. Edouard-Pailleron doit s'ouvrir — publiquement — le 17 novembre à la seizième chambre correctionnelle de Paris. Mais les deux jeunes incendiaires, Patrick et Marc, qui avaient respectivement, à la date des faits, moins de quinze et seize ans, ont comparu à huis clos, mercredi 5 octobre, devant le tribunal pour enfants, présidé par M. Chemin. Les prévenus sont défendus par M^{re} Veron et M^{re} Mulleto.

Au nom des familles des victimes — seize enfants, trois professeurs et la concubine de l'incendiaire — M^{re} Borker, Annie Volain, Jean Lafon, Dimet, avaient fait déjà renvoyer ce procès à plusieurs reprises, espérant qu'il serait confondu avec l'autre, celui des responsables techniques. Ils y ont finalement renoncé en considérant la proximité de l'ouverture des débats consacrés à ce dernier.

Il y avait foule aux abords du tribunal pour enfants, une foule calme et digne. Chacun semblait conscient du poids écrasant les trois épaves des deux prévenus à peine sortis de l'adolescence, et de la démesure entre leur acte stupide de gosse et ses conséquences tragiques. Il semble, selon certains témoins, que Patrick, vexé d'avoir dû redoubler sa classe de quatrième, ait exprimé plusieurs fois — sans doute pour « épater les copains » — son intention de se venger de « la loi » : celle-ci l'avait réprimandé à propos d'un vélomoteur qu'il avait pris un jour sur un trottoir du quartier pour caraco-

LE DERNIER ATTENTAT CONTRE LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME EST APPARENTÉ AU PRÉCÉDENT

affirme M. Noguères

M. Henri Noguères, président de la Ligue française des droits de l'homme, a indiqué lors d'une conférence de presse réunie mercredi matin 5 octobre au siège de la Ligue, 27, rue Jean-Dolent, à Paris (14^e), qu'il possédait des éléments de preuve devant permettre de découvrir les auteurs de l'incendie criminel qui a endommagé les locaux samedi 1^{er} octobre (le Monde des 2-3 et 4 octobre). Il a rappelé que l'an dernier déjà la Ligue française des droits de l'homme avait été victime d'un attentat, le 4 août 1976 (le Monde du 6 août 1976), revendiqué par le « groupe Pelper ». « J'ai porté plainte à l'époque », dit M. Noguères, « et je viens enfin d'apprendre qu'une action était entreprise et que le juge Fausseau était chargé de l'instruction. Il n'a pu juger utile d'entendre le président de la Ligue ni de le tenir au courant des résultats obtenus. Il est vrai que, selon toute probabilité, ces résultats sont nuls. » Cependant, a-t-il conclu, cette fois-ci je suis en mesure de prouver qu'un des auteurs de cet attentat était déjà venu la fois précédente, en 1976, à

A Paris

TRENTE ET UN MOIS D'AGONIE

(De notre correspondant.)

Beauvais. — Victime d'une agression le 23 février 1975 à la sortie d'un bar à Crèvecœur-le-Grand (Oise), un jeune homme de vingt et un ans, Laurent Rabache, est mort le 4 octobre 1977 des suites des coups reçus, au terme d'une agonie qui aura duré plus de trente et un mois. Pendant toute cette période, la victime n'était jamais sortie de son état comateux, et elle avait été soignée dans divers établissements hospitaliers avant d'être renvoyée, probablement en désespoir de cause, au domicile de ses parents à Lihus (Oise).

Les trois agresseurs, âgés à l'époque des faits de vingt-deux, vingt-trois et vingt-quatre ans, avaient été respectivement condamnés le 13 février 1976 par les assises de l'Oise à des peines d'emprisonnement de cinq ans, dont deux avec sursis, et trois ans dont un avec sursis.

APRÈS LE MEURTRE D'UNE SEPTUAGÉNAIRE

Une triple inculpation pour défaut de secours indigne les habitants de Valleroy

Les habitants de Valleroy (Meurthe-et-Moselle) se déclarent indignés après l'inculpation de trois personnes pour non-assistance à personne en danger après le meurtre d'une septuagénaire, Mme Antonia Orzech (le Monde du 6 octobre). « On inculpe des personnes qui ont vu le meurtre », disent-ils. Mais pour M. Henri Habasque, procureur de la République à Briey, non seulement les trois inculpés « méritent d'être poursuivis », mais « d'autres inculpations pour le même motif pourraient être décidées dans les jours à venir ».

L'enquête et de nombreux témoignages ont permis d'établir que des bruits suspects et un cri ont d'abord été entendus par des voisins de Mme Orzech, dimanche 2 octobre, vers 10 h 30 du matin. « Cette femme se trouvait seule, seule-à-seule », souligne le procureur, « pouvait se croire en sécurité dans une maison ancienne, corne ou les habitations sont très proches. Or, la lutte entre elle et ses agresseurs, deux ou trois hommes, qui ont pénétré dans sa maison par une fenêtre, a duré plus d'une heure. Les voisins immédiats, une dizaine de personnes au moins, se sont regroupés devant la maison pendant que les malfaiteurs enfonçaient trois portes, fracassaient le réfrigérateur, le cuisinière et tout le mobilier en volant de coups la pauvre femme et en poussant des cris. »

Selon le procureur, tous ces témoins « se sont abstenus au sens de l'article 63 du code pénal d'empêcher un crime, sans risque pour eux, soit par leur action personnelle, soit en provoquant des secours. »

Les parents occupent la maison qui jouxte celle de la victime, ne comprennent pas pourquoi il est inculpé. Il explique : « Seul dans la maison, elle n'avait pu appeler à l'aide. J'ai entendu des gémissements et des bruits de vaisselle cassée. Ayant constaté que ces bruits provenaient de chez Mme Orzech, je me suis rendu chez des amis pour leur demander de me conduire à la gendarmerie de Briey. Leur voiture étant en panne, j'ai parcouru les 600 mètres qui me séparent de la poste, pour constater, en arrivant, que la cabine téléphonique était « en arrêt momentané. »

« Sur le chemin du retour, j'ai vu la jeune femme, j'ai rencontré deux camarades (qui ont également été inculpés). Ils regagnaient leur domicile, et tous trois nous avons couronné la maison de la victime, vers 2 heures du matin. Un de mes amis a lancé une pierre contre les volets de la maison. Les lumières se sont alors éteintes, et tous les bruits ont cessé. Nous nous sommes alors rendus au domicile de mon autre camarade pour téléphoner aux gendarmes de Jarny. »

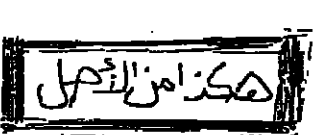
« Un comité d'application du rapport sur la violence, la criminalité et la délinquance a été créé par décret du premier ministre en date du 3 octobre. Ce comité est chargé, en liaison avec les administrations concernées, d'étudier et proposer dans un délai de trois mois les mesures à prendre comme suite aux recommandations contenues dans ce rapport » remis le 27 juillet dernier par M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, au président de la République.

DU 3 AU 15 OCTOBRE

PRIX EXCEPTIONNELS

MADELOS

PLACE DE LA MADELEINE - PARIS



JUSTICE

FAITS ET JUGEMENTS

« Libération » censurée dans certaines prisons le 1^{er} octobre.

Le quotidien *Libération* a mis, samedi 1^{er} octobre, l'une de ses pages à la disposition du journal du Comité d'action des prisonniers (CAP). Comme il l'avait fait déjà plusieurs fois pour d'autres publications interdites. Lundi 3 octobre la directrice de la publication de *Libération*, Mme Zina Rouabah, apprend que le journal n'avait pas été distribué samedi à la maison d'arrêt de Bourgoin-Jallieu (Isère).

Interrogé, le directeur de cet établissement a affirmé avoir reçu une note officielle de la chancellerie, le 29 septembre, à la chancellerie, la note officielle concerne le journal du CAP. Mais samedi certains détenus d'extrême gauche ont téléphoné pour savoir s'ils pouvaient lire *Libération*, qui publie ce jour-là le CAP. On leur a répondu par l'affirmative.

Selon les directeurs des maisons d'arrêt de la Santé et de Fresnes, *Libération* a été distribué samedi normalement dans leurs établissements, à tant les numéros continuent d'être payés en début de semaine par les détenus que les abonnements. A Fleury-Mérogis d'après des témoignages de détenus, le journal a été distribué puis repris.

En juin dernier, rappelle *Libération*, dans son éditorial du jeudi 6 octobre, le garde des sceaux recevait les animateurs du Comité d'action des prisonniers, et les assurait que leur journal, le CAP, ne serait plus interdit dans les prisons (le Monde du 23 juin). Ces paroles n'ont pas été relayées dans les faits. Selon le Comité d'action des prisonniers « la maison d'arrêt de Fresnes, la Santé et Fleury-Mérogis continuent de s'opposer à l'entrée du journal, prétendant qu'elles attendent des consignes ministérielles ». (le Monde du 31 août).

● L'affaire Revelli-Beaumont. — M. Hector Villalon, l'homme d'affaires argentin qui a été impliqué dans l'enlèvement du président-directeur général de Fiat France, a pu recouvrer la liberté le 5 octobre. La caution de 300 000 francs, exigée la veille par l'arrêt de la chambre d'accusation, a pu être versée au greffe, car le magistrat général qui, sur commission rogatoire de M. Charles Franceschi, premier juge d'instruction à Paris, avait bloqué en Suisse les comptes bancaires, les cotisations et le fonctionnement des sociétés de M. Villalon, est revenu sur sa décision : il avait constaté l'absence de toute trace de rentrée de fonds suspects au profit de M. Villalon après le versement de la caution aux ravisseurs de M. Revelli-Beaumont.

Le P.-D.G. de Novotel inculpé d'infractions sur les prix.

M. Paul Dubrue, président-directeur général du groupe hôtelier Novotel, a été inculpé mercredi matin 5 octobre de diverses infractions à la législation sur les prix par M. Dominique Coujard, juge d'instruction à Evry. Il a été laissé en liberté.

Le groupe Novotel avait été l'objet de plusieurs procès-verbaux, l'un d'eux remontant à 1974, qui relevaient des infractions à la législation sur les prix. Ces procès-verbaux, établis par les directions départementales de la concurrence et des prix, ont été transmis au parquet qui a ouvert une information et désigné un juge d'instruction. Le magistrat avait convoqué pour mardi 4 octobre M. Dubrue, qui ne s'était pas présenté. Pour la troisième convocation, mercredi 5 octobre, un mandat d'amener avait été délivré.

Prison ferme pour un dimanche.
Le gérant de la société Afrique-Europe transaction, spécialisée notamment dans la vente de produits saisis en douane, M. André Harquin, âgé de quatre-vingt-quatre ans, a été condamné lundi 3 octobre, par le tribunal d'instance de Saint-Lô (Manche) à un total de soixante-cinq jours d'emprisonnement ferme et à treize amendes de 40 F pour avoir ouvert son établissement le dimanche.

Au printemps dernier, il avait déjà été condamné pour la même infraction. Or l'article R. 28 du code pénal prévoit qu'en cas de récidive « une peine d'emprisonnement pendant cinq jours ou plus pourra être prononcée ».

M. Harquin a décidé de faire appel de cette décision.

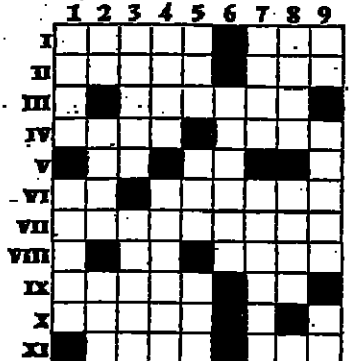
Douze années de réclusion pour un homicide involontaire.

Les assises de l'Oise ont condamné, mercredi 5 octobre, M. Paul Duchesne, trente-deux ans, instituteur à Lagny-sur-Marne, à douze années de réclusion criminelle pour « coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner » sur la personne d'une esthéticienne de trente-quatre ans, Mme Annie Donné. Les faits se sont déroulés le 15 mars 1975 à Creil, dans une parure où était employée la victime. L'accusé avait pénétré dans la maison pour « se parer de la recette ».

« Justitiable bien noté », mais aussi « dément taraboté par le jeu », Paul Duchesne a toujours soutenu qu'il n'avait pas voulu tuer Mme Donné. Les experts avaient fouillé les rapports contradictoires sur les causes de la mort.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1886



HORIZONTALEMENT
I. Ressource des imaginations. — II. Permet de raccourcir ce qui paraît trop long. — III. Son nombre de personnes se souvient peu de ses lois. — IV. Proverbe de la morale. — V. Source de lumière. — VI. Mouvement de foule. — VII. Dissiper. — VIII. Abbréviation. — IX. Participe. — X. Possessif. — XI. Ne restait pas passé. — XII. Symbole. — XIII. Créature. — XIV. Restant sur leurs positions. Fin de participe. — XV. Se laisse traîner. — XVI. Ne restait pas passé. — XVII. Siège épiscopal. De cinq à sept.

VERTICALEMENT
I. Traduit une culture assez médiocre. — II. Groupe de nombreux familles. — III. On les a toujours dans les jambes. — IV. Ne pardonne pas. — V. Fin de participe. — VI. Plus proches du lit que de la rose. — VII. Algérien. — VIII. Puisse dépourvu de margelle. — IX. Compagnie d'un être superbe mais peu généreux. — X. Pointe. — XI. Pas d'attache. — XII. Possessif. — XIII. Variété de corbillon. — XIV. Pour le toucher, il faut l'attendre. — XV. Mément une vie de chien. — XVI. Moins fluide. — XVII. L'irlande. — XVIII. Fin de verbe. — XIX. Aimable invitation. — XX. Préfixe.

Solution du problème n° 1885
HORIZONTALEMENT
I. Fromage. — II. Europe. — III. Evident. — IV. AM. — V. T.H. — VI. ONU. — VII. Mino. — VIII. Esce. — IX. Cent. — X. VII. — XI. Libelle. — XII. Lésés. — XIII. Mot. — XIV. XV. — XVI. Rébours.

VERTICALEMENT
I. Pê. — II. Rubans. — III. Not. — IV. Oremus. — V. Bête. — VI. Mon. — VII. Eres. — VIII. Api. — IX. Alène. — X. Gendarme. — XI. Tine. — XII. User. — XIII. Jaton. — XIV. Vê. — XV. Résisteur.

GUY BROUTY.

Journal officiel

Est publié au Journal officiel du 6 octobre 1977 :

UN DÉCRET
● Modifiant les paragraphes 1 (19) et 17 de l'article 11 du décret n° 74-131 du 20 février 1974 concernant l'octroi d'une indemnité viagère de départ aux chefs d'exploitation agricole âgés cessant leur activité.

Le Monde

Service des Abonnements
5 rue des Mathématiques
92015 PARIS - CEDEX 19
C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
125 F 135 F 235 F 375 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
125 F 135 F 235 F 375 F

125 F 135 F 235 F 375 F

125 F 135 F 235 F 375 F

125 F 135 F 235 F 375 F

125 F 135 F 235 F 375 F

125 F 135 F 235 F 375 F

125 F 135 F 235 F 375 F

125 F 135 F 235 F 375 F

125 F 135 F 235 F 375 F

125 F 135 F 235 F 375 F

125 F 135 F 235 F 375 F

125 F 135 F 235 F 375 F

125 F 135 F 235 F 375 F

125 F 135 F 235 F 375 F

125 F 135 F 235 F 375 F

125 F 135 F 235 F 375 F

125 F 135 F 235 F 375 F

125 F 135 F 235 F 375 F

125 F 135 F 235 F 375 F

125 F 135 F 235 F 375 F

125 F 135 F 235 F 375 F

125 F 135 F 235 F 375 F

125 F 135 F 235 F 375 F

125 F 135 F 235 F 375 F

125 F 135 F 235 F 375 F

125 F 135 F 235 F 375 F

125 F 135 F 235 F 375 F

125 F 135 F 235 F 375 F

125 F 135 F 235 F 375 F

125 F 135 F 235 F 375 F

125 F 135 F 235 F 375 F

125 F 135 F 235 F 375 F

125 F 135 F 235 F 375 F

125 F 135 F 235 F 375 F

125 F 135 F 235 F 375 F

125 F 135 F 235 F 375 F

125 F 135 F 235 F 375 F

125 F 135 F 235 F 375 F

125 F 135 F 235 F 375 F

125 F 135 F 235 F 375 F

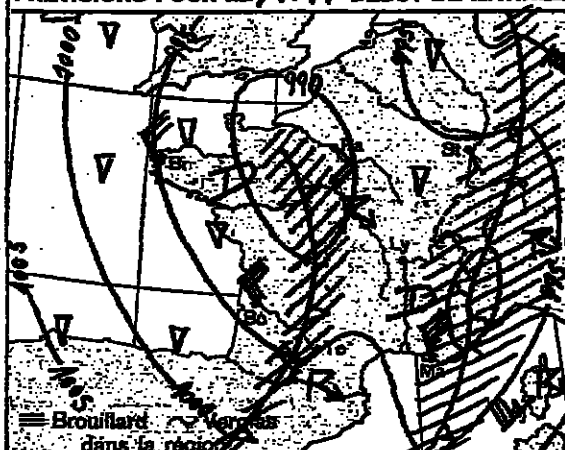
125 F 135 F 235 F 375 F

125 F 135 F 235 F 375 F

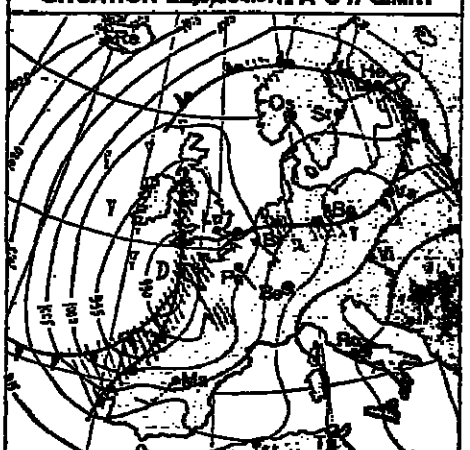
AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

PRÉVISIONS POUR LE 7-X-77 DÉBUT DE MATINÉE



SITUATION LE 6 OCT 1977, A 0 h G.M.T.



— Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)

Zone de pluie ou de neige ▼ averse ☼ orage ➡ Sens de la marche des fronts

Front chaud ▲▲▲ Front froid ▲▲▲▲ Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le jeudi 6 octobre à 6 heures et le vendredi 7 octobre à 24 heures :

La profonde dépression centrée sur l'ouest de la Bretagne s'allongera en direction du centre de la France et de la Méditerranée. Allongée en air humide et instable, elle maintiendra sur notre pays un temps souvent nuageux.

Vendredi le temps sera le plus souvent très nuageux sur l'ensemble de la France, avec des pluies ou des averse localement accompagnées d'orages. Ces précipitations seront parfois abondantes, surtout sur les montagnes de la moitié sud-est, mais quelques éclaircies temporaires pourront cependant se manifester.

Le temps prendra un caractère plus variable avec alternance d'éclaircies et d'averse sur nos régions de l'Ouest, où les vents s'orienteront au secteur nord à nord-ouest en étant assez forts.

Par ailleurs, les vents, orientés entre sud-est et sud-ouest, seront assez forts avec fortes rafales sous les orages ; ils seront forts sur les côtes du pourtour méditerranéen. Les températures maximales seront plutôt en baisse, surtout sur nos régions de l'Ouest.

Jeudi 6 octobre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 994,8 millibars, soit 746 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 6 octobre ; le second, le minimum de la nuit du 6 au 7) : Ajaccio, 24 et 14 degrés ; Biarritz, 20 et 15 ; Bordeaux, 21

et 15 ; Brest, 12 et 11 ; Caen, 10 et 11 ; Cherbourg, 12 et 10 ; Clermont-Ferrand, 22 et 16 ; Dijon, 18 et 12 ; Grenoble, 22 et 8 ; Lille, 16 et 12 ; Lyon, 22 et 16 ; Marseille, 23 et 19 ; Nancy, 18 et 13 ; Nantes, 13 et 12 ; Nice, 19 et 15 ; Paris-Le Bourget, 15 et 13 ; Pau, 24 et 13 ; Perpignan, 22 et 19 ; Rennes, 14 et 12 ; Strasbourg, 23 et 11 ; Tours, 18 et 13 ; Toulouse, 24 et 20 ; Pointe-à-Pître, 23 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 35 et 23 degrés ; Amsterdam, 16 et 12 ; Athènes, 22 et 13 ; Berlin, 17 et 9 ; Bonn, 17 et 12 ; Bruxelles, 16 et 11 ; Les Canaries, 23 et 19 ; Copenhague, 14 et 8 ; Genève, 22 et 10 ; Lisbonne, 22 et 12 ; Londres, 14 et 11 ; Madrid, 27 et 12 ; Moscou, 15 et 5 ; New-York, 22 et 8 ; Palma-de-Majorque, 27 et 17 ; Rome, 22 et 14 ; Stockholm, 12 et 6 ; Téhéran, 25 et 11.

loterie nationale

Liste officielle DES SOMMES A PAYER TOUS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETTS ENTIERS

TERMINAL	NAISSON	FINALES et NUMEROS	GROUPE	SOMMES A PAYER	TERMINAL	NAISSON	FINALES et NUMEROS	GROUPE	SOMMES A PAYER
1	41	1	tous groupes	50	7	637	7	tous groupes	50
	291	2	tous groupes	250		2 747	2	tous groupes	250
	651	3	tous groupes	250		3 157	3	tous groupes	550
	0 001	4	tous groupes	5 050		7 197	4	tous groupes	5 050
	9 201	5	tous groupes	5 050		01 367	5	tous groupes	5 050
	01 361	6	tous groupes	5 050					
2	42	1	tous groupes	100	1 718	1	tous groupes	5 000	5 000
	5 522	2	tous groupes	5 000		2 578	2	tous groupes	5 000
	01 362	3	tous groupes	5 000		4 338	3	tous groupes	5 000
		4	tous groupes	15 000		7 568	4	tous groupes	5 000
3	7 113	1	tous groupes	5 000		01 368	5	tous groupes	5 000
	7 123	2	tous groupes	5 000					
	01 363	3	tous groupes	5 000		69	6	tous groupes	100
4	254	1	tous groupes	200		01 369	7	tous groupes	5 100
	484	2	tous groupes	200		3 529	8	tous groupes	10 000
	084	3	tous groupes	500		52 129	9	tous groupes	100 000
	3 394	4	tous groupes	5 000					10 000
	4 824	5	tous groupes	5 000		30	10	tous groupes	100
	6 564	6	tous groupes	5 000		270	11	tous groupes	200
	7 374	7	tous groupes	5 000		5 790	12	tous groupes	5 000
	01 364	8	tous groupes	5 000		8 970	13	tous groupes	5 000
5	95	1	tous groupes	100		9 180	14	tous groupes	5 000
	0 285	2	tous groupes	5 000		9 970	15	tous groupes	5 000
	3 905	3	tous groupes	5 000		01 360	16	tous groupes	5 000
	01 365	4	tous groupes	5 000		3 780	17	tous groupes	10 000
	04 705	5	tous groupes	100 000		04 280	18	tous groupes	100 000
		6	tous groupes	10 000		08 920	19	tous groupes	100 000
6	1 518	1	tous groupes	5 000					10 000
	5 108	2	tous groupes	5 000					
	8 668	3	tous groupes	5 000					
	01 366	4	tous groupes	5 000					
	65 326	5	tous groupes	100 000					
		6	tous groupes	10 000					

TRANCHE DE LA MUSIQUE TIRAGE DU 5 OCTOBRE 1977 PROCHAIN TIRAGE LE 12 OCTOBRE 1977 à CROIX (Nord)

77 466

LOTTO 4 7 12 28 36 49

TIRAGE N° 40 NUMERO COMPLEMENTAIRE 37

PROCHAIN TIRAGE LE 12 OCTOBRE 1977 VALIDATION JUSQU'AU 11 OCTOBRE APRES-MIDI

SOCIÉTÉ

REGARDS

Mortelle seringue

Mme Germaine Pignon avait trente-deux ans. Elle habitait Bourg-en-Bresse, dans l'Ain.

C'était une travailleuse. Depuis plusieurs années, elle était infirmière à l'Hôtel-Dieu.

C'était une mère de famille. Elle avait deux enfants : une fille, Christel, âgée de quatorze ans, et un garçon, Lillan, sept ans.

C'était aussi une femme d'intérieur. Son foyer était admirablement bien tenu, dit-on aujourd'hui. Germaine Pignon était « très ordonnée ».

Mardi 4 octobre probablement, l'enquête le démontre, cette mère de famille s'est penchée sur ses deux enfants, une seringue à la main. Geste d'infirmière. Dans le corps de la seringue, il y avait un cocktail de médicaments et de poisons.

Christel et Lillan sont morts ainsi. Dans leur lit.

La seringue s'est retournée. A son tour, Germaine Pignon s'est donnée la mort. Dans sa baignoire.

Germaine Pignon avait récemment lancé à des collègues qu'elle mettrait fin à ses jours. Elle vivait séparée de son mari depuis environ deux ans.

Mardi soir, la police a découvert les trois corps. « Drame de la neurasthénie », conclut-on. On parle également de « drame de la dépression ».

M. Dominique Roux, juge d'instruction au tribunal de Bourg-en-Bresse, est chargé de ce dossier. Les trois corps doivent être transportés. Ce jeudi 5 octobre, à Lyon pour y être autopsiés à l'Institut médico-légal. — L. G.

PRIX EXCEPTIONNELS MADELIOS

PLACE DE LA MADEIRA - PARIS

DU 3 AU 15 OCTOBRE

MADCORNER
STYLE JEUNE

DUFFLE-COAT
laine mélangée

450F

CABAN
laine marine

300F

PULL
Shetland

55F

CHEMISE
polyester et coton,
col pointes boutons

70F



ÉQUIPEMENT

TRANSPORTS

DÉMISSION ET SUSPENSIONS A L'AÉROPORT DE NEW-YORK

Les ennuis ne sont pas réservés à Concorde...

Les riverains de l'aéroport Kennedy ont annoncé leur intention de provoquer des embouteillages aux abords des pistes, le dimanche 9 octobre, si la cour d'appel de New-York, qui doit se réunir le vendredi 7 octobre, autorise Air France et British Airways à exploiter sans délai l'avion supersonique.

Le port de New-York, qui a porté l'affaire devant la Cour suprême des Etats-Unis, étudie de nouvelles normes de bruit susceptibles, par leur sévérité, d'interdire à Concorde l'accès de Kennedy Airport. Le port de New-York est privé d'une partie de ses responsables qui ont été suspendus de leurs fonctions après avoir été mêlés à des malversations financières.

New-York. — Les autorités portuaires de New-York, qui se montrent sourcilieuses des intérêts écologiques des riverains de l'aéroport Kennedy et comptent minutieusement les décibels émis par Concorde, se sont montrées beaucoup moins pointilleuses lorsqu'il s'est agi des deniers du contribuable. En juin dernier, M. William Roman, président du Port de New-York, M. Guy Tossoli, l'un des directeurs de cet organisme, et leur femme, annulaient en catastrophe (sur un coup de téléphone reçu du gouverneur de l'Etat de New-York), alors qu'ils se trouvaient déjà dans la salle d'embarquement, un voyage de trente jours autour du monde aux frais du Port.

De notre correspondant

mois discrètement passait à la loupe les livres du Port de New-York, publiés un rapport de trente-cinq pages qui provoqua un beau tollé. Ce document dressait le catalogue des « voyages d'affaires » que les six commissaires du port de New-York, MM. William Roman, Cordes Kuhn, Guy Tossoli, Cesar Patterini, Anthony Tossoli, Louis Gambaccini, accompagnés d'un mystérieux factotum, M. Carl Kleber, avaient effectués depuis six ans aux frais du contribuable. Le montant total de ces déplacements se chiffrait à 724 000 dollars. Parmi les innombrables endroits où les directeurs du port, toujours accompagnés de leurs épouses et parfois même de leurs enfants, s'étaient ainsi rendus « en mission » on trouve Rome, Moscou, Sao-Paulo, Tahiti, Hawaii, Saint-Tropez. Paradoxalement, la ville que ces adversaires impénitents de Concorde ont le plus fréquentée est... Paris.

Ces hautes personnalités avaient la mauvaise habitude de facturer au port de New-York des billets de première classe, alors qu'ils voyageaient en classe économique et empoisonnaient la diffusion. Dans la liste des « dépenses officielles » dressée par le « State Comptroller », on trouve notamment 80 dollars pour cinquante minutes de « massage » à Tokyo, 15 dollars pour la location de canots de golf à Curaçao, 105 dollars pour une baby-sitter aux Bahamas, sans compter le prix exorbitant du safari auquel deux directeurs avaient participé au Zaïre.

Le rapport indique aussi que les membres de la direction du port de New-York utilisaient sans remords les hélicoptères de l'Etat pour leurs déplacements personnels, lorsque leurs femmes avaient besoin de venir en ville, où qu'ils allaient passer le week-end dans leurs maisons de campagne.

Il n'est pas inutile de rappeler que ces parages de vertu recueillent des salaires d'au moins 60 000 dollars par an. Et que M. Roman, le « protégé » de Nelson Rockefeller, est plusieurs fois millionnaire en dollars, et propriétaire à East-Hampton d'un manoir dont la valeur est estimée à 375 000 dollars.

Le 15 juillet, M. Paul Stillman, haut commissaire du port de New-York, donnait sa démission. Quelques jours après, tous les directeurs de cet organisme étaient suspendus de leurs fonctions, le fait qu'ils étaient accusés de fraude, lui aussi, dans les comptes du port, fit savoir que trois cents cadres et employés avaient fraudé.

C'est dire que la vertueuse indignation dont le port de New-York est périodiquement saisi vis-à-vis de Concorde — ce croquetiste européen — a des relents de souffre.

LOUIS WIZNITZER.

ENVIRONNEMENT

● L'Europe de l'environnement. L'Institut pour une politique européenne de l'environnement, que préside M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, estime nécessaire une « délimitation à l'attribution au Parlement européen d'une compétence clairement définie dans le domaine de l'environnement ». Tous les grands problèmes de l'environnement, que ce soit la pollution des terres ou les centrales nucléaires, justifient la compétence européenne, a déclaré M. Edgar Faure au cours d'une conférence de presse mercredi 5 octobre à Paris.

● Des écologistes expulsés. — Les gendarmes ont expulsé sans incident le mercredi 5 octobre une dizaine d'écologistes français, allemands et suisses qui campaient depuis plusieurs mois autour du pylône d'Heiteren (Haut-Rhin). Ils voulaient empêcher la construction d'une ligne E.D.F. de la centrale nucléaire de Fessenheim à Méry-sur-Seine (Aube).

Annales

Economie - Sociétés - Civilisations

- Au sommaire du n° 4 - 1977
- LES CONFLITS RELIGIEUX A PARIS DANS LA SECONDE MOITIÉ DU XIXE SIECLE D. Richet
- LA SORCELLERIE DEVANT LE PARLEMENT DE PARIS (1555-1540) A. Soman
- A MADAGASCAR : L'échange inégal de la langue F. Ralison-Jourde
- LA MAISON JAPONAISE J. Pélissier-Massabiau
- LES CLASSES DIRIGEANTES DANS LA ROME REPUBLICAINE C. Nicolet
- UNE ANTHROPOLOGIE POLITIQUE DE ROME J. Andrieu
- LA NEW ECONOMIC HISTORY J. Heffer
- LA GRANDE CRISE DE 1974 S.C. Kolm
- Le monde sans l'Europe
- armand colin

A PROPOS DE...

Un atelier d'enfants au Salon des artistes décorateurs

L'œil écoute

Un atelier de création pour « sensibiliser » les enfants à l'espace architectural est ouvert au Salon des artistes décorateurs, au Grand Palais, jusqu'au 9 octobre. Au-delà de cette expérience traitée dans le temps, que fait l'école pour que les enfants apprennent à voir ?

Pour que les usagers de demain soient moins passifs, plus inventifs, qu'ils aient envie d'agir sur leur cadre de vie, qu'ils soient exigeants sur la qualité de l'espace, il faut former les enfants d'aujourd'hui à ces disciplines et éveiller leur sensibilité. En conclusion de toutes les analyses désolées de la médiocrité de notre environnement, on entend cette phrase : « C'est à l'école qu'il faut apprendre à voir ». Et l'école jusqu'ici n'a pas fait grand-chose.

L'enfant doit tout connaître du cours des fleurs ou de la reproduction des plantes ; il s'acharne à dessiner, ombres et lumière, une rosace de plâtre ou un torchon pendu au mur... Mais on lui apprend à peine à regarder sa ville, sa rue, à reconnaître une pièce où il se sent bien, un espace accueillant. Nous sommes tous, nous devrions tous, être des architectes.

De-ci, de-là, des expériences isolées ont été menées. Des enseignants, des architectes ont essayé de faire jouer les enfants avec l'espace et les volumes : en déplaçant les meubles de la classe, en réalisant des maquettes de rues, en les promenant, l'œil aux aguets, dans leur village ou leur quartier. L'atelier de création du Salon des artistes décorateurs est une nouvelle mini-expérience : les enfants de quelques classes primaires parisiennes et le public, les mercredi, samedi et dimanche après-midi, « travaillent » sur des maquettes de rues et d'immeubles pour les transformer à leur guise avec des objets divers et de la pâte à sucre de toutes les couleurs. Le résultat n'a rien de surprenant : les enfants créent « sur » la ville un jardin extraordinaire qui grimpe aux murs, envahit les toits. On les a appris quoi que ce soit...

formation des instituteurs, commencée à l'école normale d'Auteuil en 1974 et 1975, préalable indispensable à toute réforme, puisque ce sont les maîtres qui, de toute façon, ont le « monopole » de l'enseignement.

Il est urgent, en effet, de préparer les enseignants à ces disciplines nouvelles si l'on veut « passer des expériences isolées à une généralisation », comme l'a annoncé M. Jean-Claude Luc, chef de la commission culturelle au ministère de l'éducation, au cours d'une conférence de presse organisée récemment par l'ordre des architectes. De nouvelles instructions officielles ont été données pour les activités d'enseignement de l'architecture, l'étude du patrimoine et les arts décoratifs dans la vie quotidienne.

Enfin, en classe de quatrième, mais seulement à la rentrée de 1979, une approche plus sérieuse de l'urbanisme et du cadre de vie sera possible grâce à un ensemble de documents pédagogiques préparés en collaboration avec le ministère de l'équipement. Toute instruction, a déclaré M. Luc, qui n'est pas prolongée par des moyens documentaires mis à la disposition des maîtres reste lettre morte. « C'est certain, et il est grand temps que les responsables de l'éducation se préoccupent de faire entrer le monde extérieur à l'école et de former des citoyens avertis.

Plus sérieuse semble être la

MICHELLE CHAMPENOIS.

RÉGIONS

Ile-de-France

LA CRYPTÉ DU PARVIS DE NOTRE-DAME

Le public est toujours interdit de visite

La commission du Vieux Paris vient de se réunir sous la présidence de M. le professeur Lépine, conseiller de Paris, et en présence de Mlle Isabelle de Andia, qui vient d'être nommée sous-directrice des affaires culturelles de la mairie de Paris.

M. Michel Fleury, vice-président de la commission, a donné lecture de deux communications, l'une concernant l'état de certaines sépultures du cimetière Montmartre et l'autre ayant trait aux dernières découvertes faites au parvis Notre-Dame par Mlle Legaret, conservateur au Centre archéologique de Paris.

Le cimetière Montmartre, dit aussi cimetière du Nord, a été ouvert, comme d'ailleurs les cimetières de l'Est (le Père-Lachaise) et du Sud (Montparnasse) entre 1790 et 1824. Il contient de fort belles et nombreuses sépultures élevées à la mémoire de gens célèbres comme Bismarck, Bach, Alexandre Dumas et, plus près de nous, Lucien et Sacha Guitry, Jean Giraudoux. Certains de ces tombeaux, parmi les plus anciens, viennent d'être réparés avec l'agrément des monuments historiques, par les soins des membres du club du Vieux Montmartre et l'œuvre des Appels d'Orphée.

La deuxième communication de M. Fleury concernait les récentes découvertes faites au parvis Notre-Dame, dans une partie qui avait été réservée pour une nouvelle campagne de fouilles. On y a découvert un nouveau tronçon de mur du Haut Empire ainsi que des sépultures provenant très probablement de la chapelle de l'ancien Hôtel-Dieu.

Ces découvertes sont très voisines de la crypte archéologique dont il faut regretter, une fois de plus, qu'elle n'ait pas encore été ouverte au public. Voici déjà quatre ans que, après entente entre la direction des Monuments historiques et la Ville de Paris, il avait été convenu que, lorsque les travaux concernant l'éclairage, le conditionnement d'air et la pose des glaces de protection seraient achevés, on constituerait un comité de gestion pour l'aménagement d'accès et la présentation des objets. Il semble que rien n'ait été fait dans aucun de ces domaines. Les travaux n'ont guère avancé, et le comité de gestion n'a jamais été constitué. La commission du Vieux Paris, dans sa séance du 4 octobre, a émis le vœu qu'une solution soit vite donnée à cette affaire.

ANDRÉE JACOB.

OFFICIERS MINISTÉRIELS

ET VENTES PAR ADJUDICATION

VENTE au Pal. de Just. à Nanterre, le mercredi 26 octobre 1977, à 13 h 30 EN DEUX LOTS DEUX CHAMBRES dans l'immeuble sis à Clichy (Hauts-de-Seine) 63, boulevard Victor-Hugo MISES A PRIX : 1.000 F chaque lot S'adresser M. P. REGNAULT, avocat, 43, rue de Courcelles, 75008 Paris, tél. 294-35-37, et à tous avocats près les Tribunaux de Nanterre, Paris, Bobigny et Créteil.

Etudes de M. Denis EYRAUD, avocat à Sens (tél. 65-12-08, 65-71-33) et la S.C.P. LALLIERE-PASCAL-VERGIER, avocats (tél. 65-13-35)

VENTE SUR CONVERSION DE SAISIE IMMOBILIÈRE au Palais de Justice de SENS, le jeudi 26 octobre 1977, à 14 heures, d'un

ENSEMBLE IMMOBILIER A USAGE INDUSTRIEL sis à NIGENNES (Yonne)

Comprenant : Grands bâtiments administratifs, 13 garages et ateliers, station de lavage, grand garage, hangar, abattoirs, grande porcherie avec quai de déchargement, abri de bicyclettes, grand bâtiment de fabrique, pompe à essence et station de pompage, très beau pavillon d'habitation avec chauffage central, jardin et piscine. Le tout sur plus de 2 hectares.

MISE A PRIX : 1.490.000 FRANCS Les enchères ne peuvent être reçues que par ministère d'avocat. Pour tous renseignements, s'adresser à l'un des avocats ci-dessus.

VENTE sur conversion de saisie au Palais de Justice de Nanterre, le MERCREDI 19 OCTOBRE 1977, à 14 heures EN SIX LOTS DEUX STUDIOS et QUATRE APPARTEMENTS dans un immeuble

SIS à CLICHY (92), 5, rue Martre

LIBRES DE LOCATION ET D'OCCUPATION MISES A PRIX : 1^{er} et 2^{es} lots : 20.000 F chacun ; 3^e et 4^{es} lots : 80.000 F chacun ; 5^e et 6^{es} lots : 50.000 F chacun. S'adresser à M. MALINVAUD, avocat, 19, av. Rapp, Paris, tél. 332-95-37 ; M. CHEVREUIL, avocat, 166, bd Haussmann, Paris, tél. 227-19-04 ; M. GOURDIN, syndic, 174, bd Saint-Germain, Paris, et à tous avocats près les Tribunaux de Grande Instance de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

VENTE au Palais de Justice de Pontoise, jeudi 26 oct. 1977, à 14 h., en 6 lots, DIVERS TERRAINS, Commune de CERGY (95)

Lieux-dits « La Côte de Fains Val » et « L'île de Ham » MISES A PRIX : 1^{er} lot : 3.200 F ; 2^e lot : 3.200 F ; 3^e lot : 27.000 F ; 4^e lot : 5.300 F ; 5^e lot : 10.400 F ; 6^e lot : 20.300 F. Consign. pour ench. (esp. ou chèque vint) : 1^{er} lot, 1.100 F ; 2^e lot, 700 F ; 3^e lot, 5.700 F ; 4^e lot, 1.100 F ; 5^e lot, 2.200 F ; 6^e lot, 4.300 F.

Pr ts rens. : M^e Jacques PORTE, avocat, P. BOUTIN - Tél. : 461-04-42.

VENTE Palais de Justice à Paris, lundi 24 octobre 1977, à 14 heures EN UN LOT

ENSEMBLE IMMOBILIER PARIS-15^e

296, 298 et 302, rue LECOURBE

2-3, rue FREDERIC-MISTRAL et 15, rue FELIX-FAURE, comprenant :

1) TERRAIN, 6.075 m² env. 296-298, RUE LECOURBE

sur lequel sont édifiés deux immeubles

a) l'un au 296, r. LECOURBE, élevé partie sur caves, partie sur terre-plein, d'un rez-de-ch. et 3 étages dans le comble, d'un 4^e étage dans le comble, élevé s/caves d'un rez-de-ch. de 5 ét. carrés et 6^e ét. lambrissé.

b) l'autre au 298, r. LECOURBE, élevé s/caves d'un rez-de-ch. de 5 ét. carrés et 6^e ét. lambrissé.

c) DIFFÉRENTS BATIMENTS

2) TERRAIN, 795 m² environ, 302, rue LECOURBE

et les constructions y édifiées, composées de

a) BATIMENT en façade sur rue, élevé sur caves d'un rez-de-ch. et de 3 étages.

b) BATIMENT à gauche dans la cour, élevé sur caves d'un rez-de-chaussée et d'un étage.

c) BATIMENT élevé d'un rez-de-chaussée, à la suite.

d) BATIMENT au milieu de la cour avec allée à gauche sur cour, élevé sur terre-plein d'un rez-de-ch. et d'un étage.

e) DEUX COURS

MISE A PRIX 13.000.000 DE F.

S'adr. M^e Guy DANET, S.C.P.A. DANET, BUCHER, MOREAU, NEC-

Paris (17^e), tél. 622-33-76 et 624-23-31 ; M^e Michel JOURDAN, avocat, 3, rue

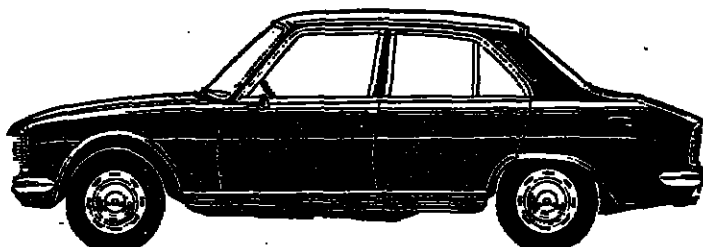
Gay-Lussac, Paris (9^e), tél. 336-10-33 ; M^e Patrice HOFFER, avocat, Paris

(15^e), 5, rue de l'Alouette, tél. 288-96-90 et 288-96-91 ; S.C.P.A. Michel MOR-

RIS, Jacques LUCAS, François INBONA, 4, av. Sully-Frudhomme, Paris

(7^e), tél. 531-22-73 ; M^e Roger DELAPORTE, avocat, 11, rue de Leningrad,

Paris (8^e), tél. 522-13-51 ; Greffe crises T.G.I. Paris ; sur lieux pour vis.



UNE 504 POUR 648 F PAR MOIS

Inutile de bouleverser votre budget pour disposer d'une 504 L neuve pendant 48 mois.

Vous versez un dépôt de garantie récupérable en fin de contrat et vous payez chaque mois un loyer constant de 648 F. C'est clair, net et sans surprise.

En fin de contrat vous avez le choix : — ou restituer la voiture et récupérer le dépôt de garantie, — ou devenir propriétaire de la voiture en abandonnant le dépôt de garantie.

En cours de contrat, l'achat de la voiture est possible dès la fin de la première année. Le montant du dépôt de garantie sera alors déduit de la valeur de rachat.

Modèle 1978	Prix catalogue au 4/7/77	Dépôt de garantie récupérable	Loyer constant sur 48 mois
504 L	28 800 F	5 760 F	648 F

* carte grise en sus.

Baïème au 10/06/1977.

PEUGEOT 504 L



Peugeot fait confiance à ESSO

Did
De
JOHN I

27/10/1977

RÉGIONS
Ile-de-France
Le public est tenu
interdit de voir

Le Monde DES LIVRES

La maligne ambiguïté de Didier Martin

● Que signifie le don de voler ?

Il y a deux Didier dans le roman contemporain : Didier Decoin et Didier Martin. Deux noms faits pour qu'on les confonde, d'autant mieux que ceux qui les portent sont à peu près contemporains et qu'ils ont autant publié l'un que l'autre. On les retrouve de nouveau jumelés cette année. Et pourtant ils ne se ressemblent guère. Plus ample, plus épique, Didier Decoin, dont nous présentons *John l'enfer*, la semaine dernière. Plus subtile et intimiste, Didier Martin avec son *Garçon en l'air*.

On dirait que, de divers côtés, celui-ci explore les ressources du conte. A l'automne 1976, il écrit une fois se présentant comme un pastiche des *Mille et Une Nuits* : un prince arabe aux amours contrariées, des enlèvements, des

poèmes, des chevauchées... L'auteur détraquait à plaisir le roman d'aventures et jouait en formaliste avec les bifurcations possibles du récit, sans toutefois jamais en perdre la magie. N'était son point de départ fort saugrenu, le roman d'aujourd'hui, dans sa composition et son algorithme, paraît beaucoup plus sage. C'est l'enfance et l'adolescence d'un fils de famille bourgeois. Mais le garçon possède une bien étrange anomalie : il vole, non point à la tire, mais au plafond ou au-dessus des arbres. Ce caractère suranné nous ramène au conte, voire au conte fantastique, bien que l'épouvante n'en soit pas le registre. Cette fois, décors, événements, sont des plus quotidiens : une famille, un collège, des promesses parisiennes, des vacances normandes, des fiançailles et leur rupture. L'enchaînement des faits ne souffre aucune entorse : Didier Martin s'amuse à tirer toutes les conséquences logiques d'un postulat

absurde. Pris sous cet angle, *Un garçon en l'air* est la réplique inversée de *Il serait une fois*. Raphaël volant depuis sa naissance, il n'y a pas chez lui de soudaine prise de conscience d'un don si particulier. En revanche, dans une suite de scènes cocasses, il découvre d'abord qu'il n'est pas le seul à voler, ensuite que ceux qui ne volent pas, ne peuvent l'apercevoir. L'humanité se partage ainsi entre les « volants » et les autres. Ce don ne semble conférer aucune supériorité. Raphaël, le fils du charpentier, qui fait pipi dans sa culotte en classe, voit aussi bien que le sensible et pudique Raphaël. Mais il n'en tire ni la même joie ni la même honte. Résultat, il renonce facilement à cette aptitude insipide pour mieux se consacrer à la charcuterie paternelle. Il jouera pourtant un rôle d'initiateur auprès de Raphaël, qui, lui, a peur de ne plus voler. C'est même cette

angoisse qui sert de ressort intérieur à ce roman, psychologique. En panne de vol depuis plusieurs mois, Raphaël, sur ses seize ans, est introduit par François dans les jardins du Champ-de-Mars, que peuplent beaucoup de « volants ». Le livre atteint ici son maximum d'ironie et d'humour. Les vœux des bouquets se déformant en échanges troublants qui évoluent dans les airs. La rencontre innocente entre un inconnu et Raphaël, qui espèrent l'un par l'autre se remettre à voler, atteint à un étrange pathétique. On regrette de retomber, par la suite, sur une banale histoire d'amour. Raphaël certes, y retrouve ses ailes mais c'est pour mieux fuir la femme qui l'a regretté. Aucune d'elles n'a le pouvoir de voler. Le roman s'achève sur une rupture inévitable, et dernier clin d'œil, sur une clé perdue à trouver. C'est, bien sûr, cette clé que le lecteur, intrigué cherche tout au long du livre. Que signifie le don du vol ? Là-dessus, ce récit limpide, dont le style est d'un naturel parfait, s'ingénie à brouiller les pistes. Non, le vol ne recouvre ni le plaisir solitaire, ni les jeux interdits entre garçons, ni les rencontres homosexuelles dans les fourrés obscurs. Seulement, par les circonstances dans lesquelles on le voit ici se produire, il y fait tout le temps penser. Et le sublime ne cesse de cotoyer le sordide.

Poétique et narquois

Car le vol est sublime. Il vous ravit à la terre comme le rêve, l'absolu, le désir, la création. Ne dit-on pas que les mystiques connaissent des phénomènes de lévitation ? Le roman ne cesse d'osciller entre ces pôles contraires : face noire puis face blanche, masque pur plié sur des réalités vulgaires, cotés obscurs d'une aspiration éthérée. Il ne trouve pas seulement son charme dans ce va-et-vient, mais aussi sa profondeur. Si dépense une réflexion sur l'anomalie que l'on soit. Impossible à accepter, à concevoir par les autres, elle condamne celui qui la porte à un doublement ou triplement isolé. Didier Martin, lui, y fonde son inspiration.

Depuis *Il serait une fois*, on sait qu'il a le goût et l'art de l'équivoque. Le prince arabe qui se lance à la poursuite de la jeune fille dont il croyait être amoureux ne revenait-il pas bredouille à son point de départ, ayant seulement changé l'objet de son désir et convoité son page ? C'est une initiation très différente dans ses moyens, mais identique en son fond, que poursuit *Un garçon en l'air*. Ce roman poétique et narquois, où la mélancolie pointe sous les battements de l'ironie, est d'une angélique et diabolique ambiguïté.

JACQUELINE PIATIER.
★ UN GARÇON EN L'AIR, de Didier Martin, Gallimard, 257 p., 42 F.
★ LES GIGANTS, de Jeanne Champion, Calmann-Lévy, 256 p., 39 F.

Les envoûtements de Jeanne Champion

● Du fantastique à la croisade sociale, un itinéraire passionné.

DANS *Vautour-en-Privilège*, sa première œuvre véritable, Jeanne Champion décrit la magie d'un lieu à la fois maudit et bénéfique pour les âmes qui le fréquentent : le fantastique et la fable paysanne s'y concilient avec un lyrisme certain. *Ma fille Marie-Hélène* Charles-Quint, d'une admirable écriture, joue avec les mille facettes d'une identité encore indéfinie chez une enfant. Il y a deux ans, dans les jardins d'Esther amarrés à cet univers, Juste qu'il s'élève et mesure dans ses hantises, un baroque impénitent.

Un lieu magique

Les Gigants ne se prive d'aucun des éléments dont sont prodigues les romans qui l'ont précédé et y ajoute une dimension nouvelle : la revendication sociale. D'abord, comme jadis, un lieu magique, étonnant : cette haquette de Saint-Denis, qui a pour Jeanne Champion plusieurs attributs physiques et spirituels : la présence des gigants et des rois de France, les ogres gothiques, la Maison de la Légion d'honneur, imposante mais d'un tout autre style, la proximité des habitations ouvrières. Tout ce qui émane de cet amalgame ne peut être qu'aberration, paroxysme et magie. La confusion machabrélique des identités, d'abord si habilement exploitée dans *Ma fille Marie-Hélène* Charles-Quint, apparaît cette fois avec une force peu commune. Elle est servie par l'indigne : qui a tué Claire de Songnères, surveillante stagiaire à la Maison de la Légion d'honneur, découverte entre les gigants ? A partir de cette énigme, aussi bien policière que psychique — car aucune des apparences n'apporte de preuve irréfutable — Jeanne Champion se livre à une analyse vertigineuse de tout ce que ses personnages ne sont pas. Dès qu'ils sont campés et se mettent à vivre avec intensité, quelque chose en eux les dénature. Personne n'est coupable, et tout le monde est coupable, dans un emboîtement perpétuel. D'abord la victime, Claire de Songnères : quand on fouille un peu dans son passé, on découvre qu'elle fut jadis responsable de la mort d'un frère ; si elle ne s'est pas suicidée, elle avait des raisons de s'occuper au suicide. Ensuite, le docteur Mainier, sorte de bienfaiteur de la ville et protecteur du principal suspect, Denis, n'est-il pas en réalité, quand il rend chez lui à Neuilly, un monstre dégoûtant et de cruauté ? Maïtina, l'ouvrier étranger, époux de Claire, malgré sa condition misérable, est-il innocent, sans prétexte qu'il symbolise les déshérités, les sans-nom, les



exploités de la terre ? Et surtout Denis — il porte le nom de la ville, ce qui nous amène à de nouveaux prolongements psychanalytiques, — qui traverse le livre en démentant qu'il est, mais aussi en justifiant, muet, tout absent qu'il paraît aux motivations secrètes de l'assassin, à supposer qu'il y ait un assassin, n'arrive-t-il pas les soupçons, du seul fait qu'il n'est pas normal ? Jeanne Champion n'écrit pas de nous donner un chef de meurtre : elle refuse de camper des personnages qui ne portent en eux leurs contradictions, leurs hantises, leur part de mimétisme avec ceux qu'ils rencontrent. On est toujours un peu l'autre, dans ses romans.

L'aspect baroque se traduit aujourd'hui par une extraordinaire effervescence du langage, tantôt conscient de sa verve, tantôt prenant un malin plaisir à accumuler les pièges, là où une certaine simplicité serait souhaitable. Mais on est vite entraîné, et un point d'interrogation en cache un autre. La vivacité de Jeanne Champion fait merveille, même si l'on a la certitude qu'elle en joue. C'est, en fin de compte, l'assassin social qui nous fascine le plus, par-delà les retournements de l'énigme. Les pupilles de la Légion d'honneur sont traitées comme des criminels, les opprimés de Saint-Denis ne connaissent aucune des joies de l'existence, la ville natale de Paul Eluard est une énorme plaie dans une société inhumaine, égoïste, sans incantation sur l'espérance. L'originalité de Jeanne Champion

"Un livre riche, ambitieux, nourri de mille détails saugrenus ou émouvants..."
"Un livre vivant et fort..."
A lire toutes affaires cessantes..."
Didier Decoin
JOHN L'ENFER
ROMAN 324 PAGES 19 F
SEUIL

Pourquoi diable le désir ? « Le Mauvais Lieu » de Julien Green

JULIEN GREEN revient au roman. On ne l'y attendait plus. On s'était habitué à retrouver régulièrement son univers si singulier à travers son *Journal* et autres confidences directes. Pourquoi, de nouveau, ce détour par la fiction ? C'est la première question qui vient à l'esprit avant d'ouvrir *Le Mauvais Lieu*, comme naguère quand Mauriac a éprouvé le besoin, longtemps après *Agneau* et *le Sagouin*, de confesser une dernière fois en romancier l'adolescent d'autrefois qu'il avait été. Le rapprochement est à lui seul une piste. Julien Green, lui aussi, se retournerait une fois encore vers l'enfance d'où les écrivains ne sortent jamais tout à fait, plus précisément vers les quelques mois où le désir s'ouvre dans les êtres comme une porte sur le vide, et seul l'imaginaire lui paraît capable de suggérer ces premiers vertiges.

RIEN de moins sensuel, à première vue, que la scène de rue sur laquelle débute le livre. Un ouvrier, bras nus et à genoux, pose des pavés en les tapotant avec un maillet qui rend un petit son clair. Le trouble, comme toujours chez Green, naît du regard. Dans la maison qui borde le chantier, deux rideaux se sont soulevés. Derrière l'un, réve Gertrude, veuve de quarante ans dont la remarque grivoise d'un passant, l'heure d'avant, a réveillé les sens assoupis ; derrière l'autre croisée, dans un de ces greniers où se réfugient toutes les adolescences, sourit sa nièce Louise, orpheline presque muette. Ces échanges de regards suffisent pour que, sur fond d'innocence la vraie, celle qui commence à n'en penser pas moins et à mesurer son pouvoir, — s'ouvre la sarabande inintelligible des envies. Où sommes-nous ? Quand ? Dans une ville jamais nommée. Des limousines glissent et les veuves prennent le thé à jour fixe ; un monde désuet, donc. Mais là n'est pas l'important. Ce qui compte, c'est le grincement des portes qui lancent dans le noir leurs appels indéchiffrables, le contour des meubles contre lesquels le dormeur se cogne, le carré de lumière qui pénètre du dehors, le réseau d'objets

par Bertrand Poirot-Delpech

et de conventions auquel va se heurter l'appétit charnel, comme papillon dans l'abat-jour ; bref, le décor du tourment intérieur. Ce qui ne veut pas dire qu'on reste dans le flou, au contraire. Les tentes et les propos de chacun sont précisés à l'extrême. Voici Gertrude, la veuve en soie noire. On lui a trouvé jadis une « belle âme ». Elle a adopté la fillette du grenier par un de ces élan qui gâchent toute une vie et dont l'origine, bientôt, échappe. La vue du paveur n'a pas vraiment réchauffé ses instincts. Elle se console avec des petits fours et l'argent. Elle amasse ses soucis « au pied de la Croix », par habitude et comme elle achèterait de la rente Pinay. A peine a-t-elle placé un bijou de famille dans le cercueil de sa cuisinière — comme ça, un reste de gratuité calqué sur l'amour, — elle regrette son geste et se demande comment elle récupérer son bien. La gourmandise et la cupidité comme substituts du plaisir évanoui. Avoir faute d'être. Pough !

SON frère Gustave, lui aussi, manie le fric. Des usines, des limousines, des amis soumis : le pouvoir, quoi ! Mais il n'a pas renoncé au bon plaisir. C'est même pour se l'acheter qu'il brasse tant d'affaires. Car tout se monnaie, même l'innocence. Il a violé, jadis, et payé le silence des juges. Il ne désespère pas de récupérer la petite Louise, c'est aussi sa nièce, après tout. Il y mettra le prix. Il fera vivre tout un collège chic de jeunes filles, s'il le faut. Il y a plus triste : l'obsédé à qui manquent les moyens de sa faim. C'est l'immonde Brochard. Deux voyous le font chanter pour des misérables passes au « Nid d'amour », qui n'offre que des ersatz de virginités. Il rôde la nuit, s'accroupit dans les squares, échappe de justesse aux rafles, sanglote sur son tapis râpé. La fuite à qui, si l'idée d'une jupette sur des genoux lisses l'embrasse, si le désir et ses leures infectent tous ses instants ?

Même les refuges spécialisés contre la convulsion des vieux dégoûtants ne sont pas à l'abri du péché. Au pensionnat où Gertrude et Gustave placent leur chère nièce, l'amour même déjà sa ronde. Les gamines se regardent dans les miroirs, se pressent les mains au réfectoire, pleurent de jalousie, pressentent l'abîme de la passion sans retour. Les surveillantes gémissent dans le noir sur leur pureté forcée. Aimer est atroce. Et ne pas aimer, donc ! Le jour de Noël, Gustave voudra enlever sa pupille. Il est pressé, elle est à point, dans quelques semaines elle aura compris, son regard n'aura plus le sublime étonnement qui le rend fou. Mais l'enfant s'est envolée, sans laisser de trace. L'innocence a disparu « dans ce qui lui ressemblait le plus », conclut Green : la neige.

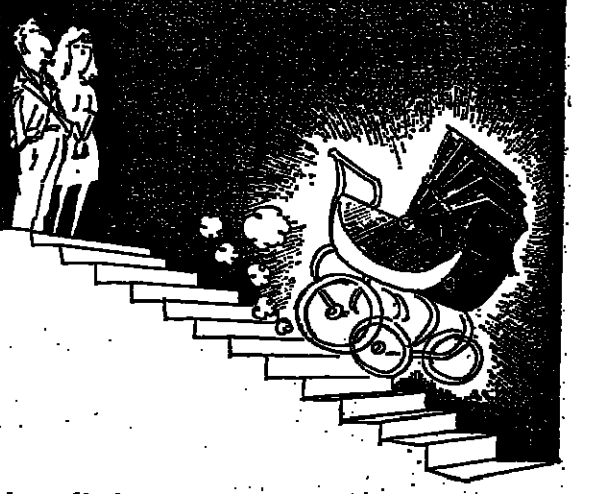
C'EST mal raconté, ainsi. Il faudrait repartir de zéro, noter uniquement les formes des pièces, les passages de la réalité (?) au rêve (?), l'angle exact des fenêtres et des miroirs, les contrastes de tissus et de parfums, les doigts rougis de la cuisinière, morte d'avoir voulu épier le désir des autres ; chacun son rang. Autre biais, le plus facile parce qu'il passe par les idées énonçables : déboucher les symboles « greeniens ». L'auteur voudrait montrer que le sens de ces destins embrouillés dans leur labyrinthe n'est pas connu des hommes, ni ce qui les pousse inéluctablement à salir l'innocent, à lui voler sa fleur venue d'ailleurs. Pourquoi diable cette perversité ? Serait-ce Dieu qui a voulu que toute vie avilisse ?

(Lire la suite page 20.)

Cette pulsion infanticide qui traverse l'histoire des hommes

● Deux psychiatres italiens nous entretiennent d'un sentiment « maudit », celui de la haine qui lie entre eux parents et enfants.

LES parents aiment-ils leurs enfants ? Poser la question semble déjà incongru, car à moins d'être un « monstre », comment peut-on ne pas déborder de tendresse devant ces adorables petites têtes blondes, chair de notre chair, auxquelles nous lient les fibres les plus secrètes et les plus profondes de notre être et dont le « bonheur » est notre désir le plus cher ?



Ainsi vont les préjugés et les clichés qu'ils parviennent presque à nous convaincre du caractère « naturel », « instinctuel » de l'amour maternel ; et à nous faire oublier l'ambivalence propre à tout sentiment humain. Il est vrai, à notre décharge, que jusqu'à présent les psychologues, pourtant si prompts, si habi-

les à lever nos illusions, n'avaient guère, à l'exception de Freud, entamé celle de la croyance en la toute bonté maternelle, comme si eux aussi éprouvaient le besoin d'être rassurés sur la permanence et la solidité de cet amour.

ROLAND JACCARD
(Lire la suite page 22.)

Jacques Teboul VERMEER

"Une incroyable allégresse. Ce livre, qui se construit sans cesser de se détruire, est un phénomène exceptionnel..."
Alain Bosquet / LE MONDE



"Jacques Teboul n'y va pas par quatre chemins. Il suit ses fantasmes sans sourcil. C'est à prendre ou à laisser..."
Comme il écrit bien, on prend."
Jacques-Pierre Amette / LE POINT

"Une force dans la dérision, une émotion, une maîtrise d'écriture qui envoûtent..."
Gérard Humbert-Goury
LE MATIN

"Enfin un talent original voit le jour. La publication de cet impétueux roman fera date dans l'histoire littéraire."
Lucien Maillard
J'INFORME

Collection Fiction & Cie
352 pages 49 F

SEUIL

ÉDITIONS A. PEDONE 13, rue Soufflot, 75005 PARIS
Téléphone : 033-05-97

LES RELATIONS FRANCO-ALLEMANDES APRÈS LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE
de l'exécution à la négociation Jacques Bariéty
Ouvrage couronné par l'Académie française - 1977 prix Gobert
Strasbourg Preis der Freiherr-vom-Stein Stiftung
Un volume de 820 pages 140 F H.T.

Une magistrale leçon d'Histoire

RAYMOND CARTIER

LE MONDE ENTRE DEUX GUERRES

1919-1939

Historien du monde contemporain, Raymond Cartier analyse les personnages et éclaire les événements dont l'enchaînement parfois imprévu aboutit au désastre de la Seconde Guerre mondiale.

PRESSES DE LA CITE

Le Monde de l'éducation

Le numéro de septembre consacré à :

- La rentrée de la réforme Haby
- Les sujets de français au bac

ayant été très vite épuisé, il a fait l'objet d'un nouveau tirage. Il sera maintenu à la vente pendant le mois d'octobre, en même temps que le numéro consacré aux étudiants en 1977.

Vendu partout et au « Monde », service de la vente au numéro, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

Weygand n'est plus le fils de personne

« Weygand est le fils du général Van der Meulen », a affirmé tout net le roi Léopold III à André Castelot, qui produit des photographies, en effet, stupéfiantes de ressemblance au dernier chapitre de son livre : *Maximilien et Charlotte, la tragédie de l'ambition*. Ainsi est-il mis fin à une recherche de paternité qui a suscité, depuis trois quarts de siècle, mille suppositions dans des directions diverses.

Mais qui était la mère ? Tout porte à croire que l'enfant fut conçu au Mexique par Charlotte, impératrice, et mis au monde sept mois après son retour au château de Miramar, près de Trieste, où, à demi-folle, elle resta plusieurs mois sous une étroite surveillance dans un pavillon isolé au fond du parc. Pour des raisons d'Etat intéressant autant la Belgique que l'Autriche-Hongrie, l'enfant aurait été déclaré le 27 janvier 1887, à Bruxelles, « fils de père et de mère ignorés du déclarant ».

Prudemment, Castelot, qui ne dispose ni d'aucune preuve, avance cette hypothèse au conditionnel. Un faisceau de présomptions l'étale mieux que chez eux qui, déjà, ont suivi cette piste, mais l'affaire reste à suivre.

Jurés en herbe

La vingt-cinquième grand prix de littérature du Salon de l'enfance a été décerné le 28 septembre par un jeune jury à un roman de science-fiction : *Les Cascadeurs du temps*, de Christian Grenier (Ed. Magnard).

Cette année, dix garçons de dix à quatorze ans composaient le jury. Celui-ci est alternativement masculin ou féminin, mais

la vie littéraire

jamais mixte, comme si les centres d'intérêt des garçons et des filles étaient à ce point différents. Les membres du jury, tous Parisiens et de nationalité française, sont désignés par les autorités de l'enseignement public et privé. Le règlement prévoit qu'ils sont « spécialement choisis parmi les élèves les plus évolués » ; en fait, sont retenus les meilleurs en français.

Huit manuscrits ont été proposés aux enfants avant les grandes vacances. Certains avaient « s'être accrochés parfois pour terminer leur lecture ». Beaucoup de conviction cependant et d'enthousiasme chez chacun des jeunes jurés pour défendre son « favori », et une nette satisfaction, chez les plus âgés, de voir s'imposer les Cascadeurs du temps.

Seize « goncourables »

Les jurés de la place Gaiton, qui décernent le prix Goncourt le 21 novembre, se sont réunis le 4 octobre chez Drouot et ont établi une liste de seize écrivains parmi lesquels ils désigneront vraisemblablement leur lauréat.

Ce sont : Agustino Gomez-Arcos, *Ans Non* (Stock) ; Antoine Audouard (le fils d'Yvan Audouard), *Marie en quelques mois* (Gallimard) ; Nicole Avril, *Le Jardin des absents* (Albin Michel) ; Claire Bonnaté, *Le Bruit de la mer* (Balland) ; Lucien Bodard, *La Vallée des roses* (Grasset) ; Camille Bourmiquet, *Tempo* (Julliard) ; Pierre de Calan, *Côme ou le Dérailleur* (Table Ronde) ; Carlo Cacciari, *Les Mémoires du roi David* (Seuil) ; Pierrette Fleutiaux, *Histoire du tableau* (Julliard) ; Gilles Lapouge, *Équinoxiales* (Flammarion) ; Antoine Martin, *Un garçon en l'air* (Seuil) ; Patrick Modiano, *Livret de famille* (Gallimard) ; Anne Philippe, *Un été près*

de la mer (Gallimard) ; Raphaël Pividal, *Pays sages* (Éditions Ruptures). Les membres de l'Académie se réuniront le 4 novembre pour établir une liste plus resserrée.

Les Mémoires de la compagne de Pasternak

Celle qui fut pendant quatorze ans la compagne de Pasternak et qui, à ce titre, fut emprisonnée et déportée en Sibérie, vient d'écrire ses *Mémoires*, à venir chez Darbois (États-Unis), William Collins (Grande-Bretagne), Fayard (France), Hoffmann und Campe (R.F.A.), et Elsevier (Hollande). Agée aujourd'hui de soixante-deux ans, Olga Ivinskaya vit d'hui de soixante-deux ans, Olga Ivinskaya vit, qu'elle a été associée de très près aux travaux de l'écrivain, Olga Ivinskaya, la « Lara » du Docteur Jivago, apporte dans son manuscrit un éclairage nouveau sur la vie et l'œuvre du prix Nobel russe.

Le « vécu » de Boukovski

Vladimir Boukovski, le dissident dont les autorités soviétiques avaient accepté le départ tandis que les autorités chiliennes l'avaient refusé, se réfugie en U.R.S.S., a entrepris la rédaction de ses « Mémoires ». Il n'aura pas eu besoin d'en terminer le manuscrit pour savoir s'il trouvera éditeur et traducteurs.

Déjà les droits sont acquis pour la France par Opera Mundi, qui réalisera une coédition avec Robert Laffont, dans la collection « Vécu ». Le soin de la traduction a été confié à Jean Cathala. Ce ne sera pas la seule puisque l'acquéreur des droits a signé aussi pour toute traduction hors celles en langues anglaise et allemande.

vient de paraître

Romans

BEATRICE PRIVAT : *L'Assassin d'après*. — Le troisième roman raconte une histoire d'amour vécue dans des errances nocturnes. (Julliard, 152 p., 32 F.)

JOSANE DURANTEAU : *Le Départ*. — Sur le point de quitter Paris, une femme évoque son passé au fil des rues, des quartiers. (Julliard, 150 p., 32 F.)

YVES NAVAIRE : *Karacul* ou *Le Part du diable*. — Vingt ans de la vie d'un quatuor, entre 1956 et 1976, à Paris. Huitième roman de l'auteur de Keeler. (Robert Laffont, 376 p., 44 F.)

Chroniques

ANTOINETTE BLONDIN : *Certificat d'études*. — Les écrivains ou personnages dont l'auteur de *L'Épopée humanitaire* a été amené à parler : vulgaires, parfois éthyliques, souvent escamotés par le destin. (La Table Ronde, 250 p., 39 F.)

Essais

MAURICE ROY : *Vie et le capitalisme*. — Une tentative de réhabilitation, brillante et polémique, d'un système qui passait généralement pour condamné. (Pion, « Les imperméables », 190 p., 32 F.)

M. M. DAVY : *Un itinéraire à la découverte de l'intériorité*. — Suite à *L'Homme intérieur et ses métamorphoses*, une recherche de l'absolu qui débouche sur le vide, le silence et le non-accusément. (Epi, « L'homme du 8^e jour », 180 p., 35 F.)

ESTHER VILAR : *Pour une nouvelle écriture*. — Connaître pour son anti-féminisme, Esther Vilar propose divers moyens propres à modifier les relations entre les sexes. Traduit de l'allemand par R. Albeck. (Ed. Albin Michel, 256 p., 35 F.)

Lettres étrangères

HECTOR BIANCIOTTI : *Le Traité des saisons*. — De la pampa aux rives de la Seine, les apprentissages d'une jeune Argentine. Autobiographie et récit littéraire, ce texte est agencé comme un dictionnaire de secrets. Le quatrième ouvrage traduit en français de Bianciotti, critique littéraire au *Nonel Oberreuter*. Traduit de l'espagnol par Françoise-Marie Rosier. (Gallimard, « Du monde entier », 226 p., 39 F.)

WOLFRAM VON ESCHENBACH : *Pavane*. — Pour la première fois traduit en français. La mariée de Breuges traitée par un continuateur allemand de Christian de Troyes. Traduction, introduction et notes d'Ernest Tonnellat. (Aubier Mounaig, 2 tomes, 378 p., 343 p., 68 F les deux.)

JUAN GOYTISOLO : *Jase sans terre*. — L'auteur de *Don Julian* poursuit ici son « hispanisme ». Un règlement de comptes avec une culture et un langage gelés, où la viruosité et l'hétéroclite de l'auteur triomphent une fois de plus. Traduit de l'espagnol par Aline Scholman. (Le Seuil, 224 p., 39 F.)

IRA LEVIN : *Ces garçons qui venaient de Brétil*. — Un nouveau suspense, un nouveau cygne, par l'auteur de *Rosemary's Baby*. Traduit de l'anglais par Bernard Oudin. (Laffont, 250 p., 38 F.)

LUBOMIR LEVITCHEV : *Lapidarium*. — Le troisième recueil, publié en France d'un poète bulgare né en 1935, accueillant vicinisme des arts et de la culture

dans son pays. Traduit par Rosica Kouzmenova, adapté par Pierre Seghers et Bernard Delvaillie. (Seghers, 60 p., 28 F.)

PEARL BUCK : *Les Secrets du cœur*. — L'auteur de *La Mère* revient dans ces nouvelles à une inspiration plus américaine qu'exotique. Traduit de l'anglais par Lola Tranc. (Stock, 236 p., 38 F.)

JEAN DUVIGNAUD : *Les Liens et non lieux*. — Du bus-de-cité à la ville à une anthropologie de l'imaginaire. (Ed. Galilée, 152 p., 40 F.)

CLAUDE MAURIAC : *Une certaine race*. — Les pages du journal de Claude Mauriac consacrées à l'univers des marginaux : les écrivains, les exclus. (Robert Laffont, « Violence et société », 208 p., 28 F.)

POLITIQUE

JEAN-NOËL JEANNENEY : *Les d'histoire pour une gauche au pouvoir*. — La trajectoire de Cartel (1924-1936). Pour comprendre et éventuellement déjouer cette fatalité historique qui a vu la gauche en 1924, 1932, 1936 et 1956, perdre le pouvoir deux ans après l'avoir conquis. (Le Seuil, « L'histoire immédiate », 155 p., 30 F.)

PHILIPPE ALEXANDRE : *Le Roman de la gauche*. — De 1962 à 1977, quinze ans d'une histoire chaotique passionnée, qui

a pas fini de boucler sa boucle. (Pion, 440 p., 49 F.)

FRANÇOIS FONVILLÉ-ALQUIER : *L'Enracinement*. — L'auteur de *La Grande Peur de l'Épouvante* fait l'inventaire des raisons qui ont incité les partis communistes de France, d'Italie, d'Espagne et même du Japon à choisir la voie démocratique. (Fayard, 290 pages, 49 F.)

DENISE BOUCHER ET MADELEINE GAGNON : *Révoltes*. — Complaintes politiques. Deux jeunes femmes canadiennes font entendre ici les voix alternées d'un livre qui se situe à la charnière de la recherche poétique d'écrivaine et de la revendication féministe. (Éditions Ériccelle Diffusion : Mouton-Rousseau éditions, qui de Cond. Paris, 165 pages, 30 F.)

HISTOIRE

FRANÇOISE MAYEUR : *L'Enseignement secondaire des jeunes filles sous la III^e République*. — De la loi Camille Sée de 1880 à la réforme Léon Bérard de 1924, un schématisation vers l'identification à l'enseignement masculin. (Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 490 p., 170 F.)

TOCQUEVILLE : *Égards sociaux et liberté politique*. — Une introduction à l'œuvre de Tocqueville. Textes choisis et présentés par Pierre Gibert. Préface de René Rémond. (Aubier Mounaig, 254 p., 45 F.)

en poche

« Iles à la dérive »

LES ILES À LA DÉRIVE est l'œuvre la plus autobiographique d'Ernest Hemingway. C'est de sa première version qu'il a tiré le récit du *Vieil Homme et la mer*.

Un peintre, Thomas Hudson, s'est retiré à l'île Blini, entre son chat siamois et ses trois fils. Le film de sa vie mouvementée est projeté sur le tissu calme et voluptueux de sa retraite. On retrouve la bohème parisienne des années 20, l'amour des animaux et l'amitié des hommes. L'artiste part à l'aventure et à la pêche, avec ses fils.

La deuxième partie se passe à Cuba, qui était à l'époque le paradis des pêcheurs, des découvreurs et des prostituées. Mais la guerre éclate. Thomas Hudson équipe son bateau de pêche en bateau de guerre pour faire la chasse aux sous-marins allemands qui patrouillaient au large de l'île. Au cours d'une mission, il trouvera la mort.

Tous les thèmes chers à l'auteur se retrouvent dans ce gros roman dominé par le voyage. Pour Hemingway, le voyage, au sens propre et au sens figuré, était la condition même de l'initiation à la vie. Prendre part à l'événement comme reporter et correspondant de guerre, mais aussi vivre la culture et les mœurs d'un pays, en Espagne, à Cuba, en Italie, c'était, pour Hemingway, reciter l'unité de l'homme, brisée par la modernité. C'est là un des « testaments » de la littérature occidentale.

DIMITRI T. ANALIS.

* ILES À LA DÉRIVE, d'Ernest Hemingway, traduit de l'anglais par Jean-René Major, 2 volumes, « Folio ». Tome I : 9,20 F ; tome II : 10,95 F.

• Parmi les rééditions : Poésies, de Stéphane Mallarmé, édition établie, préfacée et annotée par Daniel Leuwers (Le Livre de poche) ; les *Fortunées de la vertu*, de Sade, avec une préface de Jean Paulhan, texte établi, présenté et annoté par Batrice Didier (« Folio ») ; un roman de R.-L. Stevenson et Lloyd Osbourne, *Le Creux de la vague* (traduction de Théo Varlet Documents réunis à la fin du volume par Francis Lacassin 10/18).

• Parmi les inédits : *Yours for the Revolution*, de Jack London. Jacques Lacassin a rassemblé et préfacé les textes qu'écrivit Jack London sur le socialisme de 1895 à 1915 (10/18) ; *Carthage ou l'Empire de la mer*, de François Decret. L'histoire des Carthaginois (Points, Le Seuil).

HENRI-TRENÉE MARROU : *Décadence romaine ou antique carac ?* — III^e-IV^e siècle. Dans ce petit livre posthume, H.-T. Marrou oppose à la notion de décadence appliquée à la fin de l'Empire romain celle, positive, d'une « antiquité tardive ». (Le Seuil, « Points, Histoire », 190 p., 13 F.)

EDWARD SHORTER : *Naissance de la famille moderne*. — Un jeune professeur de l'université de Toronto retrace le passage de la famille traditionnelle à la famille nucléaire. Traduit de l'anglais par S. Quadrupani. (Ed. du Seuil, 377 p., 59 F.)

Sciences humaines

JACQUES MASSIF : *Freud, l'inconscient*. — Une réflexion critique et historique sur les origines de la psychanalyse. (Ed. Galilée, 637 p., 98 F.)

MARCELLE MARINI : *Territoires du féminin*. — Une étude psychanalytique et féministe de l'œuvre de Marguerite Duras. (Ed. de Minuit, 268 p., 40 F.)

Documents

DENNIS EISENBERG, URI DAN, ELI LANDAU : *Manuel. Les secrets secrets israéliens*. — Trois journalistes racontent vingt et une opérations « extraordinaires » des agents de Mossad. Trad. de l'anglais par Eva Adrien de Théas. (Skanké, 288 p., 48 F.)

JANUS PIKALKIEWICZ : *Israël à la barre*. — Une autre façon de traiter le sujet précédent. (Jacques Grancher, la Pensée moderne, 209 p., 39 F.)

JOSEPH COMBLIN : *Le Peuvrier militaire en Amérique latine*. — La doctrine de la sécurité nationale dans quelques États militaires. (Jean-Pierre Delarge, 229 p., 50 F.)

en bref

• L'AMITIÉ CHARLES PÉGU ET LE CENTRE CHARLES-PÉGU d'Orléans organisent une rencontre-débat. Il, rue du Tabour, à Orléans, le samedi 8 octobre prochain, sur le thème : « Morale souple et morale raide chez Péguy ». L'animateur en sera M. Jacques Chabot, professeur à l'université de Provence. Le lendemain, dimanche 9 octobre, la ville d'Orléans et l'Amitié Péguy rendront hommage à Péguy à l'église Saint-Aignan et au square du Faubourg-Bourgoigne d'Orléans. Pour tous renseignements, s'adresser à l'Amitié Péguy (4, rue Auguste-Bartholdi, 75015 Paris, tél. 579-31-36) ou au Centre Charles-Péguy (11, rue du Tabour, 45000 Orléans, tél. Orléans 37-50-20).

• A L'INITIATIVE DE LA FACULTE DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES DU MANA, un colloque international sera organisé en cette ville du 13 au 16 octobre afin de marquer le sixième anniversaire de la mort de Huysmans et le cinquantième anniversaire de la Société des amis de J.-K. Huysmans. À ce colloque, qui sera ouvert au public et se tiendra à l'abbaye de l'Epau, aux portes du MANA, participeront des représentants de sept pays étrangers. Sa clôture est prévue à l'abbaye de Solesmes que fréquenta en son temps l'écrivain.

• LE PRIX MERIDIEN, créé par le conseil régional Langue-d'Oc-Roussillon sera remis pour l'année 1977 à Claude Duneton pour son livre « Je suis comme une truite qui dort » (Le Seuil).

ROMAN
PIERRE BOURGADE
MANGE SON ARMOIRE

PIERRE BOURGADE
MANGE SON ARMOIRE

PIERRE BOURGADE
MANGE SON ARMOIRE

PIERRE BOURGADE
MANGE SON ARMOIRE

PIERRE BOURGADE
MANGE SON ARMOIRE

PIERRE BOURGADE
MANGE SON ARMOIRE

PIERRE BOURGADE
MANGE SON ARMOIRE

PIERRE BOURGADE
MANGE SON ARMOIRE

PIERRE BOURGADE
MANGE SON ARMOIRE

PIERRE BOURGADE
MANGE SON ARMOIRE

PIERRE BOURGADE
MANGE SON ARMOIRE

PIERRE BOURGADE
MANGE SON ARMOIRE

PIERRE BOURGADE
MANGE SON ARMOIRE

PIERRE BOURGADE
MANGE SON ARMOIRE

PIERRE BOURGADE
MANGE SON ARMOIRE

PIERRE BOURGADE
MANGE SON ARMOIRE

PIERRE BOURGADE
MANGE SON ARMOIRE

romans

QUAND PIERRE BOURGEADE
MANGE SON ARMOIRE

● De Berlin-Est à Berlin-Ouest, les mésaventures d'un transfuge.

TRANSFUGE de l'Est, un homme arrive au cœur de Berlin-Ouest par les égouts. L'événement est presque banal : à peine un fait divers. Et tout à fait banal l'homme lui-même : une vingtaine d'années, célibataire, sans famille, sans métier, sans talent, sans qualités et sans passé.

Dans l'histoire de son évasion, racontée au journaliste qui l'a découvert par hasard, il y a cependant un détail surprenant : c'est à cause d'une armoire, pour elle, et finalement avec elle, que Focker a trouvé le courage de tenter le passage à l'Ouest. Cette armoire, « une énorme garde-robe de chêne massif que sa grand-mère, morte depuis des années, lui avait laissée en héritage et à laquelle il tenait par-dessus tout », Focker décide, le jour où elle éveille l'attention et la convoitise de la police, de la manger, copeaux par copeaux, mélangée à son chou rouge quotidien.

La presse, la radio, la télévision, feront très vite de l'« armoire mangée » le symbole de la liberté conquise. Qu'un homme en arrive à ce point de désespoir et d'ingratitude, voilà qui condamne l'Est plus sûrement que les vapes et les miradors du mur.

Célèbre et riche, Focker est désormais condamné par la logique du spectacle capitaliste à « manger de l'armoire » pour le

restant de ses jours. Symboliquement d'abord, remémorant son récit ; et un beau jour, réellement. Le taux de bois présent dans son sang, qui avait confirmé son histoire, est retombé à rien au bout de dix ans ; pour rester une vedette de la liberté il lui suffira désormais, matin et soir, de manger un peu de bois.

Apologie ? Satire ? Réflexion ? Le récit de Pierre Bourgeade est un peu de tout cela sans être nettement l'un ou l'autre. La satire contrastée des deux Berlins est attendue, un peu facile. Que le capitalisme comme le communisme soient finalement, du point de vue de Sigmund, de la même, avec la différence (appréciable, non ?) que la première est dorée, l'autre pas, la réflexion n'est pas nouvelle.

Entre la satire
et la politique-fiction

Elle est du moins bien menée, d'une écriture solide et claire. Trop peut-être : trop « propre », comme si le Bourgeade essayiste politique et antifasciste militant avait voulu exorciser l'autre, le premier, le poète. Disons-le, l'armoire mérite d'être lue, mais les inconditionnels de Bourgeade en seront, nous semble-t-il, plutôt déçus.



★ Dessin de J.-P. CAGNIAT.

Comme d'un bout à l'autre, visiblement, comme une longue nouvelle de Kafka, la fable noire de Pierre Bourgeade manque de la profondeur et en même temps de la nudité kafkalienne. Focker, Neckar (le journaliste), Kraft (un patron de la télévision), ne sont kaffkalien que (vagueusement) de nom, et d'intention.

Déception aussi pour l'écriture. Comme elles paraissent sages, ces pages, à qui a aimé avec passion la rigueur baroque de la Rose rose (1968), la folie sauvage de New-York Party (1969), et plus encore peut-être cette admirable construction poétique qu'est l'Aurore boréale (1973). Trois œuvres (mais d'autres, mineures, le confirment) qui donnaient à penser que nous tenions en Pierre Bourgeade le grand styliste, et l'un des grands poètes d'aujourd'hui, et dont les promesses cette fois ne nous semblent pas tenues.

JACQUES CELLARD.

★ L'ARMOIRE, de Pierre Bourgeade, Gallimard, 172 p., 25 F.

Isaure au pays
des écorchés vifs

● Une petite musique d'aube. Un livre-cri.

« Sept heures trente. Un quat désert, aussi noir que le drap recouvrant le cercueil. Un matin aux contours flous. J'ai la chair de poule et voudrais acheter les fantômes. » Qui parle ici ? Un homme qui n'est plus vraiment un « jeune homme », Olivier. Ce soliloque murmuré dans le froid d'un petit matin de gare, pas très loin de la pancarte « Un train peut en cacher un autre, train de plaisir, train de mort, train de vie, train de... », fait une pauvre petite musique d'aube de « guele de bois ».

Olivier est comme un projectionniste désespéré qui fait sans fin passer et repasser les images d'un film flou, un peu fou, images cruelles et douces, images encombrées de visages, de noms, de corps de femmes explorées jusqu'au plus secret, plus intime : Lucrèce, Laure, etc. Mais un nom, une ombre, resurgissent comme un leitmotiv : Claire. Claire est morte, mortellement blessée dans un accident de la route qu'elle semble avoir délibérément provoqué, après s'être saoulée. Claire était la femme d'Olivier et la mère de Cécile, leur enfant, arrachée au père, excitée au loin.

Les chambres
sans écho

Que fut la vie d'Olivier jusqu'à ce matin mélancolique où il hésite, au bord de ce qui d'une gare innommée, perdue ? Il a cherché la vérité à travers l'acte érotique, renouvelé, les fêtes toujours plus baroques, plus exagérées de l'éros sombre et cerné de flammes. Il a tenté de tuer la vieille peur, celle d'un fils de bourgeois et d'un aristocrate, d'enfouir une enfance pleine de fantasmes, de désirs refoulés ou non accomplis, d'obsessions grouillantes comme les vers qui mangent Claire dans la fosse obscure. Olivier, oui vraiment, vient de loin : de ces chambres sans écho où l'on voudrait se glisser de la tête de la mère ; de ces nuits d'orgie solitaires ; de ces heures où une main de faute et d'innocence révèle à soi-même des pâmisions jusqu'alors ignorées.

Avec son ignorance, sa brutalité, son égoïsme d'homme, de phallocrate, Olivier a-t-il, à sa façon, tué Claire ? Si l'interroge, se questionne, se torture, reconstruit le passé, comme aussi, appelle au secours. Retraîné chez son oncle, un rude gaillard qui vit avec Lisa, librement, Lisa qu'il caresse sous les robes, Olivier va en venir à ne plus désirer que « l'amour de l'amour ». Enfour jusqu'aux yeux dans une mémoire de pourriture, d'alcools, de nausées, d'instants sordides, il s'ouvre lentement à une sorte de folie qui allège le poids « craté » de la faute.

Mme Bovary, c'est moi. » Isaure de Saint-Pierre a pris le masque d'Olivier pour se dévoiler. Étrange et fascinante substitution. André Pieyre de Mandiargues, dans sa superbe préface toute de frémissements, note qu'il y a de la Penthésilée chez Isaure. Et il évoque Ruyana et Strindberg. Il a raison, car, au pays des écorchés-vifs, Isaure de Saint-Pierre est reine.

Nouée viscéralement à son mal-être, petite silhouette touchante et meurtrie, brillante et glacée, Isaure de Saint-Pierre, fille de l'illustre écrivain admirateur de Cadoual, « règle des comptes » : avec le couple, la famille, réalités bonnie, avec la société d'argent et d'hypocrisie, avec la violence des hommes, l'oppression des femmes qui peuvent être aussi des bourreaux. Elle se griffe, elle se couvre l'âme de bien. Sado-masochiste, sans doute, comme Olivier.

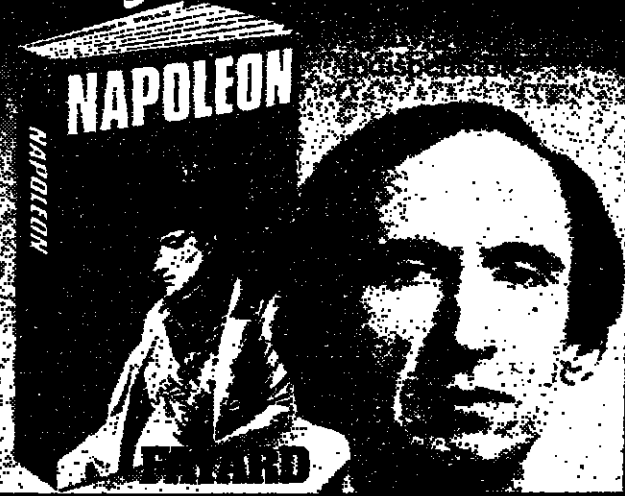
Le règlement
de comptes

« Sept heures trente. Un quat désert, aussi noir que le drap recouvrant le cercueil. Un matin aux contours flous. » Claire n'est-elle jamais existée ? Olivier n'est peut-être qu'un fantôme. Après nous avoir fait errer à travers un tableau de Paul Delvaux, après des rumeurs de foudres flagellant des chairs douloureuses, le troisième roman d'Isaure de Saint-Pierre se clot sur une sorte de brume insupportable. Seule reste, sur le quai de la gare, une femme-écrivain qui voudrait fuir jusqu'à Istanbul, Marrakech, Bangkok, afin d'y

enterrer une fois pour toutes « l'angoisse, le temps, le vide ». An-déjà des maladroits, des ressassés, ce livre-cri bouillonne, échoue. C'était son but. ANDRÉ LAUDE.

★ L'OMÈRE CLAIRE, d'Isaure de Saint-Pierre, Belfond, 190 p., 35 F.

Agustin Gomez-Arcos
Ana non
« Avec une tendresse rigoureuse, véritablement sans aigreur, exemplaire dans le roman d'aujourd'hui, AGUSTIN GOMEZ-ARCOS donne la parole au monde réel. »
Salim Jay
LE QUOTIDIEN DE PARIS
Stock

Le Napoléon
de Jean Tulard.PIERRE
GOLDMANL'ordinaire
mésaventure
d'Archibald
Rapoport

« Goldman ne se bricole pas une raison sociale dans le succès de librairie. Il tente éperdument de sauver le vécu de l'absurdité où le mutisme l'ensevelit, de jouer avec les mots comme avec la mort, de vivre de sa plume, autant dire d'en crever ».

BERTRAND POIROT-DELPECH
« LE MONDE »

« Goldman en liberté : le souffle et l'humour déliant d'un Malraux ivre ».

FRANÇOIS GAVIGLIOLI
« LE NOUVEL OBSERVATEUR »

« Il y a des écritures dangereuses, des textes qui deviennent des aventures existentielles jaonnées de risques d'autodestruction pour ceux des écrivains qui tentent de les assumer totalement. L'écriture de Pierre Goldman est de celle-là ».

« LIBERATION »

ROMAN / JULLIARD

La vie, quand il ne s'y passe rien

● Deux pas de deux ne font pas un quadrille

UN homme, jeune encore — la trentaine, — erre dans Paris. Il vient de rompre avec son métier — journaliste dans un mensuel de résidences secondaires. Il voudrait téléphoner à sa femme pour lui annoncer ou pour fêter cette reconnaissance de son indépendance. Il est un peu en froid avec elle. Elle ne répond pas, absente ou boudoise.

Marie Jacana est une actrice d'avant-garde. Elle n'est pas vraiment célèbre, mais appréciée. Elle a aimé Julien, un jeune premier, lui aussi engagé, qui s'est fait tuer, en Bolivie, sur une place de village. Un Gérard-Philippe qui aurait vécu les engage-

ments de Régis Debray. Elle est un peu désemparée, Marie Jacana. Elle vient de passer la nuit avec un « quadra » un peu ventripotent, un cadre de l'immobilier, habillé Lanvin, chausseé Weston. Elle s'écorne. Elle erre, avant de retrouver son chez soi.

L'astuce de l'auteur, c'est de ne pas les faire se rencontrer. En revanche, ils rencontreront d'autres personnages. Au restaurant, où il a fini par échouer, entre deux coups de téléphone infructueux à sa femme, Pierre Sorbier fait la connaissance d'une Allemande, blonde, elle aussi en proie au vague à l'âme. L'amie avec qui elle vit est partie, brusquement. Elle ne sait si elle reviendra.

Marie Jacana se fait aborder, dans la rue, par une jeune vendeuse de revues, Louise Vaneau,

qui est belle, et mère célibataire. Millefioré M.L.F. sur les bords. Elle l'emmena chez elle.

Rien ne se passe. Rien ne se passe pour aucun des deux couples. Quand l'Allemande veut introduire Pierre chez elle, l'amie est revenue.

Ce n'est pas un quadrille. Ce sont deux pas de deux dont chacun des deux partenaires est indépendant de l'autre. Comme dans ces danses modernes où l'on est, vis-à-vis sans jamais s'enlacer, où, souvent même on se tourne le dos. Quatre solitaires. Quatre désarrois. Quatre détresses.

Jean-Pierre Enard ne, pour traduire cet entrecroisement de destins qui s'ignorent, de phrases courtes. Comme un halètement. Ce sont des personnages qui souffrent, qui sont mal dans leur peau, dans leur pays, dans leur époque, mais le talent piqueté.

Ce sont tous des enfants de bourgeois. Tortionnaires allemands de ce côté-là, partisans de l'O.A.S. de ce côté-ci ou enrichis dans le négoce en boîtes. Eux-mêmes ont en des velléités d'engagements contraires, compromissions. Mais qui ne sont restés que des velléités : le P.L.N., le tiers-monde, la liberté sexuelle. Ils lisent les journaux qu'il faut lire. Ils jouent dans les spectacles qu'il faut jouer. Ils s'habillent moderne. Ils pensent moderne. Ils logent moderne. Tout ça fait le souffle court.

Les mille notations
justes

C'est le Paris actuel. Le Paris des jeunes — et des moins jeunes — que l'on pourrait découvrir si l'on prenait le temps de s'arrêter.

Jean-Pierre Enard a pris ce temps. Et il nous donne de ce Paris aux alentours de 1975 un tableau en coupe qui est fascinant de vérité, de justesse par la multiplicité des petits détails vrais, ce catalogue des mœurs, des poncifs, des anachronismes, des conformismes et des angoisses d'une époque.

Un début — qui n'est pas tout à fait un début — mais qui a son niveau est plus qu'un début, une réussite, et qui doit tout à l'écriture, à sa sensibilité : parvenir à exprimer la vie quand il ne s'y passe rien, que le drame de cette vécuité.

PAUL MORELLE.

★ LA LIGNE DE COEUR, de Jean-Pierre Enard, Le Sagittaire, 190 p., 35 F.

SEUIL

« Cette démythification de la Norme et des nouvelles illusions est joyeuse. Elle dérange et saoule. » Tahar Ben Jelloun - LE MONDE

« Deux sociologues en pleine forme cubitent tous les faux profs et tous les faux prophètes de l'érotisme aséptique. On pourrait appeler ce pavé léger : le zizi en folie, ou la libido en vadrouille. » LE POINT

Pascal Bruckner
Alain Finkielkraut

Le nouveau
désordre
amoureux

« C'est surtout en matière d'amour qu'il faut éviter le ton dogmatique. »

CHARLES FOURIER



« Le Mauvais Lieu », de Julien Green

(Suite de la page 17.)

Voilà que nous trichons. A cause de ce que nous savons de Green, nous cherchons du côté du péché originel, et ce n'est pas juste. Le nom de Dieu n'est pas prononcé, comme il sied dans un « mauvais lieu ». La religion ne traîne dans les consciences que par « lambeaux » — le mot est de Gertrude. Les crucifix sont des objets comme les autres. Ils ont un prix. On y accroche ses regrets, ces fausses bagues.

Explication plus admissible : le livre viserait le rôle du hasard dans tout cela. L'auteur fait dire en clair à ses personnages qu'une folle contingence préside à leurs rages sensuelles. Aller devant soi : telle est la règle énivrante et désespérée du maniaque, quand le soir rallume sa fièvre. Drôle de création qui veut que, chaque nuit, des âmes forcenées miaulent à la lune, à l'absence, comme des chats !

C'EST encore médire. On pourrait croire que le *Mauvais Lieu* donne à penser. Or il fait mieux et plus calé : il en empêche rigoureusement. Sûr qu'un raisonnement s'ébauche, une image foudroyante le réduit en miettes. Il faut

se rattraper comme on peut aux instincts et aux instincts. La lecture comme délicateuse noyade !

Du moins, direz-vous, peut-on indiquer comment c'est fait ? Pas même. C'est plein de gens invraisemblables ou repoussants et auxquels, pourtant, on s'intéresse passionnément. A cause de quoi ? Du style ? Vous n'y êtes pas davantage. L'attention glisse sur les images et les mots de tout le monde. Contrai-

par Bertrand Poirot-Delpech

rement aux débutants qui doivent faire la roue, les pauvres, pour se faire remarquer, Julien Green avance avec le calme malicieux de qui se sait l'ourd d'un monde, et riche d'un art consommé du fantastique. Tout est dans l'agencement des descriptions, surgies de l'âge, à jamais figé, des désastres intimes. C'est à peine si l'auteur s'autorise un « l'opphore » ou un « opoponax ». Il n'a pas besoin d'en fêter. Son sans diabolique du mystère et du « suspense » spirituels suffit. Un

volet qui bal, un verrou qu'on tire, un fillet de lumière sous une porte, et nous voilà, comme au temps d'Adrienne Mesurat, de Léviathan ou de Moïre, au cœur de ce qui nous réveille tous en sursaut et qui, cependant, ne se dit pas. Du grand Green !

A référence à Mauriac vaut pour de climat d'âmes infestées, mais pas pour la forme, qui évoque aussi bien Robbe-Grillet par la minutie géométrique des premières images, ou Duras et Nathalie Sarraute par la fausse banalité des dialogues, suintant de détresse cachée. Comment ne pas penser d'abord à Edgar Poe, pour la façon de pénétrer l'inavouable, à pas feutrés ?

Effraction sans traces, ou presque. *Le Mauvais Lieu* une fois quitté, la mémoire ne veut pas se souvenir des visions pourtant précises qui ont flambé en elle. Le livre, jusqu'au bout, épouse les battements du désir qu'il peint : on imagine, on s'effole, des châteaux s'aperçoivent au bout de fuites enneigées, le feu ronfle ; et puis, comme Gertrude quand les bruits de la nuit se sont tus, on se rendort, on tombe dans le néant de l'assourissement. Jusqu'à nouvel ordre.

* LE MAUVAIS LIEU, de Julien Green, Plon, 225 pages, 45 F.

romans

VERCORS OU LE RATIONALISME EN VACANCES

● Le plaisir du fantasmatique et d'un envoûtement sept fois recommencé.

FATIGUE d'être une conscience de ce temps. Vercors se jette dans l'in-tempestif, se « donne congé » : enfin ! Il va se passer ses fantasmes. Nous sommes tranquilles : on ne se défait pas de la charge de veiller et d'éveiller. En attendant : ce congé, pour quoi faire ? On le porte cette « fantaisie » (façon pudique de parler) ? Du côté du fantastique (façon rapide de parler).

Eh bien ! on ne croit pas non plus qu'un écrivain — du moins un écrivain comme Vercors — se laisse aller, fût-ce au divertissement, sans s'y engager, ou s'y laisser prendre. Même le détachement, supérieur de *Mérimée* à l'égard de ses Vénus d'Ile n'était qu'une manière de *cant* ou un dandysme. Et Vercors est le contraire d'un mondain et d'un sceptique. Aussi, ce « roman fantastique » où se dévoile la face cachée de l'homme, quelque chose des pouvoirs qu'il ne se connaît pas encore, ce roman bouleverse le lecteur, le saisit. Le livre serait d'un auteur inconnu, serait le premier livre de Vercors, quelle découverte et quel bruit !

Saisis, oui, nous le sommes : au sens fort. Surpris, non : dans sa transparence, et à commencer par le *Silence de la mer*, l'œuvre romanesque de Vercors est allégrement mystérieuse. Mystère aussi, et qui le reste presque jusqu'à la fin, ce titre *Les Chevaux du temps*. Mais « l'écheveau » du temps est précisément cette quenouille où se cache le fuseau par quoi les princesses et les poètes s'endorment pour cent ans. Autrement dit : pour une longue nuit, grosse de rêves.

« Une histoire d'amour et de mort »

Le temps, l'espace, le lieu. Vercors, en se donnant la distance nécessaire, les a trouvés, au siècle dernier et dans les forêts, le vent, la neige, les châteaux romantiques d'une Scandinavie évanouie, si propice à la présence de l'invisible. Bien plus loin encore, mêlée à de bien plus anciennes chevauchées, retentit soudain, sans quelle soit prononcée, l'annonce des vieux conteurs : « Je vais vous dire une histoire d'amour et de mort. » Car, c'est cela. Histoire multiple, à plusieurs voix, où vous buvez le philtre d'un envoûtement sept fois suspendu, sept fois recommencé, et dont vous ne guérissez pas tout à fait. Chacun des narra-

teurs embrasse follement cette vieille espérance (un seul, il me semble, la refuse) : l'amour, en vérité, ne serait-il pas plus fort que la mort ?

Interrogation qui n'est guère dans l'ordre du rationalisme et du matérialisme pur (ou étroit, comme on voudra). On répondra que la fable souffre tout, même les écartés de l'esprit ou ses nostalgies déraisonnables. Et puis, le surnaturel n'est-il pas que du naturel encore inexplicé ? Pourtant, Vercors salue Edgar Poe, une fois explicitement, une autre fois par une allusion pleine de révérence et d'humour. Salut que son lecteur lui rend, car il se montre ici, sans cesser d'être totalement lui-même, très digne du poète de *Ligeia* : dans la première aventure surtout, et dans la dernière, la plus merveilleusement déchirante.

Seulement, Poe croyait à beaucoup de choses, mais certainement pas à la souveraineté de la raison, de notre raison ; il ne croyait pas qu'elle pût avoir le dernier mot, ni qu'elle l'aurait jamais. Aussi Vercors n'entend-il pas qu'on s'abuse, et il avertit d'abord son lecteur qu'il est toujours un rationaliste absolu et qu'il serait désespéré qu'on pût le croire, si peu que ce fût, « complice de l'offensive antirationaliste ». Ses propres « histoires extraordinaires », se faisant à la fois l'enfant et la nourrice, il se les raconte pour se « faire

plaisir », non, certes, pour se bercer. Il reste le veilleur aux yeux ouverts. Vercors est un mystique impatient de la raison. Celle-ci insupportable de la science. Sa foi, à lui, est qu'elle finiront par faire ensemble, toute la lumière sur tout. Alors ?

Eh bien ! alors, il est écrivain et même poète. Et, jusque dans la lumière grecque, la littérature se nourrit des profondeurs de l'ombre, elle n'est vraiment belle que la nuit ; la poésie, cette primitive, est par essence irrationnelle et magique. Et ce roman-ci, comme les meilleurs des autres, c'est Vercors qui le dit, est fait pour « servir d'exutoire aux aspirations chthoniques de l'esprit et du cœur ». D'abord, avec moins de certitude, disait déjà (à la femme qu'il aimait, ne pouvant se refuser la « chimère » d'une espérance d'âme de la matière qui assurerait aux amants l'éternité l'un en l'autre) : « L'enfer d'être emporté d'une diable de philosophie que mon esprit ne peut empêcher d'approuver et mon cœur de démentir. » Lequel se trompe et nous trompe ?

C'est entendu — pour Vercors, en tout cas : demain (si demain il y a) il fera jour. Un plein jour implacable. Raison (gardon !) de plus pour nous hâter de jeter des rêves et de la nuit.

YVES FLORENNE.

* LES CHEVAUX DU TEMPS, de Vercors, Tchou, 256 p., 45 F.

Un mal de vivre venu d'Irlande

Du temps de la Résistance ou des guerres coloniales, Cazenave aurait pu échanger sa soit d'action. Né en 1942, il se retrouve trop jeune dans un Hexagone trop vieux. Les romans naissent dans ces périodes de vacuité.

Romantique, Cazenave l'est incontestablement, de toute sa nostalgie d'homme jeune floué par le reflux de l'histoire. Faute d'action, il reste la fiction, et c'est ce qui nous vaut ces « Fusils de l'IRA ».

Un jeune homme attend une jeune femme. Ce pourrait être le thème d'une chanson de Charles Trenet. Mais nous sommes en Ulster, à Derry. Le jeune homme est catholique, membre de l'IRA provisoire. « Puisse le peuple d'Irlande, qu'au moins Dieu te bénisse, nous nous chargerons du reste. » Le reste, pour le moment, c'est cette fille qui moucharde pour le compte des Anglais. Une inconnue, qu'il attend, sous la pluie, avec un fusil. Qu'il attend depuis toujours, depuis qu'il y a d'un côté les protestants, de l'autre les catholiques. Les riches et les pauvres.

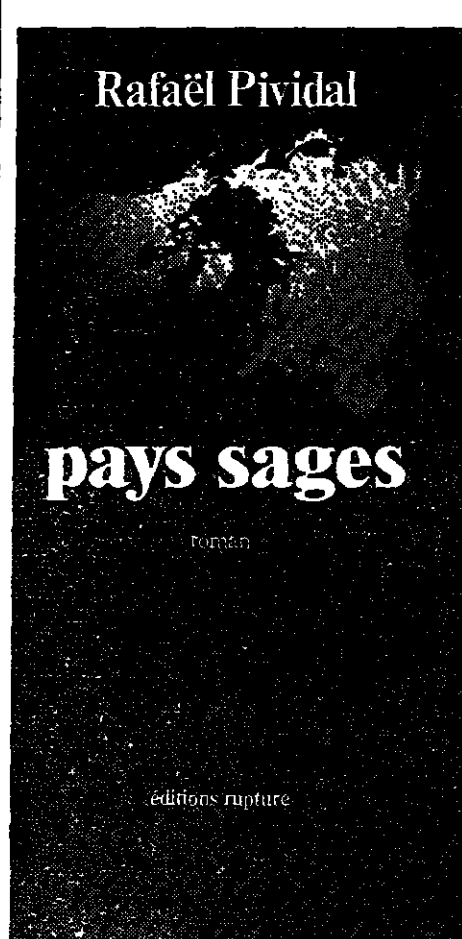
Ce n'est pourtant pas un tueur ni un fanatique. Il se méfie de la politique. Ce n'est qu'un poète, encombré d'un fusil. La mort sera au rendez-vous.

Cazenave s'identifie à cet homme. Il l'interroge passionnément. Il interroge cette lutte. Peut-on continuer à se battre, quand le peuple est las de trop de morts ? Peut-on se battre pour l'Irlande contre les Irlandais ? Que passent dans ce conflit drola ou gauche en regard de l'idée de nation ? A quel rime la vie et on finit par mourir pour rien ? Ce ne sont pas là des questions de pure forme. On sent que Cazenave les pose, faute d'avoir pu les vivre pour son compte.

Nous tenons là un écrivain de race, pas de la race des mercenaires, de celle des témoins qui auraient bien voulu se faire tuer.

CLAUDE COURCHAY.

* LES FUSILS DE L'IRA, de Michel Cazenave, L'Harmattan, 212 pages, 45 francs.



Diffusion Hachette. 204 pages. 27 F.

Je n'ai pas l'habitude de crier à la révélation : tout le monde en abuse, et ça ne prend plus. Mais ici, la découverte est flagrante... B. Poirot-Delpech

Le Monde

éditions rupture

... Pividal donne du rapport des forces entre socialisme et capitalisme une description tellement réaliste qu'elle est plus vraie que nature.

J. Clémentin

Candida à Moscou... Le rire vous gagne devant ces inventions mirobolantes.

M. Galey

C'est écrit d'un trait, comme on balance le bras pour jeter la boule à un jeu de massacre.

L'Express

Tout est à lire, tout est à retenir.

R. Xénakis

C'est un livre drôle... une satire intelligente et corrosive.

Le roman de Rafaël Pividal est intelligent, excitant et décapant.

R. Kanters

Le roman le plus drôle et le plus intelligent de l'année... à lire de toute urgence.

J.L. Ezine

Succès justifié pour la fantaisie et la liberté de l'invention...

M. Moutet

« Pays sages » est une fable. Un roman de politique-fiction qui pourrait être écrit par un Swift de l'an 2000 qui aurait beaucoup lu Freud et le Canard enchaîné.

A. Coppermann

Pividal vibre d'assez de colère contre les hautes saloperies de l'époque pour nourrir en anathèmes cent « nouveaux philosophes ». Mais lui, il est drôle.

J.M. Royer

Ne manquez pas de lire « Pays Sages » de Rafaël Pividal chez un nouvel éditeur Rupture... Fable féroce et drôle...

Francis Kochert

... Quand la magie du verbe s'attache, avec l'auteur, à détruire la magie du verbe, c'est du grand art... La démonstration est si éblouissante qu'on ne sait qui, de l'univers ou de Pividal marche sur la tête. Réflexion faite, ce doit être la terre.

Pierre Pinson

... On y sourit à toutes les lignes, on y rit à tous les paragraphes, on y éclate de rire à tous les chapitres.

Rodolphe Bariller

La Dépêche

Nord Matin

Alain Nio

Solitudes à la dérive

● Un homme, deux femmes, trois détresses au rif de l'époque

GABRIEL, Marie, Laure. Trois jeunes gens de notre temps, trois confessions pour dessiner le Portrait de Gabriel, premier roman d'un jeune professeur qui prépare une thèse sur Henry James. Catherine Rihoit.

Gabriel a vingt-huit ans, il est professeur agrégé, enseigne à Caen, est marié avec Laure, d'un an son aînée, père de deux enfants, Marine et Fabien. Entre le lycée et un foyer toujours en désordre, il promène le visage d'un jeune adolescent désabusé et révolté par la platitude de son existence. Une appréhension toute satirienne des contingences l'amène progressivement au sentiment de l'échec : il ne trouve ni dans son métier ni dans son ménage des raisons suffisantes pour y faire face. Il préfère la fuite, jusqu'à Arramanches où il commence à écrire un roman. C'est là qu'il rencontre une toute jeune fille, Marie. Une liaison rapide et fougueuse, une nouvelle fuite, une tentative de suicide, des retrouvailles avec Marie à Paris. Gabriel va-t-il gagner son équilibre ? Ne restera-t-il pas plutôt de mal aimé, malade de lui-même, qui ira jusqu'au bout de ses interrogations, jusqu'au désaveu : « Il semble bien qu'il ne reste rien. Il ne reste rien. Rien à moi. Rien à personne. »

Un égocentrisme forcé

Cette lente confession de Gabriel, conduite comme un exorcisme, nous amène à Marie. Sa vérité ? Elle nous la livre. A dix-neuf ans, elle vit sa nonchalance au jour le jour avec une allégresse déterminée. A l'univers halluciné de Gabriel, elle oppose son « vécu imaginaire » : promenades, fringues,

cinéma, bouquins, coucheries. Les hommes, elle les choisit, les goûte, les rejette. Elle ne sait pas s'abandonner, elle reste en faction sur la fumette de son égocentrisme forcé. Dans cette période transitoire que lui procure l'abandon provisoire de ses études, entre des parents qu'elle laisse à leur médiocrité, des copines idiotes et des amants d'un jour, elle vit sa liberté sans concession, ivre de ses jeux et déjouant les pièges.

Les recettes des magazines

L'amour ? Elle veut bien tenter le coup. C'est elle qui appellera Gabriel à Paris. Une saison de liberté dans un appartement d'emprunt, en marge des habitudes et des contraintes. Un quotidien arrangé à leur fantaisie. Mais cette vie à deux deviendra communauté de solitude. Pour Marie aussi, le bilan est négatif : elle connaît son « impossibilité d'aimer au-delà du seul où on a tiré de l'autre ce qu'on pouvait en tirer ». Elle conclut : « J'ai dix-neuf ans et j'ai pas vécu, il me reste plus que moi, je suis seule au monde, je suis comme une île déserte, je me fais l'amour à moi-même, j'ai pas personne... »

Il reste Laure, l'épouse délaissée. Rien que du banal dans sa vie. Elle a écouté ses parents, rêvé, s'est gardée vierge pour le mariage par amour de Gabriel. Elle a voulu des enfants pour consolider les choses et ne les a vues que se dégrader. Boulot, ménage, lessive et coucheries solitaires ; elle se néglige pour répondre à ses « devoirs » ; elle a trop écouté les conseils du docteur Spock et les recettes des magazines féminins pour un bonheur mijoté à feux doux. Elle est raisonnable, pratique, pleine de bon sens et trop « bonne femme » pour un mari tenté par le vertige. Mais qui a voulu la comprendre, l'aider ? Elle est seule, Gabriel reviendra, mais elle commence à être lasse. Trois destins qui se coupent.

se recourent, se fient. Un triptyque des occasions manquées, des rêves inaboutis, de l'illusion amoureuse, du bonheur gâché, peint aux couleurs de l'angoisse, gris cloporte et rouge sang. Un miroir à trois faces où se renvoient des visages d'aujourd'hui, moqueurs, fiévreux, glacés, perdus.

Si la confession de Gabriel semble parfois un peu verbosité et abuser des commentaires, les récits de Marie et de Laure sont remarquablement menés. Combien de femmes ne se reconnaissent dans ces constats d'échec où la sincérité parle un langage intrépide et alarmé ? L'auteur sait « cliquer » comme Albertine Sarrazin ou garder aux mots leur puissance d'émotion destructrice, comme dans les meilleures pages de Christiane Rochefort. Un talent insolite et vigoureux, l'après lamento de solitudes à la dérive dans un roman qui convainc.

PIERRE KYRIA.

* Portrait de Gabriel, de Catherine Rihoit, Gallimard, 136 p., 45 F.

CORRESPONDANCE

A propos de Nimier

En présentant le texte inédit de Roger Nimier, que nous avons publié le 30 septembre, nous avons été obligés de couper l'article de M. Marc Dambré, assistant à la faculté des lettres de Tunisie. Celui-ci estime que nous avons fait ainsi sauter la « raison essentielle » pour laquelle il nous avait proposé cette méditation. Nous publions ici un extrait de la lettre où il s'en explique :

J'ai cru bon de proposer un tel inédit pour une raison essentielle : contester l'idée reçue selon laquelle Roger Nimier n'avait plus rien à dire. Dans ce but, j'avais souligné les réserves pascalienues de la « Méditation », étudié la constance des références à Corneille et leur évolution jusqu'à D'Artagnan amoureux. Or la thèse n'apparaît plus dans l'article sévèrement mutilé.

histoire

Ponia. Cadoudal

ethnologie

Person. Unzala

Person. Unzala

Person. Unzala

Person. Unzala

Person. Unzala

Person. Unzala

Person. Unzala

Person. Unzala

Person. Unzala

Person. Unzala

Person. Unzala

Person. Unzala

Person. Unzala

Person. Unzala

Person. Unzala

Person. Unzala

Person. Unzala

Person. Unzala

Person. Unzala

Person. Unzala

Person. Unzala

Person. Unzala

Person. Unzala

Person. Unzala

Person. Unzala

Person. Unzala

Person. Unzala

Person. Unzala

Person. Unzala

Person. Unzala

Person. Unzala

Person. Unzala

Person. Unzala

Person. Unzala

Person. Unzala

histoire

Ponia, Cadoudal et Napoléon

● Une belle couverture pour un mauvais « teinturier ».

MARCO DE SAINT-ÉLAIRE n'a jamais inspiré une grande confiance aux historiens de Napoléon. Dans la lignée de ces « teinturiers », grands fabricants de mémoires apocryphes et de pseudo-révolutions tirées des archives de la police, que furent au dix-neuvième siècle Villenave, Lamoignon-Langon ou Balzac dans ses périodes « alimentaires », Marco de Saint-Élaire a produit plus de vingt volumes consacrés à l'Empire.

La librairie académique Perrin exhumait son histoire de la conspiration de Cadoudal, histoire interdite en 1852, et qui nous éclairait avant tout sur les procédés de ce polygraphe : il découpe les principaux passages des interrogatoires des conjurés dans les volumes publiés sur l'ordre du gouvernement en l'an XII, extrait quelques scènes des souvenirs du temps, et colle au bas d'une page une anecdote recueillie, affirme-t-il, auprès des survivants. Le résultat offre peut-être plus de garantie qu'à l'ordinaire, mais n'apporte d'éléments nouveaux ni sur le suicide (ou l'assassinat) de Pichegru ni sur les liens entre Moreau et les royalistes. Reste un récit alerte, propre à séduire le grand public.

L'intérêt de cette publication

réside toutefois, l'éditeur ne s'y est pas trompé, dans la présentation de l'ouvrage par M. Michel Poniatowski, annoncé en caractères deux fois plus importants sur la couverture que ceux consacrés à l'infortuné Marco de Saint-Élaire. Le texte de M. Poniatowski, intitulé *Sonaparte et les idées de Mars*, est élégamment écrit, solidement documenté. Mais on attendait de l'ancien ministre de l'Intérieur, du brillant stratège de la dernière campagne présidentielle, chargé tout récemment de la lutte contre le terrorisme, autre chose qu'un exposé, à la manière d'Albert Sorel, des relations diplomatiques entre la France et l'Angleterre, au début du dix-neuvième siècle, ou qu'une relation, style Decau, des derniers jours du duc d'Enghien.

Une déception

Il est bon que les hommes politiques, qui font l'histoire actuelle, écrivent aussi sur l'histoire passée, mais à condition d'y apporter cette expérience qui fait défaut à l'homme de lettres ou à l'universitaire. Or, à peine relève-t-on, sous la plume de M. Poniatowski, une allusion à l'O.A.S., une note sur les projets d'assassinat de Fidel Castro par la C.I.A. et une remarque sur le retour brutal à l'ordre qui suit toute période d'anarchie. On croirait lire l'un de ces bons vieux érudits de province, frileusement emmitouflés dans leur

robe de chambre, qui décrivent complots subtils et assassinats raffinés, sans jamais avoir affronté d'autres orages que la mauvaise humeur de leur gouvernement.

Comment l'auteur a-t-il pu éluder des problèmes aussi importants que la confusion du pouvoir policier et du pouvoir judiciaire dans la répression de la conjuration, la torture pratiquée à la préfecture de la rue de Jérusalem par le ministre Bertrand (Nodier a laissé de lui un terrifiant portrait) ou encore la résurrection du grand débat sur le tyranisme dont on trouve un écho jusque dans *Une ténébreuse affaire*? On invoque plus, il est vrai, Brutus que Ravallac. Autre lacune : les résonances sociales de la conspiration. Certes, l'on s'était aperçu depuis longtemps que M. Poniatowski n'était point marxiste ; mais de là à ne consacrer que trois lignes à la conjoncture économique qui joue, si l'on en croit tous les rapports sur l'esprit public, un rôle décisif dans l'échec final des conjurés, il y a tout de même un abîme !

La déception est d'autant plus vive que l'homme d'Etat nous avait précédemment gâtés avec un remarquable *Talleyrand aux États-Unis* fondé sur des documents inédits qui éclairaient un épisode mal connu de la vie en émigration du futur ministre de Napoléon. Saluons la réédition de ce livre devenu classique.



★ Dessin de JULEK.

A qui voudrait, en revanche, comprendre la fascination qu'exerce aujourd'hui encore Cadoudal, colonie pleine d'audace et d'immortel, soldat lucide d'une cause provisoirement perdue, animateur malchanceux d'une conspiration mal préparée, on recommandera la brève mais chaleureuse préface de Jean-François Chlappe. À 11 si Georges s'était rallié, quel maréchal d'Empire il eût fait, aux côtés du prince Joseph Poniatowski !

JEAN TULARD.

★ CADOUDAL, MOREAU ET PICHEGRU, de Marco de Saint-Élaire, présenté par Michel Poniatowski. Préface de Jean-François Chlappe. Librairie académique Perrin, 378 p., 48 F.

★ TALLEYRAND AUX ÉTATS-UNIS, 1794-1798, de Michel Poniatowski. Librairie académique Perrin, 350 p., 75 F.

Jeanne Champion
LES GISANTS

roman

"... une force extraordinaire... un lyrisme vibrant... le cri même de la souffrance humaine."

ROBERT KANTERS (LE FIGARO)

"... l'ampleur, la vigueur et l'ironie aigüe de Georges Bernanos."

NOËLLE LORIOT (L'EXPRESS)

"Ce roman emporté, brûlant, nous emporte, nous brûle de tous ses feux."

MAX-POL FOUCHET (V.S.D.)

CALMANN-LEVY

ethnologie

« Dersou Ouzala »
le chasseur des forêts froides

Du fond de la Sibérie, un étrange bonhomme a surgi l'an dernier. Il arrivait des années 1900, en se dandinant un peu, et il a pris possession des écrans, tranquille comme Baptiste, avec sa vieille veste en peau de renne, ses yeux comme deux grains de poudre, son immense fouil et sa grosse tête mongole. Son nom est devenu célèbre, Dersou Ouzala, le chasseur des forêts froides, qu'un officier russe, Arseniev, avait rencontré par hasard, en 1902, au cours d'une de ses missions. Le film du japonais Kurosawa disait l'admirable amitié de l'homme de la ville, l'officier russe, pour l'homme de la forêt, Dersou.

Les éditions Pygmalion ont traduit le livre dans lequel Arseniev relate ses différentes missions sibériennes, son compagnonnage avec Dersou, le vieillissement puis la mort humble et brutale du chasseur.

Pour nous, hantés par les images du film, le texte a un autre mérite. Il montre que l'extravagante aventure ne doit rien à l'imaginaire. Ce film fut un film réaliste. Il met en images exactes le compte rendu d'Arseniev. Aucun détail n'est inventé : le tigre et les sangliers, la tempête de neige, les marches dans le gel, les oiseaux de l'automne, pas une scène qui n'ait été prélevée, telle quelle, dans le rapport d'Arseniev.

Arseniev n'est pas seulement un cartographe, un naturaliste et une sorte d'ethnologue à l'état sauvage. C'est aussi un très grand écrivain et l'on comprend que Gorki l'ait admiré. Son texte est lumineux : ni emphase, ni révérence, ni commentaires : un compte rendu austère et comme maigre — la poésie même.

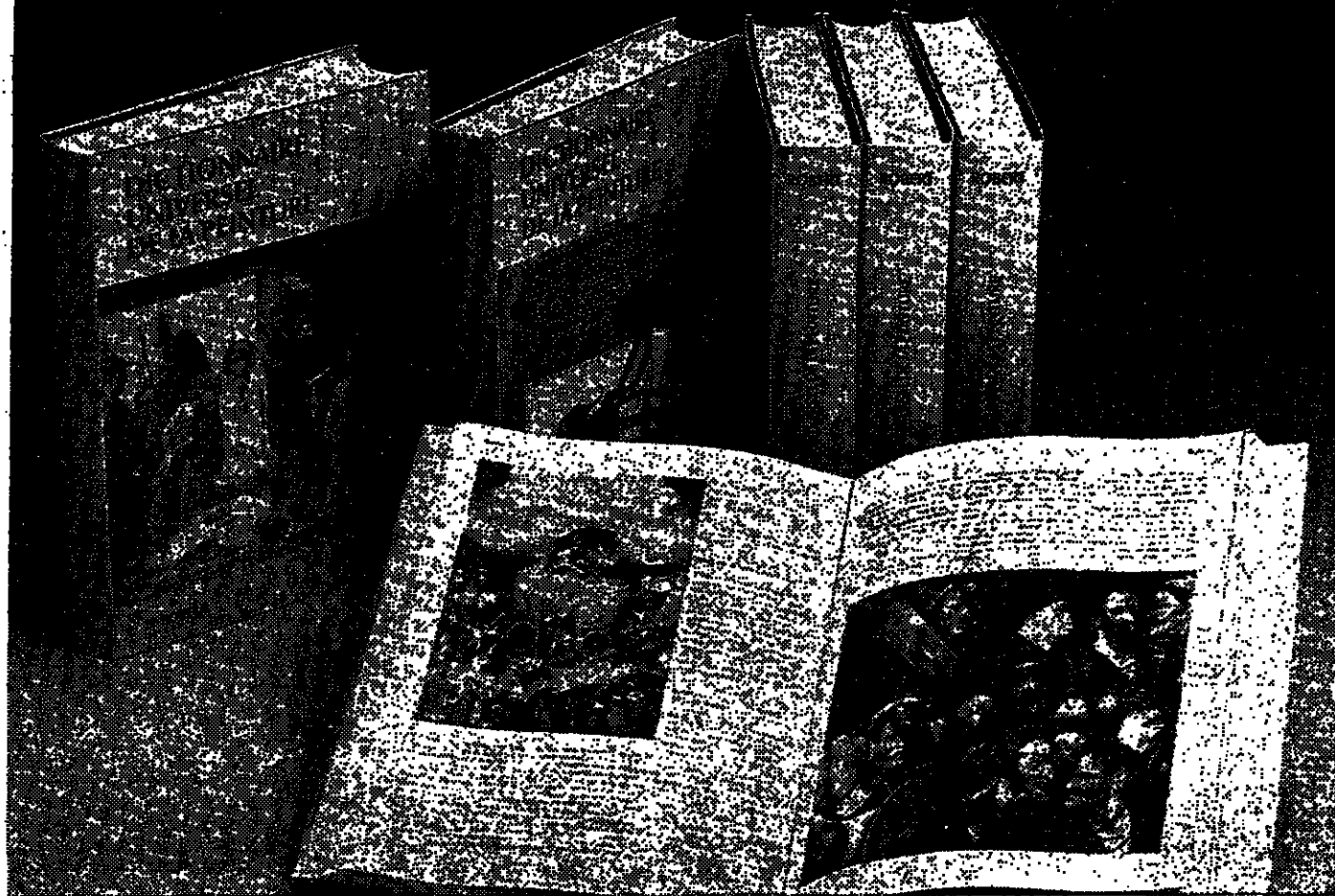
Le livre meuble certains silences du film. Par exemple, la forêt de Sibérie est plus peuplée dans le livre que dans le film : Coréens à la recherche de la racine de ginseng, la plante magique, Chinois chasseurs ou pêcheurs, bandits du néolithique ou vagabonds lunaires, les grands espaces de Sibérie grouillent d'hommes. Ils grouillent de bêtes aussi. Le géo n'est un territoire de la mort que pour un regard civilisé. Pour Dersou, il forme la grande réserve de la vie.

La science de Dersou est infinie. Avec sa peau, avec ses yeux et son nez, avec sa mémoire, il voit, de la forêt, ce que nul n'aperçoit. Il connaît de quoi demain sera fait, si le tigre attaque, et qu'un ciel immobile peut préparer une avarie ou une tornade. La forêt est un grand être vivant. Rien n'est inanimé. Et toute existence est si noble que Dersou ne voit, dans chaque figure du monde, qu'un homme. Pour lui, un tigre est un homme, comme aussi une tourterelle ou un arbre. Simplement, tous les hommes ne sont pas de même rang : « Le soleil, dit Dersou à Arseniev, c'est l'homme principal. S'il périsait, tout périrait autour de lui. Mais le feu et l'eau sont aussi des hommes puissants. »

GILLES LAPOUË.

★ DERSOU OUZALA, de Vladimir Arseniev. Traduit du russe par F. Welfhansky. Ed. Pygmalion. 328 pages. 45 francs.

Vous aimez la peinture.
Voici l'ouvrage permettant de mieux la comprendre.

Paul Robert présente
le Dictionnaire Universel de la Peinture.
(6 volumes, 3 000 pages, 2 700 reproductions en couleurs).

Un dictionnaire qui n'existait pas.

Paul Robert vous propose une formule inédite permettant à chacun d'élire et d'approfondir sa connaissance de la peinture.

Dans cet ouvrage d'un type nouveau, à la fois dictionnaire et livre d'art, figurent les peintres et leurs œuvres, depuis la préhistoire jusqu'à nos jours : 3 500 articles classés par ordre alphabétique, 2 700 reproductions de grand format, en couleurs.

Une somme de la peinture.

Pour la première fois sous la forme d'un dictionnaire se trouvent réunies une abondante source d'informations, un traitement original et une très riche iconographie constituant une indispensable synthèse.

Parce qu'il n'est pas d'art sans technique, ce livre initie le lecteur aux procédés fondamentaux de la peinture : détrempe, clair-obscur, sfumato, collage, dripping... Il fera mieux comprendre comment ont évolué les techniques depuis les origines.

Un ouvrage de référence.

Un système de renvois permet de situer tout ce qui concerne l'artiste et ses œuvres et de reconstituer, à partir d'un seul article, l'histoire d'un mouvement ou d'une école.

Avec la sortie du Tome VI en juillet 1976, le Dictionnaire Universel de la Peinture est désormais complet.

En vente également en librairie.

De nombreux articles consacrés aux musées du monde en répertorient les principales richesses.

Un ouvrage contemporain.

Le Dictionnaire Universel de la Peinture ne s'arrête pas aux impressionnistes. Il analyse avec la même précision le Pop-Art, le Nouveau Réalisme ou l'Art Conceptuel. Le Dictionnaire Universel de la Peinture : pour la première fois toute la peinture du monde entier en 6 volumes.

Le Dictionnaire Universel de la Peinture a obtenu un Aigle d'Argent au Festival International du Livre de Nice.

Bon de documentation gratuite.

Je désire recevoir gratuitement et sans engagement de ma part une documentation complète et en couleurs sur le Dictionnaire Universel de la Peinture.

M., Mme, Mlle.

Adresse

Découpez ou recopiez ce bon, et retournez-le dès aujourd'hui, sans affranchir : SNL LE ROBERT, 107 avenue Parmentier, 75011 Paris.

FRANÇOIS CARADEC
DICTIONNAIRE
DU FRANÇAIS
ARGOTIQUE ET POPULAIRE
COLLECTION DICTIONNAIRES DE L'HOMME DU XX^e SIÈCLE
242 pages, 16,90 F.

GAGNER DE L'ARGENT AVEC SA PLUME... EST-CE POSSIBLE ?
Vous le saurez en lisant la brochure n° 411 « le plaisir d'écrire », envoyée contre 2 F par : LÉONORE FRANÇAISE DE RÉDACTION, établissement privé consacré au combat pédagogique, de l'Etat, 10, r. de la Vierge, 92001 Paris.

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible en suivant
LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC
cours avec explications en français
Documentation gratuite :
EDITIONS DISQUES BBC
8, rue de Brest - 75008 Paris

Un « nouveau philosophe » venu d'ailleurs...



Alain de Benoist
VU DE DROITE
ANTHOLOGIE CRITIQUE
DES IDEES CONTEMPORAINES
628 pages - relié - 149 F

Je tiens Alain de Benoist pour l'un des esprits les plus vives et les plus percutants de notre époque... Cet anti-Marx pourrait bien être un Nietzsche actuel... Je ne connais pas d'ouvrage plus émouvant, pour ceux que l'intelligence émeut — que l'on partage ou non les idées de cet étonnant homme jeune.

Louis Pauwels / *Le Journal du Dimanche*

Féconde est cette contestation de la contestation. Une lecture stimulante.

René Tavenier / *Le Progrès de Lyon*

Ce livre arrive au bon moment. Pour moi, il est une fête de l'intelligence. Un monument.

Pierre Chasson

Alerte, éjoué, érudite... Va se vendre comme des petits pains, maintenant que le mobisme consistera à être de droite.

Cevanne / *Charlie-Habdo*

Dans le flot de l'information sauvage, les feux croisés des idéologies, l'immense cisternier ambulant — dans cette Babel assourdissante, Alain de Benoist vient de mettre de l'ordre. Singulière capacité de connaissance qu'a cet auteur de 34 ans, fin, ironique, assuré, fera d'une culture considérable... Son livre est décapant, classé, présenté dans un ordre admirable et animé par la pensée lumineuse et le style incisif d'un des plus brillants critiques contemporains.

Pierre Desbry-Ritoux / *Le Figaro*

J'ai lu de droite avec beaucoup d'intérêt.

François Mitterrand

Un livre fondamental pour comprendre le monde où nous vivons.

Hervé Figeu / *Libération* / ABC, Madrid

A cette lecture, voici qu'on s'émerveille et qu'on respire. Et, qu'à la lettre, on se dépose l'intelligence, à grandes inhalations d'évidence qui passent aujourd'hui pour notre bien-être, à grandes inhalations d'évidence qui passent aujourd'hui pour notre bien-être, à grandes inhalations d'évidence qui passent aujourd'hui pour notre bien-être.

Jean Carr / *France-Soir*

Un tel livre n'avait encore jamais été écrit, ni en français, ni en anglais, ni en allemand. Et le livre présente par un Français qui n'a pas encore atteint ses trente-cinq ans, une intensité qui n'est jamais pesante, mais au contraire perpétuellement pétillante! Un véritable défi auquel on ne pourra plus se dérober.

Armin Mohler / *Die Welt*

Ce livre, par son originalité et son non-conformisme, ouvre un débat susceptible d'influencer l'évolution de notre société dans les années à venir.

La Dépêche du Midi

Alain de Benoist a fait un merveilleux cadeau à la pensée contemporaine... L'ouvrage aura du succès, car il répond à un besoin doctrinal. C'est une véritable encyclopédie d'idées, dont l'introduction est vraiment magistrale et efficace comme un manifeste de grande politique humaine.

Raymond Ruyer

Je suis attentif à ce qu'Alain de Benoist a écrit, pour y découvrir d'abord la passion du sérieux et assez de détachement à l'égard des modes et des conventions moins nobles, pour être — que l'on me pardonne — intelligent. Je veux lui faire un grand compliment, bien au-delà d'une révérence à son savoir et à sa virtuosité.

Michel Jobert

Alain de Benoist nous propose une anthologie qui met au service du traditionalisme, dans l'espoir de le renouveler et de l'accorder enfin à la modernité, des connaissances encyclopédiques, une somme de hautes raisons, la diversité de curiosités nombreuses et l'éclat d'une langue civilisée. C'est une œuvre immense... Avec lui, la droite redécouvre l'élan même de la jeunesse et de la conquête. Elle ne se met plus hors-jeu, à la façon des hussards des années cinquante; elle s'avance à visière levée pour le duel décisif.

Pol Vandromme / *Le Rappel de Charleroi*

Une somme passionnante d'un très grand sérieux... Un ouvrage de référence incomparable.

Roger Galy / *Sud-Ouest*

Des journées entières de bonne lecture...

Arthur Koestler

A l'horizon: une nouvelle droite, à l'écart des « ghettos » et des catégories politiques, nettement de son temps et ayant pris en compte de chaque vie-à-vie des totalitarismes. Une droite, non de parti mais d'idées, de nouveau présente à tous les débats de ce temps et qui se veut une école de pensée moderne apportant sa contribution à toutes les formes du progrès.

Les Dernières Nouvelles d'Alsace

Refusant « la droite de l'alignement, du ricanement hypocritique et de la rancœur », Alain de Benoist s'emploie à donner sa propre lecture des philosophes, des écrivains, des chercheurs qui nourrissent le débat contemporain... Lecture qu'il propose avec la volonté de servir une droite intelligente et libre.

François d'Urciel / *Valours Actuelles*

Editions Copenic
11 rue Sainte-Félicité 75015 Paris
DIFFUSION HACHETTE

société

Histoire d'un malentendu

● Il faut se changer soi-même avant de changer la société, écrit Georges Suffer aux « gens de vingt ans ».

Il y a un malentendu entre Georges Suffer et bon nombre de ses confrères, journalistes ou écrivains; et même peut-être, pour chacun de ses livres bien plus que pour ses articles, un malentendu avec ses lecteurs. Rédacteur en chef de *Témoignage chrétien*, militant de gauche ardent et déterminé jusqu'à faire à l'occasion le coup de poing, il a viré cap pour cap à l'approche de la quarantaine. Passé d'abord à l'Observateur, puis à l'Express, enfin au Point, dont il est aujourd'hui directeur adjoint de la rédaction, il a peu à peu entrepris de soupçonner, puis de dénoncer, enfin de combattre avec la même vigueur et la même assurance, qui témoignent d'une complexion généreuse et d'un tempérament sanguin, les analyses et les opinions qu'il avait toujours défendues, et bientôt les groupes, les journaux et les hommes qui continuent de s'en réclamer.

C'est parfaitement son droit, seuls les imbéciles ne changent jamais d'avis. Au surplus, élevé dans le sérail, il évite d'avancer bon nombre des sottises qui discréditent ceux qui mènent le nouveau combat auquel il participe. Il n'en éprouve pas moins une sorte de gêne et d'irritation lorsqu'on le situe, sur l'échiquier, là où il a lui-même choisi de se placer. Ainsi, dans son dernier livre, se défendant d'être devenu conservateur, il ajoute: « Je suis fatigué de me promener avec cette étiquette sur le front. » Et il est exact qu'il n'est pas vraiment un conservateur comme les autres, que son cheminement lui veut d'être parfois suspecté aussi bien par ses nouveaux amis que par ses anciens compagnons. C'est le prix dont se paie inévitablement tout changement de camp.

Un ton amer

Alors il en conçoit de l'amertume et se persuade qu'il est volontairement ignoré, brimé, tenu à l'écart, que sa voix, qui est celle de la mesure, du bon sens, de la vérité, est étouffée. Il ne cesse de le clamer et de s'en plaindre, alléguant et abondamment à l'appui de pages, de colonnes et d'heures d'antenne, dans ses livres, dans la presse, sur les ondes de la radio et de la télévision. En même temps, ce journaliste chevronné et en vue, auquel ses articles dans le Point, l'Express, le Républiqueain, et bien d'autres publications, ses chroniques régulières à la radio, ses interventions fréquentes sur le petit écran, ses ouvrages déjà nombreux, assurent une large présence auprès du public, n'hésite pas à écrire: « Le mensonge est devenu un produit de grande consommation. Il nourrit les médias. »

Ce sont ces réactions et ces sentiments que l'on ne peut s'empêcher de ressentir en lisant sa *Lettre ouverte aux gens de vingt ans* à qui l'on veut. Dénoncer avec éclat comme « des bavardages à la mode » certaines

des idées, que l'on défendait hier, au nom des nouveaux principes que l'on professe aujourd'hui, et alors qu'on est soi-même si fort à la mode, c'est un peu facile. Surtout lorsque la route que l'on a choisie de suivre est infiniment plus accessible, puisqu'elle rencontre le confortisme de la plus grande partie des médias qui s'ouvrent très volontiers à ceux qui feignent ainsi de les mépriser à condition qu'ils le fassent avec talent.

Du talent, Suffer n'en manque pas. En vertu du même procédé qui lui réussit si bien sur les ondes et par l'écrit, il ne cesse de vilipender tous ceux auxquels il s'adresse. Quinquagénaire et père de famille, il accuse les parents de sa génération: par crainte de paraître dépassé, leur dit-il, « vous vous êtes couchés devant vos enfants », vous devriez « avoir honte », vous êtes « des larves ». Les jeunes d'aujourd'hui reçoivent ensuite leur paquet: ils sont « un peu naïfs et très ignorants », « d'une

grande naïveté et d'une superbe ignorance », avec « une sensibilité prodigieuse et une culture incertaine » à cause de leur extrême « paresse intellectuelle », bien que — admirons le choix subtil de cette contrepartie — « ils ont tout de même une qualité, une seule, ce soit la gentillesse ». Qu'ils se méfient de la politique, orlé et drogue pour l'esprit, de la liberté sexuelle, de l'écologie... Qu'ils ne se laissent pas entraîner par ceux qui leur parlent sans cesse du bonheur pour leur démontrer ensuite qu'il est impossible, qui les chargent de tous les péchés du monde pour leur donner mauvaise conscience, qui veulent les enrégimenter dans leurs croisades et usent d'un double langage. Il faut se changer soi-même avant de transformer la société, telle est la vérité et tout le reste n'est que mensonge.

Parfois on sourit et il arrive qu'on se sente d'accord avec le pamphlétaire sans partager sa véhémence. Ainsi quand il rap-

pelle, en proposant de reprendre l'idée, que les Grecs avaient inventé le mariage automatique: au bout d'un an de vie commune, tout couple était réputé légitimement marié. Et on veut bien le croire quand il avoue qu'il lui est plus facile « de parler avec un ministre polonais qu'avec un lycéen de terminale », car, avec le premier « il existe un accord implicite sur la quantité de mensonge acceptable et la quantité de vérité que l'on échange », tandis qu'avec le lycéen « le discours est presque impossible ».

C'est sans doute pour surmonter cet obstacle qu'il a choisi d'adresser aux gens de vingt ans cette épître qui s'achève sur un dialogue d'actualité où, réagissant les questions et les réponses, l'auteur est évidemment assuré d'avoir finalement le dernier mot.

PIERRE VIANSSON-PONTÉ

* *LETTRE OUVERTE AUX GENS DE VINGT ANS* A QUI L'ON MENT, de Georges Suffer. Albin Michel, 195 p., 27 F.

Cette pulsion infanticide...

(Suite de la page 17.)

Aussi, les deux psychiatres italiens Glauco Carloni et Daniela Nobili, auteurs de la *Mauvaise Mère*, ont-ils pleinement conscience de violer un tabou en introduisant la doute là où les certitudes et la bonne conscience étaient de mise; car rien n'est moins évident pour eux que le caractère « instinctuel » de l'amour parental — il résulterait plutôt d'une « conquête très lente et non irréversible », — et ils s'emploient à le prouver en recourant à la mythologie, à l'ethnologie, à l'histoire, aux contes de fées, à la rubrique des faits divers des journaux et à leur expérience clinique. Sans négliger les statistiques, qui, toutes, mettent en évidence l'extrême fréquence des actes de violence, de sadisme, perpétrés par les parents sur leurs enfants. Si leur projet est clair, leur titre l'est moins, car il fait porter sur la mère seule une responsabilité qu'elle partage la plus souvent avec le père. A côté de Médée, archétype de la « mauvaise mère », il y a Oursac et Chronos, sans oublier Laïos, le père d'Œdipe.

G. Carloni et D. Nobili nous rappellent d'ailleurs opportunément que les origines du filicide — terme qu'ils préfèrent à celui d'infanticide, moins précis — sont aussi vieilles que l'humanité elle-même et que durant des millénaires la pratique consistait à se débarrasser d'enfants faibles, malformés ou gênants paralytiques, etc. Mais, si cette pratique est aussi ancienne que celle qui consiste aujourd'hui à vouloir à tout prix s'en occuper. Les Égyptiens, selon le témoignage de Diodore de Sicile, estimaient que les parents, ayant donné la vie aux enfants, devaient, s'ils la leur ôtaient, être exemptés de la peine sanctionnant l'infanticide. Cet usage était si répandu que, pour le limiter, on obligeait le père ou la mère filicide à rester enlacé au cadavre de son enfant pendant trois jours et trois nuits. Quant aux sages de l'Antiquité, tous approuvaient l'infanticide. Plutarque allant même jusqu'à écrire qu'il honorait les parents: « Si les pauvres n'étaient pas leurs enfants, c'est pour ne pas les voir corrompus par une mau-

vaise éducation qui les rendrait incapables à l'honneur et à la vertu. » Il faudra attendre le christianisme pour que des obligations sévères frappent le filicide, assimilé dès lors à l'homocide volontaire et puni comme tel.

L'intérêt de l'essai richement documenté de G. Carloni et D. Nobili tient à ce qu'il rétablit dans toute sa force cette pulsion infanticide si violemment niée qui traverse l'histoire des hommes. Il nous rend sinon normal du moins commun ce désir de mort, toujours présent dans les

fantasmes ou dans les actes, qui de génération en génération, autant que l'amour, lie les parents et leurs enfants. À ce tableau tragique mais réaliste, il est bien sûr permis de préférer les chroniques représentant les sursis d'une vie de famille sans conflit; auquel cas la lecture de la *Mauvaise Mère* est fortement à déconseiller.

ROLAND JACCARD.

* *LA MAUVAISE MÈRE*, de Glauco Carloni et Daniela Nobili. Traduit de l'italien par Robert Magliori. Petite Bibliothèque Payot, 185 p., 27 F.

PIERRE DESGRAUPES docteur parmi les docteurs

À première vue, on croit à un recueil d'entretiens. Il y en a tellement... Comme Pierre Desgraupes, de « Lecture pour tous », dans ce genre une réputation d'habile homme et de journaliste intelligent, pourquoi ne pas lire ? On découvre alors qu'il ne s'agit nullement d'une mosaïque, moins encore d'un défilé de vedettes, mais d'une enquête, d'une quête menée sans relâche. Sur quoi ? Sur les grands signes particuliers du temps, sur les audaces des hommes comme sur les inquiétudes qu'elles font naître. L'angoisse, la drogue, l'explosion des mœurs anciennes, bouleversées, éclatées, sans qu'on sache encore si, de cette atomisation, en sort déjà nées de nouvelles.

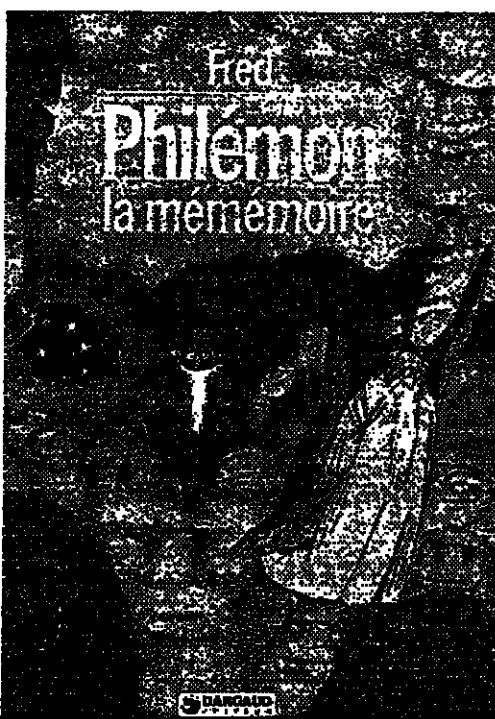
Ceux que fait parler Pierre Desgraupes ne sont pas seulement les psychologues, les psychiatres, les médecins, les sociologues, dont il est depuis longtemps un familier et, à l'occasion, un ami. Ceux-là, « receveurs d'angoisses », que ce soit celle de la pilule ou celle de l'infidélité, celle de l'I.L.M. ou du mariage, votent, jour après jour, des hommes, des femmes, dont les histoires sont celles-là mêmes autour desquelles un Simonon a bâti tant de romans. Ces personnages que fabrique un monde sans chaleur ont aujourd'hui le courage de leur détresse comme de leur espérance, même si elle se remène à l'obscur soubassement d'une assurance de bonjour, ou peut-être seulement à « une explication, acceptable du malheur ».

L'enquête de Pierre Desgraupes, quels que soient les témoins qu'il y fait paraître, ne laisse point, car elle conserve son rythme. Roger Planchon y a sa place aussi bien que François Lhermitte, Maurice Béjart n'y fait point figure d'intrus et y apporte sa pierre autant que Claude Ollivierstein, Jacques Bensoussan, André Malraux et le Père Chenu. La culture, l'art, la recherche, la psychiatrie, la biologie, sont au même titre des indices de civilisation en essor ou en crise. La « mal du siècle » n'est plus celui des élites. Il est descendu dans la rue.

Une fois achevé ce livre sérieux et bien agencé, on s'aperçoit qu'il conviendra très bien aux « honnêtes hommes ». Ils se retrouveront sans gêne ni effort aux côtés de l'un des leurs, docteur parmi les docteurs.

JEAN-MARC THEOLLEYRE.

* *LE MAL DU SIÈCLE*, de Pierre Desgraupes. Grasset, 346 p., 45 F.



Fred Philémon la mémoire

- Un graphisme inimitable, une imagination débordante (Télérama).
- Un auteur à l'imagination fertile, un grand poète de la bande dessinée. (Le figaro)
- Un auteur hors-série (Le Monde).
- Une merveilleuse bande dessinée, pleine de poésie et de rêve — ce que peut réaliser de plus neuf la bande dessinée en tant que mode d'expression. (Journal du Dimanche)

DARGAUD ÉDITEUR

chez votre libraire.

Around de l'Ecole de Francfort

MARTIN JAY
l'imagination dialectique

Histoire de l'Ecole de Francfort 1923-1950

et dans la même collection des textes de
BLOCH HABERMAS HORKHEIMER
et en préparation
ADORNO

Critique de la Politique
Payot

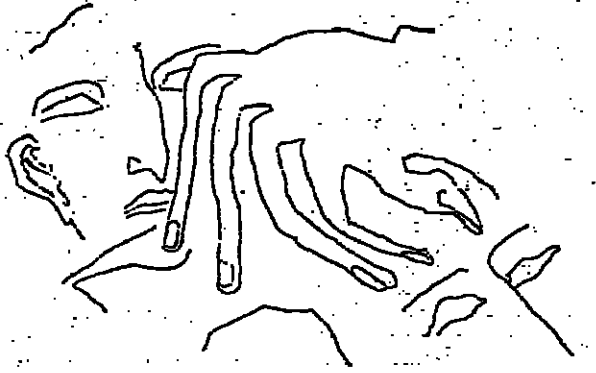
lettres étrangères

LA COLLECTION « VOIX » : UNE AUTRE FAÇON D'ÉCRIRE

● La poésie-vérité, ouverture sur le monde.

P LUTOT qu'esquisser un panorama superficiel et hâtif, L. Albertini et C.G. Björnsen ont préféré, pour nous introduire à la poésie du Nord, réunir chez Maspero des textes de trois poètes. Le Finlandais B. Carpelan qui, reliant la modernité au classicisme, crée dans la Cour un quotidien envahi par la « catastrophe » — misère économique, solitude, meurtre, guerre (p. 38). Néanmoins ses personnages nous défilent de leur « joie » (p. 18) : liesse de posséder un univers intime, rigoureusement caché.

« En fait, il n'existe personne qui n'ait pas un secret pour un autre. C'était notre condition de vie : quelle puisse se vivre en dépit des jours » (p. 25). G. Johannessen, un Norvégien marqué par les surréalistes, comme son pessimisme en investissant sa foi dans une poésie qui se fait action. Sous les coups déraisonnés de la souffrance, la résignation se mue en nécessité : il faut briser les contraintes, être présent à la vie avec une parole lucide. Le Suédois L. Norén, s'inspirant des dessins de C.F. Hill (qui illustrent le recueil), retravaille l'histoire de ce poète qui, d'abord élève de Corot à



* Illustration de Carl Fredrik Hill.

Paris, fut ensuite interné à l'hôpital psychiatrique de Lund (1898-1911). Son langage immédiat et direct, reflétant les convulsions étroites entre sensibilité, folie, imagination et poésie, ouvre au lecteur les espaces insoupçonnés d'une fraternité nouvelle. Ainsi cette anthologie, qui ne se prétend nullement significative de l'état actuel de la poésie nordique, concorde une fois de plus l'option de la collection « Voix ».

En la créant en 1960, Fanchita Gonzalez Batlle voulait pouvoir diffuser « des textes poétiques où domine la sensibilité, face à la réalité » (1). Confronté à la substantielle et opiniâtre réalisation

de ce projet — quarante-neuf volumes réunissant, au-delà des limites du temps et de l'espace, les écrivains les plus différents : V. Parra tout comme Pansanias ou N. Hikmet, — on se trouve obligé de s'interroger. Quelle est sa valeur, sa signification culturelle ? D'autant plus que maints débats ont dénoncé le danger d'une poésie qui se prête à être

consommée comme du folklore. A présent celui-ci fonctionne sur deux registres. D'une part il dénonce le déracinement d'un langage — (bais, chants, etc.) — dans l'emploi duquel, hier encore, une communauté pouvait reconnaître son passé et ses liens. D'autre part, souvent, il témoigne du besoin d'illusion des consommateurs : feindre d'être ensemble, exigeant qui accuse le désespoir et l'incapacité d'affronter, seuls, leur propre vie.

Le paradoxe de la communication

Dans ce contexte, Fanchita Gonzalez Batlle s'obstine à publier ses « Voix ». Echo d'une autre scène, elles sont en même temps ces présences « déchirées » : notre « convention signifiante » : astreintes à crier l'angoisse et l'espoir, leur nécessité découpe la conjonction habituelle du langage et du vécu.

Si j'ai souffert la soif, la faim, tout ce qui était mien et qui ne fut plus rien, si j'ai fusillé les ombres en silence, il me reste la parole (2).

Dans le dénuement, la communion redéfinirait-elle possible ? Le poids de la douleur serait-il la seule condition pour transfigurer le rapport vie-mort, du fait que n'importe quel malheur se trouve métamorphosé par le partage ? La parole de l'écrivain catalyse les phantasmes et les désirs insavoués, mais, en les mobilisant, elle trouve sa réponse : de même que le lecteur, capable d'accueillir, se voit consolé. Si le malaise agit comme un aimant sur les insatisfactions, dans cet espace, invisible et imaginaire, se cristallise l'espoir du changement possible.

En poursuivant son œuvre, Fanchita Gonzalez Batlle veut montrer la force d'une poésie qui, ouverte sur le quotidien, déclare possible la fraternité parmi les hommes différents. En cela, n'a-t-elle pas rejoint l'écriture féminine, inaugurant, par ailleurs, un autre style ? Les femmes, aujourd'hui, en écrivant, décentrent et recentrent les lois de la communication. De plus en plus elles transgressent la barrière qui oppose « théorie » à « poésie », faisant exploser la pauvreté existentielle.

★ LES NOCES NÉCESSAIRES, de Dumitru Tsepeneag. Traduit du roumain par Alain Farnit. Flammarion (coll. « Textes », dirigée par Paul Otschakovsky-Lauress). 197 pages. 35 francs.

★ VIVRE EN DÉPIT DES JOURS, trois poètes du Nord présentés et traduits par Lucie Albertini et C.G. Björnsen. Collection « Voix ». Maspero. 148 pages. 39 francs.

Tsépeneag et la mythologie danubienne

● Un romancier roumain d'avant-garde s'inspire d'une vieille légende des Carpates.

D EPUIS l'évasion onirique jusqu'à la mythologie danubienne, chère à Eliade, Tsépeneag aura fait du chemin. Dans *Épaves d'attente* (1), l'écrivain était en surplis. Il trouvait refuge dans une « production » illégitime, égarée, impudique, démentie par l'inconscient. Car la psychanalyse et le surréalisme ont toujours fait bon ménage. Leur mariage, cependant, dans ces textes excessivement sophistiqués, paraissait précipité, miné par l'attente et par l'aridité.

Déjà dans *Arpiéges* (2), où le temps, l'anecdote et les personnages demeurent écartés, une ligne mélodique nécessaire se dessine. Le livre est imprégné d'une chaleur secrète, rare dans la banquise du nouveau roman. L'économie des moyens, peu pratiquée dans les lettres roumaines, fait pressentir ici un auteur important. Le voici maintenant qui tient ses promesses. Sans renoncer aux techniques d'avant-garde, abandonnant l'attente gratuite exigée par une modernité « à la mode », il retrouve un mythe conservé par la sagesse populaire et le réajoute.

Un cérémonial grandiose

Une vieille ballade roumaine, *Mioriza*, raconte l'histoire d'un berger assassiné, pendant la transhumance, par deux de ses compagnons jaloux de la beauté et de la richesse de ses troupeaux. Informé auparavant par son agnelle prénée du sort qui l'attend, le berger, nullement épouvanté, dit sa conception

poétique de la mort : épousailles avec le cosmos, cérémonial grandiose où la terre et le feu, les planètes et les galaxies participent dans la joie. Fumées-fêtes de vie, d'où tout chagrin et tout regret sont absents. Cette légende qui nous arrive de la proto-histoire, nous la retrouvons dans les territoires jadis occupés par les Thraces, par les Scythes, mais c'est en l'espace roumain, sans doute, qu'elle a trouvé son expression la plus achevée. Qu'en a fait Tsépeneag ?

Eros et Thanatos dans un bourg de province

Berger, un petit professeur de province est aimé par Agnès, son élève préférée, mais c'est une autre qu'il doit épouser, la Mort, figurée par une joyeuse rombière de village. Dumont et Duval (3), ses collègues, envieux de son prestige et de l'amour qu'il inspire aux élèves, ourdisent sa perte. L'inspecteur, à qui un rapport sera envoyé, viendra participer aux noces de Berger, accusé de stupre, d'ivrognerie, de fornication et de débâche d'élèves. Agnès, sa petite bien-aimée, l'informe de l'ignoble intrigue.

Libéré par la contemplation attentive de ses propres fantasmes, Berger le professeur adoptera face à sa mort sociale la sérénité du mythe berger roumain. La mort n'est-elle pas inscrite dans le cycle éternel de la vie et de l'amour ? On aime épouser le diable d'Eros et de Thanatos qui se sont donnés

(1) Flammarion, « Textes », 1971.
(2) Flammarion, « Textes », 1972.
(3) Une correspondance existe entre les noms des personnages du texte français et ceux de la ballade roumaine : le berger, le montagnard (Dumont), l'homme de la plaine (Duval), l'agnelle (Agnès).

NAGEL

ENCYCLOPÉDIE DE VOYAGE

ENCYCLOPÉDIE DE VOYAGE

pour chaque pays

Vient de paraître : LE BONAPARTISME

Phénomène historique et mythe politique, 172 p. (Actes du colloque franco-allemand d'Angers 1975). Contributions de MM. Jean TULAND, Philippe VIGNES, Louis GUYARD, Pierre BARRAT, René RAYMOND (« Bonapartisme » et Gaullisme) et autres.

Adresse de souscription (F 68) : « l'Ami de P. 122 » ou demande de prospectus à l'Éditeur HENRI LAFONT, 106 rue de la Harpe, 75006 Paris, Tél. 870.25.54 et 727.70.92

SEUL

« Lorsque Tahar Ben Jelloun parle pour ces immigrés, il faut absolument qu'il soit écouté » (Le Nouvel Observateur (Jean Ziegler)).

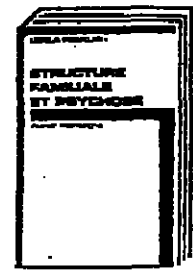
Pour la première fois, nous pénétrons par effraction dans la tête et le cœur de ces hommes que nous croisons sans les voir. La Monde (Pierre Masson Ponté)

Tahar Ben Jelloun
La plus haute des solitudes

Coll. Combats dirigés par C. Durand 178 p. 32 F



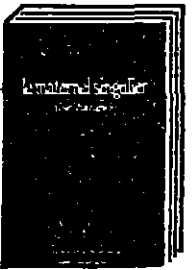
AUBIER MONTAIGNE
13, Quai Conti - Paris 6^e



GISELA PANKOW
Structure familiale et psychose
39 F



BERNARD THIS
Naitre... et sourire
55 F



ILSE BARANDE
Le maternel singulier
Freud et Léonard de Vinci
38 F

LA PENSÉE UNIVERSELLE

Important Editeur Parisien

recherche pour création et lancement de nouvelles collections

manuscrits inédits de romans, poésies, essais, théâtre. Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision.

Adresser manuscrits et C.V.

3 bis Quai aux Fleurs 75004 PARIS

Conditions d'édition fixées par contrat régi par l'article 49 de la loi du 11 Mars 1957 sur la propriété littéraire.

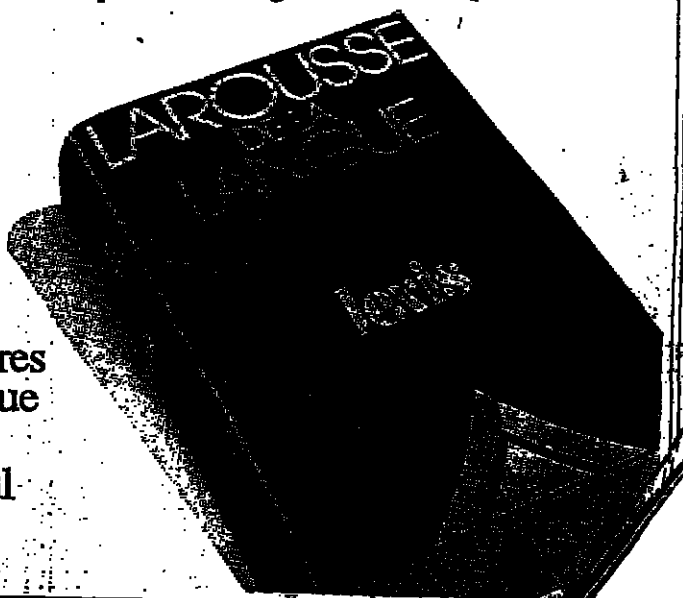
LAROUSSE DE LA LANGUE FRANÇAISE lexis

plus de 70 000 mots

une richesse exceptionnelle en renseignements sur les mots un choix exemplaire de citations, classiques et contemporaines le seul dictionnaire à posséder une grammaire complète

119 F

le plus riche de tous les dictionnaires de la langue française en un seul volume



Bernard GAVOTY
de l'institut

Alfred CORTOT

On peut dire de lui ce qu'on écrit de Chopin : il y a le piano avant Cortot et le piano après lui

Buchet/Chastel

Autour de l'École de France

l'imagination dialectique

la langue française

la poésie

la prose

la critique

la philosophie

la science

la religion

la morale

entretien

Günter Grass: je suis fatigué du présent...

● **L'écrivain allemand s'explique ici sur son dernier roman, événement littéraire en République fédérale.**

« **C**OMMENT présenter un livre de 700 pages ? Le titre, *Le Turbot*, se réfère à un conte bas-allemand, *Vom Fischer und seiner Frau*, le pêcheur et sa femme. C'est un conte très beau, dramatique, mais plutôt anti-féministe. Il est, l'épouse du pêcheur, émet des vœux de plus en plus ambigus, et le brave homme à qui le turbot a promis de les exaucer à honte du caractère insatiable de sa femme. Elle veut tout d'abord posséder une maison de pierre, puis devenir reine, impératrice — et enfin elle veut être Dieu. A ce moment-là, tous deux se trouvent ramenés dans leur petite hutte. J'ai repris cette histoire en la modifiant. Le livre commence à l'âge de pierre et le mariage se termine. Pêché par le narrateur (qui est moi), le turbot s'offre à devenir le conseiller des hommes. Il conduit notre monde à une conception virile du pouvoir et de la morale. Les femmes sont réduites à leur rôle bien connu, avec très peu de possibilités de développement.

» Au début des années 1970, le turbot retourne volontairement dans la baie de Lübeck et se fait pêcher par trois féministes. Il leur dit : « Je suis las des hommes. Ils ont abusé de la puissance que je leur avais donnée, il ne me reste qu'une solution, c'est de soutenir à l'avenir la cause des femmes, si vous me libérez. » Mais les féministes ne le libèrent pas, elles l'emmenent à terre et, dans un cinéma désaffecté de Berlin, elles réunissent un tribunal pour le juger. Le procès du turbot traverse le livre, comme une sorte de jeu satirique représentant tous les événements

historiques que j'expose tandis que je raconte en même temps l'histoire de notre nourriture. Le point de vue masculin est défendu par moi, le narrateur qui réapparaît à travers les siècles sous différents rôles, et par le turbot.

● **Le livre survoile ainsi toute l'histoire du monde. Le narrateur se nomme l'évêque Adalbert en 997, l'oursier Stilling en 1378 — date d'un soulèvement d'artisans que vous mettez en parallèle avec la révolte des ouvriers des chantiers navals à Gdansk et Gdynia en 1970. Pensez-vous aborder l'histoire de plus près par l'intermédiaire des « histoires » ?**

— Notre manière d'écrire l'histoire, notre manière classique, qui, certes, se donne pour authentique, je la considère vraiment comme de la fiction. Comme une fiction malhonnête, car elle n'a pas la force de s'avouer telle. Nos connaissances historiques sont pleines de lacunes, car nous ne tirons de l'histoire que des valeurs de papier, des documents livrés par le hasard et qui furent écrits tendancieusement à leur époque. L'écrivain, avec son imagination exacte, son vaste pouvoir de représentation, bouche les trous. Non seulement il reconstitue le processus politique, mais il ajoute d'autres éléments, non moins historiques, comme le développement de la nourriture.

● **Utilisez-vous ainsi l'histoire chez les Allemands un nouvel intérêt pour l'histoire ?**

— Au commencement des années 70, à la suite des manifestations étudiantes, certains groupes de jeunes ont montré de l'hostilité envers l'histoire. Ils ont prétendu que l'on pouvait s'appuyer entièrement sur le présent pour agir. Depuis, ils ont reconnu d'eux-mêmes leur erreur. En les invitant à comprendre l'histoire comme une suite d'expériences vécues, comme une possibilité de développer l'imagination, comme une invitation à sortir d'un présent amoindri par notre

rationalisme, j'espère ainsi modeler un peu d'avenir.

● **Ce roman, si positif, semble né de deux impulsions négatives. Tout d'abord, une inquiétude devant le féminisme. Et puis une lassitude que résume un mot au cours du récit : « Je suis fatigué du présent. »**

— Ce livre n'aurait pu être écrit sans la provocation du mouvement féministe et sa volonté d'émancipation. Mais je ne considère pas cette émancipation comme un phénomène particulier à nos jours. Cela remonte très loin dans le dix-neuvième siècle, surtout en Allemagne.

La nourriture et la culture

C'est une tradition du tout premier socialisme, pensez au livre de Bebel, *Die Frau und der Sozialismus* (La Femme et le Socialisme) ou à Clara Zetkin. Cette tradition est aujourd'hui oubliée par la plupart des féministes, qui, au moins en Allemagne, viennent surtout de la moyenne bourgeoisie ou des couches supérieures de la société. La masse des femmes, les ménagères, celles qui travaillent à la chaîne, qui, elles aussi, ont besoin d'émancipation, sont à peine prises en considération. On les expédie avec quelques belles paroles.

» Cela dit, cette exigence féminine plonge les hommes dans l'inquiétude. Et c'est à partir de cette inquiétude, dont j'ai moi-même fait l'expérience, que j'ai écrit ce livre, qui traite parallèlement de l'importance existentielle de la nourriture, du boire

et du manger, et pénètre ainsi tout le vécu. La nourriture a été déçue de sa valeur existentielle par un comportement puritain. Le capitalisme et le socialisme sont deux comportements puritains, fixés sur le travail et l'éthique du travail. J'inverse ces positions. Je dis que la nourriture est la question centrale, le point d'où tout part. Cela donne naturellement au livre ce que vous appelez son côté positif : une sensualité qui comprend la nourriture non comme quelque chose qui rassasie, mais comme une partie de notre culture, ou même la source de notre culture.

» Quant aux autres inquiétudes, la « fatigue du présent », elles viennent du temps où nous vivons. Nous sommes réduits à une politique quotidienne pragmatique, à une mentalité de compagnie d'assurance sur la vie. Ce besoin asepté de sécurité limite à tel point notre idée du présent que l'imagination, la joie de vivre au sens démodé du mot, peuvent à peine se développer. Les jeunes le remarquent avec une force particulière. Ils jouissent d'une sécurité totale. Enfants choyés de l'après-guerre, ils ont grandi en trente années de paix et ils n'ont plus de goût ni pour le passé ni pour l'avenir. Ils errent dans notre présent avec ennui, sans être motivés par quoi que ce soit. De là cette phrase, « je suis fatigué du présent », et ma tentative d'élargir ce présent, par la conscience du passé et l'ouverture sur l'avenir.

● **Utilisez-vous l'autorité croissante que vous donne le succès de votre livre pour intervenir en faveur du maintien de la liberté en Allemagne et dans les autres pays ?**

— Pour le moment, je suis en train de me détacher des cinq années pendant lesquelles j'ai



★ Copyright Tim.

travaillé à ce livre. J'effectue actuellement une tournée de lecture de mon roman et j'en profite pour présenter un auteur, à mes yeux très important. Il vit en République fédérale allemande, c'est là qu'il a écrit son livre, *Versuche Wäre*, mais il n'a pas pu le faire publier. Il se nomme Hans Joachim Schädlich. A la fin de chacune des séances, je lis un de ses récits qui décrit la pratique politique quotidienne en R.D.A. Elle démasque, en même temps, un comportement qui s'étend aussi en République fédérale.

» Les deux littératures allemandes, qui se sont développées pendant trente ans dans des conditions souvent opposées, ont quand même un rapport l'une avec l'autre : elles constituent même le seul élément commun positif entre les deux Allemagnes. La R.D.A., qui tient à son séparatisme, refuse ce tronc commun. La République fédérale l'ignore. Je ne me rappelle pas qu'un député quelconque au Bundestag ait jamais fait dans un discours une allusion à cette communauté des deux littératures.

» C'est cela qui sera le prochain point de départ de mon action

politique. A notre époque, la liberté péniblement conquise en République fédérale et ailleurs est mise en jeu avec légèreté, au nom d'un hystérique besoin de sécurité et dans l'incapacité où l'on est de vivre les crises. La littérature peut rendre attentif à ce danger. Les démocraties parlementaires posent, à juste titre, comme condition préalable à la démocratie, la pluralité des opinions. Elles renoncent à elles-mêmes si elles limitent cette pluralité qui fait d'elles la seule alternative aux sociétés fermées. C'est pour cela que je travaille, avec Heinrich Böll et Carola Stern, à une revue, *L 76*, qui paraît depuis un an et sert de forum à un socialisme démocratique. Des socialistes du bloc-Est, qui sont encore là-bas, ou qui ont émigré, ou qui ont été expulsés, y trouvent une tribune commune avec les socialistes démocrates des pays de l'Ouest. Ils ouvrent ainsi une perspective qui, dans l'alternative où nous sommes, permet d'échapper à la fois au système capitaliste occidental et au capitalisme d'Etat communiste.

Propos recueillis par NICOLE CASANOVA.

Les romanciers sont rentrés.

Flammarion.



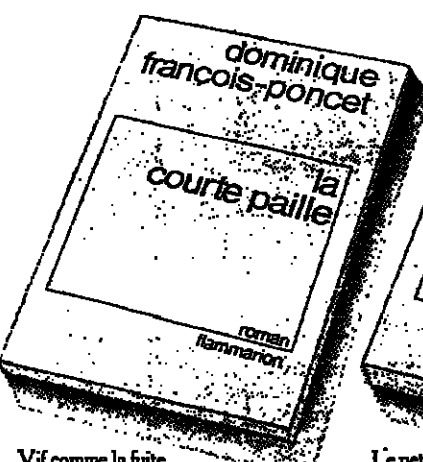
Une belle légende roumaine transposée dans la vie d'aujourd'hui. Une vision optimiste de la mort, cérémonial grandiose auquel participent tous les éléments de l'univers. Loin d'être macabre, *Les noces nécessaires* sont des romans poétiques. A lire avec philosophie. Dumitru Tsepeneag. *Les noces nécessaires* - 38 F.



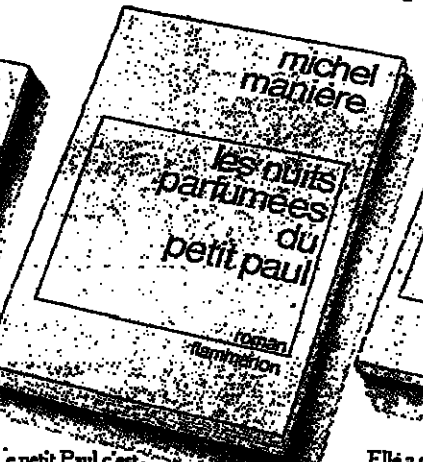
Pénétrer dans un asile de vieillards à la suite d'un homme de quarante ans qui a décidé de se retirer du monde, c'est découvrir un univers de l'au-delà où l'on regarde notre vie et celle des autres à travers un miroir déformant. A lire avec lucidité. Michel Arrivé. *Les remembrances du vieillard idiot* - 32 F.



Rêve et voyage étroitement mêlés, narration aussi, ce livre est une conversation entre l'ami et l'amante, où les échanges amoureux se confondent avec un voyage dans une ville d'eau et de canaux : Amsterdam. A lire avec lyrisme. Danièle Salenave. *Le voyage d'Amsterdam ou les règles de la conversation* - 42 F.



Vif comme la foudre, frais comme la jeunesse, tendre comme l'amour, passionnant comme une histoire romanesque, romancé comme une histoire vraie, vous n'aimerez pas seulement ce roman par hasard. Même si la courte paille est un jeu. A lire avec plaisir. Dominique François-Poncet. *La courte paille* - 32 F.



Le petit Paul c'est l'enfant du. Le seul être qui reflète la pureté dans un monde obscur. Pour Thomas, qui a choisi en la personne de Paul un refuge, l'angelisme paraît être la voie unique de sa vie. A lire avec douceur. Michel Manière. *Les nuits parfumées du petit Paul* - 38 F.



Elle a dix-huit ans. Il a vingt ans. On les voit traîner la nuit dans la ville. Ils passent l'hiver à perdre haleine, en méprisant le temps et l'économie. Ils passent. Ils sont jeunes, aujourd'hui. A lire avec gravité. Alain Leblanc. *Une fille pour l'hiver* - 32 F.

nous la ballade

roman des manuscrits inachevés



éditions rupture

232 pages, 37 F. Diffusion Hachette

Théâtre des Champs-Élysées - 27 octobre et 7 novembre - 20 h 30
deux réactifs de piano
DANIEL BARENBOÏM
Jeudi 27 octobre : **SCHEERST**
Lundi 7 novembre : **BEETHOVEN**
(O.A.L. Valmalette.)

DROUOT
Rive Gauche
Cie des Commissaires Priseurs de Paris
GARE D'ORSAY - 7, QUAI ANATOLE-FRANCE
75007 PARIS - Tél. 544-38-72 - Télex 270906

LUNDI 10 OCTOBRE (Exposition samedi 8)
S. 1. - Tableaux anc. Céramique. Mobil. anc. M^{re} Oger. MM. Bérard, Revillon d'Arneval.
S. 2. - Tr. bel. four. M^{re} le Blanc.
S. 3. - Obj. d'art d'Extr.-Orient. Meub. de style. M^{re} Chayette (SCP). M. Fortier.
S. 4. - Objets d'art et d'ameub. des XVIII^e et XIX^e s. M^{re} Ader, Picard, Tajan. M. J.-P. Dillie.
S. 5. - Livres anciens illustrés d. XIX^e et XX^e s. Editions originales. M^{re} Ader, Picard, Tajan. MM. L. Leconte, P. Meudant.
S. 6. - Bons meubles. M^{re} Landu, Guilleux, Raffetand, Tailleur.
S. 7. - Meub. M^{re} Chambaudand.

MARDI 11 OCTOBRE (Exposition lundi 10)
S. 8. - Objets d'art et d'ameub. des XVIII^e et XIX^e s. M^{re} Ader, Picard, Tajan. M. J.-P. Dillie.
S. 9. - Livres anciens illustrés d. XIX^e et XX^e s. Editions originales. M^{re} Ader, Picard, Tajan. MM. L. Leconte, P. Meudant.
S. 10. - Bons meubles. M^{re} Landu, Guilleux, Raffetand, Tailleur.
S. 11. - Meub. M^{re} Chambaudand.

MERCREDI 12 OCTOBRE (Exposition mardi 11)
S. 12. - Objets d'art et d'ameub. des XVIII^e et XIX^e s. M^{re} Ader, Picard, Tajan. M. J.-P. Dillie.
S. 13. - Livres anciens illustrés d. XIX^e et XX^e s. Editions originales. M^{re} Ader, Picard, Tajan. MM. L. Leconte, P. Meudant.
S. 14. - Bons meubles. M^{re} Landu, Guilleux, Raffetand, Tailleur.
S. 15. - Meub. M^{re} Chambaudand.

MERCREDI 12, JEUDI 13, VENDREDI 14 OCTOBRE (Exposition mercredi 12)
S. 16. - Objets d'art et d'ameub. des XVIII^e et XIX^e s. M^{re} Ader, Picard, Tajan. M. J.-P. Dillie.
S. 17. - Livres anciens illustrés d. XIX^e et XX^e s. Editions originales. M^{re} Ader, Picard, Tajan. MM. L. Leconte, P. Meudant.
S. 18. - Bons meubles. M^{re} Landu, Guilleux, Raffetand, Tailleur.
S. 19. - Meub. M^{re} Chambaudand.

JEUDI 13 OCTOBRE (Exposition mercredi 12)
S. 20. - Objets d'art et d'ameub. des XVIII^e et XIX^e s. M^{re} Ader, Picard, Tajan. M. J.-P. Dillie.
S. 21. - Livres anciens illustrés d. XIX^e et XX^e s. Editions originales. M^{re} Ader, Picard, Tajan. MM. L. Leconte, P. Meudant.
S. 22. - Bons meubles. M^{re} Landu, Guilleux, Raffetand, Tailleur.
S. 23. - Meub. M^{re} Chambaudand.

VENDREDI 14 OCTOBRE (Exposition jeudi 13)
S. 24. - Objets d'art et d'ameub. des XVIII^e et XIX^e s. M^{re} Ader, Picard, Tajan. M. J.-P. Dillie.
S. 25. - Livres anciens illustrés d. XIX^e et XX^e s. Editions originales. M^{re} Ader, Picard, Tajan. MM. L. Leconte, P. Meudant.
S. 26. - Bons meubles. M^{re} Landu, Guilleux, Raffetand, Tailleur.
S. 27. - Meub. M^{re} Chambaudand.

SAMEDI 15 OCTOBRE A 14 H.
S. 28. - Objets d'art et d'ameub. des XVIII^e et XIX^e s. M^{re} Ader, Picard, Tajan. M. J.-P. Dillie.
S. 29. - Livres anciens illustrés d. XIX^e et XX^e s. Editions originales. M^{re} Ader, Picard, Tajan. MM. L. Leconte, P. Meudant.
S. 30. - Bons meubles. M^{re} Landu, Guilleux, Raffetand, Tailleur.
S. 31. - Meub. M^{re} Chambaudand.

SAMEDI 15 OCTOBRE A 16 H. (Exposition de 11 h. à 15 h. 30)
S. 32. - Objets d'art et d'ameub. des XVIII^e et XIX^e s. M^{re} Ader, Picard, Tajan. M. J.-P. Dillie.
S. 33. - Livres anciens illustrés d. XIX^e et XX^e s. Editions originales. M^{re} Ader, Picard, Tajan. MM. L. Leconte, P. Meudant.
S. 34. - Bons meubles. M^{re} Landu, Guilleux, Raffetand, Tailleur.
S. 35. - Meub. M^{re} Chambaudand.

Etudes annonçant les ventes de la semaine
— Ader, Picard, Tajan, 12, rue Favart (75002), 742-95-77
— BENOÎTE, 8, rue La Boétie (75008), 263-79-50
— LE BLANC, 32, avenue de l'Opéra (75001), 073-99-78
— CHAMBRELAND, 1, rue Rossini (75009), 770-16-88
— CHAYETTE S.C.P., 10, rue Rossini (75009), 770-38-89
— COUTURIER, NICOLAY, 51, rue de Bellechasse (75007), 555-85-44
— DELOREZ, 2, rue de Valenciennes (75009), 265-57-53
— GODEAU, SOLANET, AUDAP, 32, rue Drouot (75009), 770-15-53
— 770-87-88
— LAUREN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS LAUREN), 1, rue de Lille (75007), 280-34-11
— MICHAUD, 21, rue de Longchamp (75016), 553-74-84
— OGER, 22, rue Drouot (75009), 525-38-66
— PESSIEREY, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 770-38-38
— RIBAUDY-MENETIERE, LENORMAND, 12, rue Hippolyte-Lebas (75009), 878-13-83
— ROGEON, 16, rue Milton (75009), 878-81-06.

TEP
du 7 octobre au 8 novembre
RISIBLES AMOURS
de Milan KUNDERA
mise en scène : J. LASSALLE
AU PETIT TEP
17 rue Malte-Brun - Paris 20^e
métro Gambetta - Tél. 636.79.09

6^e SALON DE PEINTURE
au Moulin Neuf,
route de Boissy-le-Forêt,
78300 SAINT-ARNOULT.
du samedi 8 octobre au 16 oct.
de 9 h. à 19 h.

ELYSEE-MONTMARTRE
REPRISE
Oh! Calcutta
15 h - 18 h - 20 h - 21 h 50
20, RUE CUJAS 5^e - 033-89-22

à partir du 11 octobre
PEINES DE COEUR
d'une
CHATTE ANGLAISE
PAR LE GROUPE TSE
THEATRE GERARD PHILIPPE
St. Denis
50 boulevard Jules-Guesde - tél. 243.00.59
location théâtre - Fée - Copie - Agence

STUDIO CUJAS
à 14 h - 16 h - 17 h 50
20 h - 21 h 50
CARRIE (vo)
de Brian de Palma
20, RUE CUJAS 5^e - 033-89-22

PARAMOUNT ELYSEES 10 - PARAMOUNT MARIVAUX 17
PARAMOUNT MAILLOT 17 - PARAMOUNT MONTMARTRE 17
PARAMOUNT GALAXIE 17 - STUDIO JEAN COCTEAU 10

Un excellent policier ou plane
constamment l'ombre
d'Humphrey Bogart
L'EXPRESS

Le chat connaît l'assassin
ART CARNEY, LILY TOMLIN
"LE CHAT CONNAÎT L'ASSASSIN"

Théâtre Cité Universitaire
HEDDA GABLER
de H. IBSEN
réalisation Claude RISAC
du 4 octobre au 19 novembre
21, boulevard Jourdan Paris 14^e

CHAILLOT THEATRE NATIONAL
direction : André-Louis Perinetti
du 4 au 26 Novembre
avec le concours de l'Association Française d'Action Artistique
les Spectacles ALAP en accord avec le FESTIVAL D'AUTOMNE PARIS 77 les Spectacles LUMEROSI
présentent pour la première fois à Paris
LE THEATRE DE LA TAGANKA DE MOSCOU
DIRECTEUR ET METTEUR EN SCÈNE : IOURI LIOUBIMOV
Traduction simultanée
LA MÈRE d'après Maxim Gorki
4 - 5 - 6 - 19 - 20 - 25 - 26 Novembre à 20 h 15 / 5 - 6 - 20 Novembre à 15 h.
DIX JOURS QUI ÉBRANLÈRENT LE MONDE d'après John Reed
8 - 9 - 10 - 11 - 12 - 13 - 23 - 24 Novembre à 20 h 15 / 12 - 13 Novembre à 15 h.
ÉCOUTEZ MAIAKOVSKI. Tableaux de la vie d'un poète
15 - 16 Novembre à 20 h 15.
HAMLET de William Shakespeare
17 - 18 - 22 Novembre à 20 h 15.
PRIX DES PLACES : 40 F et 60 F - COLLECTIVITES-ETUDIANTS : 30 F
LOCATION PAR CORRESPONDANCE
Bon à adresser au THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT
1, place du Trocadéro - 75116 PARIS

Nom : _____
Adresse : _____
Titres des spectacles : _____ Tél. : _____
Places : _____ DATES : _____
Nombre : _____ Prix : _____ 1^{er} CHOIX
2^e CHOIX
3^e CHOIX
Joindre obligatoirement à votre demande : une enveloppe timbrée à votre adresse pour l'envoi de vos billets numérotés.
Par spectacle : un chèque postal à l'ordre de M. l'Agent Comptable du T.N.C., ou un chèque bancaire à l'ordre du T.N.C., agence comptable.
LOCATION
— Au guichet du THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT - 1, place du Trocadéro, 75116 PARIS, tous les jours de 11 h à 19 h (sauf dimanches et fêtes). — Par téléphone au 727.81.15.

COLISÉE - GAUMONT OPÉRA - MONTMARTRE 83 - LES 3 MURAT
LA FAUVETTE - CLICHY PATHE - Périphérie : MARLY ENGHEN
MULTICINE Champigny - BELLE-ÉPINE PATHE Thiais - GAUMONT Evry
CYRANO Versailles

guidé Robert et Catherine Winter présente
l'Amour en herbe
Un film de Roger Andrieux
avec
Raoul Meyer
Guillaume Dubois
Bruno Raffaelli
Alex Mathis
François Druot
et
Michel Galabru

MAISON DE LA CULTURE
DE NANTERRE
THEATRE DES AMANDIERS
DIRECTION PIERRE DESAUCHE
7, Avenue Pablo Picasso - NANTERRE
en collaboration avec le Festival d'Automne

BALLETS MERCE CUNNINGHAM
2 programmes
des créations
du 4 au 16 octobre

location : 10, rue de la Grange-Batelière - 75009 - 770-38-38
ou au guichet du théâtre - 7, Avenue Pablo Picasso - 92000 - 727-81-15
tarifs : 20 F - 30 F - 40 F - 50 F - 60 F - 70 F - 80 F - 90 F - 100 F

UGC NORMANDIE (vf) - UGC ODÉON (vf) - BONAPARTE (vf)
STUDIO RASPAIL (vf) - CAMÉO (vf) - ABC (vf)
BIENVENUE MONTMARTRE (vf) - MISTRAL (vf) - UGC Gobelins (vf)
MAGIC CONVENTION (vf) - UGC GARE DE LYON (vf) et Périphérie

Après "Portier de Nuit"
le nouveau film de
Liliana Cavani
AU-DELA DU BIEN ET DU MAL
avec DOMINIQUE SANDA
ERLAND JOSEPHSON ROBERT POWELL
VIRNA LISI
Grand Prix des Lectrices de Elle

GAUMONT AMBASSADE
MONTMARTRE PATHE
CLINT PALACE
MULTICINE Champigny
STUDIO Party 2
AVIATIC Le Bourget

GAUMONT ELYSEES - GAUMONT RICHÉLIEU - BERLITZ - WEPLER PATHE
STUDIO ST-GERMAIN - GAUMONT SUD - CAMBROUHE - GAUMONT GAMBETTA
VICTOR HUGO - CINEVOS ST LAZARE - GAUMONT BOSQUET
PATHE Belle Épine - GAUMONT Evry - TRICYCLE Assnières
FRANCAIS Enghien - CLUB Maisons-Alfort - FLAMADES Suresnes
VELIZY 2 Velizy - ANEL Rueil

Jean-Paul Belmondo
Raquel Welch
L'Animal
Claude Zili
Michel Andrieux

théâtres

cinémas

ETTORE SCOLA
SOPHIA / MARCEL
LOREN / MASTROU
UNE JOURNÉE PARTICULIÈRE
UN VÉRITABLE
chef d'œuvre

Opéra 150

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées
Opéra, 19 h. 30 : Ballet G.R.T.O.P.
Comédie-Française, 20 h. 30 : Lorenzaccio.
T.E.P., 20 h. : Main basse sur la ville ; Juliette et le temps (films).

Les salles municipales
Châtelet, 20 h. 30 : Volga.

Les autres salles

Aire libre - Montparnasse, 22 h. : Roulis rouges.
Antoine, 20 h. 30 : Les Parents terribles.
Art-Hébertot, 20 h. 45 : Si t'es beau, t'es con.
Atelier, 21 h. : Le Palais.
Athènes, 21 h. : Equus.
Bibliothèque-Opéra, 21 h. : La Jeune Fille Violaine.
Cartoucherie, Théâtre de l'Aquarium, 21 h. : Les Félus à New-York.
Centre culturel suédois, 20 h. 30 : Mademoiselle Julie.
Cité internationale, la Galerie, 21 h. : Heidi Gabler.
Grand Théâtre, 21 h. : Trousseau Louverture.
Théâtre de l'Épée-de-Bois, 21 h. : Madras.
Comédie des Champs - Élysées, 20 h. 45 : Le Bateau pour Lipain.
Edmond-VII, 21 h. : Un ennemi du peuple.
Épique Saint-Germain-des-Prés, 21 h. : Le Prophète.
Episcopat, 21 h. : Belle ombre.
Gaité-Montparnasse, 20 h. 45 : Récital Pierre Louki.
Gymnase, 21 h. : Arrête ton cinéma.
Bouffes, 20 h. 45 : La Cantatrice chauve ; Le Léon.
Il Théâtre, 20 h. 30 : Les Égéries.
La Bruyère, 21 h. : Quasi-Quasi.
Lucernaire, Théâtre noir, 18 h. 30 : La Belle Vie ; 20 h. : Penthesilée ; 22 h. 30 : R. Wagner.
Théâtre rouge, 20 h. 30 : Les Égéries.
Madeleine, 21 h. : Peau de vache.
Mathurins, 20 h. 45 : La ville dont le prince est un enfant.
Michodière, 20 h. 30 : Pauvre assassin.
Mouffetard, 21 h. : Éros et la mort.
22 h. 30 : Un drame musical instantané.
Œuvre, 21 h. : La Magouille.
Palais-Royal, 20 h. 30 : La Cage aux folles.
Palais, 21 h. : Eulabour de Zoua.
Félicité, 20 h. 45 : Oul.
Poche-Montparnasse, 21 h. : Sigismond.
Porte-Saint-Martin, 21 h. : Pas d'orchestres pour miss Blandin.
Récitier, 20 h. 30 : Jean Harlow contre Billy the Kid.
Studio des Champs-Élysées, 21 h. : Les Dames du jeudi.
Théâtre-en-Rond, 21 h. : Le Voyage vertical.
Théâtre du Marais, 20 h. 30 : Le Cosmonaute agricole.
Théâtre Odéon, 18 h. 30 : Les Derniers Hommes.
21 h. : Rodogune.

(*) Films interdits aux moins de treize ans.
(**) Films interdits aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillet, 15 h. : Kermesse funèbre, de S. M. Eisenstein ; 19 h. : Regards sur les cinéastes français sur terre ; Salut Jérusalem, de H. Chapier ; 20 h. 30 : Séminaire du cinéma israélien ; Trois Chansons d'A. Siffert ; 22 h. 30 : Le Diabolique Dr Mabuse, de F. Lang.

Les exclusivités

ACCELERATION PUNK (Angl., v.o.) : Vidéo, 6* (325-60-34).
AIDA (Fr.), Lucernaire, 6* (544-57-24).
L'AMÉRICAIN (Angl., v.o.) : Quintette, 5* (033-35-09) ; Gaumont-Rive-Gauche, 6* (548-26-36) ; 14-Juillet-Parnasse, 6* (238-58-00) ; Élysées-Lincoln, 6* (350-36-14) ; Olympie-Entreprise, 14* (542-67-42) ; V.F. : Impérial, 6* (742-72-22) ; Nations, 12* (310-04-67).
L'AMOUR EN HERBE (Fr.), Montparnasse 60, 6* (544-14-37) ; Colisée, 6* (359-29-48) ; Gaumont-Opéra, 6* (542-67-42) ; Fauré, 13* (531-56-81) ; Marat, 16* (288-09-75) ; Clichy-Pathe, 18* (522-37-41).
ANNIE HALL (A., v.o.) : Bouffes, 6* (033-35-09) ; Paramount-Opéra, 6* (325-50-31) ; Publicis Champs-Élysées, 6* (350-36-14) ; Publicis Maitland, 6* (259-01-97) ; V.F. :

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles - LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34 (de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Jeudi 6 octobre

Théâtre d'Orsay, grande salle, 20 h. 30 : Harold et Maude. - Petite salle : Les Libérés de La Fontaine.
Théâtre de la Plaine, 20 h. 30 : L'ombre du conte.
Théâtre la Fenêche, 20 h. 30 : Le Retour.
Théâtre 13, 20 h. 45 : Renaud et Armelle.
Théâtre Tristan-Bernard, 18 h. 30 : Le Troisième Témoin ; 21 h. : Divorce à la française.
Variétés, 20 h. 30 : Fête de Broadway.

La danse

Centre culturel du Marais, 20 h. 30 : Silence.
Palais des sports, 20 h. 30 : Ballet chorégraphique sur glace.
Musée Guimet, 20 h. 30 : Rajika Pari.

Les théâtres de banlieue

Boulogne, T.B.B., 20 h. 30 : Les Aiguilles.
Ivry, Salle des fêtes, 21 h. : Grise-lidie.

Les cafés-théâtres

Au Bec Fin, 20 h. 45 : Le Moif ; 22 h. : On a le veuvage de ses arrières ; 23 h. : C'est pas toujours facile ; 0 h. 15 : Qui m'ailes y pousse.
Au Coupe-Chou, 20 h. 30 : L'improvisation du Palais-Royal ; 22 h. : Les Frères ennemis ; 23 h. 30 : Les Mystères du confessionnal.
Blancs-Manteaux, 20 h. 30 : Renaud ; 21 h. 45 : Au niveau du chou ; 23 h. 15 : Pierre Triboulet.
La Bretonnerie, 20 h. 30 et 22 h. : Le Centrifuge ; Dialectes.
Café d'Edgar, 20 h. 15 : Aubade à Lydie ; 21 h. 45 : Popsick ; 23 h. : J.-M. Triboulet.
Tango, 22 h. 30 : Deux Sultanes au-dessus de tout soupçon.
Café de la Gare, 20 h. 30 : Coluche, Cour des Miracles.
Jacques Bertin, 21 h. 45 : Fromage ou dessert ; 23 h. : Marianne.
Le Fanal, 18 h. 30 : Béatrice Arnac ; 20 h. 45 : le Président.

La Mama du Marais, 20 h. 30 : La Pomme maudite ; 21 h. 30 : Il était la Belgique une fois ; 22 h. 30 : Que n'au, que n'au.
La Marisserie du Marais, 20 h. : Fontaine Arekhi ; 22 h. : P. Val.
Petit Bain-Nevolet, 21 h. : Je pers ; 22 h. 30 : Les jumelles reviennent de loin.
Petit Casino, 21 h. 15 : Cant ; 22 h. 30 : J.-C. Montali.
Le Plateau, 20 h. 30 : La Porcherie du ciel ; 21 h. 45 : La Nuit de noces de Candillon.
Le Sépulture, 20 h. 45 : Prisons sur le secteur ; 22 h. 15 : Amour, coquillages et crustacés.
Théâtre du Marais, 20 h. 45 : Le Cosmonaute agricole ; 22 h. 30 : Jeanne d'Arc et ses copines.
Tout à la fois, 20 h. 15 : La Muse qu'elle ; 21 h. 15 : N'oubliez pas que tu m'aimes ; 22 h. 15 : Je vole pour moi ; 23 h. 15 : Les Cuts à la montard.
La Vieille Grille, 20 h. 30 : Bernadette Rollin ; 22 h. 15 : L'autre côté de la vie ; 23 h. 30 : Michel Haumont ; 24 h. 30 : J.-L. Caillat.
La Veuve Richard, 20 h. 30 : Le Mystère de la petite marche ; 22 h. : le Secret de Zonga.

Les concerts

Lucernaire-Forum, 19 h. : Flûte, violoncelle et piano (Haydn, Bach, Poulenc) ; 21 h. : G. Parmentier, piano (Debussy, Chopin, Liszt, Bartok, Beethoven, Schubert, Brahms).
Église Notre-Dame des Blancs-Manteaux, 20 h. 30 : B. Soustrot, trompette ; J.-C. Francon, orgue (Bach, Telemann, Albinoni, Corelli).
Salle Pleyel, 20 h. 30 : Bataclan Victoria de Los Angeles (Scriabin, Puccini, Fauré, Schubert, Schumann, Brahms et musique espagnole).
Palais des Glaces, 20 h. 30 : Musique de l'Inde.
Maison de la Radio, 20 h. 30 : Nouvel Orchestre Philharmonique de Radio-France, dir. G. Amy (Debussy, Sibelius, Schoenberg).

cinémas

Capri, 2* (528-11-69) ; Paramount-Opéra, 9* (073-34-37) ; Paramount-Galerie, 13* (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14* (326-22-17) ; Convention Saint-Charles, 15* (578-33-00) ; Marat, 16* (288-09-75) ; Paramount-Mallot, 17* (758-24-24).
LES APPRENTIS SORCIERS (Fr.) : Sachin, 6* (333-43-71) ; Olympie-Entreprise, 14* (542-67-42).
BAD (A., v.o.) : Quintette, 5* (033-35-40).
BARRY LYNDON (Angl., v.o.) : U.G.C.-Marbeuf, 8* (225-47-19) ; V.F. : U.G.C.-Opéra, 2* (281-50-22).
CET OSCUR OBJET DU DESIR (Fr.) : U.G.C.-Opéra, 2* (281-50-22) ; U.G.C.-Odéon, 6* (328-71-08) ; Biarritz, 8* (723-69-23) ; Miramar, 14* (726-41-02).
LA CHAMBRE DE L'ÉVÊQUE (It., v.o.) : Quintette, 5* (033-35-40) ; Galerie-Point-Show, 8* (225-67-29) ; V.F. : Montparnasse 60, 6* (544-14-37).
LE CHAT CONNAÎT L'ASSASSIN (Angl., v.o.) : Quintette, 5* (033-35-40) ; Paramount-Élysées, 8* (359-49-34) ; V.F. : Marat, 16* (288-09-75) ; Paramount-Galerie, 13* (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14* (326-22-17) ; Paramount-Mallot, 17* (758-24-24).
COMME LA LUNE (Fr.) : U.G.C.-Opéra, 2* (281-50-22) ; Biarritz, 8* (723-69-23) ; Miramar, 14* (726-41-02) ; Grand Pavlov, 15* (531-44-36).
LA DENTELLIERE (Fr.) : U.G.C.-Marbeuf, 8* (225-47-19).
DEROIT OZALA (Bov., v.o.) : Arpequin, 6* (545-02-23) ; Studio Marbeuf, 8* (225-47-19).

DES ENFANTS GATES (Fr.) : Saint-Germain-Village, 5* (632-57-59) ; Colisée, 8* (359-29-48) ; 14-Juillet-Parnasse, 6* (238-58-00) ; Nations, 13* (343-04-67) ; Montparnasse-Pathe, 14* (326-22-17) ; Gaumont-Élysées, 8* (359-49-34) ; Impérial, 2* (742-72-22).
LE DIABLE PROBABLEMENT (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6* (328-68-18).
DITES-LUI QUE JE L'AIME (Fr.) : Haute-faillie, 6* (632-57-59) ; Montparnasse 60, 6* (544-14-37) ; Concorde, 8* (359-29-48) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8* (387-35-43) ; Gaumont-Louvre, 8* (387-35-43) ; P.L.M.-Saint-Jacques, 14* (389-68-42) ; Gaumont-Convention, 15* (523-42-07) ; Clichy-Pathe, 18* (522-37-41) ; Gaumont-Gambetta, 20* (397-02-74).
DUALITY (A., v.o.) : Haute-faillie, 6* (632-57-59) ; Gaumont-Champs-Élysées, 8* (359-49-34) ; V.F. : Saint-Lazare-Pasquier, 8* (387-35-43).
L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) : (125-48-18) ; Bains, 6* (359-29-48).
L'ENFER MÉCANIQUE (A., v.o.) : Saint-Michel, 5* (328-79-17) ; Ermitage, 6* (348-5-71) ; V.F. : Rex, 7* (135-30-30) ; Rotonde, 6* (632-68-53) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12* (343-04-67) ; U.G.C. - Gobelins, 13* (331-06-19) ; Mistral, 14* (539-52-43) ; Clichy-Pathe, 18* (522-37-41).
FURTIVOS (Esp., v.o.) : Studio Médicis, 6* (632-57-59) ; Palais des Arts, 6* (372-62-98) ; V.F. : 20 h. 30 : Gloria (Fr.) ; Paris, 8* (359-33-99) ; (125-48-18) ; Calypso, 17* (758-19-68) ; 12* (343-19-29) ; Gaumont-Sud, 14* (331-51-16) ; Cambodge, 15* (724-68-86) ; Calypso, 17* (758-19-68) ; Clichy-Pathe, 18* (522-37-41).

Passage du XX^e siècle



vendredi 7 octobre 20 h 30
ensemble intercontemporain

direction
M. Tabachnik
avec
L. Di Martino - A. Marion
et C. R. Alsina
Aïna - Senales
Taira - Trans-apparence
(création mondiale)
Mefano - Espaces mouvants
Haïtiff - Mizar
(création mondiale)
THEATRE DE LA VILLE
2, place du Châtelet
location 887.35.39

SAINT-SÉVERIN - MAC-MAHON
ACTION LAFAYETTE
OLYMPIC ENTREPRET

HARLAN COUNTY U.S.A.

film de Barbara Köpplé.
OSCAR HOLLYWOOD 1977

STUDIO MÉDICIS 633-25-97
PALAIS DES ARTS 272-62-98

UN NOUVEAU CINÉMA ESPAGNOL
FURTIVOS
de José Luis Borau
avec Lola Gao, Ovidio Montferrer, Alina Lancher
Un des meilleurs films que j'ai vu.
Luis BUNUEL
interdit aux moins de 16 ans

Marie-José NAT
L'OPIMUM BATON
Luis BUNUEL
17h, 19h30

Les Enfants du Placard

un film de BENOÎT JACQUOT

CONNAISSANCE DU MONDE

PLEYEL - Mardi 11 oct., 18 h. 30 et 21 h. - Dim. 16, 18 h. 30 (nouv. séances)
LES MILLE ET UN CHARMES DE MARRAKECH **VILLE IMPÉRIALE**
Aïna - Senales
Taira - Trans-apparence
(création mondiale)
Mefano - Espaces mouvants
Haïtiff - Mizar
(création mondiale)
THEATRE DE LA VILLE
2, place du Châtelet
location 887.35.39

PLEYEL - Dimanche 23 oct. à 14 h. 30 - Mardi 25 oct. à 18 h. 30 et à 21 h.
CEYLAN **FÉRIE ORIENTALE**
Récit et film
couleurs de **JACQUES STEVENS** stéréophonique
SRI-LANKA, le splendide - Vie secrète de la jungle - Exorcisme et danses du diable - Brahmanisme et marches sur le feu - Fénelon PERAHIERA de KANDY, la plus éblouissante fête bouddhique de tout l'Orient.

U.G.C.-MARBEUF - VENDÔME - STUDIO DES URSULINES

Une production INGMAR BERGMAN
SELECTION "FESTIVAL DE CANNES 1977"
PARADIS D'ÉTÉ
de GUNNEL LINDBLOM
Le PARADIS D'ÉTÉ devient un enfer... un film bouleversant, inoubliable et déchirant.
Ce premier essai est un coup de maître.



UGC BIARRITZ VO - UGC DANTON VO - CLUNY ECOLES VO - UGC MARBEUF VI - REX VI - CINEMONDE OPERA VI
BIENVENUE MONTPARNASSE VI - MISTRAL VI - MAGIC CONVENTION VI - UGC GARE DE LYON VI
GYRANO Versailles - FRANÇAIS Enghien - ARTEL PORT Nogent - MELIES Montreuil - C2L St-Germain - STUDIO Rueil

un film de **ETTORE SCOLA**
SOPHIA LOREN / MARCELLO MASTROIANNI
UNE JOURNÉE PARTICULIÈRE
"un chef-d'œuvre d'intelligence et de sensibilité" **FRANÇOIS CHALAIS EUROPE 1**
"un véritable chef d'œuvre" **HENRY CHAPIER LE QUOTIDIEN DE PARIS**
"on a rarement réalisé un film aussi fort" **JEAN DE BARONCELLI LE MONDE**

هكذا من الناحية

OFFRES D'EMPLOI	Le 7ème	La 1ère T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	48,19
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	81,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCAISSÉES	Le 7ème	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

EXPANSIAL

Recherche pour une importante Société Algérienne d'Ingénierie Industrielle

- Ingénieurs Chefs de projets et coordination d'un important chantier industriel
- Directeur de travaux
- Adjoint au directeur de travaux spécialisé en second-œuvre
- Métreurs T.C.E.

Une solide formation de base et une expérience professionnelle d'au moins 5 années, assureront à des candidats de valeur, une carrière très motivante.

Il est offert :

- De bonnes conditions de séjour :
- Logement assuré
- Une rémunération selon compétences (nette d'impôts et en partie transférable).

Les candidatures sont à adresser sous référence correspondante, à EXPANSIAL - 6, rue Halévy 75009 PARIS

UNE DES PLUS IMPORTANTES BANQUES PRIVÉES (8°)

recherche pour PARIS et REGION PARISIENNE

DEUX COMMERCIAUX DE BON NIVEAU

Avant :

- 25 ans minimum ;
- un niveau d'études secondaires ;
- une première expérience réussie dans la démarchage et le conseil aux particuliers.

Pour :

- recherche et promotion d'une clientèle privée de standing ;
- suivi et développement d'une clientèle existante.

Nous proposons :

- un poste d'avenir lié à une réussite au sein d'une équipe restreinte.
- Nombreux avantages sociaux.
- Sécurité d'emploi.

Adresser lettre et C.V. manuscrites sous N° 2.273, 112, bd Voltaire - 75011 PARIS, qui transmettra.

SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS MÉDICALES

recherche

TROIS REPRÉSENTANTS EXCLUSIFS

Région Parisienne - Région Montpellier
Régions NICE - GRENOBLE

Expérience du milieu médical nécessaire pour vente à professionnels.
(Ex-valeurs médicaux appréciés).

Nous offrons :

- Formation rémunérée.
- Tous avantages sociaux cadre.
- Salaire lié aux résultats.
- Véhicule indispensable.

Env. lettre manuscrite, curr. vitae et photo à : M. P. BOUMBEUX R.T., 123, r. d'Alsace, 75014 Paris.

Secrétaires de direction

CENTRE MÉDICO-CHIRURGICAL
15, av. de la Porte-de-Chaillot,
75004 PARIS CEDEX 15
Tél. 581-11-62, recherche

SECRÉTAIRE DE DIRECTION CONFIRMÉE

Connaissances hospitalières exigées.
Se prés. au bureau du pers. de 8 h. 30 à 11 h. et de 14 h. à 17 h.

GROUPE DE PRESSE
centr. Paris
rech. pour Direction générale

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

ayant réelle expérience professionnelle et très bonne formation générale. Excellente sténodactylo indispensable. Horaires décalés se terminant à 17 h.
Ecrire S. G. P. 13, avenue de Popigny, PARIS (10).

emploi régionaux

SAIT Groupe C.G.E.

créée à POITIERS
à la DIVISION PRODUITS TECHNIQUES
le poste d'

INGÉNIEUR COMMERCIAL

Adjoint au Chef du service piles militaires et administration.

- Il effectue les études de marchés des produits techniques.
- Il collabore à la définition et à la mise en œuvre de la politique de la Division.
- Il participe à l'introduction de nouveaux produits sur le marché international.
- Vous êtes ingénieur-électricien ou chimiste.
- Vous avez au moins une première expérience de commerce international.
- Vous êtes bilingue anglais.

Si vous êtes intéressés par ce poste, adressez votre curriculum vitae détaillé avec prétentions sous référence P 11-35 à

DIRECTION DES RELATIONS HUMAINES
119, rue du Prêt-Wilson
92300-LEVALLOIS-PERRET

Centre formation d'apprentis Paris-17
recherche :

UN PROFESSEUR

pour enseigner dans les disciplines suivantes :
Français - Mathématiques.
Les candidats devront être titulaires d'un bac de techn. ou d'un bac de techn. Adress. C.V., photo et prétentions sous n° 7.01.201 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2°.

FONDATION
cherche pour GESTION de ses laboratoires d'ORSAY (130 pers.).

CADRE
TECHNICO-ADMINISTR.
45 ans min. Devant assurer :
- Direction administrative et comptable des laboratoires ;
- Direction des personnels techniques du service général ;
Niv. enseign. sup. souhaité. Tél. pr. prendre R.V. 325-12-42, P. 325 ou 326, ou 325-34-61.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE

Proche Banlieue Sud - Prox. Autoroute du Sud

recherche

COMPTABLE PRIX DE REVIENT STOCKS - BUDGET

Adr. C.V. et prétentions à M. FLY-JOUVENAL, Laboratoire, 1, r. des Moissons, 94260 FRESNES.

IMPORTANT GROUPE PHARMACEUTIQUE

Région parisienne, recherche

TECHNICIEN-NEUROCHIMISTE

(Homme ou Femme)

Pour son Unité de Recherches Minimum 1 an d'expérience.

Env. avec C.V., photo et prét. sous n° 81.088 à COMTESSÉ Publicité, 30, av. de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01.

LA COMPAGNIE DE SIGNAUX ET D'ENTREPRISES ÉLECTRIQUES

recherche pour d'importantes CHANTIERS NUCLEAIRES

UN INGÉNIEUR

(Grande Ecole ou équivalent)

Spécialisé dans les domaines du soudage et des contrôles non destructifs.

Env. avec C.V., photo et prét. ou tél. au 327-38-29 à M. DUBOIS-C.B.E.E., 2 & 3, r. Caroline, Paris-17°.

SOCIÉTÉ DE CONSEIL

dans le cadre de son développement recherche

CHEF DE PROJET INFORMATIQUE

Ingénieur Grande Ecole scientifique ;
Ayant environ 3 années d'expérience ;
Apte à aborder tous les aspects de l'informatique.

Ce poste nécessite un esprit d'analyse, de synthèse et un sens du concret.

Adresser C.V. rémunération souhaitée à :
Sté OBJECTIFS CONSEIL,
160, rue de Bagnollet 75020 Paris

PROGRAMMEURS ET ANALYSTES PROGRAMMEURS

Connaissances souhaitées :
COBOL - ASSEMBLEUR 370
OS/VS 1 C.I.C.S.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. + photo, traitement actuel et prétentions sous réf. 3.097, Publicité GAUTRON, 29, rue Rodier, 75009 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ A BONNEUIL-SUR-MARNE (94)

recherche

CHEF COMPTABLE

(D.E.C.S.) pour diriger service 20 personnes

Env. curriculum vitae détaillé, photo et prétentions, à COSEL, Publ. 160, avenue de Suffren, 75015 PARIS, qui transmettra.

capitaux ou proposition com.

Fabricant U.S.
de la meilleure production internationale de skateboards recherche en FRANCE

un DISTRIBUTEUR EXCLUSIF de SKATEBOARDS et EQUIPEMENT de PROTECT.

Si vous fournissez déjà des magasins de sport et des grands magasins en article de sport, veuillez prendre contact avec nous en anglais, s/n° 702-275 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75001 PARIS, qui tr. en réorganisation cédant à Département Electronique Industrielle

INGÉNIEUR CIVIL DES MINES

(37 ans)
Expérience industrielle solide, homme de contact, tempérament, sachant négocier, organisateur, connaissant Espagne, Amérique latine, disposant d'un réseau de relations dans secteur grandes industries construction

POSTE DE DIRECTION

basé région parisienne - Tél. (4) 457-43-45, ou écrire n° T. 81.330 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

POUR CATERING-AVIATION RESTAURATION ET COLLECTIVITÉS

GESTIONNAIRE TECHNIQUE-COMMERCE

Part. connais. technol. et hygiène des aliments.
Extr. de travail, gestion personnel.
Parlant anglais, espagnol, portugais, arabe.
Excellentes références professionnelles et morales contructibles.

ASSURERAIT DIRECTION

France - Etranger.

Env. n° T. 681796 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2°, qui transmettra.

HOMME 45 ANS

SPECIALISTE NON ALIMENTAIRE

- Implantations.
- Gestion.
- Collections.

Recherche en région parisienne.

Porte en Centrale d'Achats ou en Société possédant moyennes et grandes surfaces.

Env. n° T. 61.527 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS (2°).

INGÉNIEUR CONFIRMÉ

en planification de projets. Ayant bonnes connaissances applications, méthodes PERT sur affaires complexes type Ingénierie ou Nucléaire. Env. C.V. détaillé avec prétent. et photo s/réf. 1885 à P. LICHOU S.A. B.P. 220 75043 Paris Cedex 02 qui transmettra

Groupe Industriel Français (industrie alimentaire) recherche pour sa filiale

JEUNE DIPLÔMÉ (fille)

Ecole Supérieure de Commerce options :
- Comptabilité
- Finance
- Gestion
Adress. C.V. + photo et prétent. à Société PIGON, B.P. 338, 75005 MELUN

enseignem.

Tous niveaux. Tous diplômes. Particuliers et Entreprises. Petits groupes et individuels. L'ASTORIA, Ecole des Langues 1, carrefour de l'Odéon-67. 633-07-45 - 633-99-46.

traductions

Demande
M. 35 ans, germaniste, diol. univers. ferait trav. traductions. Ecrire n° 7717 à le Monde + Pub. 5, rue des Italiens, 75007 Paris-7

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Parle :
- Bilingue
- (Anglais avec écrit - Allemand)
- B.T.S. Diplômée, chambre de commerce bilingue -
- Sasse SIMAS
Ecr. n° 4.564, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75007 Paris-7

GENERALISTE 36 ANS

DIRECTEUR P.M.E.

- Licence + I.C.G.
- Expérience gestion, commerciale, animation, personnel, relations extérieures et expérience conseil de direction.

rech. poste à responsabilité. Ecr. n° T. 81.326 M. Régie-Pr. 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2°

CHEF D'ATELIER

44 ans
Câblage électronique. Diplôme cadre et maîtrise. C.A.P. radio électronique. Ch. emploi Paris ou SE Sud. Tél. 495-24-29.

Document, diplôme, Paris-VII anglais, espagnol, dactylographie, recherche place stable. Tél. : 327-34-66, à partir de 16 h.

ARCHITECTE DESA 37 ANS

spécialiste ouvrages d'art. recherche poste stable. Ecr. n° T. 61.022 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2°.

J.F. rech. travaux sténodactylo infirmière, connaissance anglais. Ecr. n° T. 61.022 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2°.

H. 31 A. GDE EXPERIENCE. Cherche emploi. CLICHÉUR DE PRESSE. Ecr. : KALKENGER Jean, 185, boulevard Vincent - Auriol, 75013 PARIS.

J.F. orig. française secrétaire. J.A.R.E. LIT. not. allemand. Ch. emploi stable, réaj. avec pers. arabes. Ecrire sous n° T. 77.068 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2°.

J. F. 18 ans, débutant, cherche emploi stable, employé bureau, dactylo, notions comptabilité, GRENET, 22, parc des Sources, 9220 GAGNY. Tél. : 927-21-92.

Cadre dynam. pour voyag. exp. adm.

ventes transit-transport rech. poste attaché comm. préf. Sté. agro-alimentaire tournée EXPORTATION. Ecr. n° 30.487 Cont. Publ. 30, av. Coëré, tél. 581-11-62, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, PARIS

H. 31 A. Docteur phil., bonne connais. angl./all. et dactyl. exp. adm. ch. emploi étud. fer. pressé. Ecr. n° 1711 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, PARIS

J. H. 21 a. pressé. (connaiss. lettres et anglais avant expér. libérale (vente commande, etc.) ch. place vend. ou autre. Tél. à partir de 18 h. 531-30-58 ou 531-30-59 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75007 Paris-7° qui transmettra

Cadre femme 47 ans, directrice administrative et du personnel.

Expérience gestion prévisions commerciales et financières, très bonne présentation, grande disponibilité, cherche situation équivalente au poste réclamant ess. sur Paris ou région Tulle. Libre de suite. Ecr. l'ire n° 4.555, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75007 Paris-7°

occasions

LIVRES. Achat comptant à domicile. Lettine, 15, rue de Buci, Paris (07). Tél. 355-26-58.

Retravé vd JOYEUX et PIERRES DURES, CHINOIS, PONSAS, Etr. exp. n° 8601, HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, Paris.

EN SOLDES. Meublé et re- vélumez parus premier et deuxième état. 25-66-50. stock. - Téléphone 255-66-50.



مكتبة العالم

UN ATOUT POUR LE TIERS-MONDE

CULTIVE depuis des millénaires, le coton se développe dans les zones tropicales et subtropicales du globe, entre le 36° degré de latitude sud et le 43° degré de latitude nord. Pour des raisons d'évolution historique et de développement industriel, la production mondiale, pour 60 %, est assurée par des pays industrialisés ou à l'économie planifiée : États-Unis, U.R.S.S., Chine (voir tableau). Mais le fait capital des vingt-cinq dernières années a été

la croissance très rapide de la production du tiers-monde, dont la part est passée de 18,3 % en 1950 à 40 % en 1977 sur un total qui a presque triplé entre-temps (63 millions de balles contre 22 millions de balles).

Ce n'est pas un hasard si soixante-dix pays en voie de développement consacrent une part appréciable de leur activité à la culture du coton qui, pour un grand nombre d'entre eux,

est le principal produit exporté, représentant une part essentielle ou appréciable de leurs ressources en devises : c'est le cas du Tchad (84,5 %), du Soudan (54,2 %), de la République du Yémen (49 %), du Mali (43 %), de l'Égypte (43,4 %), de la Syrie (33 %), de la Haute-Volta, du Nicaragua, de la Turquie, du Pakistan, de l'Ouganda. Ces pays assurent près de 60 % des exportations mondiales, pour une valeur de

3 milliards de dollars, la valeur totale de leur productivité atteignant 8,3 milliards de dollars. C'est dire qu'après le pétrole, et avec le cuivre et le sucre, le coton et ses dérivés constituent l'une des principales ressources du tiers-monde, donnant du travail à au moins 125 millions de personnes (170 millions en y ajoutant celles employées dans la filature et le tissage, soit 8 % environ des populations des pays producteurs).

UN TRÈS IMPORTANT POTENTIEL D'ACCROISSEMENT DE PRODUCTION

Bien que la culture du coton soit pratiquée dans soixante-quinze pays, la surface totale qui lui est consacrée est seulement de 33 millions d'hectares, soit 0,5 % des terres présentement réservées dans le monde à la production agricole. Sans même augmenter les surfaces cultivées, la production mondiale de coton peut être accrue de façon substantielle en augmentant le rendement à l'hectare. Le rendement (voir le tableau) s'échelonne de 35 kilos par hectare (Ouganda) à près de 1300 kilos (Israël), la moyenne s'établissant à 414 kilos. Si tous les pays producteurs récoltaient actuellement moins de 414 kilos à l'hectare, ils pourraient rejoindre cette

moyenne, la production annuelle mondiale augmenterait de 25 %. De meilleures pratiques agricoles, telles qu'une amélioration de la sélection des graines de meilleures techniques agronomiques et des méthodes plus efficaces de cueillette permettront de relever les rendements, sans même aller jusqu'aux « cotton pickers » des États-Unis, qui moissonnent les capsules sans intervention autre que celle du conducteur. Tout récemment, des organisations internationales de premier plan, comme la Banque mondiale et les Fondations Rockefeller, ont manifesté l'intention de lancer, patronner et financer, un programme d'étude de recherche portant sur la production du coton.

Les principaux producteurs mondiaux en 1977/1978 (en millions de balles de 230 kilos)

États-Unis	13,5
U.R.S.S.	12,5
Chine	10,8
Inde	5,3
Turquie	2,5
Pakistan	2,5
Brazil	2,3
Égypte	2
Nigéria	1,5
Soudan	0,5
Nicaragua	0,5
Colombie	0,5
Syrie	0,7

Sur une production totale estimée de 64,7 millions de balles.

Rendement de la récolte (kilos par hectare)

Chine	446
États-Unis	495
Pérou	525
Mexique	532
Guatemala	573
U.R.S.S.	1014
Israël	1297
Ouganda	35
Kenya	76
Nigéria	91
Inde	160
Tchad	184
Côte-d'Ivoire	388

Un appoint important pour l'alimentation humaine et animale

Le coton, principale fibre textile produite dans le monde, est, on ne le sait pas assez, une source de nourriture extrêmement importante pour l'humanité, notamment, pour les pays en voie de développement. À hauteur des deux-tiers, la capsule de coton, en effet, est constituée par des graines riches en matières grasses et en protéines, qui, après broyage, fournissent de l'huile comestible et des tourteaux pour l'alimentation du bétail.

Ces graines, dont la production annuelle atteint 25 à 27 millions de tonnes, viennent au deuxième rang mondial sur la liste des grains et fruits à huile, comme l'indique le tableau ci-dessous, pour l'année 1974 :

Dans bien des pays producteurs, particulièrement les États-Unis et l'U.R.S.S., les produits tirés des graines de coton contribuent d'une façon substantielle à accroître le capital alimentaire de l'homme et du bétail. En U.R.S.S., par exemple, ils constituent la deuxième source d'huile végétale après le tournesol. Dans le tiers-monde néanmoins, de nombreux pays ne traitent pas encore les graines de coton : elles y sont utilisées soit comme source de combustible, soit à l'état brut, comme nourriture de la volaille et du bétail.

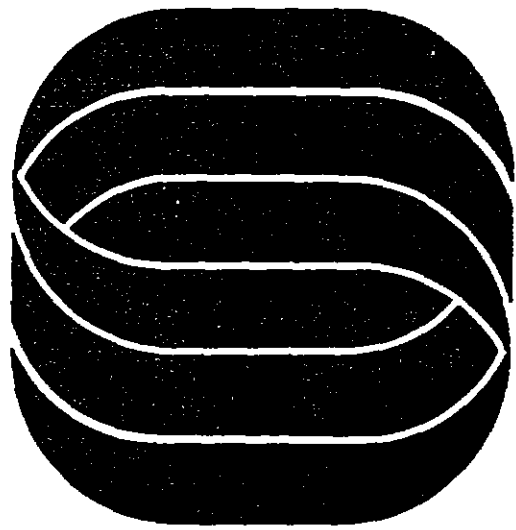
Une nouvelle et énorme source de protéines

Heureusement, ce gaspillage d'un produit de réelle valeur disparaît graduellement, des usines destinées au traitement des graines et à l'extraction de l'huile étant construites à un rythme croissant dans les pays en voie de développement : au Pakistan, par exemple, la graine de coton est déjà la plus importante source

d'huile comestible. On a calculé que si la totalité des 14 millions de tonnes de graines de coton produits en moyenne par an par les pays du tiers-monde pouvait être traitée cela procurerait près de 2,5 millions de tonnes d'huile tonnes de tourteaux.

Dernière utilisation, mais non la moindre, des graines de coton : la fourniture de protéines sous forme de farine, pour l'alimentation humaine, dont elle représente à l'état brut 6 % du potentiel de production. Jusqu'à présent, cette farine n'a pu être consommée par l'homme par suite de la présence d'un élément toxique le gossypol. Cependant, les progrès réalisés sur le plan technologique pour l'élimination du gossypol, de même que le développement des variétés de coton sans gossypol, autorisent les plus grands espoirs. Des usines-pilotes installées aux États-Unis et en Inde fonctionnent déjà. Si ces expériences étaient susceptibles, comme on l'espère, de déboucher sur une exploitation commerciale, une nouvelle et énorme source de protéines pour la consommation humaine serait alors disponible, et l'on sait à quel point la population des pays sous-développés souffre de carences en ce domaine.

since 1919



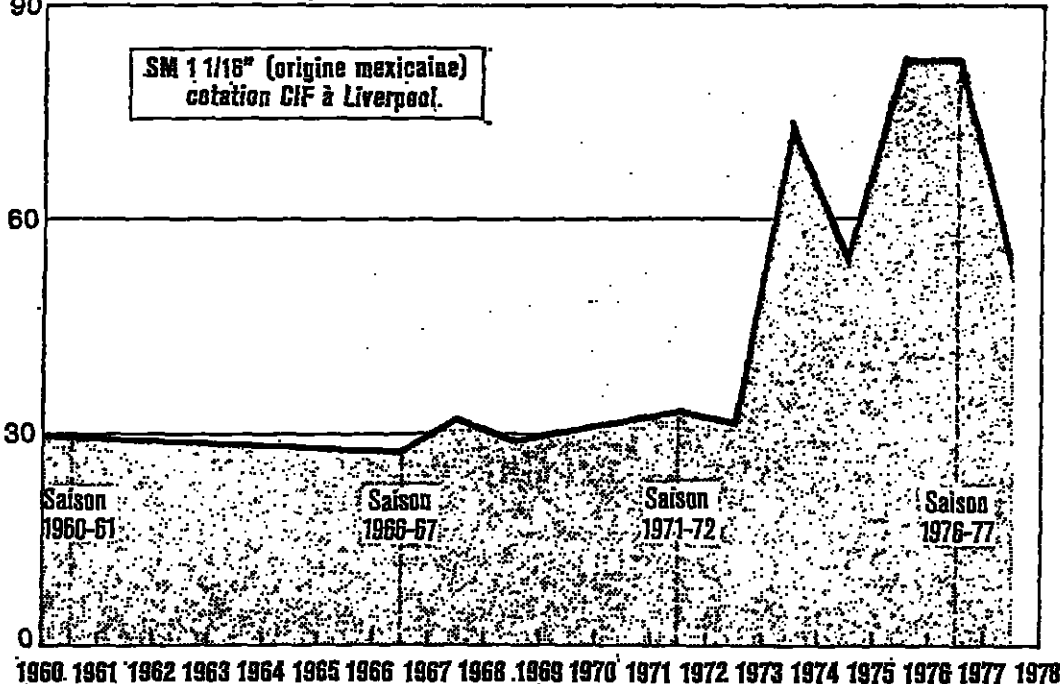
otto stadlander bremen

Schwachhauser Heerstr.48
P.O. Box 101307
D-28 Bremen 1

Telephone 0421-348091
Telex 246374
Cables: Imexport Bremen
Osta Bremen

LES PRIX DU COTON BRUT AU GRÉ DES RÉCOLTES

Cents des États-Unis, par livre-poids



Les prix du coton ont stagné pendant vingt ans, de la guerre de Corée, en 1950, jusqu'au début de l'année 1973. Une série de mauvaises récoltes, la diminution des stocks, la crise monétaire, l'inflation et la spéculation ont alors fait monter les prix dans une spirale haussière qui les firent doubler. Après une crise en 1974, la reprise de la demande, face à une offre insuffisante, provoqua une nouvelle flambée, suivie d'une rechute due à l'accroissement de la production et à la diminution de la consommation.

La Promotion efficace du Coton

La Promotion efficace du Coton accroît sa demande ainsi que celle des textiles de coton sur les marchés mondiaux.



L'Institut International du Coton (IIC) est l'organisation mondiale qui défend les intérêts des pays producteurs de coton en soutenant ce marché.



Le Brésil, la Côte-d'Ivoire, l'Espagne, les États-Unis d'Amérique, la Grèce, l'Inde, l'Iran, le Mexique, le Nigéria, l'Ouganda, la Tanzanie, sont les membres actuels de l'IIC. L'Institut reçoit également un appui spécial de quelques pays consommateurs de coton - l'Allemagne, la Belgique, la Norvège et les Pays-Bas - vu l'importance de cette fibre pour les pays en développement.



L'Institut International du Coton, au nom de ses membres actuels, invite instamment les autres pays producteurs à se joindre à l'IIC afin d'accroître l'effort commun en faveur du coton, ce qui bénéficiera aux cultivateurs du monde entier.

INTERNATIONAL INSTITUTE FOR COTTON
Bureau principal : 10, rue du Commerce, Bruxelles, 1040, Belgique.
Bureaux à : Amsterdam, Barcelone, Francfort, Gand, Hengelo, Londres, Manchester, Milan, Osaka, Oslo, Paris, Rio de Janeiro, Saint-Gall, Stockholm, Tokyo, Vienne, Washington.

Institut International du Coton

15
+ 518
888
1
8.6.9

Le coton et le monde

MOND

en voie de développement

MALGRÉ LA REPRISE DE LA CONSOMMATION

La guerre du coton contre les fibres synthétiques n'est pas encore gagnée

DEPUIS quelques années, la crise du coton alimente la chronique. Il n'est de mois, voire de semaine, où ne sont annoncés les licenciements, la dégradation de bilan. En France, les déboires d'un groupe comme celui fondé par Marcel Boussac — ex-« roi du coton » — ont, entre autres, fait prendre conscience à l'opinion et aux pouvoirs publics des problèmes aigus que connaît le secteur. Pourtant la « crise du coton » est un mythe. L'industrie européenne du coton se meurt, c'est vrai, mais en Chine, en Colombie ou ailleurs, elle est plus dynamique que jamais. Pour l'ensemble du monde, la « crise » est un phénomène ancien, déjà largement dépassé, et l'industrie cotonnière se porte plutôt mieux qu'il y a dix ans.

Enfin vint le jean

La véritable crise a débuté au cours des années 50 avec l'avènement des fibres synthétiques : polyamide (Nylon), polyester (Tergal), acryliques (Crylor, Cour-telle, etc.). Plus commodes d'entretien et souvent plus solides, elles étaient produites à très large échelle avec un minimum de main-d'œuvre. Soutenues par la puissante industrie chimique, elles réussirent vite, grâce à d'importants efforts de marketing, à supplanter le coton dans les faveurs du public. L'industrie cotonnière, vieillissante, dont les structures — parfois les équipements et les méthodes — remontaient pour la plupart au début du siècle, perdit vite pied. De 75 % en 1947, la part du coton dans la consommation mondiale de fibres textiles chuta à 64 % en 1960 et à 54 % en 1970. La situation devint particulièrement critique au cours des années 60 sur les marchés des pays développés. En Europe et au Japon, la consommation de produits cotonniers stagna de 1960 à 1966, alors que la consommation mondiale de textiles progressait de 9 % et celle de fibres synthétiques de 187 % ! Dans l'ensemble du monde, la consommation de coton progressa pour l'essentiel grâce à l'essor des marchés de certains pays en voie de développement (Arabie, Asie) et des pays de l'Est (U.R.S.S., Chine). Mais la stagnation en Europe occidentale et au Japon, principaux importateurs de coton brut, freina, outre les industries textiles, celle des industries transformatrices de ces pays (1). Les grands États producteurs. Ces derniers, inquiets d'une dégradation que rien ne paraissait devoir stopper, s'organisent en créant l'Institut international du coton, chargé d'assurer la promotion du coton en Europe et

au Japon (2). Les efforts de cet organisme, aidé de façon inespérée par la mode des « produits naturels » et l'engouement pour le « jean », ont, dans un premier temps, enrégulé le processus de dégradation et même, depuis deux ans, inversé, semble-t-il, le mouvement.

De 1967 à 1974, la consommation de coton, en Europe et au Japon, a progressé de 28,6 %. La part des fibres de coton dans la consommation totale de textiles a certes continué de diminuer, mais dans une proportion beaucoup moins importante qu'auparavant. De 41,9 % en 1967, elle est passée à 37 % en 1974, soit 4,9 points de moins en huit ans (contre dix points au cours des dix années précédentes). De plus, les produits cotonniers ont mieux résisté que les matières synthétiques à la crise qui a affecté la production mondiale de textiles en 1974-1975. En Europe et au Japon, la consommation de fibres de coton a diminué de 17 % de 1973 à 1975, mais dans le même temps, la consommation totale de fibres a chuté de 20 %, celle de fibres synthétiques de 25 %, si bien que la part du coton dans la consommation totale de fibres par les filateurs des pays a progressé de 2,7 points au cours de cette période. Qui plus est, au cours des deux dernières années, bien que les statistiques globales sur la consommation apparente de fibres ne soient pas disponibles, tout semble indiquer une progression du coton. Dans sept pays d'Europe et au Japon, par exemple, la part de fil de coton dans la production totale de fil est passée de 53,8 % en 1974 à 54,7 % en 1975.

D'autres menaces

La « guerre du coton » contre les synthétiques est-elle donc gagnée ? Pas encore. Deux facteurs peuvent remettre en cause l'avantage récemment repris. D'une part, la baisse du prix des fibres synthétiques — liée à la surproduction — alors que les cours du coton brut remontaient, a rendu le coton plus cher que les synthétiques. D'autre part, la surcapacité des producteurs mondiaux de fibres synthétiques — en Europe et au Japon notamment — risque de déclencher une sévère offensive sur des produits où, jusque-là, le coton gardait une place prépondérante (draps et linge de maison, vêtements de travail et sous-vêtements pour homme). Reste qu'au niveau mondial l'industrie cotonnière a retrouvé depuis quelques années un essor nouveau, qui devrait se poursuivre. Ainsi, selon les estimations de la FAO, l'Organisation des

Nations unies pour l'Agriculture et l'Alimentation, l'effectif employé dans le monde par l'industrie cotonnière devrait passer de quarante-cinq millions de personnes actuellement à cinquante millions, en 1980.

De la culture à l'industrie

La crise profonde que traversent les industries cotonnières des pays développés, en Europe et au Japon notamment, ne s'explique donc pas par une crise générale due à la baisse de la consommation au niveau mondial, mais par un second phénomène peut-être plus profond et en tout cas irréversible : le transfert des activités de filature et de tissage des pays développés vers les pays en voie de développement producteurs de coton brut. Depuis une quinzaine d'années, une bonne partie des pays traditionnellement producteurs de coton brut se sont équipés afin de produire eux-mêmes leurs produits textiles.

(Lire la suite page 34.)

VÉRONIQUE MAURUS.

VERS L'ORGANISATION DE STOCKS-RÉSERVES DE COTON

A GENEVE, la première conférence de la CNUCED (Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement), visant à établir pour le coton un système de stabilisation relative des prix n'a pas permis de rapprocher les points de vue divergents des tenants du laissez-faire et des partisans de l'organisation du marché. Des études au niveau des experts vont se poursuivre et rien ne permet de dire qu'elles aboutiront.

Cependant, de nombreux arguments justifient la mise sur pied d'un programme visant à renforcer les économies des pays producteurs de coton et donc à réduire les fluctuations de prix de cette matière première laquelle, après le pétrole, constitue un des principaux moyens d'échange des pays du quart-monde.

Chacun s'accorde à dire, aujourd'hui, qu'il faut accentuer l'effort agricole des pays tropicaux, aussi bien parce que la courbe démographique impose une expansion de la production pour couvrir les besoins essentiels d'une population croissante, que pour favoriser l'amélioration du bien-être d'une population rurale aux moyens souvent encore limités.

Dans un tel développement, le coton a un rôle considérable à jouer. Sa culture exige des conditions d'humidité et de chaleur que l'on ne rencontre qu'entre l'équateur et les latitudes de 30° de latitude. Il convient à la mise en valeur de nombreuses terres. Sa fibre représente environ 40 % du poids de la graine. Elle peut subir de longs transports que sa valeur permet de rémunérer. Son huile est éminemment comestible et les tourteaux de la graine apportent un élément protéinique très prisé pour l'élevage du bétail et peut-être, demain, une fois raffinée, pour l'alimentation humaine.

Le coton ameublit les sols grâce à sa racine pivotante et trouve une place très utile dans de nombreux assolements. Le succès de toute politique d'expansion de sa culture dépend nécessairement du respect de trois conditions essentielles : la recherche, l'encadrement, la commercialisation.

LA RECHERCHE :

- pour mettre au point, par la génétique, les variétés les mieux adaptées au climat et les plus résistantes aux maladies et aux insectes ;
- pour dégager les meilleures façons culturales, les associations les plus appropriées, les meilleurs procédés de défense des cultures ;

L'ENCADREMENT :

- pour faire adopter par les populations les enseignements tirés de la recherche en adaptant ces derniers aux coutumes des populations afin de bénéficier au maximum de leur bonne volonté active ;

LA COMMERCIALISATION :

- pour assurer au producteur une équitable rémunération, laquelle démontrera la vertu des conseils qui lui auront été apportés.

Sur ce dernier point, à GENEVE, les nations paraissent avoir grand mal à trouver un terrain commun, alors que le passé récent s'avère menaçant.

Après une période de trente ans, pendant laquelle l'administration américaine a régulé en fait les cours du coton par le jeu d'une législation intérieure, l'abandon de cette politique a entraîné, en 1966, la liquidation des stocks constitués précédemment, entraînant des cours inférieurs à la logique économique. Cette action a freiné la production mondiale jusqu'au moment où l'inflation monétaire, puis la crise du pétrole de 1973 entraînaient une expansion brutale de l'économie. Il en est résulté une hausse extraordinaire des cours, qui atteignirent, en 1973-1974, 1 dollar par lb. L'année suivante, en 1974-1975, cette hausse entraîna une récolte record de plus de 68 000 000 de balles de coton et coïncida avec une réduction de la demande due à la récession économique. Il en résulta un accroissement des stocks de près de 8 000 000 de b.c. et un retour au niveau de 40 cts par lb. Cette chute des cours provoqua une récolte 1975-1976 de 55 000 000 de b.c., laquelle coïncida avec une reprise de la demande, laquelle se traduisit par une réduction des stocks de près de 8 000 000 de b.c. Le marché revint, en 1976-1977, aux environs de 60 cts par lb, et la consommation du coton se mit à fléchir entraînant actuellement la baisse des cours autour de 55 cts. Pendant ce laps de temps, les fibres chimiques subissaient des fluctuations d'une amplitude moindre et donnaient aux consommateurs textiles l'avantage d'une stabilité relative. Sans doute l'inflation monétaire vient-elle compliquer les choses. Le dollar a perdu environ 50 % de sa valeur depuis 1965 et un cours de 25 cents d'alors correspond à 50 cents aujourd'hui. Il n'en demeure pas moins que les fluctuations aberrantes de ces dernières années découragent les producteurs qui sont nombreux à déplorer qu'une organisation du marché favorise une expansion graduelle de leurs revenus grâce à une expansion harmonieuse de la production et de la consommation.

Il faut être conscient qu'en agriculture, il est impossible de planifier la production car des accidents climatiques se produisent inévitables : les statistiques nous enseignent que, d'une année à l'autre, le rendement moyen annuel des récoltes de coton varie jusqu'à 12 % d'une manière totalement imprévisible. Or un rendement record intervient et les acheteurs se débattent, attendant la baisse des cours que l'abandon doit produire. Cette abondance exerce une influence psychologique et entraîne les cours à des niveaux trop bas qui découragent les producteurs, lesquels limitant par la suite leurs superficies, d'où pénurie à plus ou moins long terme, puis hausse excessive. Un cercle vicieux est ainsi engagé dont on ne peut prévoir la fin, sans intervention d'un élément nouveau.

La constitution de stocks de réserve en période d'abondance pourrait aux yeux de nombreux esprits apporter cet élément

Cotton Merchants

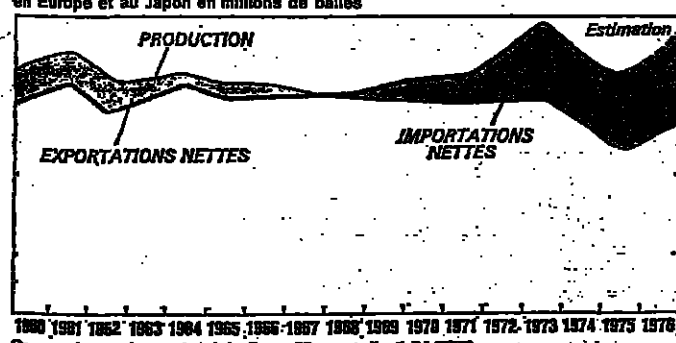


stahel hardmeyer ag
zurich

Zurichbergstrasse 139 Telephone 01-47 42 10
P.O. Box 145 Telex 53145
CH-8044 Zurich Cables: Coteliver

APRÈS DIX ANS DE STAGNATION LA CONSOMMATION DE COTON PROGRESSE À NOUVEAU

Consommation apparente de produits cotonniers en Europe et au Japon en millions de balles



Principaux pays transformateurs et exportateurs de coton brut (en 1975-1976)

Consommation de coton brut par les filateurs (en millions de balles)		Exportations (en millions de balles)	
Inde	12,4	U.R.S.S.	3,9
E.E.C.	6,7	U.S.A.	3,3
Japon	7,3	Turquie	2,2
Arabie	2,2	Soudan	0,8
Liban	2,1	Egypte	0,8
Iran	2,0	Iran	0,8
Syrie	1,4	Syrie, Nicaragua	0,5
Maroc	1,1	Pakistan, Guatemala	0,5
Argentine	1,1	Argentine	0,4
Chine	1,0	Chine, Grèce	0,2
U.S.A.	1,0		
Inde, Arabie, Corée du Sud	0,9		

Ce texte a été établi par Edouard SENN, président honoraire de l'INSTITUT DES RECHERCHES DU COTON ET DES TEXTILES EXOTIQUES, administrateur de la COMPAGNIE FRANÇAISE POUR LE DÉVELOPPEMENT DES FIBRES TEXTILES.

ÉCONOMIE - SOCIAL

ÉNERGIE

L'agence internationale : le succès du plan Carter sera déterminant pour les autres pays importateurs

Les ministres des dix-neuf pays membres de l'Agence internationale de l'énergie (la C.E.E. moins la France, l'Allemagne, le Canada, l'Espagne, les États-Unis, la Grèce, le Japon, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, la Suède, la Suisse et la Turquie), réunis à Paris les 5 et 6 octobre, ont élaboré un plan en douze points, destiné à orienter les politiques énergétiques de chaque pays.

Ils préconisent la diminution de la dépendance vis-à-vis des importations de pétrole, le développement de procédures pour réduire les conflits entre les exigences de l'approvisionnement en énergie et celles de l'environnement, le renforcement des prix intérieurs, le renforcement des économies dans la production d'électricité, la substitution progressive au pétrole de nouvelles sources d'énergie pour la production d'électricité, le recours renforcé au charbon pour la production de chaleur, le recours accru au gaz pour l'industrie, le développement continu des capacités nucléaires, une coopération plus grande sur le cycle du combustible, le développement de la coopération internationale pour la recherche et le développement, la création d'un climat d'investissement favorable pour la mise en œuvre de nouvelles sources d'énergie, une planification dans la mise en œuvre de sources de substitution, enfin le développement de la coopération avec les pays non membres de l'A.E.E. ainsi que la poursuite d'un dialogue.

Certains pays, dont la Suède, ont cependant exprimé leurs réserves quant à la poursuite du programme nucléaire. En matière

E.D.F. n'envisage pas de supprimer la double tarification « heures creuses, heures pleines »

Interrogé mercredi 5 octobre à l'Assemblée nationale, par M. Alain Bonnet, député (rad. de gauche) de la Dordogne, sur une éventuelle suppression par E.D.F. du système de la double tarification, « heures pleines, heures creuses », qui serait génératrice pour les usagers du chauffage électrique d'importantes dépenses supplémentaires, M. Monory, ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, en une réponse ambiguë, a déclaré : « Nous avons mis au point, à l'été 1977, un plan tendant à rendre progressivement à la vérité des prix en ce qui concerne les énergies de toute nature. Nous ne pouvons, en effet, à la fois demander aux habitants d'économiser l'énergie et de subventionner la consommation. »

Reprenant ses critiques contre

AGRICULTURE

Un accord international pourrait intervenir sur le sucre après la réalisation d'un compromis sur les contingents d'exportation

Genève (A.P.P. Reuters). — Les pays exportateurs de sucre sont parvenus mercredi 5 octobre à un compromis sur les contingents d'exportation permettant ainsi aux négociations sur un nouvel accord international de sortir de l'impasse. La conférence qui devait se terminer mercredi a été prolongée de deux jours pour permettre de rédiger l'accord final.

Celui-ci a pour objectif la stabilisation des cours du sucre à l'intérieur d'une « fourchette » de 11 à 21 cents des États-Unis (33 à 101 centimes) la livre, alors que le cours actuel est de 7 cents. Il est signé vendredi, il entrera en vigueur début 1978 pour cinq ans.

Les trois principaux pays concernés, Cuba, le Brésil et

LA COMMISSION DE LA C.E.E. PROPOSE UN ABAISSSEMENT DES PRIX GARANTIS DE LA VIANDE BOVINE

La Commission de la C.E.E. a proposé mercredi 5 octobre aux neuf pays du Marché commun d'abaisser le niveau des prix garantis aux producteurs de viande bovine pour éliminer une partie des stocks, qui pèsent à l'heure actuelle à 440 000 tonnes, d'après une bonne source. La C.E.E. achèterait ainsi moins cher aux producteurs leurs invendus. Pour compenser leurs pertes éventuelles, M. Finn Olav Grønmo, commissaire européen à l'Agriculture, propose l'introduction de primes d'abattement directes et variables, ainsi que des aides au stockage, qui seraient versées aux producteurs de viande bovine et d'avoir plus d'influence sur le producteur.

Actuellement, les rachats de viande bovine par les organismes d'intervention communautaire se font à 90 % du prix d'orientation fixé à Bruxelles. Sans aller jusqu'à abaisser à 85 % cette proportion, en raison de l'hostilité des commissaires français, la Commission souhaite descendre au-dessous des 90 % actuellement pratiqués.

La France ne cache pas son hostilité à ce système, qui pèsera les éleveurs produisant à la fois de la viande et du lait. La taxe de corresponsabilité de 1,5 % pénalise les producteurs de lait ; il n'est donc pas question pour Paris de les pénaliser à nouveau en appliquant un système qui diminuerait de 5 % leurs prix garantis.

Optimisme à Genève

D'autre part, un stock régulateur de 2,5 millions de tonnes serait mis sur le marché en trois parts égales et les prix atteindraient 19, 20 et 21 cents. Il serait financé à la fois par les exportateurs et les importateurs.

Les diplomates présents à Genève sont désormais optimistes sur l'issue de la conférence. Mais s'il y a succès, celui-ci sera plus politique qu'économique. La non-participation de la C.E.E. à cet accord dans l'immédiat, en limite la portée. La C.E.E. s'est cependant dite prête le 5 octobre à négocier « très rapidement et sous certaines conditions » son adhésion au futur accord international.

SALAIRES

La valeur du point bancaire vient d'être portée à 5,678 francs et la garantie de ressources minimales annuelles à 20 250,50 francs à compter du 1^{er} octobre. La rémunération mensuelle minimum (douzième du revenu annuel) passe ainsi à 3 188 francs, soit, selon l'Association française des banques (A.F.B.), une augmentation de 2,3 % par rapport au 1^{er} juillet. Toujours selon l'A.F.B., un groupe de travail paritaire (patronal-syndical) a été constitué le 21 septembre pour « négocier la progression du pouvoir d'achat au titre de l'année 1977 », et cette négociation doit se poursuivre au cours du mois d'octobre.

EMPLOI

Les syndicats craignent le démantèlement du CREDOC

Enquêtes sur la consommation médicale et pharmaceutique, sur les conditions de logement et sur les modes de vie des Français : études sur les pratiques contractuelles et les conflits du travail, sur l'accès à la justice, sur l'évolution de la natalité, etc. ; et puis, nouvellement, recherches sur les besoins et aspirations des familles et des jeunes, étude des groupes sociaux : qui n'utilise, depuis vingt ans, les travaux du CREDOC ?

Et pourtant, pouvoirs publics, universités et autres centres de recherches français et étrangers, presse, entreprises, organisations syndicales et professionnelles vont peut-être devoir se passer des services du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (C.R.E.O.C.). C'est ce que craignent, solides, argumentés à l'appui, les premiers intéressés — personnel du CREDOC et syndicats — maison, à C.G.T., C.F.D.T. et S.N.C.S. (Syndicat national des chercheurs scientifiques, affilié à la F.E.N.).

M. Jean Ripert, commissaire général au Plan et président du CREDOC, que nous avons vainement tenté de joindre depuis plusieurs jours, devait, en effet, annoncer au comité d'entreprise extraordinaire convoqué pour le 7 octobre, le licenciement collectif, pour raisons économiques, de dix-neuf personnes sur un effectif global de quatre-vingt-cinq chercheurs.

C'est par une feuille de papier froissée, trouvée dans une corbeille, que le personnel du centre de recherche a eu connaissance, au début du mois de septembre, des licenciements prévus, qui devaient affecter toutes les catégories de personnel (ingénieurs, techniciens, secrétaires, etc.) et principalement des délégués syndicaux. Officiellement, la raison invoquée est un lourd déficit, d'abord chiffré à 1,3 million de francs (sur un budget de 13 millions de francs), puis à 1 million de francs. Le personnel du CREDOC conteste fortement ce montant, qui a été établi, selon lui, « grâce à des artifices comptables ».

Pour leur part, ils évaluent le déficit réel à 200 000 F et affir-

ment que ce dernier provient surtout « du non-respect, par l'administration, de ses engagements de financement pluri-annuel et de la non-réaffectation de la subvention du commissariat général au Plan ». Les principaux « clients » du CREDOC sont le ministère du travail, le ministère de la santé, la Caisse nationale d'assurance-maladie et la Caisse nationale des allocations familiales. Les contrats de recherche passés avec ces organismes et divers autres ont non seulement tendance à diminuer, en raison de la conjoncture économique, mais encore leur paiement est généralement effectué avec retard.

En 1975, pourtant, un plan de restructuration, établi par le directeur du CREDOC, M. Delange, avait élargi les activités du Centre de recherche, créant deux nouvelles équipes (étude des aspirations des Français et étude des groupes sociaux), mais l'intendance — c'est-à-dire les moyens de financement — n'a pas suivi, comme l'explique le personnel du CREDOC dans une lettre adressée à M. Raymond Barre, et aujourd'hui, ce sont ces équipes qui sont les plus touchées par les licenciements annoncés. M. Delange était opposé à cette réduction massive des effectifs ; le directeur du CREDOC a démissionné en septembre, remplacé par M. Foulon.

Ce licenciement collectif pour raisons économiques va coûter, affirment les syndicats, beaucoup plus cher que le renforcement du déficit. Marque-t-il comme on l'assure au CREDOC, « la volonté politique de brader la recherche en sciences sociales » ? Pour la C.F.D.T. notamment, qui a publié mardi un communiqué, « le CREDOC, qui a mis en lumière un certain nombre d'inégalités frappantes existant entre les Français », reste le seul centre de recherches susceptible d'apporter les informations nécessaires et utiles sur la situation réelle de travailleurs et les besoins de la population ».

M. C.

(1) 142, r. du Chevaleret, 75634 Paris Cedex 13.

PRIX

CAFÉ TROP CHER

Quatre entreprises poursuivies

Le ministère de l'économie et des finances indique dans un communiqué que, « en prenant connaissance des résultats des contrôles effectués par la direction générale de la concurrence et des prix auprès des entreprises de torréfaction, M. Robert Boulin, ministre délégué à l'économie et aux finances, a donné des instructions à ses services pour que les douze entreprises concernées par ces contrôles soient poursuivies par la justice ». En fait, ces entreprises — dont le nom n'a pas été révélé — n'ont pas ou pas assez respecté le blocage des prix du café selon les tarifs aux parquets compétents aux fins de poursuites judiciaires.

Conséquence de la pénurie mondiale

LES COURS DE L'ÉTAIN A LEUR PLUS HAUT NIVEAU

Les cours de l'étain ont battu tous leurs records en atteignant mercredi 5 octobre à la Bourse des métaux non ferreux de Londres près de 6 900 livres sterling la tonne. Depuis le début de l'année, ils ont monté de plus de 30 %. En vingt mois, la hausse dépasse 100 %.

Comme les précédents, ce mouvement de hausse est étroitement lié à la pénurie mondiale d'étain. Le stock régulateur du Conseil international de l'étain est virtuellement épuisé et les Américains ne semblent pas disposés à liquider une partie de leurs stocks excédentaires avant le courant

de l'année prochaine. Au cours de la première séance du Conseil international, qui s'est ouverte mercredi à Hambourg, divers experts ont annoncé que le déficit de la production mondiale, déjà évalué au printemps dernier entre 16 000 et 20 000 tonnes (8 à 10 % des besoins totaux), allait s'aggraver. On peut craindre que le problème des produits de substitution ne se pose avec de plus en plus d'acuité aux consommateurs industriels. C'est le cas notamment de la France, qui ne produisant pratiquement pas d'étain, en importe 11 000 tonnes par an pour une valeur de 550 millions de francs.

COMMENT TRAITER UN V.I.P.

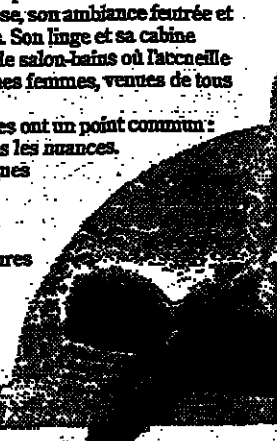
Il vient à son Club (fermé, discret, raffiné dans le moindre détail) savourer deux heures de charme et de détente. Comme on savourer un plaisir un peu secret.

Il a choisi pour son adresse, son ambiance feutrée et ses installations uniques à Paris. Son lit et sa chambre sont personnels. Tout comme le salon-beau où l'atmosphère d'une douzaine ravissantes jeunes femmes, venues de tous les coins du monde.

En plus de leur beauté, elles ont un point commun : l'art de pratiquer la douceur dans les nuances. Sama, Hammam, soins esthétiques complètent au détail.

Cet homme est un V.I.P. Une « Very Important Person » à qui l'on rend pendant deux heures l'hommage qui lui est dû. Une sensation rare.

RELAX CENTER
261.27.25-261.27.97
6, rue de la Paix - 75002 Paris



JUSQU'AU 29 OCTOBRE
36 RUE DE LÉNINGRAD (8^e)

Exposition-vente de tapis unique à Paris

CHOIX

1 000 tapis d'Orient noués main, de l'Himalaya à Istanbul, rassemblés par La Place Clichy et le Club Découverte du Tapis d'Orient.



500 reproductions jacquard de cartons d'Orient, en de multiples dimensions et coloris, et dont certains sont des modèles exclusifs Intertapis - A La Place Clichy.



PRIX

1 000 tapis d'Orient sélectionnés dans les ateliers les plus fidèles aux hautes traditions artisanales.



500 tapis jacquard pure laine avec le label Woolmark : le confort, la résistance et la beauté de la laine.



intertapis - à la place clichy

36, rue de Lénine (8^e) - 37, rue de Beaune (7^e) - Paris

ÉCONOMIE - SOCIAL

Les mesures de restriction de l'immigration

Du côté de Barbès

Le quartier Barbès à la tombée du jour : rendez-vous de visages anxieux et fatigués qui contrastent avec la gaieté artificielle des bars et des restaurants arabes.

Dans les arrière-salles, les joueurs de loto cotoient d'étranges personnages médusés, tournés vers la Mecque à l'heure de la prière. Rue de la Goutte-d'Or, une foule sombre s'agglomère, comme paralysée, devant les corridors éclairés à giorno où des filles exhibent leurs charmes ; mais personne, semblé-t-il, n'ose entrer. Rue de la Charbonnière, un grand Noir fait rouler les dés sur son étal — une simple caisse de carton — et remasse les enjeux avec dextérité. Les attroupements provoqués par ces commerces illégaux sont les seuls que tolère la police, omniprésente. C'est ici, pourtant, que se retrouvent un grand nombre de travailleurs immigrés venus de toute la région parisienne et parfois, le samedi, de province, pour revoir des copains et recueillir quelques nouvelles du pays.

Le pécule

Ces jours-ci, le quartier est plutôt calme. Les événements, il est vrai, n'incitent guère les immigrés à l'agitation ou à l'exubérance. La peur du chômage, la crainte de nouvelles tracasseries policières, reviennent souvent dans les conversations, mais plus encore, bien sûr, les conséquences des mesures qui viennent d'être annoncées par M. Stoléru : arrêt définitif des régularisations, extension de l'aide au retour, suspension pour trois ans de toute immigration familiale. Cette dernière mesure frappe plus particulièrement les esprits, car les solitaires du quartier Barbès sont, pour la plupart, de faux édifices qui ont laissé femmes et enfants au pays. Elle est ressentie d'abord comme un nouveau pas vers une politique plus sévère à l'égard des étrangers : « Chacun se demande, nous dit un ami tunisien, ce qui va maintenant nous arriver... »

Curieusement, l'affaire du pécule, comme on l'appelle à Barbès, n'a suscité pour l'instant qu'indifférence ou suspicion : « Leur million d'anciens francs, explique un Algérien, ils peuvent se le mettre quelque part ! J'ai travaillé plus de quinze ans en France. J'y ai consacré une partie de ma vie et de ma santé. Regardez ma main : j'ai deux doigts en moins. Alors, vous pensez bien que je ne vais pas accepter un pécule qui ne représente même pas les deux tiers de ce qu'on me doit... »

D'autres expriment de sérieux doutes sur la réalité d'un tel pécule : « Bien sûr, reconnaît l'un de nos interlocuteurs, la France a l'habitude de payer ses dettes, mais que deviendront nos droits, la retraite, les cotisations de Sécurité sociale, les rentes maladie-accident ? Nous, à Oran, nous avons un dicton : une plaie en poche vaut mieux que dix dans l'incertain... »

Au salon Rabba — « Pâtisseries orientales » — une vingtaine d'hommes seuls siroient un thé à la menthe en regardant la télévision. Entre deux séquences d'un film où il est question de vallées perdues, on parle de l'arrêt de l'immigration familiale. Quelqu'un cite le Coran : « Faites que vos femmes habitent où vous habitez, selon les moyens que vous possédez... » Les plus touchés par cette mesure particulière sont les immigrés plus jeunes, notamment la frange des travailleurs maghrébins arrivés en France vers les années 1970, au plus haut de la courbe démographique dans leurs pays d'origine. Beaucoup sont venus avec l'espoir d'acquiescer un métier, une situation, puis de se marier avec une compatriote.

Tel est le cas d'Elkélir, un Marocain de vingt-six ans, qui nous explique son drame : médecin de machines à coudre arrivé en France clandestinement en 1971, et ne sachant pas, à l'époque, un seul mot de français ; « régularisé » en 1973 après les grèves de la faim à l'église Saint-Hippolyte dans le treizième arrondissement, à Paris. Une fois en possession de sa carte de travail, il commence

Combien de ménages séparés

Encore s'agit-il d'un cas exceptionnel qui sera peut-être réglé, fait l'espoir, à titre « humanitaire ». Mais combien d'autres ménages seront-ils séparés ? « Moi, dit un autre Marocain, ouvrier spécialisé à la General Motors, c'est depuis deux ans que je préparais la venue de ma femme et de mes deux enfants, âgés de trois et quatre ans. Je ne les ai pas revus depuis dix mois, et pourtant je les aime bien. Je me suis installé dans une H.L.M. à Gilly-sur-Yvette ; j'ai repeint les murs et j'ai aussi acheté des meubles. Je n'ai plus qu'à revendre le tout ou à repartir. Mais j'ai déjà trente-sept ans et je ne trouverai certainement pas de travail au Maroc. C'est aussi l'opinion de mes camarades d'atelier. Dans notre usine, c'est vraiment la panique, car beaucoup d'O.S. ont laissé leur famille au pays... »

Puis, avec un regard sur les maisons closes de la rue : « Ce sont pourtant de bons ouvriers, soupire-t-il, ce ne sont pas des magueurs, ni des vendeurs ambulants, ni des clandestins, ni des chômeurs professionnels. Ils ont donné leur travail à la France, ils ont reconstruit votre pays après la guerre... »

C'est tout ce que dira cet homme de trente-sept ans, qui en paraît plus de cinquante.

JEAN BENOÎT.

La presse marocaine critique les décisions de Paris

De nouvelles réactions sont enregistrées après les mesures annoncées le 27 septembre par M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat chargé du travail : arrêt définitif de la délivrance de cartes de travail aux étrangers, extension de l'aide au retour réservée jusqu'alors aux chômeurs, suspension de toute immigration familiale pendant trois ans (« Le Monde » du 29 septembre).

C'est ainsi que M. Mario Soares, premier ministre du Portugal, a révélé le mardi 4 octobre qu'il avait adressé une lettre à M. Raymond Barre pour attirer son attention sur les problèmes de l'émigration, notamment après les incidents de Hendaye où plusieurs cars de pèlerins portugais se rendant à Lourdes ont été refoulés. Il a confirmé s'être entretenu de

cette affaire avec M. Paul Difsud, ancien secrétaire d'Etat aux travailleurs immigrés, qui se trouve à Lisbonne pour une réunion des ministres de la jeunesse et des sports du Conseil de l'Europe.

De son côté, Madrid a protesté contre des mesures qui pourraient viser environ huit mille sept cents travailleurs espagnols en chômage, incités à quitter la France. Qu'il s'agisse de l'aide au retour ou de la suspension de l'immigration familiale, de telles mesures vont à l'encontre de l'accord franco-espagnol du 25 janvier 1961, estime le gouvernement espagnol. Enfin, comme l'indiquait ci-dessus notre correspondant à Rabat, la presse marocaine critique vivement, après la presse algérienne, la nouvelle politique française de l'immigration.

Rabat. — La presse — particulièrement celle du parti de l'istiqal — donne depuis plusieurs jours un large écho aux mesures décidées à Paris pour limiter l'immigration. Plus de trois cent mille Marocains (travailleurs et leurs familles) résident en France.

Le ton des commentaires est vit. Le titre de l'Opinion (istiqal), le mardi 4 octobre : « La France a une

CORRESPONDANCE

La vie familiale et la santé des migrants

Estimant que « tout ce qui concerne l'immigration est une situation d'exception à la règle », le Comité médical-social des migrants (*) nous écrit notamment :

La séparation des immigrés d'avec leurs familles est une situation d'exception. Notre société n'a encore fait que peu de pas vers la compréhension et la maîtrise du phénomène migratoire. Le Comité estime donc nécessaire que l'on reconsidère la question dans son ensemble et, en particulier, que l'on tienne compte de ceux des immigrés qui ont commencé à préparer la venue de leurs familles ; que l'on prenne l'exacte mesure du rôle de la vie familiale dans la santé de tous les immigrés ; que l'on approfondisse l'étude de la migration et que, pour résoudre les problèmes posés par l'immigration familiale, l'avenir des jeunes et les retours au pays, on cherche à agir de concert avec les autres pays, notamment les pays d'origine des migrants.

* 23, rue du Louvre, 75001 Paris.

Le vote à gauche, mais...

M. Jean Reverade, 36 Paris (17*), nous écrit :

Je me présente brièvement : cinquante ans, cadre, chômeur, ayant toujours voté à gauche ou extrême gauche (la dernière fois écologiste), membre actif d'Amicale internationale. En bref, je suis fermement attaché à la présence massive de travailleurs étrangers dans mon pays. En voici quelques raisons, pêle-mêle. Les travailleurs immigrés confortent les régimes en place : d'abord le leur (en général, une dictature), ensuite celui du pays qui les reçoit (...). Ils empêchent, depuis plus de vingt ans, toute majorité de gauche, en déplaçant plus de 15 % du corps électoral vers la droite.

Il n'est pas sain, il n'est pas normal de quitter son pays pour gagner sa vie : il n'est pas sain, il n'est pas normal de ne pas balayer soi-même ses rues. L'américanisation de la France (béton, tours, défilés, circulation féminine, pollutions, gaspillages en tous genres, etc.) n'aurait eu lieu ni à ce rythme, ni dans ces conditions (...). Ils attristent la vie partout où ils sont et ce stress pas le patronat, premier intéressé à leur présence, qui les supporte c'est le peuple. Leur pays est plus ou moins développé ? Qu'ils le construisent comme nous l'avons fait, et comme les Chinois le font actuellement. Ces quelques amères constatations ne sont en cour de droite, ni à gauche, et pourtant...

LE SECOND XX^{SIÈCLE} 1947 A NOS JOURS

Ce livre fait partie de l'ensemble HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DU MONDE, en six volumes sous la direction de Pierre LÉON.

En souscription jusqu'au 31 octobre 1977 Renseignez-vous chez votre libraire, ou à défaut chez A. Colin, 103, bd St-Michel, 75005 Paris - tél. : 329.12.19

ARMAND COLIN

BIBLIOGRAPHIE

« Les étrangers en France et le problème du racisme » de Georges MAUGO

S'il fallait choisir parmi les récents ouvrages susceptibles d'éclairer en profondeur les conséquences du racisme, celui de Georges MAUGO paraîtrait le plus indiqué pour une approche humaine, mais également psychanalytique, du phénomène. Celui qui fut, sous de Gaulle, le fondateur des premiers centres psychopédagogiques à la libération, plus tard secrétaire général de l'Union scientifique internationale de la population et, de 1964 à 1970, secrétaire général du haut comité de la population, entend apporter, dans un langage simple, ses observations sur l'immigration et les gouvernements successifs, dominés, nous dit-il, par « une xénophobie démographique ».

Il jette un éclairage nouveau sur la condition d'infra-droit des travailleurs étrangers et sur les fantasmes qui en résultent aussi bien parmi la population française que parmi les immigrés eux-mêmes. Pour ces derniers, « le déracinement, l'insécurité de l'emploi et du logement, la solitude linguistique et le rejet raciste alimentent toute une pathologie mentale et psychosomatique ». L'auteur ne craint pas de faire appel à la psychologie freudienne, qu'il connaît bien, pour dénoncer l'irrationalité des réactions racistes. Il faut, préconise-t-il, diffuser les connaissances nouvelles sur l'importance du vécu inconscient et de ses pulsions d'amour et d'agressivité. « Prendre conscience, surtout, de notre tendance naturelle à rejeter sur des boucs émissaires nos peurs et nos difficultés personnelles » et préparer nos jeunes générations à « l'acceptation de la vie relationnelle du groupe ».

Georges MAUGO n'analyse pas seulement, d'ailleurs, le racisme anti-immigré, mais aussi celui qui s'exerce encore à l'égard d'autres communautés telles que les Juifs ou les Juifs, dont il étudie les comportements d'auto-défense. Ce livre dense est préfacé par Philippe Serre, premier secrétaire d'Etat à l'immigration sous Léon Blum.

* Les Etrangers en France et le problème du racisme. Editions la Pensée universelle, 3 bis, quai aux Fleurs, Paris-6e, 256 pages, 54,50 F.

De notre correspondant

drôle de notion des relations pré-remises », est significatif surtout après une suite d'articles traitant le proche des récentes décisions françaises et imputant celles-ci certes à l'ampleur du chômage, mais aussi à des considérations de politique interne dans la perspective des élections législatives ainsi qu'à des « tendances racistes ».

Un quotidien de l'opposition, *Al Moudharif*, organe de l'Union socialiste des forces populaires, demande au gouvernement marocain quelle disposition ce dernier compte prendre « avant que le retour des travailleurs ne prenne un tour aussi dramatique et douloureux que celui de nos ressortissants expulsés d'Algérie » (il y en eut plusieurs dizaines de milliers alors que s'aggravait en 1975 le conflit entre l'Algérie et le Maroc à propos du Sahara occidental).

Pour Al Mithaq Al Watani, journal des indépendants dont les députés élus sous cette étiquette en juin ont obtenu une large majorité à la Chambre des représentants, il est possible de tirer profit de l'expé-

rience de la main-d'œuvre qualifiée marocaine qui regagnera le royaume. Ce journal estime qu'il faut trouver de nouvelles formules de coopération entre pays européens et pays en voie de développement, car, dit-il, « à quoi bon continuer à travailler dans le cadre d'une coopération conditionnée exclusivement par la situation économique de pays européens qui, lorsqu'ils ont besoin de main-d'œuvre ou d'importations de tel ou tel produit, consentent à coopérer et qui, lorsque ces besoins disparaissent, prennent des mesures du genre de celles que l'on connaît ».

Les critiques de la presse ont amené le ministre marocain du travail, M. Mohamed Harbi Khattabi, à faire état d'un accord entre Rabat et Paris, antérieur aux mesures annoncées par M. Stoléru et ayant pour but « d'assurer, le cas échéant, aux immigrés marocains un retour dans les meilleures conditions pour eux et pour l'économie marocaine ». L'ambassadeur du Maroc à Paris s'est entretenu de cette question avec M. Stoléru après que celui-ci ait fait connaître les modalités de l'extension de l'aide au retour.

LOUIS GRAVIER.

Libres opinions

De l'hypocrisie considérée comme un des beaux-arts

par BERNARD GRANOTIER (*)

DEPUIS que M. Valéry Giscard d'Estaing prend sur lui d'inviter des travailleurs maliens ou sarakollés au petit déjeuner de l'Elysée, chacun se découvre un intérêt nouveau pour le problème de l'immigration. Des jugements trop rapides sont émis sur un problème sociologique difficile à saisir, entouré de passions partiales et dont les tenants et aboutissants restent négligés par maints observateurs qui ne voient l'immigration ni au passé colonial de la France ni au pluralisme ethnique et culturel du monde de demain. Les récentes prises de position contradictoires suscitées par la volonté gouvernementale de diminuer la population étrangère en France ne peuvent pas laisser indifférents ceux qui considèrent la recherche en sciences sociales comme engagée dans l'action sociale.

Comment M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat chargé du travail manuel, peut-il affirmer (le Monde du 29 septembre) que l'arrêt de l'entrée des familles étrangères pendant au moins trois ans ne remet pas en cause le droit à l'immigration familiale ? La principale originalité de la politique française par rapport aux autres pays européens consistait à favoriser l'adaptation par l'accueil des familles, seule façon de limiter les coûts psychologiques et sociaux du système aliénant des « faux célibataires », séparés de leur épouse et de ses enfants. Les mesures annoncées le 27 septembre montrent que l'on fait machine en arrière et que l'un des aspects les plus positifs du rôle de l'Office national d'immigration est supprimé.

Les réactions parfois violentes des partis de gauche et des grands syndicats à l'annonce du durcissement de la politique envers les immigrés vont-elles davantage au fond du problème ? Hélas ! non. Depuis des années, ce sont les mêmes accents de type purement émotionnel visant à réduire le racisme à la malaisance d'un gouvernement alors que tous les travaux scientifiques ont montré que le racisme a avant tout des bases sociales (héritage du passé colonial, contradictions internes de la classe ouvrière, conflit de normes culturelles et de valeurs).

Du côté des pays fournisseurs, l'inquiétude est légitime, mais ces gouvernements ont si souvent utilisé l'émigration comme une simple soupe de sécurité, sans prendre des mesures radicales pour réduire leur propre chômage, qu'on reste sceptique quand ils rejettent la cause de leurs difficultés internes sur des circonstances extérieures.

Peut-on oublier que nous payons encore en 1977 le dégrèvement du mécanisme d'immigration qui avait été mis en place en 1945 et qui fut inopérant de 1956 à 1968 pendant les années d'ouverture inconsidérée des frontières aux pseudo-touristes qu'étaient les clandestins ? Il est vrai qu'à cette époque une inavouable complicité liait les pouvoirs publics et les employeurs soucieux d'assurer l'expansion industrielle, les pays fournisseurs en quête d'un exutoire pour leur surplus de chômeurs, et, d'une certaine façon, les syndicats eux-mêmes dans la mesure où la promotion socio-professionnelle des travailleurs nationaux était possible par la substitution de main-d'œuvre étrangère aux postes les moins qualifiés.

Le moment semble venu en France où il devient indispensable d'institutionnaliser l'expression collective des immigrés. Progressivement leurs représentants devront être associés à toute décision les concernant, notamment la fixation d'un optimum de population immigrée dans une conjoncture donnée. Sur le plan plus qualitatif de la compréhension mutuelle qu'évoquait Mgr Saint-Gaudens, président de la Commission épiscopale des migrations, un gigantesque effort de pédagogie interethnique et interculturelle doit être suscité dans les prochaines années. Non seulement par le biais des communications de masse, comme cela est déjà entrepris par le Centre de documentation sur l'immigration et l'Office de promotion culturelle, mais au niveau du système éducatif primaire et secondaire. Une telle action en profondeur sur les lieux mêmes de la vie quotidienne ne pourra aboutir qu'à une clarification des choix collectifs, aujourd'hui trop souvent masqués par des considérations égoïstes du terrain réel de l'immigration.

(*) Sociologue, auteur des *Travailleurs immigrés en France* (Maspero, 1976).

MEDECINE
• Encadrement annuel
• Année préparatoire : O
IPC
46, bd Saint-Michel
633.81.23 / 033.45.87
Enseignement Supérieur Privé

Préparation au concours Médecine
PHARMACIE-DENTAIRE
• Encadrement annuel par CHU
• Année préparatoire : PCEN « O »
6 CENTRES
CPEPS
Groupe de livres de professeurs
57, rue Ch.-Lafitte, 92 Neully
72.54.04 ou 745.88.19

SALON 78
LANCIA GAMMA
ouvert samedi et dimanche
EXPOSITION ET ESSAIS TOUTE LA GAMME
LAOS AUTOMOBILES S.A.
96, Av. de Suffren 15ème - Tél. 783.50.70

(PUBLICITE)
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE, DE LA MISE EN VALEUR DES TERRES ET DE L'ENVIRONNEMENT
WILAYA DE TLEMCEN - PROGRAMME SPÉCIAL
AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL
Un avis d'appel d'offres est lancé pour les travaux d'aménagement et d'équipement de l'Extension du Périmètre Irrigable de MAGHINIA. Cet appel d'offres porte sur les lots suivants :
Lot A : Construction du Barrage de SOUANI (15 km3).
Lot B : Conduite maîtresse (20 km, diamètre 1.250).
Lot C : Station de pompage du Kef.
Lot D : Réseau de collecte et de distribution.
Les Entreprises intéressées peuvent soumissionner pour un lot ou plusieurs. Les dossiers d'appel d'offres pourront être consultés ou retirés auprès de la Direction de l'Hydraulique, de la Mise en Valeur des Terres et de l'Environnement de la Wilaya de TLEMCEN, 49, boulevard Mohamed-V, TLEMCEN.
La date limite de remise des plis est fixée au 1^{er} décembre 1977.
Les offres devront être présentées sous double enveloppe cachetée, l'enveloppe extérieure devra porter la mention : « Soumission Extension du Périmètre de MAGHINIA - A ne pas ouvrir ». Elles seront adressées à la Wilaya de TLEMCEN (Bureau des Marchés), TLEMCEN.
Les soumissionnaires resteront engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours.

27/10/77

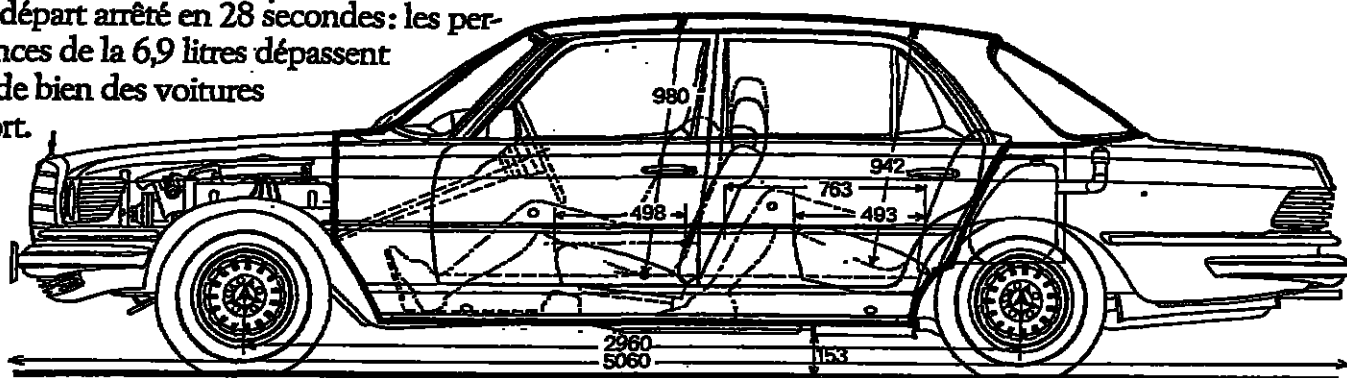
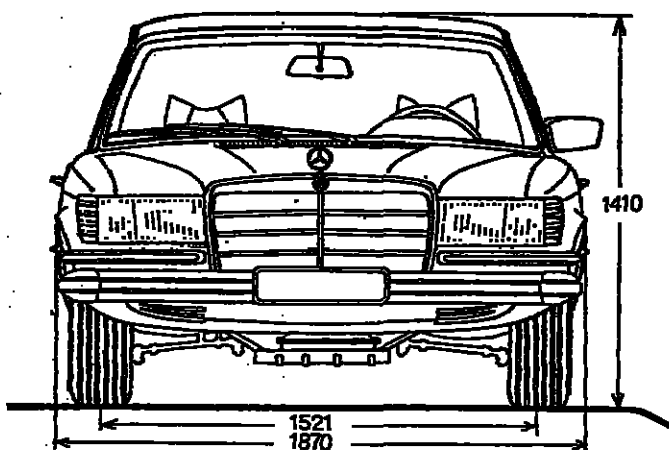
Il y a toujours eu des automobiles qui ont fait progresser l'automobile.

Avec pour seul cahier des charges de concevoir la meilleure grande routière possible, sans concession ni compromis, les ingénieurs de Mercedes ont fait la Mercedes 6,9 litres.

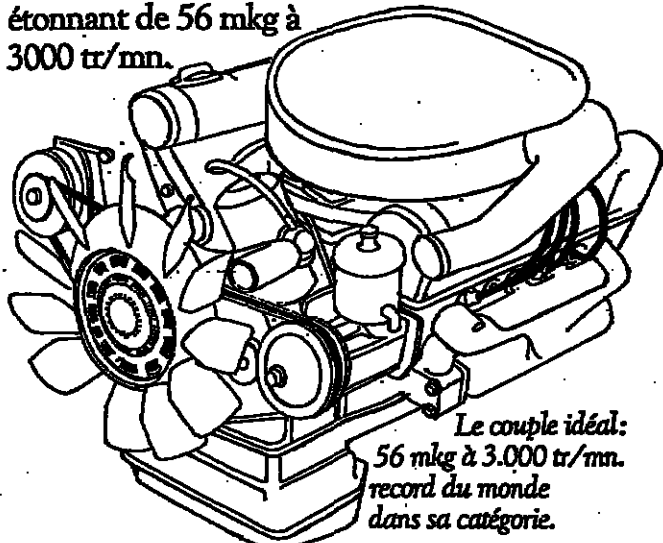
Une de ces fabuleuses voitures qui servent de référence, pendant des années, à tous les constructeurs.

Le moins passionné des automobilistes ne peut rester indifférent devant la perfection technologique qu'elle représente.

400 m départ arrêté en 18 secondes, kilomètre départ arrêté en 28 secondes: les performances de la 6,9 litres dépassent celles de bien des voitures de sport.



Son moteur, un 8 cylindres en V à injection K Jetronic et deux arbres à cames en tête, développe 286 ch DIN et un couple étonnant de 56 mkg à 3000 tr/mn.



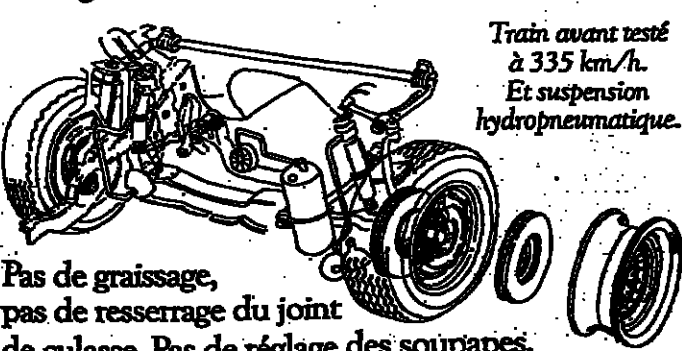
Le couple idéal: 56 mkg à 3.000 tr/mn. record du monde dans sa catégorie.

Avec des solutions techniques de bolide de course, le graissage par carter sec par exemple. Quelle que soit la force centrifuge, la lubrification est assurée.

Le seul problème que pose une telle puissance, c'est de pouvoir la domestiquer. Ce que fait la transmission automatique à trois rapports et convertisseur de couple et le fameux Tempomat qui programme et règle la vitesse choisie par le conducteur.

La 6,9 litres bondit, mais sans brusquerie: la puissance est toujours utilisée en souplesse.

Et contrairement aux voitures de course, la 6,9 litres ne nécessite pratiquement pas d'entretien: vidange moteur tous les 15 000 km. vidange de la boîte tous les 45 000 km.



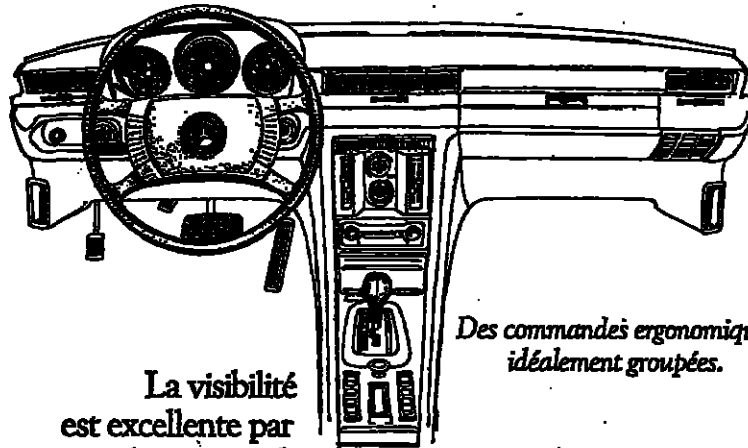
Train avant testé à 335 km/h. Et suspension hydro-pneumatique.

Pas de graissage, pas de resserrage du joint de culasse. Pas de réglage des soupapes.

Il est déjà remarquable d'arriver sur un moteur de cette puissance à une telle fiabilité. Mais le plus remarquable, et la performance la plus étonnante de la 6,9 litres, c'est la sécurité, le confort et la facilité avec laquelle ces performances sont obtenues.

Sécurité d'abord. Sécurité active qui tient à l'efficacité du freinage assisté à double circuit, à disques sur les quatre roues, avec ventilation des disques à l'avant, témoin d'usure des plaquettes et témoin d'indication de niveau de liquide de frein.

Tenue de route: train avant testé à 335 km/h, suspension hydro-pneumatique à haute pression, système antiplongée au freinage, anticabrage au démarrage, roues en alliage léger.



Des commandes ergonomiques idéalement groupées.

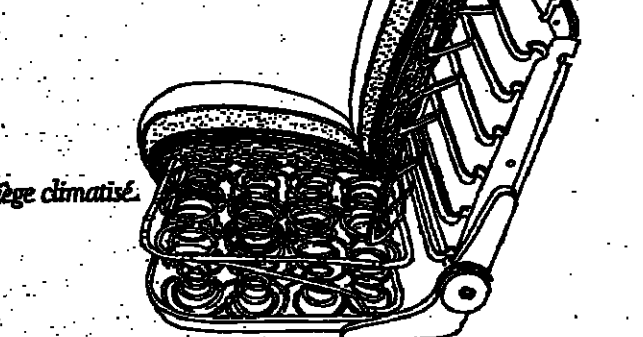
La visibilité est excellente par tous les temps, de jour comme de nuit: phares à iode, anti-brouillards, lavophares, dégivrage de la lunette arrière, déflecteur avant pour éviter les projections d'eau et de boue sur les vitres latérales.

Sécurité passive: l'habitacle est indéformable, les flancs et les montants de portières sont rembourrés ainsi que le tableau de bord et le pavillon. Le pare-brise est en verre feuilleté. La colonne de direction est déformable. Le réservoir est éloigné des zones de choc.



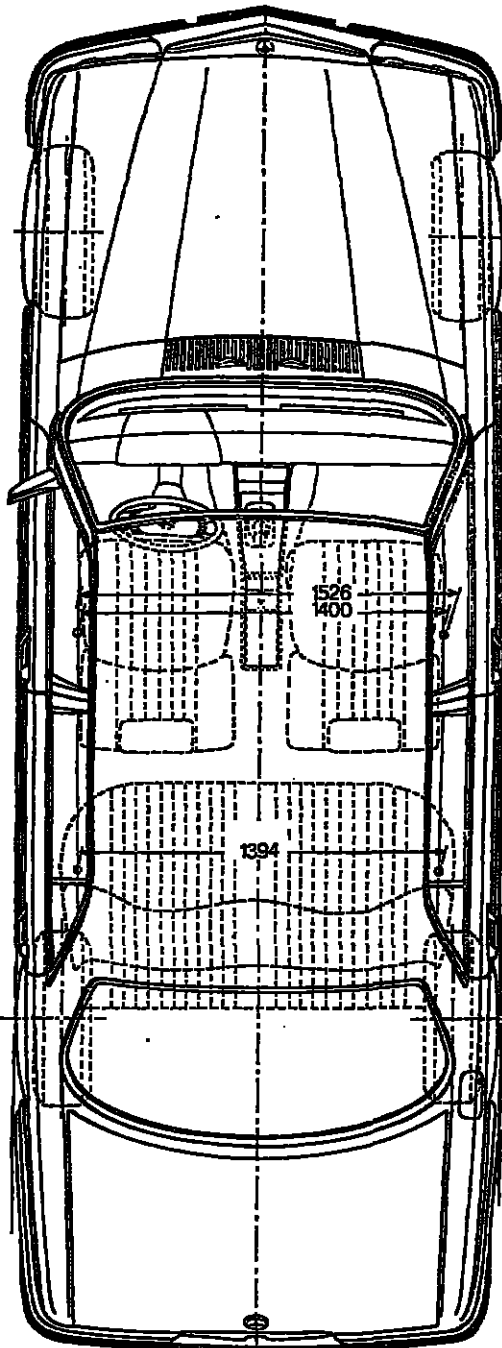
Amortisseur sur la colonne de direction.

Chaque siège comporte un appui-tête et une ceinture à enrouleur. Élément supplémentaire de sécurité, le confort.



Siège climatisé.

Confort dynamique et physiologique pour le conducteur: la fermeture de sa portière lui laisse le temps de retrouver soit le contact s'il est au volant, soit la serrure extérieure s'il quitte son véhicule: le plafonnier reste allumé quelques secondes. Réglages en trois dimensions du siège, pour trouver la position de conduite idéale. Direction assistée.



Ogilvy & Mather

Confort pour les passagers. Climatiseur à ventilation séparée à droite et à gauche. Vitres teintées à ouverture électrique. Dessin anatomique des sièges recouverts de velours. Liseuses à l'arrière.

La seule concession au luxe, c'est peut-être la radio stéréo à 4 hauts-parleurs. Mais le silence est tel à toutes les allures qu'il justifie la qualité de l'installation.

Toutes ces caractéristiques commencent à apparaître, le plus souvent isolément, sur d'autres voitures. Tant mieux: c'est la preuve qu'il est bon que de telles voitures existent.

Bien sûr la 6,9 litres est une voiture exceptionnelle, même dans la gamme Mercedes. Mais elle confirme la règle: l'esprit de synthèse que l'on retrouve sur toutes les Mercedes. Consommations: (normes françaises) 90 km/h: 13,5 l, 120 km/h: 16,3 l, parcours urbain conventionnel: 22,7 l.

Mercedes.
L'esprit de synthèse.



ÉCONOMIE - SOCIAL

ASSURANCE-
MALADIELA GRÈVE DES INFORMATIQUES
RETARDE
LE PAIEMENT DES PRESTATIONS
DANS LA RÉGION PARISIENNE

La grève, déclenchée le 28 septembre par le personnel du département informatique à la Caisse nationale d'assurance-maladie de la région parisienne, entraîne de sérieuses perturbations dans le paiement des prestations.

La Caisse indique aux assurés qui ont envoyé ces derniers jours un dossier de remboursement que les paiements par mandat, virement bancaire, etc., sont retardés de « quelques jours ». Elle prévient que tous les assurés qui ont un « besoin urgent » d'être remboursés rapidement peuvent se présenter au guichet de leur caisse ou aux antennes locales pour obtenir un remboursement en liquide.

La grève déclenchée par les employés de l'informatique est due aux revendications sur l'aménagement du temps de travail et la retraite. Selon la direction de la Caisse, des discussions sont engagées avec les syndicats C.G.T., F.O. et C.F.D.T. qui, mercredi 5 octobre, ont protesté contre le refus de la direction de satisfaire leurs demandes.

FONCTION
PUBLIQUEL'OBLIGATION DE RÉSERVE
NE PEUT PLUS ÊTRE OPPOSÉE
estime la FEN

L'obligation de réserve est-elle devenue caduque ? C'est ce qu'espère la FEN, après les récentes déclarations de M. Michel Massenet, conseiller d'État.

Dans un communiqué qu'elle nous a envoyé, la FEN déclare : « Le Monde du 29 septembre a publié l'information suivante : « M. Michel Massenet, conseiller d'État, après avoir précisé que la « gravité de l'enjeu » de l'auto-régulation de la réserve de l'État, n'est pas de « sortir du statut de réserve », mais de « voir de réserve » quel son statut juridique, nous a déclaré : « nous n'attaquons l'union de la gauche, qui menace, à son avis, la liberté de la presse et risque de changer l'éducation nationale en « monnaie nationale » et de transformer les entreprises en « ateliers télécommandés ».

« La FEN prend acte de cette déclaration et considère qu'en la formulant le directeur général de l'administration et de la fonction publique s'interdit désormais d'opposer l'obligation de réserve à tout fonctionnaire.

« La réforme de l'obligation de réserve des fonctionnaires n'est pas réclamée par les seuls syndicats, les associations et les organisations syndicales de journalistes. La commission de la « vie sociale » du VII^e Plan s'est également prononcée. Il y a dix-huit mois, pour une « remise en cause de l'obligation de réserve », comme le Monde du 21 avril 1976 l'avait indiqué. « Il faut inscrire dans les textes l'obligation pour l'administration de satisfaire, afin d'en assurer l'efficacité, les propositions de cette commission, qui ajoutaient : cette proposition est essentielle, mais délicate à mettre en œuvre, car elle suppose un changement des règles, mais aussi des mentalités ».

LES CRÉANCIERS
DE MANUFACTURE
FONT APPEL DU JUGEMENT
DU TRIBUNAL DE COMMERCE

(De notre correspondant.)

Saint-Etienne. — Si syndicats et partis de gauche ont accueilli avec une certaine satisfaction la saisie « stéphanoise » donnée à Manufacture, il n'en est pas de même pour le comité de défense des créanciers animé par M. Jean Marat, président du groupement interprofessionnel des chefs d'entreprises (G.I.C.E.) de la Loire. Ce comité a, en effet, décidé d'interjeter appel auprès du tribunal de Lyon du jugement du tribunal de commerce de cette ville, estimant celui-ci « inacceptable, puisqu'il renvoie le paiement de la presque totalité des créances des fournisseurs à trois ans ». « Cela revient, sous couvert de la loi, à une spoliation des créanciers », a-t-il dit. « De plus, il ne tient pas compte de la situation dramatique dans laquelle sont les fournisseurs », a-t-il ajouté. « Les entreprises stéphanoises ou non, ayant une activité indirecte avec Manufacture et employant quelque dix mille salariés. Deux mille de ceux-ci sont « directement menacés », selon le comité. Celui-ci a écrit à M. Sanguedolce (P.C.), maire de Saint-Etienne, « pour le placer devant ses responsabilités face au problème d'emploi ainsi créé chez les créanciers ».

Le comité des créanciers, à l'évidence, mène un baroud d'honneur, son appel n'étant pas suspensif. Il en a tellement conscience qu'il s'est dévoué à retirer son appel « si le P.D.G. désigné par le conseil d'administration reconstitué est un homme en qui nous pourrions avoir confiance et si le partenaire espéré fournit les garanties nécessaires ».

● La direction de Creusot-Loire a décidé de rationaliser la production de son usine stéphanoise du Marais et celle de sa filiale à St-C. La Société Marais de Rive-de-Gier, l'une se spécialisant dans les tôles fortes, la seconde dans les produits longs. Cette restructuration (le Monde du 18 juillet) va entraîner la suppression de trois cents emplois à l'établissement de Rive-de-Gier. Des départs en pré-retraite s'élèveront jusqu'en décembre 1978, et il y aura une centaine de mutations à l'usine de Saint-Etienne, où cent à deux cents emplois devraient être créés. — (Corresp.)

● Un contrat pour la fourniture de 100 millions de francs de machines-outils de construction française à l'U.R.S.S. a été signé entre la centrale d'achat soviétique Avtopromimport et cinq firmes françaises : régie Renault, Seri Renault Engineering, Solaky-Soudure électrique, Languepin et CPOAC. Ce contrat prévoit également la cession de licence de fabrication de matériel de soudage et l'étude d'une importante usine de production, située à Pskov.

● Contrat mexicain pour L.M.T. — La société Le matériel téléphonique, contrôlée à 88 % par le groupe Thomson, vient de recevoir du Mexique une commande de sept équipements de taxation centralisée pour des centraux téléphoniques Interur-

AFFAIRES

SIEMENS SIGNE UN ACCORD
AVEC UN FABRICANT
AMÉRICAIN
DE CIRCUITS INTÉGRÉS

Siemens, principal fabricant allemand de matériel électrique et électronique, renforce son implantation aux États-Unis. Il vient de signer un accord de coopération de 10 % dans le capital de la société américaine Advanced Micro Devices (A.M.D.) pour un prix de 22,5 millions de dollars. En outre, les deux sociétés ont créé une filiale commune (dont Siemens détient 60 % du capital), qui aura pour objet de fabriquer et de vendre sur le marché américain des circuits intégrés, moyennant 7,5 millions de dollars. Litronix (42 millions de dollars de chiffre d'affaires) est spécialisée dans l'opto-électronique.

Ces deux opérations témoignent des ambitions du groupe allemand dans le domaine des composants électroniques les plus évolués et de la micro-informatique. Ne disposant pas de la technologie la plus moderne dans ce secteur, il va la prendre aux États-Unis, plus spécialement en Californie, berceau de l'innovation en matière de composants. Cette stratégie offensive, mise en application depuis plusieurs années par les firmes japonaises et le groupe néerlandais Philips, tente également les firmes françaises. La Compagnie générale d'électronique et le groupe Thomson cherchent depuis des mois à racheter ou à coopérer avec des entreprises américaines spécialisées dans les composants. Apparemment sans grands résultats jusqu'à présent.

● La direction de Wall Street. Elle confirme la tendance à la concentration dans le secteur du courtage aux États-Unis, qui est apparu en 1975 lors de la suppression du système des commissions fixes, ce qui a entraîné la pratique des rabais et exacerbé la concurrence.

● La production industrielle est restée stable au mois d'août par rapport aux deux mois précédents. En un an (juillet-août 1977 comparés à juillet-août 1976) elle a augmenté de 2,5 %. Les industries de base ont connu une baisse de production de 1,5 % en un an, les industries produisant des biens d'équipement affichent une hausse de 6 %, celles produisant des biens de consommation sont en augmentation de 8,5 %.

● La société allemande d'électronique Baupunkt, filiale du groupe Robert Bosch, vient de signer avec B.A.S.F. un contrat de licence lui donnant le droit de fabriquer et commercialiser sur l'ensemble des États-Unis les produits français Yoplait. General Mills (3 milliards de dollars de chiffre d'affaires, dont 64 % dans l'alimentation) a acquis dans cette société deux entreprises (Michigan Cottage Cheese et Summit Food), qui détenaient déjà la franchise Yoplait pour certaines régions des États-Unis. Elle va également construire trois nouvelles usines réparties sur le territoire américain.

● La société allemande d'électronique Baupunkt, filiale du groupe Robert Bosch, vient de signer avec B.A.S.F. un contrat de licence lui donnant le droit de fabriquer et commercialiser sur l'ensemble des États-Unis les produits français Yoplait. General Mills (3 milliards de dollars de chiffre d'affaires, dont 64 % dans l'alimentation) a acquis dans cette société deux entreprises (Michigan Cottage Cheese et Summit Food), qui détenaient déjà la franchise Yoplait pour certaines régions des États-Unis. Elle va également construire trois nouvelles usines réparties sur le territoire américain.

● Les exportations de pétrole se sont élevées, en août, à 61 millions de barils par jour. En juillet elles avaient été de 9 millions de barils par jour. Cela confirme la volonté de l'Arabie Saoudite de limiter la production en cette période de faible demande. — (A.F.P.)

LA PARTICIPATION
DE THOMSON-BRANDT
DANS THOMSON-C.S.F.
VA TOMBER À 45 %

Thomson-Brandt qui détenait, il y a peu de temps encore, la majorité du capital de Thomson-C.S.F. (50,3 % exactement) n'en possède plus depuis juin, que 45,3 %. Cette modification résulte de la prise de participation du groupe dans la société Silex Seal Conducteurs (S.S.C.), intervenue en juin, à concurrence de 70 % : 75 % des actions de S.S.C. ont été payées en espèces par Thomson-C.S.F. et 25 % acquises par Thomson-Brandt, qui a payé avec des actions de Thomson-C.S.F. Les dirigeants du groupe expliquent cette opération par la nécessité d'« alléger la trésorerie de Thomson-C.S.F. », qui avait eu à supporter au cours des mois précédents d'importants prélèvements pour les primes de contrôle des sociétés du matériel téléphonique (L.M.T.) et la Française des téléphones Ericsson.

Une opération similaire devrait se dérouler prochainement à l'occasion de l'achat signé entre Thomson-Brandt et Nordmeica (« le Monde » du 29 septembre). L'acquisition d'une partie importante (50 % ou 51 %) du capital de la société allemande sera rémunérée, partiellement, en actions C.S.F. Après cette transaction, la participation de Thomson-Brandt dans Thomson-C.S.F. ne sera plus que de 45 % environ.

TRÈS IMPORTANTE FUSION
A WALL STREET

Deux des plus grandes maisons de courtage des États-Unis, Dean Witter Organization et Rex Nold Securities, vont fusionner pour devenir la plus importante « broker » américaine après Merrill Lynch. Dean Witter, avec deux mille deux cents personnes, cent cinquante et une succursales et un capital de 62,4 millions de dollars, rachète pour 46 millions de dollars toutes les actions de Rex Nold (mille trois cent cinquante personnes et quatre-vingt-trois succursales).

Il s'agit de la plus grande fusion de l'histoire de Wall Street. Elle confirme la tendance à la concentration dans le secteur du courtage aux États-Unis, qui est apparu en 1975 lors de la suppression du système des commissions fixes, ce qui a entraîné la pratique des rabais et exacerbé la concurrence.

A L'ÉTRANGER

ALLEMAGNE FÉDÉRALE

● La production industrielle est restée stable au mois d'août par rapport aux deux mois précédents. En un an (juillet-août 1977 comparés à juillet-août 1976) elle a augmenté de 2,5 %. Les industries de base ont connu une baisse de production de 1,5 % en un an, les industries produisant des biens d'équipement affichent une hausse de 6 %, celles produisant des biens de consommation sont en augmentation de 8,5 %.

ÉTATS-UNIS

● Le revenu médian (celui qui partage l'ensemble des revenus de la population en deux parts égales, l'une supérieures, l'autre inférieures) a été de 14 960 dollars (près de 75 000 francs) par famille l'année dernière, ce qui représente la première hausse depuis le début de la récession de 1973 (+ 9 % par rapport à 1975). Compte tenu de l'inflation, l'augmentation du revenu est de l'ordre de 3 %, principalement obtenue par les familles blanches. — (A.F.P.)

ARABIE SAOUDITE

● Les exportations de pétrole se sont élevées, en août, à 61 millions de barils par jour. En juillet elles avaient été de 9 millions de barils par jour. Cela confirme la volonté de l'Arabie Saoudite de limiter la production en cette période de faible demande. — (A.F.P.)

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	TROIS MOIS	SIX MOIS
	+ Bas + Haut	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.
\$ U.S.	4,8700 4,8725	+ 78 + 95	+ 160 + 190	+ 330 + 410
£ S.	4,4730 4,4810	+ 40 + 80	+ 100 + 140	+ 240 + 320
Yen. (100) ..	1,8770 1,8810	+ 120 + 130	+ 280 + 320	+ 460 + 490
D.M.	2,1900 2,1970	+ 80 + 120	+ 230 + 270	+ 390 + 430
Florin	1,5900 1,6015	+ 60 + 90	+ 130 + 150	+ 250 + 280
F.S. (100) ..	12,0900 12,1700	+ 300 + 430	+ 800 + 920	+ 1480 + 1700
F.S.	2,0950 2,0965	+ 120 + 150	+ 280 + 320	+ 460 + 490
L. (1 000) ..	5,5270 5,5320	+ 300 + 380	+ 700 + 780	+ 1200 + 1320
S.	8,5720 8,5790	+ 230 + 300	+ 620 + 700	+ 880 + 980

TAUX DES EURO-MONNAIES

	3 1/4	3 1/2	3 3/4	4	4 1/4	4 1/2	4 3/4	5
D.M.	3 1/4	3 1/2	3 3/4	4	4 1/4	4 1/2	4 3/4	5
£ S.	2	2 1/4	2 1/2	2 3/4	3	3 1/4	3 1/2	3 3/4
Florin	4	4 1/4	4 1/2	4 3/4	4 1/2	4 3/4	4 3/4	5
F.S.	4 1/4	4 1/2	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	5
F.S. (100) ..	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2
L. (1 000) ..	7	8	12	15	15	15	15	15
S.	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
S. francs ..	8	8 1/2	8 3/4	9 1/2	9 1/4	9 1/4	9 1/4	10 1/2

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

B.N.P. ET INCHEAPE CRÉENT COMPLEX S.A.

La Banque nationale de Paris et la société Inchcape and Co Ltd. de Londres, viennent de conclure un accord en vue de créer, à Paris, une filiale commune : la Complex S.A. (Compagnie pour la promotion et la réalisation des exportations).

Inchcape and Co est l'une des plus importantes sociétés britanniques de commerce international (« export house »). Elle dispose de plus de quatre cent cinquante compagnies filiales ou associées, en particulier dans les pays du Moyen-Orient et du Sud-Est asiatique. Sa filiale française, Peschaud et Cie International, qui participe également à l'opération, est une société de transport, transit et affrètement.

Afin de faciliter la pénétration des marchés où jusqu'ici les productions françaises n'ont pas pris la place à laquelle elles pouvaient prétendre, cette nouvelle société proposera à la clientèle d'intervenir de deux façons différentes. Après avoir recherché des débouchés à l'étranger, elle pourra soit mettre en rapport l'exportateur français et l'acheteur étranger, soit acheter elle-même les produits dont elle assurera la vente et le transport à l'étranger.

Cette promotion des exportations françaises devrait s'exercer en particulier au bénéfice des P.M.E. et des P.M.I.

Le capital de la Complex, fixé à 2 millions de francs, sera réparti par moitié entre les deux groupes de la façon suivante :

- Inchcape Export Limited, Londres (filiale de Inchcape & Co) : 25 %
- Peschaud et Cie International : 25 %
- Banque nationale de Paris et S.N.P. : 20 %
- Intercom (filiale S.N.P.) : 30 %

La société sera opérationnelle avant la fin de l'année, sous réserve de l'agrément des autorités françaises et britanniques.

CESSATION DE GARANTIE

La Banque nationale de Paris, société anonyme au capital de 500 000 000 de francs, dont le siège social est à Paris, 16, boulevard des Capucines, inscrit au registre du commerce de Paris sous le numéro 8 662 042 445, informe le public qu'à la suite de la cession d'activité de la Banque nationale de Paris, elle a cessé de garantir les opérations effectuées en 1977 par celle-ci, sous l'égide d'un décret du 20 juillet 1973.

Conformément aux dispositions de l'article 45 du même décret, cette garantie s'applique à toutes créances ayant pour origine un versement ou une remise effectuée pendant la période de garantie pour les opérations visées par la loi du 2 janvier 1970 et restant couvertes par la Banque nationale de Paris à condition d'être produites par le créancier dans les trois mois de la présente publication au siège de l'Agence Montparnasse de la Banque nationale de Paris, sis à Paris-6^e, 169, rue de Rennes.

LENTILLES DE CONTACT :
des millions d'utilisateurs conquis.
Pourquoi pas vous ?

Ne dites plus « je n'ose pas » : des millions de personnes dans le monde ont depuis longtemps renoncé à porter des lunettes et adopté les lentilles de contact. Ne dites plus « ce n'est pas pour moi » : chez YSOPTIC, il existe toute une gamme de lentilles de contact spécialement conçues pour vous. Ne dites pas « lesquelles choisir ? » : chez YSOPTIC, des spécialistes vous conseilleront les lentilles de contact qui répondent le mieux à votre cas et vous garantiront une accommodation rapide et une tolérance parfaite. Venez faire un essai. Gratuitement.

YSOPTIC
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.

CELIBATAIRES
ENFIN DES RENCONTRES
QUE VOUS PRENDREZ
AU SÉRIEUX !

Désormais, rencontrez - grâce à une étude psychologique préalable - des partenaires dont le caractère, l'efficacité et même la sexualité sont compatibles avec les vôtres. C'est la chance fantastique que vous offre ION.



découvrir celle que vous cherchez pour la vie.

On parle beaucoup de ION : depuis 1960, 315 articles, plus de 100 émissions (radio et T.V.), 10 livres, 1 film ont traité de ce progrès scientifique, le plus extraordinaire de notre temps dans le domaine du mariage. Lire notamment : « Vers une civilisation du couple » de L.M. Jentel. Préface de Louis Armand, de l'Académie française (toutes librairies).

ION INTERNATIONAL

Institut de Psychologie
PARIS - BRUXELLES - GENÈVE - MONTREAL

Pour une 1^{re} rencontre sous 15 jours, envoyez-moi gratuitement votre documentation en couleurs, sous pli neutre et cacheté :

M. Mlle Melle _____ Prénom _____ Age _____

Adresse : _____

ION FRANCE (MO 27) 94, rue Saint-Lazare, 75009 PARIS - Tél. 526.70.85 + ION RHONE-ALPES (MOR 27) 35, avenue Rockefeller - 69003 LYON - Tél. 54.25.44 + 56, cours Berrât - 38000 GRENOBLE - Tél. 44.18.61 + ION BELGIQUE (MOB 27) 105, rue du Marché-aux-Herbiers, 1000 BRUXELLES - Tél. 511.74.30 + ION SUISSE (MOS 27) 75, rue de Lyon - 1203 GENÈVE - Tél. 022.45.72.80

ESCP
FORMATION CONTINUE

Les programmes de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE PARIS sont adaptés par ses enseignants à la Formation Continue. Ils permettent aux dirigeants et cadres de se perfectionner ou d'acquérir des connaissances approfondies dans tous les domaines de la GESTION et de la DIRECTION des entreprises.

Les études sont organisées en modules indépendants, pouvant être capitalisés pour l'obtention d'un Certificat d'Études Spécialisées.

Premières sessions : 14 Novembre 1977

Programme complet et calendrier détaillé sur demande à
ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE PARIS - FORMATION CONTINUE
79, Avenue de la République 75011 Paris - tél : 355.39.08
Etablissement de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris-Centre Parisien de Management

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

Léger glissement
La séance s'est ouverte avec cinquante minutes de retard et a été marquée à la Bourse de Paris par une nouvelle et fautive alerte à la bombe dans le quartier de la Bastille. Le marché a ouvert à 10 h 15, l'indice Cote 30 a ouvert à 100,00. Le marché a évolué dans une atmosphère de calme, les cours ont été marqués par un léger glissement à la baisse. Le Cote 30 a terminé à 99,50, soit une baisse de 0,50 point. Le marché a été marqué par une certaine nervosité, les cours ont été marqués par un léger glissement à la baisse. Le Cote 30 a terminé à 99,50, soit une baisse de 0,50 point.

LONDRES

Encouragé par la montée du sterling et la perspective d'un nouvel abaissement du taux de l'escompte, le marché a ouvert à 10 h 30, l'indice FTSE 100 a ouvert à 100,00. Le marché a évolué dans une atmosphère de calme, les cours ont été marqués par un léger glissement à la baisse. Le FTSE 100 a terminé à 99,50, soit une baisse de 0,50 point. Le marché a été marqué par une certaine nervosité, les cours ont été marqués par un léger glissement à la baisse. Le FTSE 100 a terminé à 99,50, soit une baisse de 0,50 point.

NEW-YORK

Nouveau repli
La baisse des cours s'est poursuivie à New York, le marché a ouvert à 9 h 30, l'indice Dow Jones a ouvert à 100,00. Le marché a évolué dans une atmosphère de calme, les cours ont été marqués par un léger glissement à la baisse. Le Dow Jones a terminé à 99,50, soit une baisse de 0,50 point. Le marché a été marqué par une certaine nervosité, les cours ont été marqués par un léger glissement à la baisse. Le Dow Jones a terminé à 99,50, soit une baisse de 0,50 point.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS
BOCHET - Le chiffre d'affaires de la société pour les huit premiers mois de l'exercice 1977, s'élève à 1,2 milliard de francs, contre 1,1 milliard en 1976. Le bénéfice net s'élève à 150 millions de francs, contre 140 millions en 1976.

INDICES QUOTIDIENS
Cote 30 : 99,50
FTSE 100 : 99,50
Dow Jones : 99,50

COURS DU DOLLAR A TOKYO
1 dollar = 160,00 yen

BOURSE DE PARIS - 5 OCTOBRE - COMPTANT

VALEURS	Cours	Précéd.	Différence
Alcatel	120,00	119,50	+0,50
Alstom	110,00	109,50	+0,50
Amal	100,00	99,50	+0,50
Amis	90,00	89,50	+0,50
Amor	80,00	79,50	+0,50
Amor	70,00	69,50	+0,50
Amor	60,00	59,50	+0,50
Amor	50,00	49,50	+0,50
Amor	40,00	39,50	+0,50
Amor	30,00	29,50	+0,50

VALEURS	Cours	Précéd.	Différence
Amor	100,00	99,50	+0,50
Amor	90,00	89,50	+0,50
Amor	80,00	79,50	+0,50
Amor	70,00	69,50	+0,50
Amor	60,00	59,50	+0,50
Amor	50,00	49,50	+0,50
Amor	40,00	39,50	+0,50
Amor	30,00	29,50	+0,50
Amor	20,00	19,50	+0,50
Amor	10,00	9,50	+0,50

MARCHÉ A TERME

VALEURS	Cours	Précéd.	Différence
Amor	100,00	99,50	+0,50
Amor	90,00	89,50	+0,50
Amor	80,00	79,50	+0,50
Amor	70,00	69,50	+0,50
Amor	60,00	59,50	+0,50
Amor	50,00	49,50	+0,50
Amor	40,00	39,50	+0,50
Amor	30,00	29,50	+0,50
Amor	20,00	19,50	+0,50
Amor	10,00	9,50	+0,50

COTE DES CHANGES

VALEURS	Cours	Précéd.	Différence
Amor	100,00	99,50	+0,50
Amor	90,00	89,50	+0,50
Amor	80,00	79,50	+0,50
Amor	70,00	69,50	+0,50
Amor	60,00	59,50	+0,50
Amor	50,00	49,50	+0,50
Amor	40,00	39,50	+0,50
Amor	30,00	29,50	+0,50
Amor	20,00	19,50	+0,50
Amor	10,00	9,50	+0,50

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDÉES — LE TRAVAIL ET LA RE-TRAITE — Le point de vue de Michel Collet : « A chacun selon ses besoins » ; « Une vie active en petit de chagrin », par Marcel Bleustein-Blanchet.
- 3-4. DIPLOMATIE — EUROPE — REPUBLIQUE D'IRLANDE : l'assassinat de M. Costello.
5. PROCHE-ORIENT — Après l'accord américano-israélien.
6. AFRIQUE — Le Kenya craint une offensive somalienne dans ses provinces du Nord-Est.
6. Océanie
7. AMÉRIQUES — « Porto-Rico en quête d'identité » (III), par A.-M. Caron.
- 8 à 11. POLITIQUE — La composition du Sénat après les élections du 25 septembre.
12. RELIGION — Les travaux du synode romain.
12. AÉRONAUTIQUE — Le projet de participation de l'Etat des Douglas.
13. UNESCO — Le conseil exécutif examine « l'Offensive Dumitrescu ».
14. SPORTS — Moncler élimine Saint-Etienne.
- 14-15. JUSTICE — Deux jeunes incendiaires du C.E.S. Pailleron ont comparu à huis clos.
15. SOCIÉTÉ — Mortelle seringue.
16. RÉGIONS
16. ÉQUIPEMENT — Démission et suspensions à l'Aéroport de New-York.

LE MONDE DES LIVRES

Pages 17 à 24

- LE FEUILLETON de B. Petrot-Delpech : « Le Mauvais Lieu », de Julien Green.
- ROMANS : La diabolique ambivalence de Didier Martin ; Les événements de la vie de Champlain ; Quand Pierre Bourgeois mange son armoir.
- HISTOIRE : Ponia, Cadoudal et Napoléon.
- SOCIÉTÉ : Cette pulsion infantile qui traverse l'histoire des hommes.
- LETTRÉS ÉTRANGERS : La collection « Voix ».
- EXTRAITEN : Ombre Grasse explique sur son dernier livre.

- 25 à 28. ARTS ET SPECTACLES — THÉÂTRE : S.A.P.E. de Carmelo Bene ; la nouvelle Zanc.
- CINÉMA : Paradis d'été, de Guennel Lindblom.
- 32 à 34. LE COTON ET LE TIERS-MONDE
- 34 à 38. ÉCONOMIE - SOCIAL — IMMIGRATION : après les mesures de restriction.
- AGRICULTURE : un accord pour intervenir pour stabiliser les cours du sucre.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (29)
Annonces classées (29 à 31) ; Aujourd'hui (31) ; Carnet (31) ; « Journal officiel » (15) ; Loterie nationale, Loto (15) ; Météorologie (15) ; Mots croisés (15) ; Bourse (31).

800 machines à écrire en discount/Duriez

200 Électriques portables
TOUTES les marques, les meilleures, les plus durables, les moins chères : Olivetti, Olympia, Eterna, Adler, Brother, Erika, Smith-Corona, etc. Duriez vous dit la vérité sur toutes et rembourse dans dix jours sans aucun frais. Quantités limitées. 135, bd St-Germain. Calculatrices électroniques, matériel de bureau et de classement.

A B C D E F G

En Grande-Bretagne

Le congrès travailliste approuve la politique européenne de M. Callaghan

De notre envoyé spécial.

Brighton. — La lettre envoyée par le premier ministre, M. Callaghan, au secrétaire général du Labour, M. Sheppard, avant le congrès travailliste (Le Monde daté 2-3 octobre) a permis de dégager, mercredi 5 octobre, à Brighton, une sorte de consensus sur l'Europe. Le congrès a rejeté les motions recommandant le retrait de la Grande-Bretagne de la Communauté ou l'organisation d'un nouveau référendum. Il a approuvé le document préparé par l'exécutif national, qui insiste sur la nécessité de réformes profondes de l'institution européenne. Cette formule, recommandée par M. Callaghan dans sa lettre, correspond à une trêve entre des factions qui se sont opposées pendant des années. Au lieu d'un affrontement public, la discussion reprendra à huis clos entre les membres pro-européens du cabinet et ceux, en majorité anti-européens, de l'exécutif national. Une fois de plus, le souci d'unité du parti a prévalu.

Néanmoins, le parti inscra sans doute à son programme la

série de réformes de la Communauté préconisées par M. Callaghan. « L'esprit européen » n'a d'ailleurs guère brillé à Brighton. Le débat fut littéralement escamoté par l'exécutif. Aucun des grands thèmes anti-européens, comme M. Sheppard, par exemple, le ministre de l'environnement, ne prit la parole. En confiant à M. Foot, le leader de la Chambre des communes, le soin de clore la discussion, l'exécutif a pour ainsi dire « neutralisé » ce foudroyant orateur, vieux adversaire de l'entrée de la Grande-Bretagne dans la C.E.E. Les interventions furent d'une qualité médiocre, inspirées davantage par un nationalisme dénué de tout sens que par une « Europe des tristes ».

M. Foot a évoqué la mémoire de Hugh Gaitskell, qui prononça le premier discours anti-européen à la Chambre des communes, il y a quinze ans, à Brighton. Il passa sous silence l'évolution négative de l'ancien dirigeant, et souligna que le peuple et le Parlement britannique n'avaient pas aliéné leur droit de sortir de la Communauté. M. Foot approuva la formule de M. Callaghan de travailler « de l'intérieur » à la réforme de la Communauté, réforme concernant essentiellement la politique agricole, la réaffirmation de l'autorité des Parlements nationaux, la protection des politiques économique et régionale. M. Foot se déclara favorable à l'élargissement de la Communauté à la Grèce, au Portugal et à l'Espagne. « Il n'est pas possible, a-t-il dit, de fermer la porte au nez de nos camarades socialistes espagnols et portugais. » A dire vrai, les anti-européens sont convaincus que ce largissement changera fondamentalement la Communauté, qui perdra encore davantage tout caractère supranational. Curieusement, à aucun moment il ne fut question du projet de loi sur les élections directes au Parlement européen.

Dans l'après-midi, à l'issue d'un débat enfin animé et la démission de M. Sheppard, le congrès vota à une très forte majorité en faveur de l'abolition de la Chambre des lords. Ce n'est pas la première fois que les travaillistes prennent position à ce sujet, mais les nobles lords ont la vie dure. Jusqu'à présent, en effet, aucune majorité n'a pu être trouvée aux Communes pour le projet de loi démantelant cette vénérable institution.

Henri Pierre.

SUR LE MARCHÉ DES CHANGES

La baisse du dollar reprend

Le redressement du dollar aura été de courte durée. Après deux jours de hausse, la baisse de la devise américaine a repris jeudi matin 5 octobre sur toutes les places financières internationales, très actives pour la plupart.

Elle a été particulièrement sensible à Londres où la perspective d'une nouvelle baisse du taux de l'escompte (« minimum lending rate » de la Banque d'Angleterre) n'a pas empêché la livre sterling de remonter pour la première fois depuis quinze mois au-dessus de 1,76 dollar, venant de 1,754 dollar la veille en clôture.

Le recul du dollar a été également sensible à Paris (457 F contre 458,19 F), Francfort (2,28 DM contre 2,304 DM) et à Zurich (2,335 F.S. contre 2,335 F.S.).

Cette nouvelle attaque contre la monnaie américaine a lieu malgré le renchérissement des taux d'intérêt outre-atlantique et le regain d'incertitude dont l'or est l'objet, ainsi

qu'en témoigne l'enclume mensuelle du F.M.I. Mais sur les marchés des changes on fait également valoir les informations contradictoires en provenance du Japon. Le gouverneur de la Banque du Japon, M. Morinaga, aurait ainsi déclaré que le yen flotterait désormais librement. Or, d'après diverses indications, la Banque du Japon a encore tenté, ce mercredi, d'arrêter la hausse du yen en achetant plus de 400 millions de dollars. Vis-à-vis de la devise japonaise, le dollar n'en est pas moins tombé à 239 yen (après 238,35 yen), contre 261,07 yen, se rapprochant ainsi de son record de baisse (254 yen) enregistré en juillet 1973.

Pour leur part, les milieux d'affaires japonais sont inquiets de cette nouvelle hausse du yen, qui, d'après eux, pourrait faire baisser les exportations et prolonger la récession. Quant au « Times », il fait état d'une accélération de la conversion des péto-dollars en d'autres monnaies.

Sur Antenne 2

LA RETRANSMISSION EN DIRECT DE « LORENZACCIO » POURRAIT ÊTRE ANNULÉE

Première retransmission en direct et en Eurovision d'un spectacle de la Comédie-Française, « Lorenzaccio », de Musset, programmé ce mercredi, à 20 h 30, sur Antenne 2, pourrait être annulé. Un conflit opposé, en effet, certains membres de la distribution, soutenus par le Syndicat des artistes interprètes C.G.T. et la direction de la société.

En raison de l'ampleur de la mise en scène de Françoise Sagan, le spectacle nécessite la participation de soixante-neuf interprètes extérieurs à la troupe, dont vingt-cinq seulement assurent des répliques. Considérés comme « artistes de complément » par les conventions collectives en vigueur à la télévision, ces quarante-quatre « figurants » ne reçoivent pas, en principe, et contrairement au reste de la distribution, les compléments d'indemnité (jusqu'à 10 % pour certains pays), prévus en cas de retransmissions à l'étranger.

REPORT D'UNE ÉMISSION SUR LES JEUNES ET LA DROGUE

« La neige de Noël », second épisode de la série « Brigade des mineurs », qui devait être diffusée samedi 5 octobre, à 20 h 30, sur Antenne 2, sera remplacée par un

téléfilm américain. La programmation de cette réalisation de Michel Wyn, qui traitait des problèmes de la drogue chez les jeunes, est reportée à une date non encore précisée. « Avez-vous vu la neige de Noël », Antenne 2 a cependant tenu à s'entourer de toutes les garanties, ce qui l'a conduit à solliciter l'avis des principaux services français en matière de toxicomanie, précise la société dans un communiqué. Sur la base de cet avis, la direction de la société, approuvée par son conseil d'administration, a décidé de reporter cette émission et d'accompagner sa diffusion d'un débat, afin d'éviter toute interprétation malentendue de l'œuvre.

(PUBLICITÉ)

DIPLOMES DE LANGUES pour la vie professionnelle

Tous ceux qui ont étudié une langue (anglais, allemand, italien, espagnol, russe) qui ont leur diplôme en poche ou leur niveau d'études, ont intérêt à compléter leur qualification par une formation en langues détachée dans la vie professionnelle. Cette formation peut être confirmée par un des diplômes suivants :
— Chambres de Commerce Étrangères, compléments indispensables pour tous les emplois de commerce et des affaires ;
— B.T.S. Traducteur Commercial, attestant une formation de spécialiste de la traduction et de l'interprétation d'entreprises ;
— Université de Cambridge (anglais), carrières de l'information, édition, tourisme, hôtellerie, etc.
Examen chaque année dans les principales villes de France.
Étudiants, cadres commerciaux et administratifs, ingénieurs, techniciens, secrétaires, représentants, comptables, professeurs de langues ont une opportunité pour améliorer leur compétence et leurs chances.
Documentation gratuite n° 1763 sur la préparation et les débouchés de ces diplômes, sur demande à : Langues et Affaires, rue Collaert, 52303 Paris-Levallois. Tél. : 270-51-33 (enseignement privé à distance).

L'AUTRICHE CHERCHE

A COUPER COURT AUX RUMEURS SUR UNE DÉVALUATION DU SCHILLING

Vienne. — Le chancelier d'Autriche, M. Bruno Kreisky, a souligné, mercredi 5 octobre, au cours d'une conférence de presse que les spéculations contre le schilling la semaine dernière, à la suite des rumeurs de dévaluation, avaient coûté au pays plus de 5 milliards de schillings (100 schillings valent environ 29,7 francs).

Mais une partie de ces pertes ont été converties cette semaine par les rentrées de capitaux à la suite des démentis formels du gouvernement et des autorités monétaires que le chancelier a renouvelés dans sa conférence de presse.

Il n'en reste pas moins que les avoirs de la Banque centrale en devises étrangères ont baissé de 3,51 milliards de schillings au cours de la dernière semaine de septembre, pour revenir à 36,85 milliards de schillings. Kreisky a précisé que son gouvernement préparait de nouvelles mesures destinées à encourager l'investissement privé et à réduire le déficit commercial. (Agef.)

L'OR DU FONDS MONÉTAIRE

VENU A UN COURS RECORD

Jamais le Fonds monétaire n'avait encore vendu de l'or à un prix aussi élevé depuis qu'il a commencé ses adjudications (le 2 juin 1976). La quatorzième vente aux enchères, qui a eu lieu le mercredi 5 octobre, s'est faite à des prix élevés : entre 154,99 et 157,05 dollars l'once (1 once = 31,103 grammes), soit un cours moyen de 155,14 dollars l'once (contre 147,78 dollars lors de l'adjudication précédente du 7 septembre).

Elle a porté, comme les précédentes, sur 335 000 onces (un peu plus de 10 tonnes). Le F.M.I. précise dans son communiqué qu'il avait reçu des soumissions pour 971 200 onces. Le produit de la vente a rapporté environ 60 millions de dollars au « Fonds spécial d'aide », créé à côté du Fonds monétaire en faveur des pays les plus pauvres.

Le numéro du « Monde » daté 6 octobre 1977 a été tiré à 539 993 exemplaires.